
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 1682

[C — 2000/21327]

Arrêt n° 81/2000 du 21 juin 2000

Numéro du rôle : 1707

En cause : le recours en annulation de la loi du 18 décembre 1998 réglant les élections simultanées ou rapprochées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de région et de communauté et de la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement des votes automatisés au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, introduit par L. Michel et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, E. Cerexhe, A. Arts, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 17 juin 1999 et parvenue au greffe le 18 juin 1999, L. Michel, demeurant à 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, RCH 2/2, L. Mommaerts, demeurant à 4000 Liège, En Neuvicé 59, boîte 52, et F. Kisters, demeurant à 1060 Bruxelles, rue de Prague 32, ont introduit un recours en annulation de la loi du 18 décembre 1998 réglant les élections simultanées ou rapprochées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de région et de communauté et de la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement des votes automatisés au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé (publiées au *Moniteur belge* du 31 décembre 1998, deuxième édition).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 18 juin 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 août 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 11 août 1999.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 17 septembre 1999;
- le Gouvernement de la Communauté française, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 22 septembre 1999.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 27 octobre 1999.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 17 décembre 1999.

Par ordonnances du 30 novembre 1999 et du 31 mai 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 17 juin 2000 et 17 décembre 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 mai 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 30 mai 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 mai 2000.

A l'audience publique du 30 mai 2000 :

- a comparu Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour le Conseil des ministres et pour le Gouvernement de la Communauté française;

- les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;

- l'avocat précité a été entendu;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Position des requérants

A.1. Les requérants entendent justifier leur intérêt à agir en leur qualité d'électeurs et de candidats aux élections du 13 juin 1999. Ils demandent l'annulation des deux lois précitées du 18 décembre 1998 « et, par conséquent, des élections elles-mêmes ». Ils formulent huit moyens.

A.2. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les lois attaquées déterminent deux catégories d'électeurs : ceux qui votent « traditionnellement avec bulletins sur papier et dépouillement manuel, contrôlé par des électeurs neutres et impartiaux, choisis au hasard, et recomptage possible à divers niveaux, [qui disposent] de toutes leurs prérogatives constitutionnelles en matière civique et électorale »; ceux qui votent « électroniquement avec carte magnétique, bulletin de vote virtuel et contrôle unique de la part du Ministère de l'intérieur, via ses informaticiens, ceux des sociétés mercenaires chargées de la maintenance, et ceux du Collège de neuf experts désignés par les assemblées », qui ne jouissent pas des mêmes prérogatives puisqu'ils sont livrés à « un système anonyme, virtuel et incontrôlable par l'électeur, notamment au niveau de la confirmation du vote lui-même, mais aussi en cas de fraudes ou de recomptages ».

A.3. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les lois attaquées « rétablissent hypocritement une forme de suffrage capacitaire » puisque seule une élite de fonctionnaires et de consultants sera capable d'exercer un contrôle qu'il appartient au peuple et à ses représentants d'exercer véritablement.

A.4. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 ainsi que de l'article 62, § 3, de la Constitution en ce que le vote informatisé, qui impose dans certains cas le recours à une aide extérieure, méconnaît de manière discriminatoire le secret des votes, de même qu'il crée une discrimination « entre les générations non formées et non habituées à l'informatique, en raison de leur âge notamment, et les plus jeunes ».

A.5. Le quatrième moyen est pris de la « violation des articles 25 à 30 de l'ancienne Constitution et 62, § 3, de la Constitution » en ce qu'il est créé deux catégories de citoyens : l'électeur qui vote traditionnellement et exerce un contrôle par le biais d'assesseurs avec possibilité de recomptage manuel et l'électeur qui vote informatiquement et n'exerce aucun contrôle sur son vote et sur l'élection.

A.6. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 62, § 3, de la Constitution, en ce que la carte magnétique et l'enregistrement des données identifient l'électeur et méconnaissent le secret absolu du vote.

A.7. Le sixième moyen est pris de la violation de la séparation des pouvoirs et des articles 25 à 30 de la « Constitution ancienne », en ce que le vote informatique ne permet le contrôle que du ministère de l'Intérieur, qui est « à la fois juge et partie ».

A.8. Le septième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les lois attaquées instaurent deux catégories de candidats : ceux qui disposent des garanties légales, à savoir la présence de témoins dans les bureaux de vote et la possibilité de recomptage en cas de contestation et ceux qui, relevant du vote automatisé, ne peuvent plus exercer ce contrôle.

A.9. Le huitième moyen est pris de la violation de l'indépendance du pouvoir législatif et des articles 25 à 30 de l'« ancienne Constitution », en ce que l'ampleur du système informatique implique le recours à des firmes multinationales privées.

A.10. Les requérants demandent également à la Cour, en application de l'article 177, point b), du Traité de Rome, de poser à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle suivante :

« Les lois susdites et leurs dispositions attaquées devant la Cour d'arbitrage en vue de leur annulation violent-elles ou non les droits démocratiques les plus élémentaires du citoyen électeur ou candidat de listes présentées au suffrage des électeurs dans les collèges électoraux du royaume ?

Les dispositions attaquées desdites lois sont-elles en concordance soit en valeur soit en relation semblable avec d'autres dispositions en droit comparé des autres Etats membres et sont-elles en respect des droits démocratiques de l'électeur ou du candidat se présentant aux élections telles qu'organisées ?

Les requérants incluent dans leur question les reproches faits aux dispositions des lois attaquées, tels qu'énoncés dans leurs huit moyens développés dans la présente requête. »

Mémoire du Conseil des ministres et du Gouvernement de la Communauté française

A.11. Le Conseil des ministres et le Gouvernement de la Communauté française soutiennent que le recours est irrecevable en ce qu'il ne contient aucune précision sur la nature des violations alléguées et en ce que les requérants critiquent un système de vote automatisé organisé, non par les lois attaquées, mais par la loi du 11 avril 1994, la première des deux lois attaquées ne modifiant celle-ci que sur des points mineurs figurant aux articles 40 à 47 de la loi.

Quant à la seconde loi attaquée, elle a pour objet d'organiser un dépouillement automatisé des votes au moyen du système de lecture optique et de créer un collège d'experts que les requérants ne critiquent pas.

A.12. Au premier moyen, il est répondu qu'il est imprécis et qu'il invite la Cour à se prononcer sur l'opportunité d'instaurer un système de vote automatique, ce qui ne relève pas de sa compétence.

A.13. Au deuxième moyen, il est reproché d'être imprécis en ce que les normes attaquées ne sont pas précisées, alors que seul l'article 8 de la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement automatisé des votes pourrait être visé. Quant à l'instauration du collège que cet article prévoit, on n'aperçoit pas en quoi elle serait discriminatoire.

A.14. Au sujet du troisième moyen, il est observé qu'il n'est recevable qu'en ce qu'il allègue la violation des articles 10 et 11 – et non de l'article 62, alinéa 3 – de la Constitution et qu'au surplus, les éventuelles difficultés qu'auraient rencontrées certains électeurs, notamment âgés, ne peuvent être considérées comme créant des discriminations selon l'âge des électeurs. Au demeurant, le rapport du collège d'experts concernant les élections du 13 juin 1999 n'a pas fait état de difficultés particulières, même s'il contient des recommandations permettant d'améliorer le système existant.

A.15. Au quatrième moyen, il est opposé qu'il serait irrecevable puisqu'il invoque la violation d'articles de la Constitution dont la Cour ne peut contrôler le respect. A titre subsidiaire, la réponse se confond avec celle qui concerne le deuxième moyen.

A.16. A propos du cinquième moyen, il est affirmé qu'il est irrecevable faute d'invoquer une violation des articles de la Constitution qui rendrait la Cour compétente, qu'il est imprécis et qu'il est erroné en fait, aucune donnée relative aux électeurs, et spécialement à leur identité, n'étant enregistrée sur les disquettes.

A.17. Le sixième moyen serait irrecevable pour les mêmes motifs, le collège d'expert étant désigné, non par le pouvoir exécutif mais par les assemblées législatives.

A.18. Le septième moyen serait inexact en ce que le dépouillement automatisé ne présenterait pas les manquements reprochés, ainsi que l'a constaté le collège des experts dans son rapport.

A.19. Le huitième moyen serait irrecevable en ce qu'il se fonde sur des articles de la Constitution autres que ceux dont la Cour peut censurer la violation.

A.20. Enfin, le Conseil des ministres et le Gouvernement de la Communauté française font remarquer que la question préjudicielle suggérée par les requérants est étrangère à la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes, telle qu'elle est définie par l'article 177 du Traité C.E.

Réponse des requérants

A.21. Les requérants rappellent que c'est le Peuple et non un collège de technocrates qui doit contrôler l'ensemble du processus électoral. Ils ajoutent qu'il appartient à la Cour de statuer lorsque des garanties offertes par la Constitution sont remises en cause, même lorsque la compétence ne lui en a pas été formellement donnée, à l'instar de ce qu'ont fait d'autres juridictions constitutionnelles européennes et de ce qu'a fait la Cour elle-même en démontrant à maintes reprises son souci de préserver les droits du citoyen confronté à un pouvoir exécutif puissant et outillé.

A.22. Les requérants dénoncent le manque de neutralité du collège d'experts que l'électeur ne peut ni censurer ni contrôler, faute d'un recours juridictionnel organisé, et soulignent que son rapport est muet au sujet des plaintes d'électeurs.

A.23. Les requérants font état d'une procédure pendante devant le Conseil d'Etat dans laquelle est soulevé le problème majeur du secret des votes et ils en détaillent les péripéties. Ils invitent la Cour à en prendre connaissance, à en communiquer les pièces aux parties à la présente cause et à statuer sur la nécessité d'attendre la décision à intervenir.

A.24. Au sujet du mode de désignation des experts, les requérants écrivent, en réponse à l'exception d'irrecevabilité, qu'ils ont saisi la Cour « *in rem* » et qu'il n'y a aucun empêchement à ce que la Cour « émette à tout le moins un avis soit conforme, soit de nature consultative à l'égard et l'attention du législateur pour quant à lui disposer quant à ce, mais ici par obligation constitutionnelle de correction ».

Ils critiquent le mode de nomination des experts et la composition du collège, la fonction juridique de contrôle exercée par les assemblées. Ils critiquent également le recours à ce collège et son mode de fonctionnement.

A.25. Au sujet de leur septième moyen, les requérants estiment que « l'existence de deux modes d'élection, suivant les régions, arrondissements ou cantons, sans que l'électeur ait le choix, suscite des différences de situations indéfendables ».

A.26. Les requérants critiquent à nouveau le recours à des multinationales dont, selon eux, « la nocivité et l'ingérence dans les affaires politiques des Etats de par le monde est bien connue ».

A.27. Les requérants exposent en quoi leur question préjudicielle est recevable, spécialement en fonction des objectifs du Traité de Maastricht et ils maintiennent leur demande d'annulation des élections du 13 juin 1999.

- B -

B.1. La loi du 18 décembre 1998 réglant les élections simultanées ou rapprochées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de région et de communauté ne traite du vote automatisé qu'en ses articles 40 à 43, lesquels modifient la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.

B.2. L'article 40 a pour objet de rendre les dispositions de la loi du 11 avril 1994 applicables à « l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale et du bureau permanent du conseil de l'aide sociale des communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et des communes de Comines-Warneton et de Fourons ».

Il n'apparaît pas que les requérants pourraient être concernés par ces élections en qualité d'électeurs ou de candidats. Leur recours est irrecevable en ce qu'il est dirigé contre cet article.

B.3. Les articles 41, 42 et 43 règlent des questions qui sont étrangères aux griefs des requérants. Ces griefs sont, en réalité, dirigés contre la loi précitée du 11 avril 1994, qui a organisé le vote automatisé que critiquent les requérants.

Un recours introduit au-delà d'un délai de six mois, à dater de la publication de la loi attaquée au *Moniteur belge*, est irrecevable.

B.4. Il s'ensuit que le recours est sans objet en ce qu'il s'en prend à la loi précitée du 18 décembre 1998 et qu'il est tardif s'il doit s'entendre comme critiquant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.

B.5. La loi du 18 décembre 1998, organisant le dépouillement des votes automatisés au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, n'a pas davantage instauré celui-ci. Elle traite essentiellement de la manière de dépouiller un tel vote. Bien que ce dépouillement soit la conséquence du mode de vote organisé par la loi du 11 avril 1994, le recours, en ce qu'il critique également la manière dont le dépouillement est organisé, est recevable mais uniquement à l'égard des dispositions de la loi attaquée qui contiennent des mesures critiquées par les requérants. La seule disposition qui comprend de telles mesures est l'article 8, qui énonce :

« Art. 8. Dans la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé modifiée par la loi du 5 avril 1995, il est inséré sous le chapitre I^{er} un article 5*bis* rédigé comme suit :

' Art. 5*bis*. § 1^{er}. Lors de l'élection des membres de la Chambre des représentants et du Sénat ainsi que des conseils de région et de communauté :

1° la Chambre des représentants et le Sénat ainsi que le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent désigner chacun deux experts;

2° le Conseil régional wallon, le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté germanophone peuvent désigner chacun un expert.

Seuls peuvent prendre part au vote pour la désignation de ces experts, les membres de ces assemblées élus sur les listes d'un parti politique tel que défini à l'article 1^{er}, 1°, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

§ 2. Ces experts sont désignés à la majorité des deux tiers dans chaque assemblée, au plus tard 30 jours avant l'élection des membres de la Chambre des représentants, du Sénat et des Conseils de région et de communauté.

§ 3. Ces experts contrôlent lors des élections l'utilisation et le bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de vote et de dépouillement automatisé.

Lors des élections du Parlement européen ainsi que des conseils provinciaux, communaux et de l'aide sociale, les experts désignés en dernier lieu conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, par la Chambre des représentants et le Sénat sont chargés du contrôle visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

Les experts visés aux alinéas 1^{er} et 2 reçoivent du ministère de l'Intérieur le matériel ainsi que l'ensemble des données, renseignements et informations utiles pour exercer un contrôle sur les systèmes de vote et de dépouillement automatisé.

Ils peuvent notamment, grâce aux logiciels de contrôle mis à leur disposition par le Ministère de l'Intérieur, vérifier la fiabilité des logiciels des machines à voter, la transcription exacte du vote émis sur la carte magnétique, la transcription exacte par l'urne électronique des suffrages exprimés ainsi que leur totalisation et la lecture optique des votes exprimés.

Ils effectuent ce contrôle la veille de l'élection ainsi que le jour même de l'élection avant l'ouverture des bureaux de vote et avant le début des opérations de dépouillement.

§ 4. Au plus tard 15 jours après la clôture des scrutins, les experts remettent un rapport au Ministre de l'Intérieur ainsi qu'aux assemblées législatives fédérales, régionales et communautaires ainsi qu'aux conseils provinciaux, communaux et de l'aide sociale concernés par leurs constatations. Leur rapport peut comprendre des recommandations relatives au matériel et aux logiciels utilisés.

§ 5. Les experts sont tenus au secret. Toute violation de ce secret sera sanctionnée conformément à l'article 458 du Code pénal. ' »

B.6. L'article 48 de la Constitution dispose :

« Chaque Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet. »

L'attribution d'un contrôle insusceptible de recours aux assemblées législatives fédérales relève d'une option du Constituant qu'il n'appartient pas à la Cour d'apprécier. L'attribution, par la loi, du même pouvoir de contrôle aux autres assemblées législatives ne peut être considérée comme discriminatoire.

B.7. Contrairement aux juridictions étrangères citées par les requérants, la Cour ne s'est pas vu confier par le Constituant la compétence d'exercer un contrôle sur les élections ou de recevoir les recours dirigés contre leurs éventuelles irrégularités. La Cour ne peut donc qu'exercer un contrôle sur le contenu de la loi attaquée, sans étendre ce contrôle à la manière dont elle a été exécutée.

B.8. En ce qu'il permet aux assemblées législatives de désigner des experts, en ce qu'il précise qui prend part au vote pour faire cette désignation, en ce qu'il fixe la majorité qualifiée requise pour ce vote et en ce qu'il détermine la mission des experts, l'article 8 de la loi attaquée ne crée aucune différence de traitement. La Cour n'est compétente ni pour examiner la manière dont les experts ont été désignés, ni pour apprécier s'ils avaient l'indépendance requise ou s'ils ont correctement exécuté leur mission.

B.9. Il s'ensuit que, dans la mesure où il est recevable, le recours n'est pas fondé.

B.10. La Cour est sans compétence pour examiner la validité des élections du 13 juin 1999.

B.11. Aux termes de l'article 234 du Traité C.E. (ancien article 177), la Cour de justice des Communautés européennes peut être interrogée pour statuer à titre préjudiciel :

« a) sur l'interprétation du présent traité;

b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté et pris par la BCE;

c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte du Conseil, lorsque ces statuts le prévoient. »

B.12. La question suggérée par les requérants est étrangère à ces trois objets.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 juin 2000.

Le greffier,

L. Potoms

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 1682

[C – 2000/21327]

Arrest nr. 81/2000 van 21 juni 2000

Rolnummer 1707

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 18 december 1998 tot regeling van de gelijktijdige of kort opeenvolgende verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden en van de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, ingesteld door L. Michel en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, E. Cerexhe, A. Arts, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 17 juni 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 juni 1999 hebben L. Michel, wonende te 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, RCH 2/2, L. Mommaerts, wonende te 4000 Luik, En Neuvicé 59, bus 52, en F. Kisters, wonende te 1060 Brussel, Praagstraat 32, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 18 december 1998 tot regeling van de gelijktijdige of kort opeenvolgende verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden en van de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998, tweede editie).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 18 juni 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 6 augustus 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 augustus 1999.

Memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 17 september 1999 ter post aangetekende brief;

- De Franse Gemeenschapsregering, Surlat de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 22 september 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 27 oktober 1999 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 17 december 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 30 november 1999 en 31 mei 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 17 juni 2000 en 17 december 2000.

Bij beschikking van 10 mei 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 30 mei 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 30 mei 2000 :

- is verschenen : Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad en de Franse Gemeenschapsregering;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;

- is de voornoemde advocaat gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Standpunt van de verzoekers

A.1. De verzoekers willen hun belang om in rechte te treden verantwoord in hun hoedanigheid van kiezers en kandidaten bij de verkiezingen van 13 juni 1999. Zij vorderen de vernietiging van de beide voormelde wetten van 18 december 1998 « en bijgevolg van de verkiezingen zelf ». Zij formuleren acht middelen.

A.2. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre de aangevochten wetten twee categorieën van kiezers vaststellen : diegenen die « op traditionele wijze stemmen met papieren stembiljetten en manuele stemopneming, gecontroleerd door willekeurig gekozen, neutrale en onpartijdige kiezers, en met mogelijke hertelling op verschillende niveaus, en die over al hun grondwettelijke prerogatieven beschikken in burgerlijke en kiesaangelegenheden »; diegenen die « op elektronische wijze stemmen met een magnetische kaart, een virtueel stembiljet en eenmalige controle vanwege het Ministerie van Binnenlandse Zaken via zijn informatici, de informatici van de ingehuurde bedrijven die belast zijn met het onderhoud, en die van het college van negen deskundigen die door de vergaderingen zijn aangewezen », die niet dezelfde prerogatieven genieten vermits zij overgeleverd zijn « aan een anoniem virtueel systeem dat niet door de kiezer kan worden gecontroleerd, met name wat betreft de bevestiging van de stem zelf maar ook in geval van fraude of hertelling ».

A.3. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre de aangevochten wetten « op hypocriete wijze opnieuw een vorm van capaciteitsstelsel invoeren » vermits enkel een elite van ambtenaren en consultants bekwaam zal zijn een controle uit te oefenen waarvan de werkelijke uitoefening toekomt aan het volk en zijn vertegenwoordigers.

A.4. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 alsmede van artikel 62, § 3, van de Grondwet, in zoverre de geïnformatiseerde stemming, die in bepaalde gevallen de verplichting oplegt een beroep te doen op externe hulp, op discriminerende wijze het geheim van de stemming miskent en eveneens een discriminatie in het leven roept « tussen de generaties die niet opgeleid zijn in en niet vertrouwd zijn met de informatica, met name wegens hun leeftijd, en de jongeren ».

A.5. Het vierde middel is afgeleid uit « de schending van de artikelen 25 tot 30 van de vroegere Grondwet en 62, § 3, van de Grondwet », in zoverre twee categorieën van burgers in het leven worden geroepen : de kiezer die op traditionele wijze stemt en een controle uitoefent via bijzitters met mogelijkheid tot manuele hertelling en de kiezer die op geïnformatiseerde wijze stemt en geen enkele controle uitoefent op zijn stem en op de verkiezing.

A.6. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 62, § 3, van de Grondwet, in zoverre de magnetische kaart en de registratie van de gegevens de kiezer identificeren en het absolute geheim van de stemming miskennen.

A.7. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van de scheiding der machten en van de artikelen 25 tot 30 van de « vroegere Grondwet », in zoverre de geïnformatiseerde stemming enkel de controle van het Ministerie van Binnenlandse Zaken mogelijk maakt, dat « tegelijk rechter en partij is ».

A.8. Het zevende middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de aangevochten wetten twee categorieën van kandidaten invoeren : diegenen die over wettelijke waarborgen beschikken, namelijk de aanwezigheid van getuigen in de stembureaus en de mogelijkheid tot hertelling in geval van betwisting en diegenen die, aangezien ze onder de geautomatiseerde stemming vallen, die controle niet meer kunnen oefenen.

A.9. Het achtste middel is afgeleid uit de schending van de onafhankelijkheid van de wetgevende macht en van de artikelen 25 tot 30 van de « vroegere Grondwet », in zoverre de omvang van het informaticasysteem impliceert dat een beroep wordt gedaan op private multinationale firma's.

A.10. De verzoekers vragen tevens aan het Hof, met toepassing van artikel 177, onder b), van het Verdrag van Rome, aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vraag te stellen :

« Schenden de bovengenoemde wetten en de bepalingen ervan die voor het Arbitragehof zijn aangevochten met het oog op de vernietiging ervan, al dan niet de meest elementaire democratische rechten van de burger-kiezer of -kandidaat van lijsten die in de kiescolleges van het Rijk worden voorgedragen ?

Zijn de aangevochten bepalingen van de genoemde wetten, op het gebied van rechtsvergelijking, gelijk aan of vertonen zij overeenkomst met andere bepalingen van de andere Lid-Staten en zijn zij in overeenstemming met de democratische rechten van de kiezer of van de kandidaat die bij de als dusdanig georganiseerde verkiezingen opkomt ?

De verzoekers voegen aan hun vraag de verwijten toe die ze ten aanzien van de bepalingen van de aangevochten wetten hebben geformuleerd in de acht middelen die in dit verzoekschrift zijn uiteengezet ».

Memorie van de Ministerraad en van de Franse Gemeenschapsregering

A.11. De Ministerraad en de Franse Gemeenschapsregering betogen dat het beroep onontvankelijk is, in zoverre het geen enkele precisering bevat omtrent de aard van de aangevoerde schendingen en in zoverre de verzoekers een geautomatiseerd stelsysteem bekritisieren dat, niet bij de aangevochten wetten, maar bij de wet van 11 april 1994 wordt georganiseerd, waarbij de eerste van de twee aangevochten wetten die wet enkel wijzigt in verband met minder belangrijke punten in de artikelen 40 tot 47 van de wet.

De tweede aangevochten wet heeft harerzijds tot doel een geautomatiseerde stemopneming te organiseren door middel van een systeem voor optische lezing en een college van deskundigen op te richten dat de verzoekers niet bekritisieren.

A.12. Ten aanzien van het eerste middel wordt geantwoord dat het onnauwkeurig is en dat het het Hof verzoekt zich uit te spreken over de opportuniteit om een geautomatiseerd systeem van stemopneming in te voeren, wat niet onder zijn bevoegdheid valt.

A.13. In het tweede middel wordt het verweten dat het onnauwkeurig is in zoverre de aangevochten normen niet gepreciseerd zijn, terwijl enkel artikel 8 van de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming zou kunnen worden beoogd. Ten aanzien van de invoering van het college waarin dat artikel voorziet, ziet men niet in hoe het discriminerend zou zijn.

A.14. Wat betreft het derde middel wordt opgemerkt dat het slechts ontvankelijk is in zoverre het de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 - en niet van artikel 62, derde lid - van de Grondwet en dat bovendien de eventuele moeilijkheden die sommige kiezers zouden hebben ondervonden, met name bejaarde kiezers, niet zo kunnen worden beschouwd dat zij discriminaties in het leven roepen naar gelang van de leeftijd van de kiezers. Voor het overige wordt in het verslag van het college van deskundigen betreffende de verkiezingen van 13 juni 1999 geen gewag gemaakt van bijzondere moeilijkheden, ook al bevat het aanbevelingen die het bestaande systeem kunnen verbeteren.

A.15. Ten aanzien van het vierde middel wordt tegengeworpen dat het onontvankelijk zou zijn, vermits het de schending aanvoert van artikelen van de Grondwet waarvan het Hof de inachtneming niet kan toetsen. In ondergeschikte orde wordt hetzelfde antwoord gegeven als op het tweede middel.

A.16. In verband met het vijfde middel wordt gesteld dat het onontvankelijk is omdat daarin geen schending van grondwetsartikelen wordt aangevoerd die het Hof bevoegd zou maken, dat het onnauwkeurig is en dat het in feite verkeerd is, aangezien geen enkel gegeven in verband met de kiezers, en meer in het bijzonder met hun identiteit op de diskettes is geregistreerd.

A.17. Het zesde middel zou onontvankelijk zijn om dezelfde redenen, aangezien het college van deskundigen niet door de uitvoerende macht maar door de wetgevende vergaderingen is aangewezen.

A.18. Het zevende middel zou onjuist zijn, in zoverre de geautomatiseerde stemopneming niet de verweten tekortkomingen zou vertonen, zoals het college van deskundigen in zijn verslag heeft vastgesteld.

A.19. Het achtste middel zou onontvankelijk zijn, in zoverre het gebaseerd is op andere artikelen van de Grondwet dan diegene waarvan het Hof de schending kan afkeuren.

A.20. Ten slotte doen de Ministerraad en de Franse Gemeenschapsregering opmerken dat de door de verzoekers gesuggereerde prejudiciële vraag vreemd is aan de bevoegdheid van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen zoals die is bepaald in artikel 177 van het E.G.-Verdrag.

Antwoord van de verzoekers

A.21. De verzoekers herinneren eraan dat het het volk is en niet een college van technocraten dat het volledige verkiezingsproces moet controleren. Zij voegen eraan toe dat het aan het Hof toekomt uitspraak te doen wanneer de in de Grondwet geboden garanties op de helling worden gezet, ook al werd aan het Hof die bevoegdheid niet uitdrukkelijk toegekend, dit naar het voorbeeld van wat andere Europese grondwettelijke hoven doen en wat het Hof zelf heeft gedaan door meermaals te wijzen op zijn zorg om de rechten te vrijwaren van de burger die wordt geconfronteerd met een machtige en goed uitgeruste uitvoerende macht.

A.22. De verzoekers klagen het gebrek aan neutraliteit aan van het college van deskundigen, dat de kiezer noch kan bestraffen noch controleren, aangezien niet in een jurisdictioneel beroep is voorzien, en zij onderstrepen dat in het verslag van dat college niets wordt gezegd met betrekking tot de klachten van de kiezers.

A.23. De verzoekers maken gewag van een hangende procedure voor de Raad van State waarin het hoofdprobleem van het geheim van de stemming wordt opgeworpen, en zij geven een gedetailleerd relaas van de wederwaardigheden ervan. Zij verzoeken het Hof daarvan kennis te nemen, de stukken ervan mede te delen aan de partijen bij onderhavig geding en uitspraak te doen over de noodzaak om de te nemen beslissing af te wachten.

A.24. Wat betreft de wijze van aanwijzing van de deskundigen schrijven de verzoekers, in antwoord op de exceptie van onontvankelijkheid, dat zij zich « *in rem* » tot het Hof hebben gewend en dat niets eraan in de weg staat dat het Hof « op zijn minst hetzij een eenvormig advies, hetzij een advies van consultatieve aard ten aanzien en ter attentie van de wetgever zou uitbrengen opdat hij daaromtrent zou beschikken, maar hier uit een grondwettelijke verplichting tot correctheid ».

Zij bekritisieren de wijze van benoeming van de deskundigen en de samenstelling van het college, en de door de vergaderingen uitgeoefende juridische controlefunctie. Zij bekritisieren tevens het beroep op dat college en de werkwijze ervan.

A.25. In verband met hun zevende middel zijn de verzoekers van mening dat « het bestaan van twee verkiezingswijzen naar gelang van de gewesten, arrondissementen of kantons, zonder dat de kiezer de keuze heeft, onverdedigbare verschillen van situatie veroorzaakt ».

A.26. De verzoekers bekritisieren opnieuw het feit dat een beroep wordt gedaan op multinationale ondernemingen waarvan, volgens hen, « de schadelijkheid en de inmenging in de politieke zaken van de Staat wereldwijd welbekend is ».

A.27. De verzoekers zetten uiteen in hoeverre hun prejudiciële vraag ontvankelijk is, in het bijzonder op basis van de doelstellingen van het Verdrag van Maastricht, en zij handhaven hun vordering tot vernietiging van de verkiezingen van 13 juni 1999.

- B -

B.1. De wet van 18 december 1998 tot regeling van de gelijktijdige of kort opeenvolgende verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden handelt over de geautomatiseerde stemming enkel in de artikelen 40 tot 43 ervan, die de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming wijzigen.

B.2. Artikel 40 heeft tot doel de bepalingen van de wet van 11 april 1994 van toepassing te maken op « de rechtstreekse verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn en van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn van de randgemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en van de gemeente Komen-Waasten en Voeren ».

Het blijkt niet dat de verzoekers bij die verkiezingen betrokken zouden kunnen worden als kiezers of kandidaten. Hun beroep is onontvankelijk in zoverre het tegen dat artikel is gericht.

B.3. De artikelen 41, 42 en 43 regelen kwesties die vreemd zijn aan de grieven van de verzoekers. Die grieven zijn in werkelijkheid gericht tegen de voormelde wet van 11 april 1994, die de door de verzoekers bekritiseerde geautomatiseerde stemming heeft georganiseerd.

Een beroep ingediend na een termijn van zes maanden vanaf de datum van bekendmaking van de aangevochten wet in het *Belgisch Staatsblad*, is onontvankelijk.

B.4. Daaruit volgt dat het beroep zonder voorwerp is in zoverre het gericht is tegen de voormelde wet van 18 december 1998 en dat het laattijdig is indien het zo moet worden begrepen dat het de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming bekritiseert.

B.5. De wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming heeft die evenmin ingevoerd. Zij handelt hoofdzakelijk over de wijze van stemopneming bij een dergelijke stemming. Hoewel die stemopneming het gevolg is van de wijze van stemming georganiseerd in de wet van 11 april 1994, is het beroep, in zoverre het tevens de wijze bekritiseert waarop de stemopneming wordt georganiseerd, ontvankelijk maar uitsluitend ten aanzien van de bepalingen van de aangevochten wet maatregelen bevatten welke door de verzoekers worden bekritiseerd. De enige bepaling die dergelijke maatregelen bevat is artikel 8, dat luidt :

« Art. 8. In de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, gewijzigd bij de wet van 5 april 1995, wordt onder hoofdstuk I een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

' Art. *5bis*. § 1. Bij de verkiezingen van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, alsook van de leden van de gewest- en de gemeenschapsraden :

1° kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, alsook de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, elk twee deskundigen aanwijzen;

2° kunnen de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap elk één deskundige aanwijzen.

Aan de stemming voor de aanwijzing van die deskundigen mogen alleen de leden van die assemblees deelnemen, die werden verkozen op de lijsten van een politieke partij als omschreven in artikel 1, 1°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

§ 2. De aanwijzing van die deskundigen geschiedt bij een tweederde meerderheid in elke assemblee uiterlijk 30 dagen vóór de verkiezing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat en de gewest- en de gemeenschapsraden.

§ 3. Tijdens de verkiezingen zien die deskundigen toe op het gebruik en de goede werking van alle geautomatiseerde stem- en stemopnemingsystemen.

Tijdens de verkiezingen voor het Europees Parlement, alsook voor de provincieraden, de gemeenteraden en de raden voor maatschappelijk welzijn, worden de deskundigen die, overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, in de laatste instantie door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat zijn verkozen, belast met de controle bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

De deskundigen als bedoeld in het eerste en het tweede lid, ontvangen van het ministerie van Binnenlandse Zaken het materieel, alsook alle gegevens, inlichtingen en informatie die nodig zijn voor het uitoefenen van controle op de geautomatiseerde stem- en stemopnemingsystemen.

Met behulp van de controlesoftware die het Ministerie van Binnenlandse Zaken hen ter beschikking heeft gesteld, kunnen zij met name de betrouwbaarheid controleren van de software in de stemmachines, alsook nagaan of de uitgebrachte stemmen correct werden overgeschreven op de magneetkaart, of zij correct werden overgeschreven door de elektronische stembus alsook werden getotaliseerd, en of de optische lezing van de uitgebrachte stemmen naar behoren verliep.

Zij verrichten die controle op de dag vóór de verkiezingen, alsook op de verkiezingsdag zelf, vóór de opening van de stembureaus en vóór de aanvang van de stemopneming.

§ 4. Uiterlijk vijftien dagen na de sluiting van de stemming bezorgen de deskundigen een verslag aan de Minister van Binnenlandse Zaken, aan de federale wetgevende assemblees, de gewest- en gemeenschapsraden, alsmede aan de provincie- en gemeenteraden en de raden voor maatschappelijk welzijn waarop hun vaststellingen betrekking hebben. Hun verslag kan aanbevelingen bevatten in verband met het materieel en de software die werden gebruikt.

§ 5. De deskundigen zijn tot geheimhouding verplicht. Elke schending van die geheimhoudingsplicht wordt bestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek. ' »

B.6. Artikel 48 van de Grondwet bepaalt :

« Elke Kamer onderzoekt de geloofsbriefen van haar leden en beslecht de geschillen die hieromtrent rijzen. »

De toewijzing aan de federale wetgevende vergaderingen van een controle waartegen geen beroep kan worden ingesteld is een optie van de Grondwetgever waarbij het niet aan het Hof toekomt die te beoordelen. De toekenning, bij de wet, van diezelfde toetsingsbevoegdheid aan andere wetgevende vergaderingen kan niet als discriminerend worden beschouwd.

B.7. In tegenstelling tot de door de verzoekers geciteerde buitenlandse rechtscolleges, kreeg het Hof van de Grondwetgever niet de bevoegdheid toegewezen om een toetsing uit te oefenen op de verkiezingen of om beroepen ontvankelijk te verklaren die zijn gericht tegen mogelijke onregelmatigheden ervan. Het Hof kan dus enkel een toetsing uitoefenen op de inhoud van de aangevochten wet, zonder die toetsing uit te breiden tot de manier waarop de wet wordt uitgevoerd.

B.8. In zoverre artikel 8 van de aangevochten wet de wetgevende vergaderingen toestaat deskundigen aan te wijzen, in zoverre het preciseert wie deelneemt aan de stemming om tot die aanwijzing over te gaan, in zoverre het de voor die stemming vereiste gekwalificeerde meerderheid vaststelt en in zoverre het de opdracht van die deskundigen vaststelt, houdt het geen verschil in behandeling in. Het Hof is niet bevoegd om de wijze te onderzoeken waarop de deskundigen zijn aangewezen, noch om te beoordelen of zij de vereiste onafhankelijkheid hadden of nog of zij hun opdracht correct hebben uitgevoerd.

B.9. Daaruit volgt dat, in zoverre het ontvankelijk is, het beroep niet gegrond is.

B.10. Het Hof is niet bevoegd om de geldigheid te onderzoeken van de verkiezingen van 13 juni 1999.

B.11. Luidens artikel 234 van het E.G.-Verdrag (vroeger artikel 177), kan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen ondervraagd worden om bij wijze van prejudiciële beslissing uitspraak te doen :

« a) over de uitlegging van dit Verdrag,

b) over de geldigheid en de uitlegging van de handelingen van de instellingen van de Gemeenschap en van de ECB,

c) over de uitlegging van de statuten van bij besluit van de Raad ingestelde organen, wanneer die statuten daarin voorzien ».

B.12. De door de verzoekers gesuggereerde vraag is vreemd aan die drie onderwerpen.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 juni 2000.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 1682

[C – 2000/21327]

Urteil Nr. 81/2000 vom 21. Juni 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1707

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Regelung der gleichzeitigen oder kurz aufeinanderfolgenden Wahlen für die Föderalen Gesetzgebenden Kammern, das Europäische Parlament und die Regional- und Gemeinschaftsräte und des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Organisation der automatisierten Stimmenauszählung anhand eines Systems für optisches Lesen und zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 1994 zur Organisation der automatisierten Wahl, erhoben von L. Michel und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, E. Cereixe, A. Arts, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 17. Juni 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 18. Juni 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben L. Michel, wohnhaft in 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 65, RCH 2/2, L. Mommaerts, wohnhaft in 4000 Lüttich, En Neuvise 59, Bk. 52, und F. Kisters, wohnhaft in 1060 Brüssel, rue de Prague 32, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Regelung der gleichzeitigen oder kurz aufeinanderfolgenden Wahlen für die Föderalen Gesetzgebenden Kammern, das Europäische Parlament und die Regional- und Gemeinschaftsräte und des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Organisation der automatisierten Stimmenauszählung anhand eines Systems für optisches Lesen und zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 1994 zur Organisation der automatisierten Wahl (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 1998, zweite Ausgabe).

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 18. Juni 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 6. August 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. August 1999.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 17. September 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 22. September 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 27. Oktober 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 17. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 30. November 1999 und vom 31. Mai 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 17. Juni 2000 bzw. 17. Dezember 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. Mai 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 30. Mai 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 30. Mai 2000

- erschien RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für den Ministerrat und für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurde der vorgenannte Rechtsanwalt angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Standpunkt der Kläger

A.1. Die Kläger möchten ihr Interesse an der Klageerhebung mit ihrer Eigenschaft als Wähler und Kandidaten der Wahlen vom 13. Juni 1999 rechtfertigen. Sie beantragen die Nichtigerklärung der beiden obengenannten Gesetze vom 18. Dezember 1998 « und folglich der Wahlen selbst ». Sie bringen acht Klagegründe vor.

A.2. Der erste Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern die angefochtenen Bestimmungen zwei Kategorien von Wählern festlegten, und zwar diejenigen, die « auf herkömmliche Weise wählen mit Wahlzetteln auf Papier und manueller Auszählung, überwacht durch neutrale und unparteiische, nach dem Zufall bestimmte Wähler sowie mit möglichem Nachzählen auf verschiedenen Ebenen, und die über alle verfassungsmäßigen Vorrechte in Zivil- und Wahlangelegenheiten verfügen », und diejenigen, die « elektronisch mit Magnetkarte, virtuellem Stimmzettel und lediglich der Kontrolle durch das Innenministerium mittels seiner Informatiker, derjenigen der mit der Wartung beauftragten angeheuernten Unternehmen sowie derjenigen des von den Versammlungen bestimmten Kollegiums der neun Sachverständigen » wählten, die nicht die gleichen Vorrechte genossen, da sie einem « anonymen, virtuellen und durch den Wähler nicht kontrollierbaren System ausgeliefert sind, insbesondere hinsichtlich der eigentlichen Wahlbestätigung, jedoch auch im Fall von Betrug oder Nachzählen ».

A.3. Der zweite Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern die angefochtenen Gesetze « heuchlerisch eine Form des Kapazitätenwahlrechtes einführen », da nur eine Elite von Beamten und Beratern imstande sein werde, eine Kontrolle auszuüben, deren tatsächliche Ausübung dem Volk und seinen Vertretern obliege.

A.4. Der dritte Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 sowie Artikel 62 § 3 der Verfassung, insofern die informatisierte Wahl, die in gewissen Fällen die Inanspruchnahme einer Hilfe von außen vorschreibe, in diskriminierender Weise das Wahlrecht mißachte und außerdem eine Diskriminierung « zwischen den Generationen, die insbesondere wegen ihres Alters nicht für die EDV ausgebildet sind und nicht daran gewöhnt sind, und Jüngeren » schaffe.

A.5. Der vierte Klagegrund sei abgeleitet aus dem « Verstoß gegen die Artikel 25 bis 30 der vormaligen Verfassung sowie 62 § 3 der Verfassung », insofern zwei Kategorien von Bürgern geschaffen werden, d.h. der Wähler, der auf herkömmliche Weise wählt und durch Beisitzer mit der Möglichkeit des manuellen Nachzählens eine Kontrolle ausübt, und der Wähler, der auf informatisierte Weise wählt und keinerlei Kontrolle über seine Stimme und die Wahl ausübt.

A.6. Der fünfte Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen Artikel 62 § 3 der Verfassung, insofern die Magnetkarte und die Aufzeichnung der Daten den Wähler identifizierten und das absolute Wahlgeheimnis der Wahl mißachteten.

A.7. Der sechste Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Gewaltentrennung sowie gegen die Artikel 25 bis 30 der « vormaligen Verfassung », insofern die informatisierte Wahl nur die Kontrolle durch das Innenministerium ermögliche, das « gleichzeitig Richter und Partei » sei.

A.8. Der siebte Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern die angefochtenen Gesetze zwei Kategorien von Kandidaten einführen, und zwar diejenigen, die über gesetzliche Garantien verfügten, nämlich die Anwesenheit von Zeugen in den Wahllokalen und die Möglichkeit des Nachzählens im Falle einer Anfechtung, und diejenigen, die zur automatisierten Wahl verpflichtet seien und diese Kontrolle nicht mehr ausüben könnten.

A.9. Der achte Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Unabhängigkeit der gesetzgebenden Gewalt sowie die Artikel 25 bis 30 der « vormaligen Verfassung », insofern die Ausdehnung des EDV-Systems die Inanspruchnahme von multinationalen Privatunternehmen voraussetze.

A.10. Die Kläger beantragten ferner beim Hof, daß in Anwendung von Artikel 177 Buchstabe b) des Römer Vertrags dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt werde:

« Verstoßen die obengenannten Gesetze und ihre Bestimmungen, die vor dem Schiedshof im Hinblick auf ihre Nichtigkeit angefochten werden, gegen die elementarsten demokratischen Rechte des Bürgers als Wähler oder Kandidat auf Listen, die den Wählern in den Wahlkollegien des Königreiches zur Stimmabgabe vorgelegt werden oder nicht?

Stimmen die angefochtenen Bestimmungen der besagten Gesetze entweder wertmäßig oder im ähnlichen Verhältnis mit anderen Rechtsbestimmungen überein, verglichen mit anderen Bestimmungen der anderen Mitgliedstaaten, und beachten sie die demokratischen Rechte des Wählers oder des Kandidaten, der sich bei den auf diese Weise organisierten Wahlen bewirbt?

Die Kläger nehmen in ihre Frage die Vorwürfe gegenüber den Bestimmungen der angefochtenen Gesetze auf, so wie sie in ihren acht Klagegründen der vorliegenden Klageschrift angeführt sind. »

Schriftsatz des Ministerrates und der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.11. Der Ministerrat und die Regierung der Französischen Gemeinschaft führen an, die Klage sei unzulässig, insofern sie die Art der angeführten Verstöße in keiner Weise präzisiere und insofern die Kläger ein System der automatisierten Wahl kritisierten, das nicht durch die angefochtenen Gesetze, sondern durch das Gesetz vom 11. April 1994 organisiert werde, wobei das erste der zwei angefochtenen Gesetze dieses Gesetz lediglich in nebensächlichen Punkten in den Artikeln 40 bis 47 des Gesetzes ändere.

Mit dem zweiten angefochtenen Gesetz werde eine automatisierte Auszählung der Wahlergebnisse durch ein System der optischen Erfassung organisiert und ein Sachverständigenkollegium gebildet, das von den Klägern nicht kritisiert werde.

A.12. In bezug auf den ersten Klagegrund wird geantwortet, daß er nicht präzise sei und den Hof dazu auffordere, sich zur Zweckmäßigkeit der Einführung eines Systems der automatisierten Wahl zu äußern, was nicht seiner Zuständigkeit unterliege.

A.13. In bezug auf den zweiten Klagegrund wird der Vorwurf erhoben, daß er nicht präzise sei, insofern die angefochtenen Normen nicht ausdrücklich angeführt würden, während nur Artikel 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 1998 zur Organisation der automatisierten Stimmenauszählung ins Auge gefaßt sein könnte. Was die in diesem Artikel vorgesehene Einführung des Kollegiums betreffe, sei nicht ersichtlich, inwiefern diese diskriminierend sein könnte.

A.14. In bezug auf den dritten Klagegrund wird erwidert, daß er nur zulässig sei, insofern er den Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 - und nicht gegen Artikel 62 Absatz 3 - der Verfassung anführe, und daß im übrigen die etwaigen Schwierigkeiten, die gewisse Wähler, insbesondere ältere Wähler, gehabt haben könnten, nicht so betrachtet werden könnten, als würden sie Diskriminierungen je nach dem Alter der Wähler schaffen. Im übrigen seien in dem Bericht des Sachverständigenkollegiums über die Wahlen vom 13. Juni 1999 keine besonderen Schwierigkeiten erwähnt, auch wenn er Empfehlungen zur Verbesserung des bestehenden Systems enthalte.

A.15. In bezug auf den vierten Klagegrund wird erwidert, er sei unzulässig, da er die Verletzung von Verfassungsartikeln anführe, deren Einhaltung der Hof nicht prüfen könne. Hilfsweise deckt sich die Antwort mit derjenigen auf den zweiten Klagegrund.

A.16. In bezug auf den fünften Klagegrund wird bestätigt, daß er unzulässig sei, da darin keine Verletzung von Verfassungsartikeln angeführt werde, die den Hof zuständig machen würde, daß er unpräzise sei und daß er faktisch falsch sei, da keinerlei Daten in bezug auf Wähler, und insbesondere auf ihre Personalien, auf den Disketten gespeichert werde.

A.17. Der sechste Klagegrund sei aus den gleichen Gründen unzulässig, da das Sachverständigenkollegium nicht durch die ausführende Gewalt, sondern durch die gesetzgebenden Versammlungen bezeichnet werde.

A.18. Der siebte Klagegrund sei falsch, insofern die automatisierte Stimmenauszählung nicht die vorgeworfenen Mängel aufweise, so wie es das Sachverständigenkollegium in seinem Bericht festgestellt habe.

A.19. Der achte Klagegrund sei unzulässig, insofern er sich auf andere Verfassungsartikel stütze als diejenigen, deren Verletzung der Hof rügen könne.

A.20. Schließlich verweisen der Ministerrat und die Regierung der Französischen Gemeinschaft darauf, daß die von den Klägern nahegelegte Vorabentscheidungsfrage nicht in die Zuständigkeit des Europäischen Gerichtshofes falle, so wie diese in Artikel 177 des EG-Vertrags festgelegt sei.

Erwiderung der Kläger

A.21. Die Kläger erinnern daran, daß die Kontrolle des gesamten Wahlvorgangs durch das Volk vorgenommen werden müsse, und nicht durch ein Kollegium von Technokraten. Sie fügen hinzu, daß es dem Hof obliege, eine Entscheidung zu treffen, wenn in der Verfassung gebotene Garantien in Frage gestellt würden, auch wenn ihm diese Befugnis nicht formell zugeteilt worden sei, dies nach dem Vorbild anderer europäischer Verfassungsgerichtsbarkeiten und so, wie der Hof es auch selbst getan habe, indem er mehrmals seine Sorge unter Beweis gestellt habe, die Rechte des Bürgers zu schützen, der sich einer mächtigen und gut ausgestatteten ausführenden Gewalt gegenübersehe.

A.22. Die Kläger prangern die angeblich mangelnde Neutralität des Sachverständigenkollegiums an, das der Wähler weder rügen noch kontrollieren könne, da kein gerichtlicher Einspruch vorgesehen sei, und sie unterstreichen, daß in seinem Bericht keine Beschwerden von Wählern erwähnt seien.

A.23. Die Kläger erwähnen ein vor dem Staatsrat anhängiges Verfahren, in dem das wesentliche Problem des Wahlheimnisses aufgeworfen werde, und sie berichten ausführlich über dessen Verwicklungen. Sie bitten den Hof, es zur Kenntnis zu nehmen, den Parteien der vorliegenden Rechtssache dessen Unterlagen zukommen zu lassen und über die Notwendigkeit zu entscheiden, das zu fällende Urteil abzuwarten.

A.24. In bezug auf die Art und Weise der Bezeichnung der Sachverständigen erwidern die Kläger bezüglich der Einrede der Unzulässigkeit, daß sie den Hof « *in rem* » befaßt hätten und nichts sie daran hindere, daß der Hof « zumindest entweder eine gleichlautende Stellungnahme oder eine beratende Stellungnahme gegenüber dem Gesetzgeber und zu dessen Händen abgeben könnte, damit dieser entsprechend verfügen kann, doch in diesem Fall wegen einer verfassungsmäßigen Verpflichtung der Korrektheit ».

Sie bemängeln die Weise der Ernennung der Sachverständigen und die Zusammensetzung des Kollegiums sowie die durch die Versammlungen ausgeübte juristische Kontrollfunktion. Sie bemängeln ebenfalls die Inanspruchnahme dieses Kollegiums und dessen Arbeitsweise.

A.25. Im Zusammenhang mit ihrem siebten Klagegrund sind die Kläger der Meinung, daß « das Bestehen von zwei Wahlsystemen je nach Region, Bezirk oder Kanton, ohne daß der Wähler sich für eines entscheiden kann, unterschiedliche Situationen hervorruft, die nicht vertretbar sind ».

A.26. Die Kläger bemängeln erneut die Tatsache, daß man auf multinationale Unternehmen zurückgreife, deren « Schädlichkeit und Einmischung in die politischen Angelegenheiten des Staates » nach ihrer Auffassung « weltweit bekannt sind ».

A.27. Die Kläger legen dar, inwiefern ihre Vorabentscheidungsfrage zulässig sei, insbesondere auf der Grundlage der Zielsetzungen des Maastrichter Vertrags, und sie halten ihre Forderung zur Annullierung der Wahlen vom 13. Juni 1999 aufrecht.

- B -

B.1. Das Gesetz vom 18. Dezember 1998 zur Regelung der gleichzeitigen oder kurz aufeinanderfolgenden Wahlen für die Föderalen Gesetzgebenden Kammern, das Europäische Parlament und die Regional- und Gemeinschaftsräte handelt nur in seinen Artikeln 40 bis 43, die das Gesetz vom 11. April 1994 zur Organisierung der automatisierten Wahl abändern, von der automatisierten Wahl.

B.2. Artikel 40 hat zum Zweck, die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. April 1994 anwendbar zu machen auf die « Direktwahl der Mitglieder des Sozialhilferates und des ständigen Präsidiums des Sozialhilferates der Randgemeinden, die in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnt sind, und der Gemeinden Comines-Warneton und Voeren ».

Es zeigt sich nicht, daß die Kläger als Wähler oder Kandidaten an diesen Wahlen beteiligt sein könnten. Ihre Klage ist unzulässig, soweit sie gegen diesen Artikel gerichtet ist.

B.3. Die Artikel 41, 42 und 43 regeln Angelegenheiten, die nichts mit den von den Klägern erhobenen Beschwerden zu tun haben. Diese Beschwerden richten sich in Wirklichkeit gegen das vorgenannte Gesetz vom 11. April 1994, das die von den Klägern beanstandete automatisierte Wahl organisiert hat.

Eine Klage, die nach der sechsmonatigen Frist ab Veröffentlichung des angefochtenen Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* wird, ist unzulässig.

B.4. Daraus ergibt sich, daß die Klage gegenstandslos ist, soweit sie gegen das vorgenannte Gesetz vom 18. Dezember 1998 gerichtet ist, und daß sie verspätet ist, wenn sie so aufzufassen ist, daß dadurch das Gesetz vom 11. April 1994 zur Organisierung der automatisierten Wahl beanstandet wird.

B.5. Das Gesetz vom 18. Dezember 1998 zur Organisierung der automatisierten Stimmenauszählung anhand eines Systems für optisches Lesen und zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 1994 zur Organisierung der automatisierten Wahl hat diese genausowenig eingeführt. Es handelt hauptsächlich von der Art und Weise der betreffenden Stimmenauszählung. Wenngleich diese Stimmenauszählung sich aus der im Gesetz vom 11. April 1994 organisierten Art der Stimmabgabe ergibt, ist die Klage insofern, als darin ebenfalls die Art und Weise der Organisation der Stimmenauszählung beanstandet wird, zulässig, jedoch ausschließlich angesichts der Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, die von den Klägern angefochtene Maßnahmen enthalten. Die einzige Bestimmung, die solche Maßnahmen enthält, ist Artikel 8, der folgendermaßen lautet:

« Art. 8. Im Gesetz vom 11. April 1994 zur Organisierung der automatisierten Wahl, abgeändert durch das Gesetz vom 5. April 1995, wird in Kapitel I ein Artikel 5*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ Art. 5*bis*. § 1. Bei der Wahl der Mitglieder der Abgeordnetenkommission, des Senats und der Regional- und Gemeinschaftsräte:

1. können die Abgeordnetenkommission, der Senat und der Rat der Region Brüssel-Hauptstadt jeweils zwei Sachverständige bestimmen,

2. können der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonische Regionalrat und der Flämische Rat jeweils einen Sachverständigen bestimmen.

An der Wahl zur Bestimmung dieser Sachverständigen dürfen ausschließlich Mitglieder dieser Versammlungen teilnehmen, die auf Listen einer politischen Partei gewählt wurden, so wie sie in Artikel 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 4. Juli 1989 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Föderalen Kammern und über die Finanzierung und die offene Buchführung der politischen Parteien bestimmt ist.

§ 2. Diese Sachverständigen werden spätestens dreißig Tage vor der Wahl der Mitglieder der Abgeordnetenkommission, des Senats und der Regional- und Gemeinschaftsräte in jeder Versammlung mit Zweidrittelmehrheit bestimmt.

§ 3. Bei den Wahlen kontrollieren diese Sachverständigen die Benutzung und das reibungslose Funktionieren aller automatisierten Wahl- und Zählssysteme.

Bei den Wahlen des Europäischen Parlaments, der Provinzial- und Gemeinderäte und der Sozialhilferäte werden die Sachverständigen, die zuletzt gemäß § 1 Absatz 1 Nr. 1 von der Abgeordnetenkommission und dem Senat bestimmt worden sind, mit der in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Kontrolle beauftragt.

Die in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Sachverständigen erhalten vom Ministerium des Innern das Material und alle Daten, Auskünfte und Informationen, die für eine Kontrolle der automatisierten Wahl- und Zählssysteme zweckdienlich sind.

Sie können mit Hilfe von Kontrollprogrammen, die das Ministerium des Innern ihnen zur Verfügung stellt, unter anderem überprüfen, ob die Programme der Wahlapparate zuverlässig sind, die abgegebenen Stimmen korrekt auf die Magnetkarte übertragen wurden, sie durch die elektronische Urne korrekt übertragen und totalisiert wurden und das optische Lesen der abgegebenen Stimmen korrekt verlief.

Sie führen diese Kontrolle am Tag vor der Wahl und am Wahltag selbst vor Öffnung der Wahlbüros und vor Beginn der Zählverrichtungen aus.

§ 4. Spätestens fünfzehn Tage nach Abschluß der Wahl übermitteln die Sachverständigen dem Minister des Innern und den föderalen gesetzgebenden Versammlungen, den Regional- und Gemeinschaftsräten, den Provinzial- und Gemeinderäten und den Sozialhilferäten, die von ihren Feststellungen betroffen sind, einen Bericht. In ihrem Bericht können Empfehlungen in bezug auf Material und Programme, die benutzt wurden, enthalten sein.

§ 5. Die Sachverständigen unterliegen der Geheimhaltungspflicht. Jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht wird gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft. ’ »

B.6. Artikel 48 der Verfassung bestimmt:

« Jede Kammer prüft die Mandate ihrer Mitglieder und entscheidet über die diesbezüglich auftretenden Streitigkeiten. »

Bei der den föderalen gesetzgebenden Versammlungen zugeteilten Kontrolle, gegen die keine Berufung eingelegt werden kann, handelt es sich um eine Entscheidung des Verfassungsgebers, deren Beurteilung dem Hof nicht zusteht. Die durch Gesetz erfolgte Gewährung derselben Prüfungscompetenz an andere gesetzgebende Versammlungen ist nicht als diskriminierend zu bewerten.

B.7. Im Gegensatz zu den von den Klägern angeführten ausländischen Rechtsprechungsorganen hat der Verfassungsgeber dem Hof nicht die Zuständigkeit eingeräumt, Wahlen zu überwachen oder Klagen für zulässig zu erklären, die sich auf etwaige Regelwidrigkeiten bei den Wahlen beziehen. Der Hof kann also nur angesichts des Inhalts des angefochtenen Gesetzes eine Prüfung durchführen, ohne diese Prüfung auf die Art und Weise, wie das Gesetz zur Durchführung gebracht wird, ausdehnen zu können.

B.8. Soweit Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes es den gesetzgebenden Versammlungen erlaubt, Sachverständige zu bestimmen, soweit er angibt, wer an der Abstimmung zwecks dieser Bestimmung teilnimmt, soweit er die für diese Abstimmung erforderliche qualifizierte Mehrheit festlegt und soweit er den Aufgabenbereich dieser Sachverständigen festlegt, beinhaltet er keinerlei Behandlungsunterschied. Der Hof ist weder dafür zuständig, die Art und Weise zu überprüfen, wie die Sachverständigen bestimmt werden, noch dafür, zu beurteilen, ob sie die erforderliche Unabhängigkeit besitzen oder ihren Auftrag ordnungsgemäß erfüllt haben.

B.9. Daraus ergibt sich, daß die Klage, soweit zulässig, unbegründet ist.

B.10. Der Hof ist nicht dafür zuständig, die Gültigkeit der Wahlen vom 13. Juni 1999 zu überprüfen.

B.11. Laut Artikel 234 des EG-Vertrags (vormals Artikel 177) kann der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften angerufen werden, um im Wege der Vorabentscheidung

« a) über die Auslegung dieses Vertrags,

b) über die Gültigkeit und die Auslegung der Handlungen der Organe der Gemeinschaft und der EZB,

c) über die Auslegung der Satzungen der durch den Rat geschaffenen Einrichtungen, soweit diese Satzungen dies vorsehen »

zu entscheiden.

B.12. Die von den Klägern aufgeworfene Frage ist den drei vorgenannten Gegenständen fremd.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Juni 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2000 — 1683

[C — 2000/21340]

23 JUNI 2000. — Ministerieel besluit tot vastlegging van het minimummodel van overzichtstabel voor de wetenschappelijke instellingen van de Staat die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 tot oprichting van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder de beide Ministers van Onderwijs, of onder de Minister(s) aangewezen bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 2000 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van de wetenschappelijke instellingen van de Staat die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, inzonderheid op de artikelen 43, derde alinea en 63;

Gelet op het advies van het College der hoofden van de federale wetenschappelijke instellingen die onderworpen zijn aan het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, gegeven op 4 oktober 1999,

Besluit :

Artikel 1. Het minimummodel van overzichtstabel voor de federale wetenschappelijke instellingen die onderworpen zijn aan het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, zoals opgenomen in bijlage, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2000.

Art. 3. De Secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2000.

Ch. PICQUE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 2000 — 1683

[C — 2000/21340]

23 JUIN 2000. — Arrêté ministériel fixant le modèle minimal du tableau de bord pour les établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions

Le Ministre de la Recherche scientifique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 créant les établissements scientifiques qui relèvent des deux Ministres de l'Education nationale ou du (des) Ministre(s) désigné(s) par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en tant que services de l'Etat à gestion séparée, confirmé par la loi du 30 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} février 2000 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, en tant que services de l'Etat à gestion séparée, notamment les articles 43, alinéa 3 et 63;

Vu l'avis du Collège des chefs des établissements scientifiques fédéraux soumis à l'autorité du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, donné le 4 octobre 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle minimal de tableau de bord pour les établissements scientifiques fédéraux soumis à l'autorité du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions tel que repris en annexe, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juin 2000.

Art. 3. Le Secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2000.

Ch. PICQUE

OVERZICHTSTABEL VAN DE FWI

I. REFERENTIESYSTEEM◆ **Opdracht :**

Bijdragen tot de ontwikkeling en de verspreiding van de kennis op het gebied van ... :

-
-
-
...

◆ **Dienstverlenende functies :**

F1 Wetenschappelijk onderzoek:
F2 Beheer van de verzamelingen en de databanken:
F3 Expertises en werkzaamheden op verzoek:
F4 Verspreiding onder het publiek:

◆ **Organisatorische functies :**

FA Human resources
FB Financiën
FC Algemene infrastructuur en logistiek
FD Specifieke infrastructuur en logistiek

II. KADERPROGRAMMA (beslissing van/....)◆ **In het kaderprogramma vastgelegde doelstellingen**

1.
2.
3.

◆ **Extra middelen waarin in het kaderprogramma is voorzien**

1.
2.
3.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 23 juni 2000.

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Ch. PICQUE

II. ORGANISATORISCHE FUNCTIES

	FA: HUMAN RESOURCES				FC: ALGEMENE INFRASTRUCTUUR ET LOGISTIEK					
	Wetenschappelijk personeel		Niet-wetenschappers		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1998	1999	2000	1998						
◆ Personeelsformatie	-	-	-	-	-	-	-	- m ²	- m ²	- m ²
◆ Statutair personeelsbestand (aantal mensen)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Statutair personeelsbestand in FTE's	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Contractueel personeelsbestand in FTE's	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Aantal afwezigheidsdagen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Gemiddelde leeftijd van het statutaire personeel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Percentages van beoordelingen 'onvoldoende' 'goed' 'zeer goed'	- %	- %	- %	- %	- %	- %	- %	- %	- %	- %
◆ Aantal personen die recht hebben op en wachten op een bevordering of het afleggen van een bevorderingsexamen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Aantal vormingsdagen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
◆ Verhouding V/M	- %	- %	- %	- %	- %	- %	- %	-	-	-
<p>◆ Totale oppervlakte van de lokalen</p> <p>◆ Onderhoudspersoneel</p> <p>◆ Schoonmaakpersoneel</p> <p>◆ Bewakingspersoneel</p> <p>◆ Aantal geïnformaliseerde arbeidsposten / personeelsbestand van niveau 1, 2^a en 2</p> <p>◆ Gemiddelde ouderdom van de computerapparatuur</p> <p>◆ Oppervlakte van de niet-functionele lokalen / totale oppervlakte</p> <p>◆ Aantal inbreuken op de veiligheidsvoorschriften</p>										
<p>◆ Aantal incidenten :</p> <p>- technische incidenten</p> <p>- diefstal</p> <p>- beschadiging</p> <p>- verstoring van de openbare orde</p> <p>- bezoekers die onwel zijn geworden</p>										
FD: SPECIFIEKE INFRASTRUCTUUR ET LOGISTIEK										
<p>Specifieke indicatoren van de FWI</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>voor de FWI's met museumactiviteiten en/of waar het publiek permanent toegang toe heeft</p>										
<p>◆ Aantal incidenten :</p> <p>- technische incidenten</p> <p>- diefstal</p> <p>- beschadiging</p> <p>- verstoring van de openbare orde</p> <p>- bezoekers die onwel zijn geworden</p>										
<p>◆ Reservefonds :</p> <p>wettelijke omvang / wettelijke omvang</p>										
<p>◆ Belangrijkste gevoelige inkomsten (facultatief)</p> <p>◆ Belangrijkste gevoelige uitgaven (facultatief)</p>										
<p>◆ Totale inkomsten / totale uitgaven</p> <p>◆ Dotatie / totale inkomsten</p> <p>◆ Totale financiële tegoeden</p> <p>◆ Uitstaande bedragen</p>										
<p>◆ Reservefonds :</p> <p>wettelijke omvang / wettelijke omvang</p>										
FB: FINANCIËN										
<p>Naleving van het budget</p>										
<p>1999</p>										
<p>1998</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 2000</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>1998</p>										
<p>1999</p>										
<p>30/06/2000</p>										
<p>Budget 200</p>										

REALISATIES '98	REALISATIES '99	VOORUITZICHTEN 2000	REALISATIES '98	REALISATIES '99	VOORUITZICHTEN 2000
O N T V A N G S T E N ■ Dotatie (secties 1 en 2; tabel 1 + tabel 2) ■ Eigen ontvangsten (secties 1 en 3; tabel 1 + tabel 2) □ Diverse ontvangsten (secties 2 et 1 (giften en legaten); tabel 1 + tabel 2)	U I T G A V E N ■ Uitgaven sectie 1 (tabel 1 + tabel 2) ■ Uitgaven sectie 2 (tabel 1 + tabel 2) □ Uitgaven sectie 3 (tabel 1 + tabel 2)				
 Uitgedrukt	 in miljoenen Belgische	 franken	 Uitgedrukt	 in miljoenen Belgische	 franken

III. UITVOERING VAN HET KADERPROGRAMMA

1. MET BETREKKING TOT DE VASTGELEGDE DOELSTELLINGEN in het kaderprogramma <i>Een indicator per doelstelling</i>	2. MET BETREKKING TOT DE EXTRA MIDDELEN waarin in het kaderprogramma is voorzien <i>Een indicator per middel</i>
DIE INDICATOREN ZULLEN BIJ DE BESLISSING	VAN HET KADERPROGRAMMA GEDEFINIËERD WORDEN

IV. AANMERKINGEN (eventueel)	
ALGEMENE AANMERKINGEN	
SPECIFIEKE AANMERKINGEN	
Op de activiteiten tijdens de periode	Op de realisaties van de periode
Op de resultaten van de periode	Op de impact tijdens de periode

GEbruIKSAANWIJZING VAN DE OVERZICHTSTABEL VAN DE FWI

I. DIENSTVERLENENDE FUNCTIES

INDICATOR	INTERPRETATIE	BELANG	INDICATOR	INTERPRETATIE	BELANG
<p>1. Aantal wetenschappelijke publicaties</p> <p>1.1. Aantal wetenschappelijke publicaties (de copublicaties worden slechts één keer meegeteld).</p> <p>1.2. Onderzoeksprojecten:</p> <ul style="list-style-type: none"> - aantal - door de federale Staat gefinancierd gedeelte - aangeworven personeel - aantal verslagen <p>1.3. Actieve deelnames aan wetenschappelijke vergaderingen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - in België - in het buitenland <p>1.4. Andere deelnames aan wetenschappelijke vergaderingen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - in België - in het buitenland 	<p>Individuele wetenschappelijke publicaties (de copublicaties worden slechts één keer meegeteld).</p> <p>Onderzoeksprojecten op initiatief van de FWI met het doel de kennis te vergroten.</p> <p>Specifiek voor die projecten aangeworven personeel.</p> <p>Aantal colloquia, congressen, workshops, ... waaraan een of meer personeelsleden deelnemen hebben als keynote speaker of chairman of een referaat hebben gehouden.</p>	<p>Het belang aantonen van de verspreiding van de resultaten van het onderzoek.</p> <p>De belangstelling aantonen van de wetenschappelijke gemeenschap voor de projecten van de instelling.</p> <p>Wijzen op de impact van het wetenschappelijk onderzoek van de instelling op haar reputatie en die van de Belgische wetenschappelijke gemeenschap.</p>	<p>2.1. Indicator betreffende de wetenschappelijke databanken</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>Indicatoren betreffende de verzamelingen</p>	<p>Wetenschappelijke databanken waarvoor een archiveringsstructuur of een toegangsprotocol bestaan.</p>	<p>De ontwikkeling tonen van het proces met als doel de informatie beschikbaar te stellen van zoveel mogelijk mensen.</p> <p>Het beleid in het licht stellen van de instelling op het vlak van het beheer van de verzamelingen, met name wat de aansluitingen en het bewaren betreft.</p>
<p>3.1. Werkzaamheden op verzoek:</p> <ul style="list-style-type: none"> - aantal - aangeworven personeel - aantal verslagen <p>3.2. Expertises en behandeling van vragen naar informatie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - beslede tijd en / of - aantal expertises - aantal behandelde vragen 	<p>Die werkzaamheden verschillen van die van een studie in 1.2; het initiaal komt van buiten; de aanvragen kan uit de privé- of de overheidsector komen.</p> <p>Specifiek voor die werkzaamheden aangeworven personeel.</p> <p><i>Er is keuze mogelijk tussen tijd of aantal.</i></p>	<p>De belangstelling tonen voor de know-how van de instelling.</p> <p>Het in het daglicht stellen van de tijd die is uitgetrokken voor dienstverlening aan officiële instanties en het publiek.</p>	<p>4.1. Indicator betreffende de website</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>Indicatoren betreffende de verspreiding van de kennis en de relaties met het publiek waaronder met name het aantal gebruikers van de aan het publiek geboden diensten.</p>	<p>De belangstelling tonen van de gemeenschap in de meest brede zin voor de activiteiten van de instelling.</p> <p>Het in het daglicht stellen van de bedrijvigheid van de instelling bij het verspreiden van de kennis naar het grote publiek toe.</p> <p>De belangstelling tonen van het publiek voor de activiteiten van de instelling.</p> <p>De bezorgdheid tonen van de instelling om de aandacht van het publiek te vestigen op haar activiteitsgebied.</p>	

II. ORGANISATORISCHE FUNCTIES

INDICATOR	INTERPRETATIE	BELANG	INDICATOR	INTERPRETATIE	BELANG
A.1. Personeelsformatie	Aantal reglementair vastgelegde statutaire betrekkingen.	Het aantal ingevulde betrekkingen tonen.	C.1. Totale oppervlakte van de lokalen	Uitgedrukt in m ²	Wijzen op de problematiek van het onderhoud van de installaties
A.2. Statutair personeelsbestand	Aantal statutaire personeelsleden (aantal mensen).		C.2. Onderhoudspersoneel	Aantal mensen	Wijzen op de problematiek van het onderhoud van de lokalen
A.3. Statutair personeelsbestand in FTE's	Uitgedrukt in volledige equivalenten; enkel de aan de FWI verbonden statutaire personeelsleden worden meegerekend.	De reële situatie in het daglicht stellen getuigt op het feit dat een gedeelte van het personeel verminderde prestaties levert of gedetacheerd is.	C.3. Schoonmaakpersoneel	Aantal mensen	Wijzen op de problematiek van de bewaking
A.4. Contractueel personeelsbestand in FTE's	Uitgedrukt in volledige equivalenten; alle personeelsleden die niet zijn opgenomen in de categorie van het statutaire personeel.	Het in het daglicht stellen van het belang van het aantal tijdelijke betrekkingen ten opzichte van de statutaire betrekkingen.	C.4. Bewakingspersoneel	Aantal mensen (bewakers en conciërges)	
A.5. Aantal afwezigheidsdagen	Aantal afwezigheidsdagen wegens ziekte of werkongeval.	Het in het daglicht stellen van het probleem van het absentielisme.	C.5. Aantal geïnformatiseerde arbeidsposten / personeelsbestand van niveau 1, 2* en 2	Uitgedrukt in %	Nagaan of de leden van het wetenschappelijk en administratief personeel over een arbeidspost met een PC of een terminal beschikken
A.6. Gemiddelde leeftijd van het statutaire personeel		Opvangen van de problematiek van de aanwervingen in de toekomst.	C.6. Gemiddelde ouderdom van de computerapparatuur	De referentiedatum is de aankoopdatum van de apparatuur (enkel de hardware)	Toezien op de vernieuwing van het computerpark
A.7. Percentage beoordelingen onvoldoende, goed, zeer goed			C.7. Oppervlakte van de niet-functionele lokalen / totale oppervlakte	Lokalen die niet zijn aangepast aan het gebruik dat ervan gemaakt wordt; uitgedrukt in %	Het in het daglicht stellen van de moeilijkheden die rijzen bij de uitvoering van de opdrachten van het KBIN
A.8. Aantal personen die recht hebben op en wachten op een bevordering of het afleggen een bevorderingsexamen		Het in het daglicht stellen van de traagheid van het bestuur inzake personeelsbeheer.	C.8. Aantal inbreuken op de veiligheidsvoorschriften	Bijvoorbeeld inzake brandbeveiliging	
A.9. Aantal vormingsdagen		Inspanningen van de FWI om zijn personeel te vormen.			
A.10. Verhouding VM	Percentage vrouwen				
B.1. Belangrijkste gevoelige inkomsten (facultatief) de FWI moet deze titel naar keus vervangen	Inkomsten waarvan geweten is dat zij moeilijk te controleren zijn, dat een budgettaire ontsporing mogelijk is.	Toezien of het budget wordt nageleefd.	Specifieke indicatoren van de FWI		
B.2. Belangrijkste gevoelige uitgaven (facultatief) de FWI moet deze titel naar keus vervangen	Idem zoals hiervoor maar voor de uitgaven.	Toezien of het budget wordt nageleefd.	+		
B.3. Totale inkomsten / totale uitgaven	Die verhouding moet idealiter hoger zijn dan of gelijk zijn aan 1; het gaat over de in de loop van het beschouwde boekjaar gerealiseerde inkomsten en uitgaven.	Toezien op het financieel evenwicht.	voor de FWI's met museumactiviteiten en/of waar het publiek permanent toegang toe heeft		De veiligheidsproblemen in het licht stellen en het mogelijk maken de keuzen te oriënteren inzake investeringen
B.4. Dotatie / totale inkomsten	Het aandeel van de dotatie in de totale inkomsten van de FWI, in %.		D.X. Aantal incidenten : - technische incidenten - diefstal - beschadiging - verstoring van de openbare orde - bezoekers die onwel zijn geworden		
B.5. Totaal van de financiële tegoeden	PRK, bankrekeningen, effecten, kas.	Toezien op het financieel evenwicht.			
B.6. Uitstaande bedragen	Niet-geïnde schuldvorderingen (met inbegrip van de dotatie) - werkelijk gestane uitgaven die niet betaald zijn.	Toezien op het financieel evenwicht.			
B.7. Reservefonds: werkelijke omvang / wettelijke omvang	Die verhouding moet idealiter 1 benaderen.	Erop toezien dat de financiële middelen niet onnodig worden geblokkeerd.			

TABLEAU DE BORD DE L'ESF

I. REFERENTIEL

◆ **Mission :**

Contribuer au développement et à la diffusion des connaissances dans le domaine de ... :

- ...
- ...
- ...
...

◆ **Fonctions de service :**

F1 Recherche scientifique:
F2 Gestion des collections et banques de données:
F3 Expertises et travaux sur demande:
F4 Diffusion au public:

◆ **Fonctions d'organisation :**

FA Ressources humaines
FB Finances
FC Infrastructure et logistique générales
FD Infrastructure et logistique spécifiques

II. PROGRAMME-CADRE (décision du .../...)

◆ **Objectifs fixés dans le programme-cadre**

1.
2.
3.

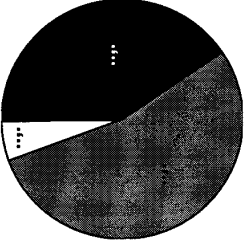
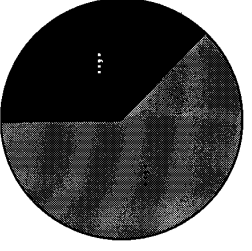
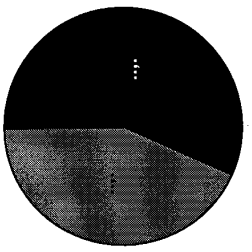
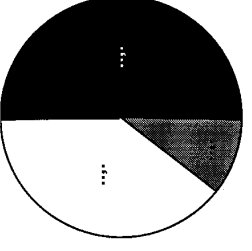
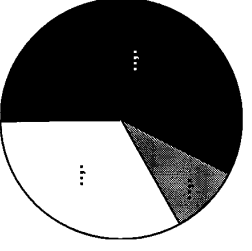
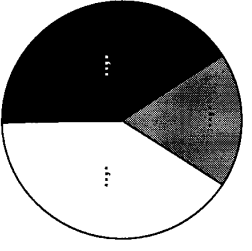
◆ **Ressources supplémentaires prévues dans le programme-cadre**

1.
2.
3.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juin 2000.

Le Ministre de la Recherche scientifique,

Ch. PICQUE

REALISATIONS '98	REALISATIONS '99	PREVISIONS 2000	REALISATIONS '98	REALISATIONS '99	PREVISIONS 2000
R E C E T T E S ■ Dotation (sections 1 et 2; tableau 1 + tableau 2) ■ Recettes propres (sections 1 et 3; tableau 1 + tableau 2) □ Recettes diverses (sections 2 et 1 (dons et legs); tableau 1 + tableau 2)			D E P E N S E S ■ Dépenses section 1 (tableau 1 + tableau 2) ■ Dépenses section 2 (tableau 1 + tableau 2) □ Dépenses section 3 (tableau 1 + tableau 2)		
 <p>Exprimé en millions de francs</p>	 <p>en millions de francs</p>	 <p>belges</p>	 <p>Exprimé en millions de francs</p>	 <p>en millions de francs</p>	 <p>belges</p>

III. EXECUTION DU PROGRAMME-CADRE

<p>1. PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXES dans le programme-cadre</p> <p><i>Un indicateur par objectif</i></p> <p>CES INDICATEURS PERTINENTS SERONT DEFINIS</p>	<p>2. PAR RAPPORT AUX RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES prévues dans le cadre du programme-cadre</p> <p><i>Un indicateur par ressource</i></p> <p>LORS DE LA DECISION DU PROGRAMME-CADRE</p>
---	---

IV. COMMENTAIRES (éventuels)

COMMENTAIRES GENERAUX

COMMENTAIRES PARTICULIERS	
sur les activités durant la période	sur les réalisations de la période
sur les résultats de la période	sur les impacts relevés durant la période

MODE D'EMPLOI DU TABLEAU DE BORD DE L'ESF

I. FONCTIONS DE SERVICE

INDICATEUR	INTERPRETATION	INTERET	INDICATEUR	INTERPRETATION	INTERET
<p>1.1. Nombre de publications scientifiques</p> <p>1.2. Projets de recherche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre - part financée par l'Etat fédéral - personnel engagé - nombre de rapports <p>1.3. Participations actives à des réunions scientifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en Belgique - à l'étranger <p>1.4. Autres participations à des réunions scientifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en Belgique - à l'étranger 	<p>Publications scientifiques individuelles (les copublications ne sont comptées qu'une seule fois).</p> <p>Projets de recherche à l'initiative de l'ESF, dans le but d'accroître les connaissances.</p> <p>Personnel engagé spécifiquement pour ces projets.</p> <p>Nombre de colloques, congrès, workshops, ... ou un (ou plusieurs) membre(s) du personnel a (ont) présenté une communication ou a (ont) participé en tant que keynote speaker ou chairman.</p>	<p>Montrer l'importance de la diffusion des produits écrits de la recherche.</p> <p>Montrer l'intérêt porté par la communauté scientifique aux projets de l'établissement.</p> <p>Montrer les effets de la recherche scientifique de l'établissement sur sa notoriété et celle de la communauté scientifique belge.</p>	<p>2.1. Indicateur concernant les banques de données scientifiques</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>Indicateurs concernant les collections</p>	<p>Banques de données scientifiques pour lesquelles il y a une structure d'archivage ou un protocole d'accès.</p>	<p>Montrer l'évolution du processus visant à mettre l'information à la disposition du plus grand nombre.</p> <p><i>Mettre en évidence la politique de rétablissement en matière de gestion des collections, notamment en ce qui concerne les acquisitions et la conservation.</i></p>
<p>3.1. Travaux sur demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre - personnel engagé - nombre de rapports <p>3.2. Expertises et traitement des demandes de renseignements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - temps consacré et / ou - nombre d'expertises - nombre de demandes traitées 	<p>Ces travaux sont à différencier de ceux dont il est question en 1.2. : l'initiative vient de l'extérieur, le demandeur pouvant être privé ou public.</p> <p>Personnel engagé spécifiquement pour ces travaux.</p> <p><i>Un choix entre le temps ou le nombre est possible.</i></p>	<p>Montrer l'intérêt suscité par le savoir-faire de l'établissement.</p> <p>Mettre en évidence le temps consacré à rendre certains services à des instances officielles et au public.</p>	<p>4.1. Indicateur concernant le site Web</p> <p style="text-align: center;">+</p> <p>Indicateurs concernant la diffusion des connaissances et les relations avec le public dont notamment le nombre d'utilisateurs des services offerts au public</p>	<p>Montrer l'intérêt de la communauté au sens le plus large pour les activités de l'établissement.</p> <p><i>Mettre en évidence l'activité de rétablissement dans la diffusion des connaissances vers le grand public.</i></p> <p><i>Montrer l'intérêt du public pour les activités de rétablissement.</i></p> <p><i>Montrer le souci de rétablissement d'intéresser le public à son domaine d'activité.</i></p>	

II. FONCTIONS D'ORGANISATION

INDICATEUR	INTERPRETATION	INTERET	INDICATEUR	INTERPRETATION	INTERET
A.1. Cadre organique	Nombre de postes statutaires prévus réglementairement.	Montrer le nombre de postes pourvus.	C.1. Surface totale des locaux	Exprimé en m ² .	Montrer la problématique de la maintenance des installations.
A.2. Effectif statuaire	Nombre de statutaires (personnes physiques).	Mettre en évidence la situation réelle en tenant compte du fait qu'une partie du personnel travaille à temps réduit ou est détachée.	C.2. Effectif du personnel de maintenance	Nombre de personnes physiques.	Montrer la problématique de l'entretien des locaux.
A.3. Effectif statutaire en ETP	Exprimé en équivalents temps plein; On ne tient compte que des statutaires attachés à l'ESF.	Mettre en évidence l'importance du volume d'emplois temporaires par rapport aux emplois statutaires.	C.3. Effectif du personnel d'entretien	Nombre de personnes physiques (gardiens et concierges).	Montrer la problématique du gardiennage.
A.4. Effectif contractuel en ETP	Exprimé en équivalents temps plein; tous les membres du personnel non repris dans la catégorie statuaire.	Mettre en évidence le problème de l'absentéisme.	C.4. Effectif du personnel de gardiennage	Exprimé en %.	Vérifier que les membres du personnel scientifique et administratif disposent d'un poste de travail avec PC ou terminal.
A.5. Nombre de jours d'absence	Total des journées d'absence pour cause de maladie ou d'accident du travail.	Prévenir les problèmes de recrutement dans le futur.	C.5. Nombre de postes de travail informatisés / effectif du personnel des niveaux 1, 2 ^e et 2	La date de référence est la date d'achat de l'équipement (uniquement le hardware).	Vérifier le renouvellement du parc informatique.
A.6. Moyenne d'âge du personnel statuaire		Mettre en évidence les lenteurs de l'administration en matière de gestion du personnel.	C.6. Âge moyen de l'équipement informatique	Locaux non adaptés à l'utilisation que l'on en fait; exprimé en %.	Mettre en évidence les difficultés rencontrées par l'ESF pour mener à bien ses missions.
A.7. Pourcentages de signalements 'insuffisant', 'bon', 'très bon'		Efforts de l'ESF pour la formation de son personnel.	C.7. Surface des locaux non fonctionnels / surface totale	Par exemple en matière de protection contre l'incendie.	
A.8. Nombre de personnes en droit et en attente d'une promotion ou de passer un examen de promotion			C.8. Nombre de manquements aux normes de sécurité		
A.9. Journées de formation					
A.10. Rapport F/H	Proportion de personnel féminin en %.				
B.1. Principale recette sensible (facultatif) <i>l'intitulé doit être remplacé par le choix de l'ESF</i>	Recette dont on sait qu'elle est difficilement contrôlable, au vu du dérapage par rapport au budget est possible.	Contrôler le respect du budget.	Indicateurs spécifiques à l'ESF		
B.2. Principale dépense sensible (facultatif) <i>l'intitulé doit être remplacé par le choix de l'ESF</i>	Idem que ci-dessus mais pour une dépense.	Contrôler le respect du budget.	* pour les ESF ayant des activités muséologiques et/ou accueillant le public de façon permanente		
B.3. Recettes / dépenses globales	Ce rapport doit idéalement être supérieur ou égal à 1; il s'agit des recettes et dépenses réalisées pendant l'année considérée.	Contrôler l'équilibre financier.	D.X. Nombre d'incidents : - incidents techniques - vols - dégradations - troubles de l'ordre public - malaises de visiteurs		Mettre en évidence les problèmes de sécurité et permettre d'orienter les choix en matière d'investissement.
B.4. Dotation / recettes globales	La part de la dotation dans l'ensemble des recettes de l'ESF, exprimée en %.	Mettre en évidence la part de la dotation dans les ressources financières de l'établissement.			
B.5. Total des avoirs financiers	CCP, comptes bancaires, titres, caisse.	Contrôler l'équilibre financier.			
B.6. Encours	Créances constatées non perçues (y compris la dotation) - dépenses réellement engagées non payées.	Contrôler l'équilibre financier.			
B.7. Fonds de réserve : hauteur réelle / hauteur légale	Ce rapport doit idéalement être proche de 1.	Vérifier que des ressources financières ne sont pas inutilement bloquées.			

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 2000 — 1684 [C — 2000/14166]

24 MEI 2000. — Koninklijk besluit
ter bevestiging van twee koninklijke besluiten van 26 april 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991, betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1997, houdende goedkeuring van het tweede beheerscontract van DE POST, inzonderheid op artikel 4;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 26 april 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 maart 1998 houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1999 wordt bevestigd.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 26 april 1999 houdende uitgifte van nieuwe postwaarden wordt bevestigd.

Art. 3. Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie
en Overheidsbedrijven en Participaties,
R. DAEMS

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2000 — 1684 [C — 2000/14166]

24 MAI 2000. — Arrêté royal
confirmant deux arrêtés royaux du 26 avril 1999

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991, portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1997, portant approbation du deuxième contrat de gestion de LA POSTE, notamment l'article 4;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 26 avril 1999, modifiant l'arrêté royal du 1^{er} mars 1998 portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1999 est confirmé.

Art. 2. L'arrêté royal du 26 avril 1999, portant émission de nouvelles valeurs postales est confirmé.

Art. 3. Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications
et des Entreprises et Participations publiques,
R. DAEMS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2000 — 1685 [2000/22446]

16 MEI 2000. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het gemotiveerd advies van 1 juni 1999 van het Basisoverlegcomité van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het advies van 14 december 1999 van de afgevaardigde van de Minister van Financiën;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 maart 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 1 februari 2000;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten, wordt in de rubriek Administratief personeel het aantal betrekkingen van industrieel ingenieur van 8 op 13 gebracht.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2000 — 1685 [2000/22446]

16 MAI 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis motivé du 1^{er} juin 1999 émis par le Comité de concertation de base du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis du 14 décembre 1999 émis par le délégué du Ministre des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} février 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles, dans la rubrique Personnel administratif, le nombre d'emplois d'ingénieur industriel est porté de 8 à 13.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

N. 2000 — 1686

[C — 2000/22530]

**24 JUNI 2000. — Koninklijk besluit
houdende verbod van de aflevering van geneesmiddelen
op basis van bepaalde planten**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wet van 20 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie, gegeven op 17 maart 2000;

Gelet op het verzoek om een spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat :

— het ministerieel besluit van 27 juli 1998 tot verlenging van de tijdelijke schorsing van de aflevering van bepaalde geneesmiddelen op basis van planten ophoudt uitwerking te hebben op 5 mei 2000;

— het advies van de Geneesmiddelencommissie bevestigt dat de toxische effecten van deze planten geacht worden bewezen te zijn;

— het verbod van de aflevering van geneesmiddelen op basis van deze planten dient in werking te treden ten laatste op 5 mei 2000;

— de schadelijke gevolgen van deze geneesmiddelen de noodzaak verrechtvaardigen om zonder uitstel het afleveren van geneesmiddelen voor menselijk en inwendig gebruik die samengesteld zijn uit pyrrolizidine-alkaloïden bevattende planten of plantendelen, of uit poeders, extracten, tincturen of andere geconcentreerde of verdunde derivaten die uit die planten of plantendelen zijn gewonnen, te verbieden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2000 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het afleveren van geneesmiddelen voor menselijk en inwendig gebruik die samengesteld zijn uit één of meer van de hieronder vermelde pyrrolizidine-alkaloïden bevattende planten of plantendelen, of uit poeders, extracten, tincturen of andere geconcentreerde of verdunde derivaten die uit die planten of plantendelen zijn gewonnen, is verboden :

- 1° Borago officinalis;
- 2° Eupatorium cannabinum;
- 3° Petasites officinalis;
- 4° Senecio jacobaea;
- 5° Senecio vulgaris;
- 6° Symphytum officinale;
- 7° Tussilago farfara;
- 8° Aristolochia spp.

F. 2000 — 1686

[C — 2000/22530]

**24 JUIN 2000. — Arrêté royal
portant interdiction de la délivrance des médicaments
à base de certaines plantes**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 7, modifié par la loi du 20 octobre 1998;

Vu l'avis de la Commission des médicaments, donné le 17 mars 2000;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que :

— l'arrêté ministériel du 27 juillet 1998 portant prolongation de la suspension temporaire de la délivrance de certains médicaments à base de plantes arrête de produire ses effets le 5 mai 2000;

— l'avis de la Commission des médicaments confirme que les effets toxiques de ces médicaments sont censés être prouvés;

— l'interdiction de la délivrance de médicaments à base de plantes doit entrer en vigueur au plus tard le 5 mai 2000;

— les effets nocifs de ces médicaments justifient la nécessité d'interdire sans délai la délivrance des médicaments à usage humain et interne à base de plantes ou de parties de plantes renfermant des alcaloïdes pyrrolizidiniques, ou à base de poudres, extraits, teintures ou autres dérivés, concentrés ou dilués, obtenus à partir de ces plantes ou parties de plantes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La délivrance des médicaments à usage humain et interne à base d'une ou plusieurs des plantes ou parties des plantes suivantes renfermant des alcaloïdes pyrrolizidiniques, ou à base de poudres, extraits, teintures ou autres dérivés, concentrés ou dilués, obtenus à partir de ces plantes ou parties de plantes, est interdite :

- 1° Borago officinalis;
- 2° Eupatorium cannabinum;
- 3° Petasites officinalis;
- 4° Senecio jacobaea;
- 5° Senecio vulgaris;
- 6° Symphytum officinale;
- 7° Tussilago farfara;
- 8° Aristolochia spp.

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 van dit besluit zijn niet van toepassing op de homeopathische geneesmiddelen die de eerste zeven vermelde planten bevatten in een dilutie die groter is dan D 6.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 5 mei 2000.

Art. 4. Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

Art. 2. Les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté ne sont pas d'application aux médicaments homéopathiques qui contiennent les sept premières plantes dans une dilution plus que D6.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 5 mai 2000.

Art. 4. Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

N. 2000 — 1687

[2000/22445]

18 MEI 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 maart 2000 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie voor het Fonds van de beroepsziekten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 2000;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 maart 2000 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het gemotiveerd advies van 1 juni 1999 van het Basisoverlegcomité van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten;

Gelet op het advies van 14 december 1999 van de afgevaardigde van de Minister van Financiën;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 maart 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 februari 2000,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het ministerieel besluit van 16 maart 2000, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 mei 2000, wordt de bepaling betreffende de graad van industrieel ingenieur vervangen door de volgende bepaling :

« 5 van de 13 betrekkingen van industrieel ingenieur worden bezoldigd in de weddenschaal 10 C ».

Art. 2. Dit ministerieel besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 16 mei 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten.

Brussel, 18 mei 2000.

F. VANDENBROUCKE

F. 2000 — 1687

[2000/22445]

18 MAI 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mars 2000 pris en exécution de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles

Le Ministre des Affaires sociales

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles, modifié par l'arrêté royal du 116 m i 2000;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 2000 pris en exécution de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis motivé du 1^{er} juin 1999 émis par le Comité de concertation de base du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis du 14 décembre 1999 émis par le délégué du Ministre des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} février 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 16 mars 2000, pris en exécution de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles, modifié par l'arrêté royal du 16 mai 2000, la rubrique concernant le grade d'ingénieur industriel est remplacée par la disposition suivante :

« 5 des 13 emplois d'ingénieur industriel sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 16 mai 2000 modifiant l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant le cadre organique du Fonds des maladies professionnelles.

Bruxelles, le 18 mai 2000.

F. VANDENBROUCKE

N. 2000 — 1688

[C — 2000/22523]

6 JULI 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, vervangen bij de wet van 25 januari 1999 en gewijzigd bij de wet 24 december 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, zoals tot op heden gewijzigd;

Overwegende dat op 25 mei 1998 een verzoek tot nietigverklaring van het koninklijk besluit van 2 april 1998 (tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten) werd ingediend bij de Raad van State, waardoor het risico bestaat dat de farmaceutische specialiteit Lipitor niet meer vergoedbaar zal zijn indien dit besluit zou vernietigd worden;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten vermeende procedurefouten zou bevatten, die zijn wettelijkheid in het gedrang brengen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 april 1998 reeds talloze malen werd toegepast en de farmaceutische specialiteit Lipitor vaak werd voorgeschreven en vergoed; dat het, in de bekommernis om de rechtszekerheid te waarborgen en om de verworven rechten van de patiënten te vrijwaren, nodig is aan huidig besluit een terugwerkende kracht te geven en dat het aldus dient in te gaan op 1 mei 1998;

Gelet op het voorstel, uitgebracht op 22 januari 1998 door de Technische raad voor farmaceutische specialiteiten;

Gelet op het advies, uitgebracht op 5 maart 1998 door de Dienst voor geneeskundige controle;

Gelet op het advies, uitgebracht op 13 maart 1998 door de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies, uitgebracht op 23 maart 1998 door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk IV - § 79 van bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, worden de volgende specialiteiten ingevoegd :

F. 2000 — 1688

[C — 2000/22523]

6 JUILLET 2000. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Considérant qu'un recours en annulation de l'arrêté royal du 2 avril 1998 (modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés) a été introduit devant le Conseil d'Etat le 25 mai 1998, par lequel le risque existe que la spécialité pharmaceutique Lipitor ne serait plus remboursable si l'arrêté était annulé;

Considérant que l'arrêté royal du 2 avril 1998 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés contiendrait de prétendues erreurs de procédure qui mettent en cause sa légalité;

Considérant que l'arrêté royal du 2 avril 1998 a déjà été appliqué à d'innombrables reprises et que la spécialité pharmaceutique Lipitor a été fréquemment prescrite et remboursée; qu'il est nécessaire, dans le souci de garantir la sécurité juridique et de préserver les droits acquis des patients, de donner un effet rétroactif au présent arrêté et qu'il doit donc entrer en vigueur le 1^{er} mai 1998;

Vu la proposition émise par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, le 22 janvier 1998;

Vu l'avis émis par le Service du contrôle médical, le 5 mars 1998;

Vu l'avis émis par la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs, le 13 mars 1998;

Vu l'avis émis par le Comité de l'assurance des soins de santé, le 23 mars 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Au chapitre IV - § 79 de l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, sont insérées les spécialités suivantes :

sub 1) :

sous 1) :

Criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmerkingen — Observations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de recht- hebbende beoogd bij art. 37, § 1, en § 19 van de bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 gecoördi- neerde wet, die recht hebben op een ver- hoogde verzekering- stegemoetkoming — Intervention du béné- ficiaire visé par l'art. 37, § 1 ^{er} , et § 19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 qui ont droit à une interven- tion majorée de l'assurance.	Aandeel van de andere rechthebbende — Intervention des autres bénéficiaires
A 45	1361-518	LIPITOR 10 Warnes Lambert		1 396,—	—	—
	1361-526	compr. 28 X 10 mg		3 070,—	—	—
	0747-691	compr. 84 X 10 mg		35,07		
	0747-691	* pr. compr. 1 X 10 mg		31,65		
A-45	1361-534	LIPITOR 20 Warner Lambert		1 953,—	—	—
	1361-542	compr. 28 X 20 mg		4 574,—	—	—
	0747-709	compr. 84 X 20 mg		52,98		
	0747-709	* pr. compr. 1 X 20 mg		49,56		

sub 2) :

sous 2) :

Criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmerkingen — Observations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de recht- hebbende beoogd bij art. 37, § 1, en § 19 van de bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 gecoördi- neerde wet, die recht hebben op een ver- hoogde verzekering- stegemoetkoming — Intervention du béné- ficiaire visé par l'art. 37, § 1 ^{er} , et § 19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 qui ont droit à une interven- tion majorée de l'assurance.	Aandeel van de andere rechthebbende — Intervention des autres bénéficiaires
A 45	1361-518	LIPITOR 10 Warnes Lambert		1 396,—	209	349
	1361-526	compr. 28 X 10 mg		3 070,—	250	375
	0747-691	compr. 84 X 10 mg		35,07		
	0747-691	* pr. compr. 1 X 10 mg		31,65		
A-45	1361-534	LIPITOR 20 Warner Lambert		1 953,—	250	375
	1361-542	compr. 28 X 20 mg		4 574,—	250	375
	0747-709	compr. 84 X 20 mg		52,98		
	0747-709	* pr. compr. 1 X 20 mg		49,56		

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1998.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1998.

Brussel, 6 juli 2000.

Bruxelles, le 6 juillet 2000.

N. 2000 — 1689

[C — 2000/22524]

F. 2000 — 1689

[C — 2000/22524]

6 JULI 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, eerste lid, 1°, vervangen bij de wet van 25 januari 1999 en gewijzigd bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen, uitgebracht op 23 mei 2000 door de Technische Raad voor Farmaceutische Specialiteiten;

Gelet op de beslissing, genomen op 29 mei 2000 door het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, meer bepaald gemotiveerd door het feit dat :

— De Minister van Economie, na advies van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten, opgericht door het koninklijk besluit van 8 augustus 1975, een afwijking heeft toegestaan krachtens artikel 5bis van het ministerieel besluit van 21 februari 2000 tot vaststelling van de prijs van de grote verpakkingen van terugbetaalbare geneesmiddelen.

— als gevolg van deze afwijking, in het belang van de sociaal verzekerden, alle betrokken partijen en met name het farmaceutische bedrijf, de verzekeringsinstellingen, de apothekers-verstrekkers en de tarifieringsdiensten, binnen een redelijke termijn in kennis zouden moeten worden gesteld van de wijzigingen in de vergoedingsbases die moeten worden aangebracht;

— als deze afwijking niet toegestaan wordt bestaat het gevaar dat het farmaceutisch bedrijf de betrokken verpakkingen uit de handel neemt;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In § 79 van hoofdstuk IV-B) van bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

6 JUILLET 2000. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié par la loi du 24 décembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Vu les propositions émises par le Conseil technique des Spécialités pharmaceutiques, le 23 mai 2000;

Vu la décision prise le 29 mai 2000 par le Comité de l'Assurance des Soins de Santé;

Vu l'avis émis par l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2000;

Vu l'urgence notamment motivée par la circonstance que :

— le Ministre de l'Economie, après avis de la Commission des Prix de Spécialités pharmaceutiques créée par arrêté royal du 8 août 1975, a accordé une dérogation en vertu de l'article 5bis de l'arrêté ministériel du 21 février 2000 fixant le prix des grands conditionnements de médicaments remboursables;

— suite à cette dérogation, il importe que, dans l'intérêt des assurés sociaux, toutes les parties concernées et, notamment la firme pharmaceutique, les organismes assureurs, les pharmaciens dispensateurs et les offices de tarification, soient préalablement informées, dans un délai raisonnable, des modifications de bases de remboursement qui doivent intervenir;

— si cette dérogation n'est pas accordée, la firme pharmaceutique risque de retirer du marché les conditionnements concernés.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2E, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Au § 79 du chapitre IV-B) de l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1° sub a) :

1° sous a) :

criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmer- kingen — Observations	Basis van tegenmoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de recht- hebbende beoogd bij art. 37, § 1, en § 19 van de bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 gecoördi- neerde wet, die recht hebben op een ver- hoogde verzekering- stegemoetkoming — Intervention du béné- ficiaire visé par l'art. 37, § 1 ^{er} , et § 19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 qui ont droit à une interven- tion majorée de l'assurance.	Aandeel van de andere rechthebbende — Intervention des autres bénéficiaires
A-45	1361-526	LIPITOR 10 Warner Lambert compr. 84 x 10 mg		3070,—	—	—
	0747-691	* pr. compr. 1 x 10 mg		35,07		
	0747-691	** pr. compr. 1 x 10 mg		31,65		
A-45	1361-542	LIPITOR 20 Warner Lambert compr. 84 x 20 mg		4574,—	—	—
	0747-709	* pr. compr. 1 x 20 mg		52,98		
	0747-709	** pr. compr. 1 x 20 mg		49,56		

2° sub b) :

2° sous b) :

criterium — Critère	Code	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmer- kingen — Observations	Basis van tegenmoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de recht- hebbende beoogd bij art. 37, § 1, en § 19 van de bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 gecoördi- neerde wet, die recht hebben op een ver- hoogde verzekering- stegemoetkoming — Intervention du béné- ficiaire visé par l'art. 37, § 1 ^{er} , et § 19, de la loi coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 qui ont droit à une interven- tion majorée de l'assurance.	Aandeel van de andere rechthebbende — Intervention des autres bénéficiaires
B-41	1361-526	LIPITOR 10 Warner Lambert compr. 84 x 10 mg		3070,—	250	375
	0747-691	* pr. compr. 1 x 10 mg		35,07		
	0747-691	** pr. compr. 1 x 10 mg		31,65		
B-41	1361-526	LIPITOR 20 Warner Lambert compr. 84 x 20 mg		4574,—	250	375
	0747-709	* pr. compr. 1 x 20 mg		52,98		
	0747-709	** pr. compr. 1 x 20 mg		49,56		

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 juli 2000.

Brussel, 6 juli 2000.

F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2000.

Bruxelles, le 6 juillet 2000.

F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2000 — 1690

[C — 2000/00523]

13 JUNI 2000. — Koninklijk besluit waarbij de onweerachtige regenval die plaatsgevonden heeft op 4 en 5 juli 1999 in bepaalde gemeenten van de Provincies Luik en Limburg als een algemene ramp beschouwd wordt, en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1°, en § 2;

Overwegende dat er onweerachtige regenval plaatsgevonden heeft op het grondgebied van bepaalde gemeenten van de Provincies Luik en Limburg op 4 en 5 juli 1999;

Overwegende dat dit natuurverschijnsel plaatselijk overstromingen en het overstromen van openbare riolen veroorzaakt heeft;

Gelet op het advies van het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België, van 12 april 2000 betreffende het voormelde natuurverschijnsel;

Overwegende dat de voormelde onweerachtige regenval de drempel van 60 liter per vierkante meter in 24 uur overschreden heeft op verschillende meetpunten van de betrokken provincies;

Overwegende dat dit natuurverschijnsel een uitzonderlijk karakter heeft;

Overwegende dat de voormelde overstromingen en het overstromen van de openbare riolen grote schade veroorzaakt hebben waarvan de raming veel hoger ligt dan een globaal bedrag van 1 250 000 euro;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 mei 2000;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting op 10 mei 2000;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De onweerachtige regenval die plaatsgevonden heeft op 4 en 5 juli 1999 in bepaalde gemeenten van de Provincies Luik en Limburg, wordt beschouwd als een algemene ramp die de toepassing rechtvaardigt van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Art. 2. De geografische uitgestrektheid van de ramp is beperkt tot de gemeenten waarvan de namen hieronder weergegeven worden :

Provincie Luik :

Anthisnes

Bitsingen

Beyne-Heusay

Dalhem

Engis

Herstal

Luik

Nandrin

Neupré

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 2000 — 1690

[C — 2000/00523]

13 JUIN 2000. — Arrêté royal considérant comme une calamité publique les pluies orageuses qui se sont abattues les 4 et 5 juillet 1999 sur certaines communes des Provinces de Liège et du Limbourg, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 2, § 1^{er}, 1°, et § 2;

Considérant que des pluies orageuses se sont abattues sur le territoire de certaines communes des Provinces de Liège et du Limbourg les 4 et 5 juillet 1999;

Considérant que ce phénomène naturel a occasionné localement des inondations et des débordements d'égouts publics;

Vu l'avis de l'Institut royal météorologique de Belgique du 12 avril 2000 relatif au phénomène naturel précité;

Considérant que les pluies orageuses susmentionnées ont dépassé le seuil de 60 litres au mètre carré en 24 heures en plusieurs points de mesure des provinces concernées;

Considérant que ledit phénomène naturel présente un caractère exceptionnel;

Considérant que les inondations et les débordements d'égouts publics précités ont provoqué des dégâts importants dont l'estimation est largement supérieure à un montant global de 1 250 000 euros;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mai 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 10 mai 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les pluies orageuses qui se sont abattues les 4 et 5 juillet 1999 sur certaines communes des Provinces de Liège et du Limbourg sont considérées comme une calamité publique justifiant l'application de l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 2. L'étendue géographique de la calamité est limitée aux communes dont les noms figurent ci-après :

Province de Liège :

Anthisnes

Bassenge

Beyne-Heusay

Dalhem

Engis

Herstal

Liège

Nandrin

Neupré

Ouffet
 Oupeye
 Seraing
 Provincie Limburg :
 As
 Bilzen
 Dilsen-Stokkem
 Genk
 Hamont-Achel
 Hasselt
 Heusden-Zolder
 Lanaken
 Maasmechelen
 Riemst
 Sint-Truiden
 Tessenderlo
 Tongeren
 Voeren
 Zutendaal

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
 De Minister van Binnenlandse Zaken,
 A. DUQUESNE

Ouffet
 Oupeye
 Seraing
 Province du Limbourg :
 As
 Bilzen
 Dilsen-Stokkem
 Genk
 Hamont-Achel
 Hasselt
 Heusden-Zolder
 Lanaken
 Maasmechelen
 Riemst
 Saint-Trond
 Tessenderlo
 Tongres
 Fourons
 Zutendaal

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2000.

ALBERT

Par le Roi :
 Le Ministre de l'Intérieur,
 A. DUQUESNE

N. 2000 — 1691

[C — 2000/00524]

13 JUNI 2000. — Koninklijk besluit waarbij de overvloedige regenval die plaatsgevonden heeft van 24 tot 27 december 1999 op het grondgebied van verschillende gemeenten, als een algemene ramp beschouwd wordt, en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt

ALBERT II, Koning der Belgen,
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1°, en § 2;

Overwegende dat er van 24 tot 27 december 1999 overvloedige regenval plaatsgevonden heeft op het grondgebied van verschillende gemeenten;

F. 2000 — 1691

[C — 2000/00524]

13 JUIN 2000. — Arrêté royal considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues du 24 au 27 décembre 1999 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité

ALBERT II, Roi des Belges,
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 2, § 1^{er}, 1°, et § 2;

Considérant que des pluies abondantes se sont abattues sur le territoire de plusieurs communes du 24 au 27 décembre 1999;

Overwegende dat dit natuurverschijnsel plaatselijk overstromingen en het overstromen van openbare riolen veroorzaakt heeft;

Gelet op het advies van het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België, van 12 april 2000 betreffende het voormelde natuurverschijnsel;

Overwegende dat de voormelde overvloedige regenval plaatselijk de drempel van 60 liter per vierkante meter in 24 uur overschreden heeft;

Overwegende dat dit natuurverschijnsel een uitzonderlijk karakter heeft;

Overwegende dat de voormelde overstromingen en het overstromen van openbare riolen grote schade veroorzaakt hebben waarvan de raming veel hoger ligt dan een globaal bedrag van 1.250.000 euro;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 mei 2000;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting op 31 mei 2000;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De overvloedige regenval die plaatsgevonden heeft van 24 tot 27 december 1999 op het grondgebied van verschillende gemeenten, wordt beschouwd als een algemene ramp die de toepassing rechtvaardigt van artikel 2, § 1, 1^o, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Art. 2. De geografische uitgestrektheid van de ramp is beperkt tot de gemeenten waarvan de namen hieronder weergegeven worden :

Provincie Antwerpen :

Balen

Boechout

Dessel

Edegem

Heist-op-den-Berg

Herentals

Kontich

Mortsel

Puurs

Retie

Sint-Amands

Westerlo

Zandhoven

Zoersel

Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad :

Anderlecht

Jette

Considérant que ce phénomène naturel a occasionné localement des inondations et des débordements d'égouts publics;

Vu l'avis de l'Institut royal météorologique de Belgique du 12 avril 2000 relatif au phénomène naturel précité;

Considérant que les pluies abondantes susmentionnées ont dépassé localement le seuil de 60 litres au mètre carré en 24 heures;

Considérant que ledit phénomène naturel présente un caractère exceptionnel;

Considérant que les inondations et débordements d'égouts publics précités ont provoqué des dégâts importants dont l'estimation est largement supérieure à un montant global de 1.250.000 euros;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mai 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 31 mai 2000;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les pluies abondantes qui se sont abattues du 24 au 27 décembre 1999 sur le territoire de plusieurs communes sont considérées comme une calamité publique justifiant l'application de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 2. L'étendue géographique de la calamité est limitée aux communes dont les noms figurent ci-après :

Province d'Anvers :

Balen

Boechout

Dessel

Edegem

Heist-op-den-Berg

Herentals

Kontich

Mortsel

Puurs

Retie

Sint-Amands

Westerlo

Zandhoven

Zoersel

Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale :

Anderlecht

Jette

Provincie Vlaams-Brabant :

Aarschot
Affligem
Beersel
Bever
Bierbeek
Boutersem
Dilbeek
Galmaarden
Grimbergen
Gooik
Halle
Herne
Holsbeek
Kortenberg
Lennik
Leuven
Liedekerke
Londerzeel
Machelen
Meise
Opwijk
Oud-Heverlee
Overijse
Pepingen
Roosdaal
Sint-Pieters-Leeuw
Ternat
Tervuren
Tielt-Winge
Vilvoorde
Wemmel
Wezembeek-Oppem
Zaventem

Provincie Waals-Brabant :

Kasteelbrakel
Itter
Rebecq
Tubeke

Province du Brabant flamand :

Aarschot
Affligem
Beersel
Biévène
Bierbeek
Boutersem
Dilbeek
Gammerages
Grimbergen
Gooik
Hal
Herne
Holsbeek
Kortenberg
Lennik
Louvain
Liedekerke
Londerzeel
Machelen
Meise
Opwijk
Oud-Heverlee
Overijse
Pepingen
Roosdaal
Sint-Pieters-Leeuw
Ternat
Tervuren
Tielt-Winge
Vilvorde
Wemmel
Wezembeek-Oppem
Zaventem

Province du Brabant wallon :

Braine-le-Château
Ittre
Rebecq
Tubize

Provincie Henegouwen :

Aat
Beaumont
Beloel
's Gravenbrakel
Brugelette
Celles
Elzele
Edingen
Frasnes-lez-Anvaing
Vloesberg
Lens
Le Roeulx
Lessen
Leuze-en-Hainaut
Bergen
Mont-de-l'Enclus
Montigny-le-Tilleul
Pecq
Quiévrain
Opzullik
Zinnik
Doornik

Provincie Luxemburg :

Bertrix
Chiny
Libin
Martelange
Meix-devant-Virton
Messancy
Neufchâteau
Paliseul
Virton

Provincie Oost-Vlaanderen :

Aalst
Brakel
Denderleeuw
Dendermonde
Destelbergen
Erpe-Mere
Gent
Geraardsbergen
Haaltert
Herzele
Horebeke
Kruishoutem
Lebbeke
Lierde

Province de Hainaut :

Ath
Beaumont
Beloel
Braine-le-Comte
Brugelette
Celles
Ellezelles
Enghien
Frasnes-lez-Anvaing
Flobecq
Lens
Le Roeulx
Lessines
Leuze-en-Hainaut
Mons
Mont-de-l'Enclus
Montigny-le-Tilleul
Pecq
Quiévrain
Silly
Soignies
Tournai

Province de Luxembourg :

Bertrix
Chiny
Libin
Martelange
Meix-devant-Virton
Messancy
Neufchâteau
Paliseul
Virton

Province de Flandre orientale :

Alost
Brakel
Denderleeuw
Termonde
Destelbergen
Erpe-Mere
Gand
Grammont
Haaltert
Herzele
Horebeke
Kruishoutem
Lebbeke
Lierde

Lovendegem
Maarkedal
Maldegem
Melle
Moerbeke
Nazareth
Nevele
Ninove
Oosterzele
Oudenaarde
Ronse
Sint-Lievens-Houtem
Sint-Martens-Latem
Sint-Niklaas
Wetteren
Wichelen
Wortegem-Petegem
Zottegem
Zwalm

Provincie West-Vlaanderen :

Diksmuide
Harelbeke
Houthulst
Ieper
Ingelmunster
Izegem
Kortemark
Kortrijk
Poperinge
Spiere-Helkijn
Staden
Wevelgem
Zwevegem

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Lovendegem
Maarkedal
Maldegem
Melle
Moerbeke
Nazareth
Nevele
Ninove
Oosterzele
Audenarde
Renaix
Sint-Lievens-Houtem
Sint-Martens-Latem
Saint-Nicolas
Wetteren
Wichelen
Wortegem-Petegem
Zottegem
Zwalm

Province de Flandre occidentale :

Dixmude
Harelbeke
Houthulst
Ypres
Ingelmunster
Izegem
Kortemark
Courtrai
Poperinge
Espierres-Helchin
Staden
Wevelgem
Zwevegem

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

N. 2000 — 1692

[C - 2000/00522]

19 JUNI 2000. — Ministerieel besluit tot bepaling van de geografische uitgestrektheid van de hulpverleningszones van de provincie Limburg

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de Civiele Bescherming, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd bij de wet van 28 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot bepaling van de modaliteiten inzake het creëren en de werking van de hulpverleningszones, inzonderheid de artikelen 4, § 2, en 6;

Gelet op de voordracht van de Provinciegouverneur van Limburg d.d. 3 augustus 1999;

F. 2000 — 1692

[C - 2000/00522]

19 JUIJ 2000. — Arrêté ministériel fixant l'étendue géographique des zones de secours de la province de Limbourg

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 10bis, inséré par la loi du 28 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant les modalités de création et de fonctionnement des zones de secours, notamment les articles 4, § 2, et 6;

Vu la proposition du Gouverneur de la province de Limbourg du 3 août 1999;

Gelet op de brief van de Provinciegouverneur van Vlaams-Brabant d.d. 14 januari 2000, waardoor hij bevestigt dat de gemeente Halen samen met haar gewestgroep Diest wordt opgenomen in een hulpverleningszone van Vlaams-Brabant;

Gelet op de brief van 8 februari 2000 van de Provinciegouverneur van Luik aan de Gouverneur van Limburg, waardoor deze de wens formuleert van de gewestelijke groep Herve en diens beschermde gemeenten, om Voeren op te nemen in éénzelfde hulpverleningszone van de provincie Luik,

Besluit :

Artikel 1. Er worden drie hulpverleningszones gecreëerd in de Provincie Limburg.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde hulpverleningszones omvatten respectievelijk de volgende gemeenten :

1° Bocholt,
Bree,
Ham,
Hamont-Achel,
Hechtel-Eksel,
Leopoldsburg,
Lommel,
Meeuwen-Gruitrode,
Neerpelt,
Overpelt,
Peer;
2° As,
Bilzen,
Dilsen-Stokkem,
Genk,
Hoeselt,
Houthalen-Helchteren,
Kinrooi,
Lanaken,
Maaseik,
Maasmechelen,
Opglabbeek,
Zutendaal;
3° Alken,
Beringen,
Borgloon,
Diepenbeek,
Gingelom,
Hasselt,
Heers,
Herk-de-Stad,
Herstappe,
Heusden-Zolder,
Lummen,
Kortesseem,
Nieuwerkerken,
Riemst,
Sint-Truiden,
Tessengerlo,
Tongeren,
Wellen,
Zonhoven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 juni 2000.

A. DUQUESNE

Vu la lettre du Gouverneur de la province du Brabant flamand du 14 janvier 2000, par laquelle il confirme que la commune de Halen est reprise avec son groupe régional de Diest dans une zone de secours du Brabant flamand;

Vu la lettre du 8 février 2000 du Gouverneur de la province de Liège adressée au Gouverneur de la province de Limbourg, par laquelle celui-ci formule le souhait du groupe régional de Herve et de ses communes protégées de reprendre Fourons dans une même zone de secours de la province de Liège,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé trois zones de secours en Province de Limbourg.

Art. 2. Les zones de secours visées à l'article 1^{er} comprennent respectivement les communes suivantes :

1° Bocholt,
Bree,
Ham,
Hamont-Achel,
Hechtel-Eksel,
Bourg-Léopold,
Lommel,
Meeuwen-Gruitrode,
Neerpelt,
Overpelt,
Peer;
2° As,
Bilzen,
Dilsen-Stokkem,
Genk,
Hoeselt,
Houthalen-Helchteren,
Kinrooi,
Lanaken,
Maaseik,
Maasmechelen,
Opglabbeek,
Zutendaal;
3° Alken,
Beringen,
Looz,
Diepenbeek,
Gingelom,
Hasselt,
Heers,
Herck-la-Ville,
Herstappe,
Heusden-Zolder,
Lummen,
Kortesseem,
Nieuwerkerken,
Riemst,
Saint-Trond,
Tessengerlo,
Tongres,
Wellen,
Zonhoven.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 2000.

A. DUQUESNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1693

[S - C - 2000/35705]

26 MEI 2000. — Besluit van de Vlaamse regering tot uitvoering van het decreet van 18 mei 1999 houdende oprichting van een Herplaatsingsfonds

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op het decreet van 18 mei 1999 houdende oprichting van een Herplaatsingsfonds, inzonderheid op de artikelen 3, derde lid, 4, derde lid, 6, tweede lid, 8, 9, 10, § 3, en 11;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 1999 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor Begroting, gegeven op 14 februari 2000;

Gelet op het advies van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, gegeven op 8 december 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 3 maart 2000, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 april 2000 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 18 mei 1999 houdende oprichting van een Herplaatsingsfonds;

2° de minister : de Vlaamse minister tot wiens bevoegdheid het Tewerkstellingsbeleid behoort;

3° de begeleidingscommissie : de commissie ingesteld bij artikel 10 van het decreet;

4° de administratie : de administratie Werkgelegenheid van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

5° het STC : het subregionaal tewerkstellingscomité in wiens ambtsgebied de gefailleerde onderneming haar bedrijfsactiviteiten of de ontbonden vereniging zonder winstoogmerk haar activiteiten uitoefent.

6° het Fonds : het herplaatsingsfonds, bedoeld in artikel 2, § 1 van het decreet.

7° de directeur-generaal : de leidend ambtenaar van de administratie.

8° outplacementbegeleiding : een vorm van arbeidsbemiddeling waarbij begeleidende adviezen en diensten aan een ontslagen of met ontslag bedreigde werknemer worden verstrekt om deze in staat te stellen zo vlug mogelijk een betrekking bij een nieuwe werkgever te vinden of een beroepsactiviteit als zelfstandige te ontplooiën.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. De activiteiten die kunnen bijdragen tot de herplaatsing van de in artikel 3 van het decreet bedoelde werknemers en gelijkgestelde personen hebben betrekking op outplacementbegeleiding.

Worden als gelijkgestelde personen beschouwd, in de zin van artikel 3, derde lid, van het decreet : de gefailleerde zelfstandigen en de helpers van de gefailleerde zelfstandigen, die werknemer willen worden.

Art. 3. In de uitvoering van zijn opdracht kan het Fonds voorrang verlenen aan : de werknemers van wie de herplaatsing in het reguliere arbeidscircuit het moeilijkst verloopt omwille van de toestand van de subregionale arbeidsmarkt.

HOOFDSTUK III. — *Beheer en werking van het Fonds*

Art. 4. Het Fonds heeft zijn zetel in de administratie.

Art. 5. Het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap stelt die diensten, uitrusting, installaties en personeelsleden van haar diensten ter beschikking, die noodzakelijk zijn om een efficiënte werking van het Fonds te verzekeren.

Art. 6. De directeur-generaal is belast met het dagelijks bestuur en de organisatie van het Fonds. Hij voert hierbij de titel van directeur-generaal van het Fonds.

Bij tijdelijke afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door het afdelingshoofd van de afdeling Migratie en Arbeidsmarktbeleid van de administratie, behalve de in § 3 bepaalde bevoegdheden.

Bij tijdelijke afwezigheid of verhindering van het afdelingshoofd van de afdeling Migratie en Arbeidsmarktbeleid wordt hij vervangen door een ambtenaar van rang A1 of hoger van de afdeling.

De directeur-generaal kan de bevoegdheden die hem in toepassing van dit besluit worden toegekend, subdelegeren aan de ambtenaren van rang A1 of hoger van de administratie.

Art. 7. Alle financiële verrichtingen worden gecentraliseerd in het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw, waar zij ter goedkeuring worden voorgelegd aan de directeur-generaal.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure inzake de aanvraag tot tegemoetkoming**Afdeling 1. — De aanvraagprocedure*

Art. 8. De aanvraag tot tegemoetkoming wordt ingediend bij de administratie door de curator, vereffenaar en/of overnemer, binnen drie maanden na zijn aanstelling of na de overname. De aanvraag gebeurt in tweevoud op een daartoe bestemd formulier, dat op verzoek door de administratie wordt afgegeven en dat ook op geïnformatiseerde wijze ter beschikking wordt gesteld.

De administratie zendt uiterlijk binnen drie kalenderdagen een ontvangstmelding toe aan de curator, vereffenaar en/of overnemer.

Art. 9. Bij de aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :

1° een sociaal plan dat is goedgekeurd door de curator, de vereffenaar en/of de overnemer en de representatieve werknemersorganisaties die vertegenwoordigd waren in de ondernemingsraad of bij ontstentenis van een ondernemingsraad, de syndicale afvaardiging voor de categorie van personen waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd (arbeiders en/of bedienden) of bij ontstentenis van de ondernemingsraad en een syndicale afvaardiging, de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het STC of in het bevoegde paritair comité,

2° een afschrift van het vonnis van faillissement van de onderneming of van de gerechtelijke ontbinding van de vereniging zonder winstoogmerk wegens kennelijke staat van onvermogen;

3° een personeelslijst van de ex-werknemers met opsplitsing naar geslacht, leeftijd en aard van de tewerkstelling (arbeider/bediende) en met aanduiding van de personen waarvoor een tegemoetkoming wordt aangevraagd;

4° desgevallend, bijkomende informatie met betrekking tot de werknemers bedoeld in artikel 3, in het bijzonder met betrekking tot de situatie van de subregionale arbeidsmarkt.

Art. 10. § 1. Na ontvangst van de aanvraag ingediend overeenkomstig de procedure vermeld in artikel 8 en vergezeld van alle krachtens dit besluit bij de aanvraag te voegen documenten, onderzoekt de administratie of voldaan is aan alle in het decreet en de uitvoeringsbesluiten gestelde voorwaarden.

De administratie maakt het resultaat van dit onderzoek, tezamen met een kopij van het dossier, over aan de begeleidingscommissie binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het dossier.

De administratie kan onvolledige aanvragen na een periode van minstens drie maanden, vanaf het opvragen van de ontbrekende informatie, aan de aanvrager terugzenden, voor zover het dossier binnen deze periode niet vervolledigd werd.

§ 2. De begeleidingscommissie brengt binnen een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum door de administratie, over de aanvraag tot tegemoetkoming, een advies uit dat betrekking heeft op de volgende punten :

1° de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de aanvraag;

2° de bepaling van de categorieën van werknemers waaraan voorrang kan worden verleend op grond van de situatie van de betreffende subregionale arbeidsmarkt. De bepaling van deze categorieën dient te gebeuren door een vergelijking van de ontslagen werknemers met de toestand van dezelfde soort werknemers op de andere subregionale arbeidsmarkten;

3° het aantal werknemers dat in aanmerking komt voor tegemoetkoming vanuit het Fonds en, rekening houdend met artikel 3, het aantal werknemers dat recht heeft op een verhoogd premiebedrag zoals bedoeld in artikel 19, § 2.

Bij ontstentenis van enig advies binnen de gestelde termijn, wordt het advies geacht positief te zijn.

Binnen tien kalenderdagen na ontvangst van het advies van de begeleidingscommissie of na het verstrijken van de termijn voor advies van de begeleidingscommissie wordt het dossier ter beslissing toegezonden aan de minister. De beslissingen van de minister worden bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de aanvrager en medegedeeld aan de begeleidingscommissie.

HOOFDSTUK V. — *De begeleidingscommissie**Afdeling 1. — Samenstelling*

Art. 11. De meest representatieve werkgeversorganisaties en de meest representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd binnen de SERV beschikken elk over één effectief en één plaatsvervangend lid in de begeleidingscommissie.

Art. 12. De Vlaamse regering benoemt de effectieve en de plaatsvervangende leden. De meest representatieve werkgeversorganisaties en de meest representatieve werknemersorganisaties dragen daartoe een dubbele lijst van kandidaten voor.

Art. 13. De duur van het mandaat van de leden bedraagt vier jaar. Het mandaat is hernieuwbaar. Het lid dat voortijdig ophoudt zijn mandaat uit te oefenen wordt vervangen door zijn plaatsvervanger die dit mandaat voltooit, waarna een nieuwe plaatsvervanger wordt aangewezen.

Art. 14. Alleen de effectieve leden van de werknemers- en de werkgeversorganisaties en hun plaatsvervangers, wanneer ze zitting hebben, zijn stemgerechtigd.

Afdeling 2. — Werkingsregelen

Art. 15. De werking van de begeleidingscommissie wordt geregeld in een huishoudelijk reglement. Dit reglement wordt opgesteld door de commissie en goedgekeurd door de minister.

Het huishoudelijk reglement bepaalt tenminste :

- 1° de bevoegdheden van de voorzitter;
- 2° de nadere regels met betrekking tot de vervanging bij afwezigheid van de voorzitter;
- 3° de wijze van bijeenroeping en beraadslaging;
- 4° de periodiciteit van de vergaderingen;
- 5° de bekendmaking van de handelingen;
- 6° het minimaal aanwezig aantal leden om geldig te vergaderen.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen en permanente of tijdelijke werkgroepen instellen onder de voorwaarden bepaald in het huishoudelijk reglement.

Art. 16. § 1. Het secretariaat van de begeleidingscommissie wordt verzekerd door de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen.

De werking van het secretariaat van de begeleidingscommissie wordt nader geregeld in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 15 van dit besluit.

§ 2. De begeleidingscommissie maakt jaarlijks een evaluatie van haar werking en formuleert desgevallend voorstellen tot bijsturing. De begeleidingscommissie maakt hiertoe jaarlijks voor 1 mei een verslag op dat aan de minister wordt ter beschikking gesteld.

HOOFDSTUK VI. — *Voorwaarden en nadere regels met betrekking tot de betaling van de kosten*

Art. 17. § 1. Er wordt een stuurgroep opgericht op het niveau van de onderneming of van de vereniging die, na verscheidene aanbieders te hebben geraadpleegd, beslist aan welke door het Vlaams Gewest erkende onderneming of instelling de opdracht wordt toevertrouwd en die nominatief de werknemers aanwijst waarvoor een tegemoetkoming wordt toegekend, waarbij de werknemers die recht hebben op een verhoogde tegemoetkoming bedoeld in artikel 19, § 2, afzonderlijk worden vermeld.

§ 2. De in § 1 bedoelde stuurgroep is als volgt samengesteld :

- 1° de curator, vereffenaar en/of de overnemer;
- 2° de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties die vertegenwoordigd waren in de ondernemingsraad of bij ontstentenis van een ondernemingsraad, de syndicale afvaardiging voor de categorie van personen waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd (arbeiders en/of bedienden) of bij ontstentenis van de ondernemingsraad en een syndicale afvaardiging, de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het STC of in het bevoegde paritair comité;
- 3° een vertegenwoordiger van de administratie;
- 4° een vertegenwoordiger van het bevoegde STC.

Alleen de curator, vereffenaar en/of de overnemer en de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties zijn stemgerechtigd.

§ 3. De stuurgroep informeert de begeleidingscommissie over het verloop en de resultaten van de begeleidingsopdracht.

Art. 18. De toegekende tegemoetkoming wordt gestort op de faillissementsrekening van de gefailleerde onderneming of op de derdenrekening van de curator van de gerechtelijk ontbonden vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de volgende regels :

1° een eerste voorschot ten belope van 55 % van de maximale tegemoetkoming wordt betaald na ondertekening van het toelagebesluit en na voorlegging van het afgesloten outplacementcontract of de in aanmerking genomen offerte;

2° een tweede voorschot ten belope van 30 % van de maximale toelage wordt betaald na voorlegging door de curator van een inhoudelijk en financieel verslag met betrekking tot de activiteiten waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend. Het verslag wordt opgemaakt door de erkende onderneming of instelling waaraan de opdracht werd toevertrouwd;

3° het saldo ten belope van maximaal 15 % van de maximale toelage wordt vereffend na voorlegging van al de bewijsstukken ter verantwoording van de uitgaven gedaan in het kader van voormeld contract;

4° de in 1°, 2° en 3° bedoelde documenten dienen door de curator, vereffenaar en of overnemer ingediend bij de administratie.

Art. 19. § 1. De tegemoetkoming bedraagt maximaal 80 000 BF, inclusief BTW, per begeleide ex-werknemer of gelijkgestelde persoon en mag enkel aangewend worden voor het betalen van de kosten van de in artikel 2 bedoelde activiteiten met betrekking tot de ontslagen werknemers van de in artikel 3, eerste lid van het decreet bedoelde onderneming of vereniging zonder winstoogmerk.

§ 2. Het bedrag bedoeld in § 1 kan verhoogd worden tot maximaal 160 000 BF, inclusief BTW, voor maximaal 20 % van de begeleide werknemers of gelijkgestelde personen, waarvan de stuurgroep heeft vastgesteld dat het personen betreft die bijkomende outplacementbegeleiding nodig hebben omwille van het feit dat hun herplaatsing in het reguliere arbeidscircuit het moeilijkst verloopt omwille van de toestand van de subregionale arbeidsmarkt.

§ 3. Een forfaitair bedrag van maximaal 20 000 BF, inclusief BTW, mag, ter vergoeding van haar werkingskosten, aan de curatele of vereffenaar worden uitgekeerd, tezamen met de uitbetaling van het eerste voorschot.

§ 4. De bedragen bedoeld in § 1 t.e.m. § 3 worden de eerste januari van elk jaar aangepast aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december die voorafgaat, met dien verstande dat de eerste aanpassing zal gebeuren op 1 januari 2001. Deze aanpassing wordt berekend volgens de formule : bedrag x nieuw indexcijfer / indexcijfer december 1999.

Art. 20. Na ontvangst van de in artikel 18 genoemde documenten wordt de totaal verschuldigde toelage, steeds binnen het goedgekeurde maximum, bepaald aan de hand van de aanvaarde uitgavenbewijzen en de bewezen activiteiten in het kader van de georganiseerde begeleiding.

De curator, vereffenaar en/of overnemer verbindt er zich toe eventueel te veel betaalde of ten onrechte betaalde bedragen, op eenvoudig verzoek van de administratie en overeenkomstig de vastgelegde nadere regels, terug te storten.

HOOFDSTUK VII. — *Controle*

Art. 21. De ambtenaren van de afdeling Inspectie van de administratie houden toezicht op de naleving van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Artikel 25 van het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 1999 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering wordt aangevuld als volgt : « 3° het Herplaatsingsfonds ».

Art. 23. De minister bevoegd voor het Tewerkstellingsbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 mei 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Werkgelegenheid en Toerisme,

R. LANDUYT

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2000 — 1693

[C — 2000/35705]

26 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 18 mai 1999 portant création d'un Fonds de Réinsertion

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu le décret du 18 mai 1999 portant création d'un Fonds de Réinsertion, notamment les articles 3, troisième alinéa, 4, troisième alinéa, 6, deuxième alinéa, 8, 9, 10, § 3, et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1999 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, notamment l'article 25;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 14 février 2000;

Vu l'avis du Conseil socio-économique de la Flandre, donné le 8 décembre 1999;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 3 mars 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2000 en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions préliminaires*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 18 mai 1999 portant création d'un Fonds de Réinsertion;

2° le ministre : le Ministre flamand duquel relève la politique d'emploi;

3° le comité d'accompagnement : le comité instauré en vertu de l'article 10 du décret;

4° l'administration : l'Administration de l'Emploi du Département de l'Economie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture du Ministère de la Communauté flamande;

5° le STC : le Comité subrégional de l'Emploi sous le ressort duquel l'entreprise tombée en faillite exerce ses activités commerciales ou l'association sans bus lucratif dissoute exerce ses activités;

6° le Fonds : le fonds de réinsertion visé à l'article 2, § 1^{er}, du décret;

7° le directeur général : le fonctionnaire dirigeant de l'administration;

8° l'accompagnement de décrutement : une forme de placement de main d'oeuvre par laquelle des avis et des services d'accompagnement sont fournis à un travailleur menacé de licenciement afin de permettre à celui-ci de trouver dans les plus brefs délais un emploi chez un nouvel employeur ou de développer une activité professionnelle comme indépendant.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Les activités qui peuvent contribuer à la réinsertion des travailleurs et des personnes assimilées visés à l'article 3 du décret, se rapportent à l'accompagnement de décrutement.

Sont considérées comme personnes assimilées au sens de l'article 3, troisième alinéa, du décret : les indépendants faillis et les aides des indépendants faillis désirant devenir travailleurs.

Art. 3. En application de sa mission, le Fonds peut donner priorité aux travailleurs dont la réinsertion dans le circuit de travail régulier s'avère la plus difficile en raison de la situation du marché subrégional de l'emploi.

CHAPITRE III. — *Gestion et fonctionnement du Fonds*

Art. 4. Le Fonds a son siège au sein de l'administration.

Art. 5. Le Département de l'Economie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture du Ministère de la Communauté flamande met à la disposition les services, équipements, installations et personnels appartenant à ses services qui sont indispensables au fonctionnement efficace du Fonds.

Art. 6. Le directeur général est chargé de la gestion journalière et de l'organisation du Fonds. A cet effet, il porte le titre de directeur général du Fonds.

En cas d'absence ou d'empêchement temporaire du directeur-général, ses attributions sont exercées par le chef de division de la Division de la Migration et de la Politique du Marché du Travail de l'administration, à l'exception des attributions visées au § 3.

En cas d'absence ou d'empêchement temporaire du chef de division de la Division de la Migration et de la Politique du Marché du Travail, il est remplacé par un fonctionnaire de rang A1 ou supérieur de la division.

Le directeur général peut sous-déléguer les attributions qui lui sont attribuées en application du présent arrêté, aux fonctionnaires de rang A1 ou supérieur de l'administration.

Art. 7. Toutes les transactions financières sont centralisées au sein du Département de l'Economie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture, où ils sont soumis au directeur-général pour approbation.

CHAPITRE IV. — *Procédure en matière de demande d'allocation*

Section 1re. — La procédure de demande

Art. 8. La demande d'allocation est introduite auprès de l'administration par le curateur, le liquidateur et/ou le repreneur dans les trois mois de sa désignation ou après la reprise. La demande est introduite en deux exemplaires sur le formulaire approprié, qui est délivré sur demande par l'administration, et qui est également mis à la disposition sous forme informatisée.

Au plus tard dans les trois jours calendaires, l'administration envoie un accusé de réception au curateur, liquidateur et/ou repreneur.

Art. 9. Les documents suivants sont joints à la demande :

1° un plan social approuvé par le curateur, le liquidateur et/ou le repreneur et les organisations représentatives des travailleurs qui étaient représentées au sein du conseil d'entreprise, ou à défaut de conseil d'entreprise, la représentation syndicale pour la catégorie des personnes pour laquelle l'allocation est demandée (ouvriers et/ou employés), ou à défaut de conseil d'entreprise et de représentation syndicale, les organisations représentatives des travailleurs représentées au sein du STC ou du comité paritaire compétent;

2° une copie du jugement de faillite de l'entreprise ou de la dissolution judiciaire de l'association sans but lucratif pour état de déconfiture;

3° une liste de personnel des anciens travailleurs, ventilés par sexe, âge et type d'emploi (ouvrier/employé), et en indiquant les personnes pour lesquelles une allocation est demandée;

4° le cas échéant, des informations complémentaires sur les travailleurs visés à l'article 3, notamment au sujet de la situation du marché subrégional de l'emploi.

Art. 10. § 1^{er}. Dès réception de la demande introduite conformément à la procédure mentionnée à l'article 8 et accompagnée de tous les documents devant être joints à la demande en vertu du présent arrêté, l'administration examine si toutes les conditions énoncées au décret et aux arrêtés d'exécution ont été remplies.

Dans les dix jours de la réception de ce dossier, l'administration transmet le résultat de cet examen au comité d'accompagnement, en y ajoutant une copie du dossier.

Après une période d'au moins trois mois à partir de la demande des informations manquantes, l'administration peut renvoyer les demandes incomplètes au demandeur, pour autant que le dossier n'ait pas été complété dans ce délai.

§ 2. Dans un délai de trente jours calendaires à compter à partir de la date d'envoi par l'administration, le comité d'accompagnement émet un avis sur la demande d'allocation pour ce qui concerne les points suivants :

1° la recevabilité et le bien fondé de la demande;

2° la détermination des catégories de travailleurs auxquelles une priorité peut être donnée sur base de la situation du marché subrégional de l'emploi en question. La détermination de ces catégories doit se faire en comparant les travailleurs licenciés avec la situation du même type de travailleurs sur d'autres marchés subrégionaux d'emploi;

3° le nombre de travailleurs entrant en ligne de compte pour une allocation du Fonds et, compte tenu de l'article 3, le nombre de travailleurs ayant droit à un montant de prime majoré tel que visé à l'article 19, § 2.

A défaut d'un avis quelconque dans le délai imparti, l'avis sera censé être favorable.

Dans les dix jours calendaires de la réception de l'avis du comité d'accompagnement, ou après expiration du délai pour l'avis du comité d'accompagnement, le dossier est envoyé au ministre pour décision. Les décisions du ministre sont portées à la connaissance du demandeur par lettre recommandée à la poste, et communiquées au comité d'accompagnement.

CHAPITRE V. — *Le comité d'accompagnement*

Section 1re. — Composition

Art. 11. Les organisations patronales les plus représentatives et les organisations de travailleurs les plus représentatives, représentées au sein du SERV, disposent chacune d'un membre effectif et d'un membre suppléant au sein du comité d'accompagnement.

Art. 12. Le Gouvernement flamand nomme les membres effectifs et suppléants. A cet effet, les organisations patronales les plus représentatives et les organisations de travailleurs les plus représentatives proposent une double liste de candidats.

Art. 13. La durée du mandat des membres est de quatre ans. Le mandat est renouvelable. Le membre qui arrête prématurément d'exercer son mandat, est remplacé par son remplaçant qui exerce ce mandat jusqu'au bout, après quoi un nouveau remplaçant est désigné.

Art. 14. Seuls les membres effectifs des organisations d'employeurs et de travailleurs et leurs remplaçants, ont droit de vote lorsqu'ils siègent.

Section 2. — Règles de fonctionnement

Art. 15. Le fonctionnement du comité d'accompagnement est réglé par un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est établi par le comité et approuvé par le ministre.

Le règlement d'ordre intérieur détermine au minimum :

1° les attributions du président;

2° les modalités se rapportant au remplacement en cas d'absence du président;

3° le mode de convocation et de délibération;

4° la périodicité des réunions;

5° la publication des annales;

6° le nombre minimal de membres présents pour qu'une réunion soit valable.

Le comité peut faire appel à des experts et instaurer des groupes de travail permanents ou temporaires dans les conditions énoncées au règlement d'ordre intérieur.

Art. 16. § 1^{er}. Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par le Conseil socio-économique de la Flandre.

Le fonctionnement du secrétariat du comité d'accompagnement est réglé en détail par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 15 du présent arrêté.

§ 2. Une fois par an, le comité d'accompagnement établit une évaluation de son fonctionnement et formule le cas échéant des propositions de modulation. A cet effet, le comité d'accompagnement établit tous les ans avant le 1^{er} mai un rapport qui est mis à la disposition du ministre.

CHAPITRE VI. — *Conditions et modalités se rapportant au paiement des frais*

Art. 17. § 1^{er}. Un groupe de pilotage est constitué au niveau de l'entreprise ou de l'association qui, après avoir consulté divers proposant, décide à quelle entreprise ou institution le marché est confié, et qui désigne nominativement les travailleurs auxquels une allocation est octroyée, les travailleurs ayant droit à une allocation majorée telle que visée à l'article 19, § 2, étant mentionnés à part.

§ 2. Le groupe de pilotage visé au § 1^{er} est composé comme suit :

1° le curateur, le liquidateur et/ou l'entrepreneur;

2° les représentants des organisations représentatives des employeurs qui étaient représentées au sein du conseil d'entreprise, ou à défaut d'un conseil d'entreprise, la représentation syndicale pour la catégorie de personnes pour laquelle l'allocation est demandée (ouvriers et/ou employés), ou à défaut d'un conseil d'entreprise et d'une représentation syndicale, les organisations représentatives des travailleurs représentées au sein du STC ou du comité paritaire compétent;

3° un représentant de l'administration;

4° un représentant du STC compétent.

Seuls le curateur, le liquidateur et/ou le repreneur et les représentants des organisations représentatives des travailleurs ont droit de vote.

§ 3. Le groupe de pilotage informe le comité d'accompagnement du déroulement et des résultats de la mission d'accompagnement.

Art. 18. L'allocation octroyée est versée au numéro de faillite de l'entreprise faillie ou au compte de tiers du curateur de l'association sans but lucratif légalement dissoute, conformément aux modalités suivantes :

1° une première avance de l'ordre de 55 % de l'allocation maximale est payée après signature de l'arrêté d'allocation, et après présentation du contrat de décrutement conclu ou de l'offre prise en considération;

2° une seconde avance de l'ordre de 30 % de l'allocation maximale est payée après présentation par le curateur d'un rapport sur le fond et sur les finances des activités pour lesquelles une allocation a été octroyée. Le rapport est établi par l'entreprise ou l'institution agréée à laquelle la mission a été confiée;

3° le solde de 15 % maximum de l'allocation maximale est réglé après présentation de toutes les pièces justificatives pour les dépenses encourues dans le cadre du contrat précité;

4° les documents visés aux 1°, 2° et 3°, doivent être remis à l'administration par le curateur, le liquidateur et/ou le repreneur.

Art. 19. § 1^{er}. L'allocation s'élève à BEF 80 000 maximum, TVA incluse, par ex-travailleur ou personne assimilée, et ne peut être affectée qu'au paiement des frais encourus pour les activités visées à l'article 2 en faveur des travailleurs licenciés de l'entreprise ou association sans but lucratif visée à l'article 3, premier alinéa, du décret.

§ 2. Le montant visé au § 1^{er}, peut être porté à BEF 160 000 maximum, TVA incluse, pour maximum 20 % des travailleurs accompagnés ou personnes assimilées, dont le groupe de pilotage a constaté qu'il s'agit de personnes ayant besoin d'accompagnement de décrutement supplémentaire en raison du fait que leur réinsertion dans le circuit de travail régulier se passe le plus difficilement en raison de la situation subrégionale du marché de travail.

§ 3. Un montant forfaitaire de BEF 20 000 maximum, TVA incluse, peut être payé, à titre de compensation pour ses frais de fonctionnement, à la curatelle ou au liquidateur, en même temps que le paiement de la première avance.

§ 4. Les montants visés aux § 1^{er} à § 3 inclus, sont ajustés le premier janvier de chaque année à l'évolution de l'indice de santé des prix à la consommation du mois de décembre qui précède, étant entendu que le premier ajustement aura lieu le 1^{er} janvier 2001. Cet ajustement est calculé suivant la formule : montant x indice nouveau/indice décembre 1999.

Art. 20. Après réception des documents mentionnés à l'article 18, l'allocation globale redevable est déterminée, toujours dans les limites du maximum approuvé, à l'aide des justificatifs de dépense approuvés et des activités prouvées dans le cadre de l'accompagnement organisé.

Le curateur, le liquidateur et/ou le repreneur s'engage à rembourser les montants éventuellement payés en trop ou à tort, et ce sur simple demande de l'administration et conformément aux modalités définies.

CHAPITRE VII. — *Contrôle*

Art. 21. Les fonctionnaires de la Division de l'Inspection de l'administration veillent à l'observation du décret et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 22. L'article 25 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1999 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, est complété comme suit :

« 3° le Fonds de Réinsertion ».

Art. 23. Le ministre ayant la Politique de l'Emploi dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 mai 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2000 — 1694

[C — 2000/33051]

12. APRIL 2000 — Erlass der Regierung zur Einsetzung einer Pädagogischen Arbeitsgemeinschaft auf Ebene des Regelprimarschulwesens und der ersten Stufe des Regelsekundarschulwesens für das Fach nichtkonfessionelle Sittenlehre

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Auf Grund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, 18. Juli 1990, 5. Mai 1993, 16. Juli 1993, 30. Dezember 1993, 16. Dezember 1996, 4. Mai 1999, 6. Mai 1999 und 25. Mai 1999;

Auf Grund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 13. März 2000;

Auf Grund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 30 März 2000;

Auf Grund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Grund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass die Pädagogische Arbeitsgemeinschaft ihre Arbeit bereits aufgenommen hat und dass es daher unerlässlich ist, die Zielsetzung, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Arbeitsgemeinschaft sowie die Bestimmungen über die finanziellen Entschädigungen festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird auf Ebene des Regelprimarschulwesens und der ersten Stufe des Regelsekundarschulwesens eine Pädagogische Arbeitsgemeinschaft für das Fach nichtkonfessionelle Sittenlehre eingesetzt. Die Pädagogische Arbeitsgemeinschaft wird im folgenden als Arbeitsgemeinschaft bezeichnet.

Die Arbeitsgemeinschaft hat die Aufgabe die fachbezogenen Kompetenzen netzübergreifend für den Abschluss des Regelprimarschulwesens und der ersten Stufe des Regelsekundarschulwesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu erarbeiten.

Die Arbeitsgemeinschaft schließt spätestens am 31. Dezember 2000 ihre Arbeiten ab. Sie legt dem für das Unterrichtswesen zuständigen Minister einen Abschlussbericht mit den Ergebnissen vor, der in Zusammenarbeit mit der Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens" des Ministeriums erstellt wird.

Art. 2 - Die Arbeitsgemeinschaft setzt sich folgendermaßen zusammen:

Astrid Semaille: Koordinatorin;

Yvonne Jadin-Vonk: Sekretärin;

Elvira Kohlen;

Ute Meessen;

Renate Theissen;

Ghislaine Buckinx.

Art. 3 - Die Bezeichnung des Koordinators, des Sekretärs und der Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft gilt für die Dauer der in Artikel 1 angeführten Aufgaben, endet aber spätestens am 31. Dezember 2000.

Art. 4 - Der Koordinator beruft die Arbeitsgemeinschaft ein und bestimmt den Tagungsort und die Tagesordnung. Er teilt diesen Termin der Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens" des Ministeriums mit.

Art. 5 - Auf Einladung des Koordinators können Experten an der Sitzung der Arbeitsgemeinschaft teilnehmen.

Art. 6 - Falls Material zu bestellen ist, erfolgt eine Anfrage über die Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens" des Ministeriums, die über die Anschaffung entscheidet.

Art. 7 - Der Koordinator, der Sekretär, die Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft und die Experten erhalten eine Fahrtentschädigung. Bezüglich der Fahrtentschädigung gelten die Bestimmungen, die für die Beamten des Ministeriums Rang I F gelten. Bei Benutzung eines eigenen Fahrzeuges gilt Steuer-PS 7.

Art. 8 - Die Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft und die Experten erhalten Anwesenheitsgelder in Höhe von 1 500 BEF für eine Arbeitssitzung von mindestens 2,5 Stunden und 3 000 BEF für eine Sitzung von mindestens 5 Stunden.

Die in Absatz 1 angeführten Sätze werden für den Koordinator und den Sekretär um 50 % erhöht.

In Abweichung von Absatz 1 können Experten Anwesenheitsgelder über den vorgesehenen Satz hinaus erhalten, falls der für das Unterrichtswesen zuständige Minister vorab sein Einverständnis gibt.

Art. 9 - Inspektoren, Sonderbeauftragte der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Beamte der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die als Experten zu den Sitzungen der Arbeitskreise hinzugezogen werden, erhalten kein Anwesenheitsgeld.

Art. 10 - Die Forderungsanmeldungen werden zwecks Bestätigung ihrer Richtigkeit vom Koordinator gegengezeichnet und halbjährlich bei der Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens" des Ministeriums eingereicht.

Art. 11 - Vorliegender Erlass wird am 1. Juni 1999 wirksam.

Art. 12 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 12. April 2000

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident,

Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus

B. GENTGES

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2000 — 1694

[C — 2000/33051]

12 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement instituant un groupe de travail pédagogique pour le cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par les lois des 6 juillet 1990, 18 juillet 1990, 5 mai 1993, 16 juillet 1993, 30 décembre 1993, 16 décembre 1996, 4 mai 1999, 6 mai 1999 et 25 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1a, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le groupe de travail pédagogique a déjà commencé à travailler et qu'il est dès lors indispensable d'arrêter ses objectifs, sa composition, son fonctionnement ainsi que les dispositions relatives aux indemnités financières;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué en Communauté germanophone un groupe de travail pédagogique pour le cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, ci-après dénommé « groupe de travail ».

Le groupe de travail a pour mission d'élaborer, tous réseaux confondus, les compétences disciplinaires requises à la fin de l'enseignement primaire ordinaire et du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire en Communauté germanophone.

Le groupe de travail clôture ses travaux le 31 décembre 2000 au plus tard. Il en soumet les résultats au Ministre compétent en matière d'Enseignement, dans un rapport établi en collaboration avec la Division « Organisation de l'Enseignement » du Ministère.

Art. 2. Le groupe de travail est composé des membres suivants :

Astrid Semaille : coordinateur;

Yvonne Jadin-Vonk : secrétaire;

Elvira Kohlen;

Ute Meessen;

Renate Theissen;

Ghislaine Buckinx.

Art. 3. La désignation du coordinateur, du secrétaire et des membres du groupe de travail est valable pour la durée de la mission visée à l'article 1, devient toutefois caduque le 31 décembre 2000 au plus tard.

Art. 4. Le coordinateur convoque le groupe de travail et détermine le lieu de la réunion et l'ordre du jour. Il communique la date à la Division « Organisation de l'Enseignement » du Ministère.

Art. 5. A l'invitation du coordinateur, des experts peuvent participer aux réunions du groupe de travail.

Art. 6. Si du matériel doit être commandé, une demande est introduite auprès de la Division « Organisation de l'Enseignement » du Ministère, qui statue sur l'acquisition.

Art. 7. Le coordinateur, le secrétaire et les membres du groupe de travail ainsi que les experts perçoivent des indemnités pour frais de déplacement. Pour ces indemnités, les dispositions applicables aux agents de Rang I F du Ministère sont d'application. En cas d'utilisation d'un véhicule privé, la puissance fiscale retenue est de 7 CV.

Art. 8. Les membres et les experts perçoivent des jetons de présence d'un montant de 1 500 FB lorsque la réunion dure au moins deux heures et demi et 3 000 FB lorsqu'elle dure au moins cinq heures.

Les montants visés au premier alinéa sont majorés de 50% pour le coordinateur et le secrétaire.

Par dérogation au premier alinéa, les experts peuvent obtenir des jetons de présence plus élevés moyennant l'accord préalable du Ministre compétent en matière d'enseignement.

Art. 9. Les inspecteurs, chargés de mission de la Communauté germanophone et agents de la Communauté germanophone appelés à participer aux réunions du groupe de travail en tant qu'experts ne perçoivent pas de jetons de présence.

Art. 10. Les déclarations de créance sont contresignées par le coordinateur pour confirmer leur exactitude et introduites semestriellement auprès de la Division « Organisation de l'Enseignement ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1999.

Art. 12. Le Ministre compétent en matière d'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 12 avril 2000.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports,

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme,

B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1694

[C — 2000/33051]

12 APRIL 2000. — **Besluit van de Regering tot oprichting van een pedagogische werkgroep voor het vak niet-confessionele zedenleer in het gewoon lager onderwijs en in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 30 december 1993, 16 december 1996, 4 mei 1999, 6 mei 1999 en 25 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister-President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de pedagogische werkgroep reeds met zijn arbeid is begonnen en dat het dus onontbeerlijk is, zijn doelstellingen, zijn samenstelling, zijn werking alsmede de bepalingen betreffende de financiële vergoedingen vast te stellen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt in de Duitstalige Gemeenschap een pedagogische werkgroep voor het vak niet-confessionele zedenleer in het gewoon lager onderwijs en in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs opgericht, hierna « werkgroep » genoemd.

De werkgroep heeft als opdracht vakbekwaamheden netoverschrijdend uit te werken die vereist zijn op het einde van het gewoon lager onderwijs en van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap.

De werkgroep sluit zijn werkzaamheden ten laatste op 31 december 2000. Hij legt de resultaten ervan aan de Minister bevoegd inzake Onderwijs voor in een verslag dat in samenwerking met de Afdeling « Organisatie van het Onderwijs » van het Ministerie opgesteld wordt.

Art. 2. De werkgroep is samengesteld uit de volgende leden :

Astrid Semaille : coördinator;
Yvonne Jadin-Vonk : secretaris;
Elvira Kohnen;
Ute Meessen;
Renate Theissen;
Ghislaine Buckinx.

Art. 3. De aanwijzing van de coördinator, van de secretaris en van de leden geldt voor de duur van de in artikel 1 bedoelde opdracht, vervalt echter ten laatste op 31 december 2000.

Art. 4. De coördinator roept de werkgroep bijeen en bepaalt de vergaderplaats en de dagorde. Hij deelt de datum aan de Afdeling « Organisatie van het Onderwijs » van het Ministerie mede.

Art. 5. Op uitnodiging van de coördinator kunnen deskundigen aan de zittingen van de werkgroep deelnemen.

Art. 6. Als materieel moet worden besteld, dan wordt een verzoek bij de Afdeling « Organisatie van het Onderwijs » van het Ministerie ingediend die over de aanschaffing beslist.

Art. 7. De coördinator, de secretaris, de leden van de werkgroep alsmede de deskundigen verkrijgen een reiskostenvergoeding. Daarentrent gelden de bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van Rang I F van het Ministerie. Bij gebruik van een privé-voertuig wordt het fiscaal vermogen van 7 pk in aanmerking genomen.

Art. 8. De leden van de werkgroep en de experts verkrijgen een presentiegeld ten belope van 1 500 BF per zitting van ten minste tweeënehalf uren en van 3 000 BF per zitting van ten minste vijf uren.

De voeten bepaald in het eerste lid worden met 50 % verhoogd voor de coördinator en de secretaris.

In afwijking van het eerste lid en mits voorafgaande toestemming van de Minister bevoegd inzake Onderwijs kunnen de deskundigen een presentiegeld verkrijgen dat hoger ligt dan de bepaalde voeten.

Art. 9. Inspecteurs, opdrachthouders van de Duitstalige Gemeenschap en ambtenaren van de Duitstalige Gemeenschap die als deskundigen de zittingen van de werkgroep bijwonen, verkrijgen geen presentiegeld.

Art. 10. De schuldvorderingen worden door de coördinator medeondertekend ter bekrachtiging van de juistheid ervan en per semester ingediend bij de Afdeling « Organisatie van het Onderwijs » van het Ministerie.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juni 1999.

Art. 12. De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 12 april 2000.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme,
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1695

[C — 2000/27297]

15 JUIIN 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant l'article 9 de l'accord de coopération du 19 avril 1995 entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées, approuvé par le décret du 4 avril 1996

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et la commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 4 avril 1996 portant approbation de l'accord de coopération du 19 avril 1995 entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées, notamment les articles 8 et 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu le rapport de la Commission de coopération au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux décomptes visés à l'article 5 de l'accord de coopération, pour les exercices 1996 et 1997 (partiels), approuvé le 16 juin 1999;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. De commun accord avec le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement arrêté le montant de 12.558.660 de FB, dû par la Région wallonne à la Commission communautaire française, en exécution de l'article 9 de l'accord de coopération du 19 avril 1995 entre la Commission communautaire française et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées.

Ce montant se décompose comme suit :

- une somme de 2.168.811 FB, concernant le secteur de l'accueil et de l'hébergement pour l'année 1996, est due par la Commission communautaire française à la Région wallonne;
- une somme de 11.752.018 FB, concernant le secteur de l'accueil et de l'hébergement pour l'année 1996, est due par la Région wallonne à la Commission communautaire française;
- une somme de 3.316.653 FB, concernant le secteur de l'emploi protégé pour l'année 1997, est due par la Commission communautaire française à la Région wallonne;
- une somme de 6.292.106 FB, concernant le secteur de la formation professionnelle pour l'année 1997, est due par la Région wallonne à la Commission communautaire française.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juin 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1695

[C — 2000/27297]

15 JUNI 2000. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 9 van het tussen de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest gesloten samenwerkingsakkoord van 19 april 1995 waarbij het vrije verkeer van gehandicapte personen wordt gewaarborgd, goedgekeurd bij het decreet van 4 april 1996**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 4 april 1996 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest waarbij het vrije verkeer van gehandicapte personen wordt gewaarborgd, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 mei 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op het verslag van 16 juni 1999 van de samenwerkingscommissie gemeen aan de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de rekeningen bedoeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord, voor de (gedeeltelijke) begrotingsjaren 1996 en 1997;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In onderlinge overeenstemming met het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stelt de Regering het door het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschapscommissie verschuldigde bedrag van 12.558.660 BEF vast in uitvoering van artikel 9 van het tussen de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest gesloten samenwerkingsakkoord van 19 april 1995 waarbij het vrije verkeer van gehandicapte personen wordt gewaarborgd.

Dat bedrag is opgesplitst als volgt :

- een door de Franse Gemeenschapscommissie aan het Waalse Gewest verschuldigde som van 2.168.811 BEF betreffende de sector van de opvang en de huisvesting voor het jaar 1996;
- een door het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschapscommissie verschuldigde som van 11.752.018 BEF betreffende de sector van de opvang en de huisvesting voor het jaar 1996;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie aan het Waalse Gewest verschuldigde som van 3.316.653 BEF betreffende de sector van de beschermde tewerkstelling voor het jaar 1997;
- een door het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschapscommissie verschuldigde som van 6.292.106 BEF betreffende de sector van de beroepsopleiding voor het jaar 1997.

Art. 3. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2000.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[2000/14150]

**30 MEI 2000. — Wijziging van de normen en voorschriften
inzake de veiligheid van de spoorweginfrastructuur
en haar gebruik**

Een ministerieel besluit van 30 mei 2000 wijzigt :

- het Reglement van de Beheerder van de Spoorweginfrastructuur — Algemeen Reglement der Seinrichting (ARS) : Bundel III : Bediening van wissels en seinen — 3e bijvoegsel bij de Titel I — Algemeenheden, dat in vervanging komt van de bij ministerieel besluit van 26 maart 1999 goedgekeurde :
 - titelbladzijden, de tabel van de van kracht zijnde bijvoegsels en de korte inhoud;
 - bladzijden 57, 58 en 58bis;
- het Reglement van de Beheerder van de Spoorweginfrastructuur — Algemeen Reglement der Seinrichting (ARS) : Bundel IV : Allerlei 6e bijvoegsel bij de Titel II — Toestanden die bijzondere maatregelen vergen, dat in vervanging komt van de bij ministerieel besluit van 26 maart 1999 goedgekeurde :
 - titelbladzijden, de tabel van de van kracht zijnde bijvoegsels en de korte inhoud;
 - bladzijden 51 en 52;
- het Reglement van de Beheerder van de Spoorweginfrastructuur — Algemeen Reglement der Seinrichting (ARS) : Bundel II Blokstelsel, 1e bijvoegsel bij de Titel IX — Stationsblokstelsel, dat in vervanging komt van de bij ministerieel besluit van 26 maart 1999 goedgekeurde :
 - titelbladzijden, de tabel van de van kracht zijnde bijvoegsels en de korte inhoud;
 - bladzijden 11 tot en met 14.

Deze reglementen maken deel uit van de normen en voorschriften, inzake de veiligheid van de spoorweginfrastructuur en haar gebruik die bij ministerieel besluit van 26 maart 1999 zijn goedgekeurd.

Deze wijzigingen liggen ter inzage op het Bestuur van het Vervoer te Land van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, Kantersteen 12, te 1000 Brussel.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[2000/14150]

**30 MAI 2000. — Modification des normes et prescriptions
concernant la sécurité de l'infrastructure ferroviaire
et à son utilisation**

Un arrêté ministériel du 30 mai 2000 modifie :

- le Règlement du Gestionnaire de l'Infrastructure ferroviaire — Règlement Général de la Signalisation (RGS) : Fascicule III : Manœuvre des aiguillages et des signaux — 3e supplément au Titre I — Généralités, remplaçant dans la version approuvée par l'arrêté ministériel du 26 mars 1999 :
 - les pages titres, le tableau des suppléments en vigueur et le sommaire;
 - les pages 57, 58 et 58bis;
- le Règlement du Gestionnaire de l'Infrastructure ferroviaire — Règlement Général de la Signalisation (RGS) : Fascicule IV : Divers, 6e supplément au Titre II — Situations nécessitant des mesures particulières, remplaçant dans la version approuvée par l'arrêté ministériel du 26 mars 1999 :
 - les pages titres, le tableau des suppléments en vigueur et le sommaire;
 - les pages 51 et 52;
- le Règlement du Gestionnaire de l'Infrastructure ferroviaire — Règlement Général de la Signalisation (RGS) : Fascicule II Block-System, 1^{er} supplément au Titre IX — Block de gare, remplaçant dans la version approuvée par l'arrêté ministériel du 26 mars 1999 :
 - les pages titres, le tableau des suppléments en vigueur et le sommaire;
 - les pages 11 à 14.

Ces règlements font partie des normes et prescriptions relatives à la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et de son utilisation, approuvées par l'arrêté ministériel du 26 mars 1999.

Ces modifications peuvent être consultées à l'Administration du Transport terrestre du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, Cantersteen 12, 1000 Bruxelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09658]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 juli 2000 is de heer Freres, J.-M., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, aangewezen om het ambt van jeugdrechter bij deze rechtbank te vervullen, voor een termijn van één jaar met ingang van 1 augustus 2000.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09658]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 juillet 2000, M. Freres, J.-M., vice-président au tribunal de première instance d'Eupen, est désigné aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, pour un terme d'un an prenant cours le 1^{er} août 2000.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

[2000/15101]

Adellijke gunsten

Bij koninklijke besluiten van 9 juli 2000 worden de volgende adellijke gunsten verleend :

— vergunning van de persoonlijke titel van barones aan Mevr. Jeanne Brabants;

— vergunning van de persoonlijke titel van baron aan de heren Michel D'Hooghe, John Goossens, Pierre Haillez, Roger Mené en Hugo Paemen;

— vergunning van de persoonlijke titel van ridder aan de heren Marc Yves Blanpain, Alphonse Dassen, Philippe Herreweghe, Jan Hoet en Guy Paquot.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

[2000/15101]

Faveurs nobiliaires

Par arrêtés royaux du 9 juillet 2000 les faveurs nobiliaires suivantes sont accordées :

— concession du titre personnel de baronne à Mme Jeanne Brabants;

— concession du titre personnel de baron à MM. Michel D'Hooghe, John Goossens, Pierre Haillez, Roger Mené et Hugo Paemen;

— concession du titre personnel de chevalier à MM. Marc Yves Blanpain, Alphonse Dassen, Philippe Herreweghe, Jan Hoet et Guy Paquot.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[2000/03141]

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 13 maart 1998 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :

Rondenbosch, J.,

Sap, G.W., gewestelijk directeurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Moreeuw, R.E.F.,

Schollaert, J.G., adjunct-directeurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Verleysen, H.A.W., auditeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Vandamme, M.M.F.M., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur;

De heer Brams, R.J.L., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

Van Spiegelaere, R.J.,

Van De Maele, F.J.,

Van Hoyweghen, J.R.F., gewestelijk directeurs bij een fiscaal bestuur;

De heer De Wolf, J.A.H., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Coolsaet, E.R.,

Devisch, D.M.,

Huygens, R.R.,

Mevr. Liefvooghe, J.M.J.,

De heer Timmermans, R.P.C., hypotheekbewaarders.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Van Achte, M.H.M.G., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie

De heer Swinnen, C.J.L., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Officier

Algemeen Secretariaat

De heer Deloddere, E.A., adviseur-generaal van financiën.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :

Jacobs, F.A.A.,

Meeuws, R.A.M.,

Van Ingelgem, F.L.,

Willekens, J.A., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Balcaen, E.G.D.H., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur;

De heer Fabri, E.E.C., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur.

MINISTÈRE DES FINANCES

[2000/03141]

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêtés royaux du 13 mars 1998 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Commandeur

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

Rondenbosch, J.,

Sap, G.W., directeurs régionaux d'administration fiscale;

MM. :

Moreeuw, R.E.F.,

Schollaert, J.G., directeurs adjoints d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Verleysen, H.A.W., auditeur.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Vandamme, M.M.F.M., directeur régional d'administration fiscale;

M. Brams, R.J.L., directeur adjoint d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :

Van Spiegelaere, R.J.,

Van De Maele, F.J.,

Van Hoyweghen, J.R.F., directeurs régionaux d'administration fiscale;

M. De Wolf, J.A.H., directeur adjoint d'administration fiscale;

MM. :

Coolsaet, E.R.,

Devisch, D.M.,

Huygens, R.R.,

Mme Liefvooghe, J.M.J.,

M. Timmermans, R.P.C., conservateurs des hypothèques.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Van Achte, M.H.M.G., directeur adjoint d'administration fiscale.

Administration de l'inspection spéciale des impôts

M. Swinnen, C.J.L., directeur adjoint d'administration fiscale.

Officier

Secrétariat général

M. Deloddere, E.A., conseiller général des finances.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

Jacobs, F.A.A.,

Meeuws, R.A.M.,

Van Ingelgem, F.L.,

Willekens, J.A., inspecteurs d'administration fiscale;

M. Balcaen, E.G.D.H., contrôleur en chef d'administration fiscale;

M. Fabri, E.E.C., contrôleur adjoint d'administration fiscale.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Snijers, M.P., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Tardy, E.J.P., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heer De Troeyer, G.,

Mevr. Luckermans, L.M., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur;

De heer Reyntjens, I.J.B., programmeringsanalist;

De heren :

Stroobants, L.W.A.,

Vanbellinghen, G., eerstaanwendend verificateurs;

De heren :

Aeyels, W.J.P.,

De Backer, A.D.V., verificateurs.

Administratie der thesaurie

De heer Verlinde, Y.A.G., bestuurssecretaris;

Mej. Dekeyser, G.E., eerstaanwendend verificateur.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Jacobs, P.J.R., adjunct-auditeur;

Mevr. De Troch, L.A.C., controleur bij een fiscaal bestuur;

De heer Andries, J.J., programmeringsanalist.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :

De Bruycker, I.A.,

Schoenmaekers, D.J.M.,

Vagenende, D.G.A., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

Mevr. Van Eeckhoudt, L.P., comptabiliteitsinspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heer Bruwier, E.-R.,

Mevr. Laureyssens, N.J.L., ontvangers A;

De heren :

Callebaut, W.F.M.,

Ceuterick, H.G.J.,

Claerbout, P.C.C.,

De Coninck, P.J.A.,

De Coninck, P.R.

Mej. Den Dooven, C.M.J.,

De heren :

De Vos, R.A.F.,

Dewulf, C.L.,

Foncke, N.H.,

Gys, L.P.H.M.,

Mevr. Koppen, K.H.W.,

De heren :

Maertens, F.J.R.M.,

Michels, J.,

Stuer, H.J.A.M.A.,

Van Der Heyden, G.C.M.,

Van Der Massen, K.J.A.,

Van Hove, M.L.A.,

Van Looy, F.L.,

Vantuyghem, R.M.,

Verbruggen, W.F.L., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Snijers, M.P., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Tardy, E.J.P., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

M. De Troeyer, G.,

Mme Luckermans, L.M., contrôleurs adjoints d'administration fiscale;

M. Reyntjens, I.J.B., analyste de programmation;

MM. :

Stroobants, L.W.A.,

Vanbellinghen, G., vérificateurs principaux;

MM. :

Aeyels, W.J.P.,

De Backer, A.D.V., vérificateurs.

Administration de la trésorerie

M. Verlinde, Y.A.G., secrétaire d'administration;

Mej. Dekeyser, G.E., vérificateur principal.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Jacobs, P.J.R., auditeur adjoint;

Mme De Troch, L.A.C., contrôleur d'administration fiscale;

M. Andries, J.J., analyste de programmation.

Administratie des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

De Bruycker, I.A.,

Schoenmaekers, D.J.M.,

Vagenende, D.G.A., inspecteurs d'administration fiscale;

Mme Van Eeckhoudt, L.P., inspecteur de comptabilité d'administration fiscale;

M. Bruwier, E.-R.,

Mme Laureyssens, N.J.L., receveurs A;

MM. :

Callebaut, W.F.M.,

Ceuterick, H.G.J.,

Claerbout, P.C.C.,

De Coninck, P.J.A.,

De Coninck, P.R.

Mlle Den Dooven, C.M.J.,

MM. :

De Vos, R.A.F.,

Dewulf, C.L.,

Foncke, N.H.,

Gys, L.P.H.M.,

Mme Koppen, K.H.W.,

MM. :

Maertens, F.J.R.M.,

Michels, J.,

Stuer, H.J.A.M.A.,

Van Der Heyden, G.C.M.,

Van Der Massen, K.J.A.,

Van Hove, M.L.A.,

Van Looy, F.L.,

Vantuyghem, R.M.,

Verbruggen, W.F.L., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

De heren :
Genie, E.F.H.,
Van Der Mynsbrugge, P.M.R.,
Mevr. Van Imschoot, A.E.A.A., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur;

Mevr. Bracke, J.E.M.,
De heer Caers, E.A.M.,

Mevrn. :
Ceuterickx, Y.,
De Bolle, R.M.B.,

De heren :
De Bondt, E.D.F.,
De Rop, F.R.F.G.,
Formesyn, G.J.F.,
Joris, O.M.L.,
Kuppens, J.J.C.,
Moull, G.J.H.,
Mevr. Schots, D.M.T.,
De heer Van Holsbeeck, F.R., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :
Baes, L.O.,
Colombie, M.O.P.,
Cranshoff, W.J.A.,
Dams, A.J.,
De Geyter, E.,
De Ville, G.E.,
De Vleeschouwer, R.V.,
Mevr. De Winter, A.C.,

De heren :
Goberecht, A.H.,
Goovaerts, F.M.,
Lemaire, R.B.C.,
Limpens, M.P.K.,
Meuwissen, A.,
Moens, W.F.,
Rigolle, B.A.J.,
Schoof, F.,
Syoen, D.A.,
Van Ceulebroeck, D.P.O.,
Van Der Biest, P.,
Van Der Linden, W.F.,
Van Hoof, D.J.,
Vercouter, W.R.,
Verwimp, W., verificateurs.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Windels, R.R., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur, gelijkgesteld ontvanger A;

De heer De Buyser, D.A.G., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Philips, P.P.,

De heer Vander Vennet, R.J.J., eerstaanwezend verificateurs.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Delanote, D.E.M., ontvanger A;

De heren :
Boghmans, M.M.J.,
Kustermans, J.R.G.,
Poschet, D.A.J.E.,
Vansteenkiste, J.L.M.G., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Cypers, L.P.S.,
Wanten, L.L., controleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Van Oers, B.L.C., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;

MM. :
Genie, E.F.H.,
Van Der Mynsbrugge, P.M.R.,
Mme Van Imschoot, A.E.A.A., contrôleurs adjoints d'administration fiscale;

Mme Bracke, J.E.M.,
M. Caers, E.A.M.,

Mmes:
Ceuterickx, Y.,
De Bolle, R.M.B.,

MM. :
De Bondt, E.D.F.,
De Rop, F.R.F.G.,
Formesyn, G.J.F.,
Joris, O.M.L.,
Kuppens, J.J.C.,
Moull, G.J.H.,
Mme Schots, D.M.T.,
M. Van Holsbeeck, F.R., verificateurs principaux;

MM. :
Baes, L.O.,
Colombie, M.O.P.,
Cranshoff, W.J.A.,
Dams, A.J.,
De Geyter, E.,
De Ville, G.E.,
De Vleeschouwer, R.V.,
Mme De Winter, A.C.,

MM. :
Goberecht, A.H.,
Goovaerts, F.M.,
Lemaire, R.B.C.,
Limpens, M.P.K.,
Meuwissen, A.,
Moens, W.F.,
Rigolle, B.A.J.,
Schoof, F.,
Syoen, D.A.,
Van Ceulebroeck, D.P.O.,
Van Der Biest, P.,
Van Der Linden, W.F.,
Van Hoof, D.J.,
Vercouter, W.R.,
Verwimp, W., verificateurs.

Administratie des douanes et accises

Administration centrale

M. Windels, R.R., contrôleur adjoint d'administration fiscale assimilé receveur A;

M. De Buyser, D.A.G., contrôleur adjoint d'administration fiscale;
Mme Philips, P.P.,

M. Vander Vennet, R.J.J., verificateurs principaux.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Delanote, D.E.M., receveur A;

MM. :
Boghmans, M.M.J.,
Kustermans, J.R.G.,
Poschet, D.A.J.E.,
Vansteenkiste, J.L.M.G., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :
Cypers, L.P.S.,
Wanten, L.L., contrôleurs d'administration fiscale;
M. Van Oers, B.L.C., contrôleur adjoint d'administration fiscale;

De heren :
Bellemans, F.,
Boven, L.G.,
Heussen, T.J., verificateurs.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

Mevr. Van Ginderachter, G.H.D., adjunct-controleur bij een fiscaal
bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Kinnaer, R.J.G., commissaris bij een aankoopcomité;
De heer Bielen, R.B.,
Mevr. Daem, R.,

De heren :
Gallein, P.F.,
Vanderstichelen, D.P.G., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Kindermans, M.J.P.,
Scheirsens, J.E.R.M.,
Van Rossen, W.K.M., ontvangers A;

De heren :
Carette, M.,
De Winter, P.G.H.,
Mevr. Teugels, L.M.G.,
De heer Veys, J.A.R., controleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Creten, G.J.P.,
Damen, W.J.J.,
Deflander, L.J.,
Lauwers, M.K.M., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Becquaert, E.D.A.C., landmeter-expert van financiën;

De heren :
Alleyn, M.L.A.,
Baeyens, P.A.E.,
Berque, R.R.G.,
Bessemans, P.A.A.,
Borremans, J.R.A.L.,
Mevr. Claeys, C.E.M.,

De heren :
De Moor, F.H.J.T.,
De Neve, P.V.H.D.,
De Pree, W.M.P.,
Mevr. De Vleminck, C.E.,

De heren :
Dosogne, A.H.A.,
Drijkoningen, M.,
Eeckhout, R.P.M.G.R.,
François, G.C.,
Geerts, J.M.,
Herreman, L.M.L.,
Knockaert, D.M.C.,
Menten, R.J.,
Pirard, M.J.G.,
Mevr. Serverius, V.G.C.,

De heren :
Smet, L.W.F.,
Uyttersprot, F.,
Van Den Steen, F.R.,
Van Steenberge, A.J.,
Mevr. Van Wauwe, L.A.C.,
De heer Willemyns, J.A.K., eerstaanwezend verificateurs:

MM. :
Bellemans, F.,
Boven, L.G.,
Heussen, T.J., verificateurs.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

Mme Van Ginderachter, G.H.D., contrôleur adjoint d'administration
fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Kinnaer, R.J.G., commissaire dans un comité d'acquisition;
M. Bielen, R.B.,
Mme Daem, R.,

MM. :
Gallein, P.F.,
Vanderstichelen, D.P.G., inspecteurs d'administration fiscale;

MM. :
Kindermans, M.J.P.,
Scheirsens, J.E.R.M.,
Van Rossen, W.K.M., receveurs A;

MM. :
Carette, M.,
De Winter, P.G.H.,
Mme Teugels, L.M.G.,
M. Veys, J.A.R., contrôleurs d'administration fiscale;

MM. :
Creten, G.J.P.,
Damen, W.J.J.,
Deflander, L.J.,
Lauwers, M.K.M., contrôleurs adjoints d'administration fiscale;
M. Becquaert, E.D.A.C., géomètre-expert des finances;

MM. :
Alleyn, M.L.A.,
Baeyens, P.A.E.,
Berque, R.R.G.,
Bessemans, P.A.A.,
Borremans, J.R.A.L.,
Mme Claeys, C.E.M.,

MM. :
De Moor, F.H.J.T.,
De Neve, P.V.H.D.,
De Pree, W.M.P.,
Mme De Vleminck, C.E.,

MM. :
Dosogne, A.H.A.,
Drijkoningen, M.,
Eeckhout, R.P.M.G.R.,
François, G.C.,
Geerts, J.M.,
Herreman, L.M.L.,
Knockaert, D.M.C.,
Menten, R.J.,
Pirard, M.J.G.,
Mme Serverius, V.G.C.,

MM. :
Smet, L.W.F.,
Uyttersprot, F.,
Van Den Steen, F.R.,
Van Steenberge, A.J.,
Mme Van Wauwe, L.A.C.,
M. Willemyns, J.A.K., verificateurs principaux:

De heren :
Vandegoor, A.,
Vanhove, M., verificateurs.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

Mevr. Van De Weghe, R.M., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur,
gelijkgesteld hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :
De Rooster, W.J.,
Haex, L.F.,
Ruttens, M.J.H., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Coenen, J.A.G.,
Verstraeten, L.P.J., controleurs B bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Baele, E.E.,
De Looze, M.A.M.,
Martens, N.J.,
Norree, C.G.M.,
Strubbe, G.C.,
Waegeman, W.F.W.L., landmeter-expert van financiën;

De heren :
Haeyen, K.A.M.J.,
Hofmans, A.A.M.,
Huybrechts, G.A.M.,
Reniers, J.P.J.,
Van De Maele, M.P., eerstaanwezend verificateurs.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 8 april 1997
hun rang in de Orde in.

Kroonorde

Commandeur

Algemeen Secretariaat

De heer Dekelver, G.C., auditeur-generaal, tweetalig adjunct.

Officier

Algemeen Secretariaat

De heer Mahy, W.A.C., informaticus.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :
De Moor, M.C.,
Roef, E.E.L.,
Vanden Brande, F., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Caekebeke, M.M., comptabiliteitsinspecteur bij een fiscaal
bestuur;

De heer Verwaest, P.R., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur;
De heer De Meyer, G.U.I.G., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer De Gussem, R.L., hoofdscheikundig adviseur;
De heer Ovaere, L.R., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Robbrecht, G.S.D.,
De heer Van Gerven, P.J., commissarissen bij een aankoopcomité;

De heren :
De Waele, L.R.A.,
Dirkx, L.J.I.J.,
Driesen, G.E.H.,
Helsen, G.L.J., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

MM. :
Vandegoor, A.,
Vanhove, M., vérificateurs.

Administration du cadastre

Administration centrale

Mme Van De Weghe, R.M., contrôleur adjoint d'administration
fiscale assimilé contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :
De Rooster, W.J.,
Haex, L.F.,
Ruttens, M.J.H., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :
Coenen, J.A.G.,
Verstraeten, L.P.J., contrôleurs B d'administration fiscale;

MM. :
Baele, E.E.,
De Looze, M.A.M.,
Martens, N.J.,
Norree, C.G.M.,
Strubbe, G.C.,
Waegeman, W.F.W.L., géomètre-experts des finances;

MM. :
Haeyen, K.A.M.J.,
Hofmans, A.A.M.,
Huybrechts, G.A.M.,
Reniers, J.P.J.,
Van De Maele, M.P., vérificateurs principaux.

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater
du 8 avril 1997.

Ordre de la Couronne

Commandeur

Secrétariat général

M. Dekelver, G.C., auditeur général, adjoint bilingue.

Officier

Secrétariat général

M. Mahy, W.A.C., informaticien.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :
De Moor, M.C.,
Roef, E.E.L.,
Vanden Brande, F., inspecteurs d'administration fiscale;
Mme Caekebeke, M.M., inspecteur de comptabilité d'administration
fiscale;

M. Verwaest, P.R., contrôleur en chef d'administration fiscale;
M. De Meyer, G.U.I.G., contrôleur adjoint d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. De Gussem, R.L., chimiste aviseur en chef;
M. Ovaere, L.R., contrôleur en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Robbrecht, G.S.D.,
M. Van Gerven, P.J., commissaires dans un comité d'acquisition;

MM. :
De Waele, L.R.A.,
Dirkx, L.J.I.J.,
Driesen, G.E.H.,
Helsen, G.L.J., inspecteurs d'administration fiscale;

De heren :
Engelen, J.M.,
Meysmans, F.J.,
Van Cauwenberge, C.J.A., ontvangers A;

De heren :
Brike, J.-P.A.,
Gysens, W.C.I.,
Hamers, L.T.R.A.,
Luchie, J.G.C.,
Peyskens, J.J.,
Van Biesen, R.J.B.,
Van Deun, M.J.E.,
Vanmuysen, P.C.J., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
De heer Van Daele, J.F., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :
Peeters, J.M.,
Raymaekers, E.C.L.,
Van Bouwel, J.M.G., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Brouns, M.W.,
Vilijn, D.M., controleurs B bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Cornelis, J.-P.M.,
Meys, J.P.N., controleurs bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heren :
Danckers, H.F.,
De Beule, P.M.M.M.,
De Hert, L.L.I.,
De Jonge, M.R.M.C., eerstaanwend verificateurs;
De heer Buckinx, T.E.J., verificateur.

Administratie der thesaurie

De heren :
Jossart, F.S.L.,
Premereur, D.,
Mevr. Van Droogenbroeck, P.C.E.,
De heer Vanmunster, R.E.G., eerstaanwend verificateurs;
De heer Turrion, E.G., verificateur.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

Mevrn. :
De Geest, M.M.P.,
Van Simaey, M.C.A.L., eerstaanwend verificateurs.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :
Beerens, G.,
Breughe, R.E.,
De Cock, M.L.F.,
Mevrn.
De Vilder, M.A.A.,
Dirckx, L.L.L.M.,
Mej. Jacobs, M.I.T.,
De heer Kerkhof, F.,

Mevrn. :
Kerkhofs, E.M.,
Maris, B.M.G.,
De heer Pauwels, K.K.E.,
Mevr. Picard, K.M.I.C.,

MM. :
Engelen, J.M.,
Meysmans, F.J.,
Van Cauwenberge, C.J.A., receveurs A;

MM. :
Brike, J.-P.A.,
Gysens, W.C.I.,
Hamers, L.T.R.A.,
Luchie, J.G.C.,
Peyskens, J.J.,
Van Biesen, R.J.B.,
Van Deun, M.J.E.,
Vanmuysen, P.C.J., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
M. Van Daele, J.F., contrôleur adjoint d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :
Peeters, J.M.,
Raymaekers, E.C.L.,
Van Bouwel, J.M.G., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :
Brouns, M.W.,
Vilijn, D.M., contrôleurs B d'administration fiscale;

MM. :
Cornelis, J.-P.M.,
Meys, J.P.N., contrôleurs d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

MM. :
Danckers, H.F.,
De Beule, P.M.M.M.,
De Hert, L.L.I.,
De Jonge, M.R.M.C., vérificateurs principaux;
M. Buckinx, T.E.J., verificateur.

Administration de la trésorerie

MM. :
Jossart, F.S.L.,
Premereur, D.,
Mme Van Droogenbroeck, P.C.E.,
M. Vanmunster, R.E.G., vérificateurs principaux;
M. Turrion, E.G., verificateur.

Administration des contributions directes

Administration centrale

Mmes :
De Geest, M.M.P.,
Van Simaey, M.C.A.L., vérificateurs principaux.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :
Beerens, G.,
Breughe, R.E.,
De Cock, M.L.F.,

Mmes :
De Vilder, M.A.A.,
Dirckx, L.L.L.M.,
Mlle Jacobs, M.I.T.,
M. Kerkhof, F.,

Mmes :
Kerkhofs, E.M.,
Maris, B.M.G.,
M. Pauwels, K.K.E.,
Mme Picard, K.M.I.C.,

De heren :
 Roelandt, D.,
 Roziers, D.F.C.,
 Scheerlinck, G.M.O.,
 Truyens, Y.R.,
 Uytterhoeven, E.L.,
 Van Den Acker, M.R.C.,
 Verdoodt, M.C.,
 Mevr. Verstockt, M.,
 De heer Verstraeten, L.J.A.,
 Mevr. Wens, F.M.H., *eerstaanwezend verificateurs*;

De heren :
 Beylemans, J.P.,
 Bonne, L.J.,
 Brams, F.P.H.,
 Burms, H.O.,
 Mevr. Caethoven, M.J.L.,

De heren :
 De Meulemeester, A.L.M.,
 Dierick, K.A.,
 Duprez, R.J.M.,
 Geelen, W.H.,
 Geukens, J.V.A.,
 Houben, M.H.P.,
 Huybrechts, C.G.H.,
 Mej. Kolinska, A.,

De heren :
 Luchie, W.C.,
 Luyckx, J.F.J.,
 Naeyaert, L.C.C.,
 Oste, E.L.,
 Quanten, J.J.,
 Rowies, R.A.F.,
 Scherpereel, J.P.,
 Soleme, E.H.O.,
 Mevr. Spanoghe, M.M.A.,

De heren :
 Timmermans, P.E.M.,
 Tuerlinckx, F.C.R.,
 Van Branden, G.O.D.,
 Mevr. Van Gompel, A.P.J.,
 De heer Van Kerrebroeck, C.E.L.,

Mevrn. :
 Van Landuyt, J.R.C.,
 Volckerick, H.J.A., *verificateurs*;

De heren :
 Pinxteren, F.W.M.,
 Vandewalle, J.C.,
 Vannieuwenhuyze, P.E., *bestuursassistenten*.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Steeman, M.A., *eerstaanwezend verificateur*.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

Mevr. Claes, K.L.M.,
 De heer Defrere, D.F.J.,

Mevrn. :
 De Lauw, I.J.,
 De Paepe, P.E.F.,

De heren :
 De Schutter, M.A.F.,
 De Vos, L.C.,
 Dhaenekint, M.J.M.,
 Mevr. Durnez, B.J.M.,

MM. :
 Roelandt, D.,
 Roziers, D.F.C.,
 Scheerlinck, G.M.O.,
 Truyens, Y.R.,
 Uytterhoeven, E.L.,
 Van Den Acker, M.R.C.,
 Verdoodt, M.C.,
 Mme Verstockt, M.,
 M. Verstraeten, L.J.A.,
 Mme Wens, F.M.H., *verificateurs principaux*;

MM. :
 Beylemans, J.P.,
 Bonne, L.J.,
 Brams, F.P.H.,
 Burms, H.O.,
 Mme Caethoven, M.J.L.,

MM. :
 De Meulemeester, A.L.M.,
 Dierick, K.A.,
 Duprez, R.J.M.,
 Geelen, W.H.,
 Geukens, J.V.A.,
 Houben, M.H.P.,
 Huybrechts, C.G.H.,
 Mlle Kolinska, A.,

MM. :
 Luchie, W.C.,
 Luyckx, J.F.J.,
 Naeyaert, L.C.C.,
 Oste, E.L.,
 Quanten, J.J.,
 Rowies, R.A.F.,
 Scherpereel, J.P.,
 Soleme, E.H.O.,
 Mme Spanoghe, M.M.A.,

MM. :
 Timmermans, P.E.M.,
 Tuerlinckx, F.C.R.,
 Van Branden, G.O.D.,
 Mme Van Gompel, A.P.J.,
 M. Van Kerrebroeck, C.E.L.,

Mmes :
 Van Landuyt, J.R.C.,
 Volckerick, H.J.A., *verificateurs*;

MM. :
 Pinxteren, F.W.M.,
 Vandewalle, J.C.,
 Vannieuwenhuyze, P.E., *assistants administratifs*.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Steeman, M.A., *verificateur principal*.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

Mme Claes, K.L.M.,
 M. Defrere, D.F.J.,

Mmes :
 De Lauw, I.J.,
 De Paepe, P.E.F.,

MM. :
 De Schutter, M.A.F.,
 De Vos, L.C.,
 Dhaenekint, M.J.M.,
 Mme Durnez, B.J.M.,

De heren :
Lantsoght, J.A.D.,
Mas, L.R.M.,
Passemier, R.M.,
Pluym, J.L.,
Rogge, L.,
Roijakkers, L.W.,
Smans, M.C.J.,

Mevrn. :
Timmermans, D.H.Y.,
Van Dorpe, M.I.H.,

De heren :
Vansteenkiste, J.G.A.,
Verlinden, M.R., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :
Cle, G.,
Janssen, T.L.M.,
Van Rooy, M.F.L., verificateurs;

De heren :
Appels, C.P.G.,
Verbeeck, H.W., bestuursassistenten.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen
Buitendiensten

De heren :
Baetens, F.M.,
Balemans, L.F.M.,
Mevr. Bex, D.R.G.,
De heren :
Daneels, L.V.J.M.,
Deroose, W.G.G.,
De Vuyst, J.,
Mej. Hensbergen, L.,
De heer Langendries, E.C.,
Mevr. Le Bacq, D.D.G.,

De heren :
Maes, Y.J.M.J.,
Maris, E.V.M.J.,
Mevr. Menschaert, M.G.L.,
De heer Moens, H.L.M.,

Mevrn. :
Nevens, R.J.,
Nijs, M.E.F.,

De heren :
Peelman, M.A.,
Praet, E.R.G.,
Rutten, J.J.L.,
Schalck, D.M.H.,
Urgel, G.D.F.,
Mevr. Vandemaele, B.M.C.C.,
Mej. Van Landeghem, H.J.L., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :
Aelbrecht, W.E.,
Boon, E.,
Crab, A.E.M.,
Huybrechts, L.R.G.,
Margodt, A.A.,
Van Bavel, J.A.F.,
Vanhees, B.F.M.G.U., verificateurs;

De heren :
Buskens, J.E.M.,
Ceusters, H.A.F.,
De Deyn, W.E.,
De Vriendt, C.L.L.M.,
Elsen, K.F.A.,
Loeys, G.J.,
Michiels, F.C.M.,

MM. :
Lantsoght, J.A.D.,
Mas, L.R.M.,
Passemier, R.M.,
Pluym, J.L.,
Rogge, L.,
Roijakkers, L.W.,
Smans, M.C.J.,

Mmes :
Timmermans, D.H.Y.,
Van Dorpe, M.I.H.,

MM. :
Vansteenkiste, J.G.A.,
Verlinden, M.R., vérificateurs principaux;

MM. :
Cle, G.,
Janssen, T.L.M.,
Van Rooy, M.F.L., verificateurs;

MM. :
Appels, C.P.G.,
Verbeeck, H.W., assistants administratifs.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

MM. :
Baetens, F.M.,
Balemans, L.F.M.,
Mme Bex, D.R.G.,
MM. :
Daneels, L.V.J.M.,
Deroose, W.G.G.,
De Vuyst, J.,
Mlle Hensbergen, L.,
M. Langendries, E.C.,
Mme Le Bacq, D.D.G.,

MM. :
Maes, Y.J.M.J.,
Maris, E.V.M.J.,
Mme Menschaert, M.G.L.,
M. Moens, H.L.M.,

Mmes :
Nevens, R.J.,
Nijs, M.E.F.,

MM. :
Peelman, M.A.,
Praet, E.R.G.,
Rutten, J.J.L.,
Schalck, D.M.H.,
Urgel, G.D.F.,
Mme Vandemaele, B.M.C.C.,
Mlle Van Landeghem, H.J.L., vérificateurs principaux;

MM. :
Aelbrecht, W.E.,
Boon, E.,
Crab, A.E.M.,
Huybrechts, L.R.G.,
Margodt, A.A.,
Van Bavel, J.A.F.,
Vanhees, B.F.M.G.U., verificateurs;

MM. :
Buskens, J.E.M.,
Ceusters, H.A.F.,
De Deyn, W.E.,
De Vriendt, C.L.L.M.,
Elsen, K.F.A.,
Loeys, G.J.,
Michiels, F.C.M.,

Mevrn. :
 Vandenbussche, G.G.R.M.,
 Vanderborgh, A.V.L.,
 De heer Vandermeulen, A.R.,
 Mevr. Verleyen, F.A.T., bestuursassistenten.
 Administratie van het kadaster
 Hoofdbestuur
 De heer De Wandel, L.E., eerstaanwezend verificateur.
 Administratie van het kadaster
 Buitendiensten
 De heren :
 Govaerts, W.J.,
 Janssens, P.C.A.,
 Leys, H.A.L.,
 Stuyckens, F.,
 Torrekens, W.A.P.I.,
 Mevr. Vandenberk, M.-J.C.,
 De heer Winkels, G.H.M., landmeters-expert van financiën;
 De heer Sterckx, E.U.A.C., eerstaanwezend verificateur;
 De heren :
 Beurms, H.F.R.,
 Lindekens, H.J.M.,
 Ordenakker, P.A., verificateurs;
 De heren :
 Haagen, A.J.B.,
 Schoonjans, J.O.M.J.,
 Vansichem, J.M.P.,
 Vervaeke, W.F., landmeters van financiën.
 De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Algemeen Secretariaat

De heren :
 Aron, H.F.,
 Depessemier, A.V.G., vakmannen;
 De heer De Maeyer, F.A., geschoold arbeider.
 Administratie der thesaurie

Mevrn. :
 Van Der Straeten, E.V.M.,
 Wijns, P.L., assistenten bij financiën;
 De heer Van Grootenbrulle, F.J., vakman.
 Administratie der directe belastingen
 Administration centrale
 Mevr. Antoons, M.P.J.M., assistent bij financiën.
 Administratie der directe belastingen
 Buitendiensten
 De heer Bauwens, M.J.,

Mevrn. :
 Beier, C.J.,
 Boon, M.C.A.M.,
 De heer Bouvin, V.R.G.,
 Mevr. Caluwaerts, A.F.C.,
 M. Collin, G.C.J.,

Mevrn. :
 Colpin, M.J.,
 Coussee, M.C.,
 De Bock, D.E.E.E.,

De heren :
 De Clercq, H.R.J.,
 De Keyser, P.F.M.,
 De Keyser, R.M.O.,

Mevrn. :
 Denil, L.J.,
 De Ruyck, F.V.,
 De heer Dervycke, E.-P.J.,

Mmes :
 Vandenbussche, G.G.R.M.,
 Vanderborgh, A.V.L.,
 M. Vandermeulen, A.R.,
 Mevr. Verleyen, F.A.T., assistants administratifs.
 Administration du cadastre
 Administration centrale
 M. De Wandel, L.E., vérificateur principal.
 Administration du cadastre
 Services extérieurs

MM. :
 Govaerts, W.J.,
 Janssens, P.C.A.,
 Leys, H.A.L.,
 Stuyckens, F.,
 Torrekens, W.A.P.I.,
 Mme Vandenberk, M.-J.C.,
 M. Winkels, G.H.M., géomètres-experts des finances;
 M. Sterckx, E.U.A.C., vérificateur principal;

MM. :
 Beurms, H.F.R.,
 Lindekens, H.J.M.,
 Ordenakker, P.A., verificateurs;

MM. :
 Haagen, A.J.B.,
 Schoonjans, J.O.M.J.,
 Vansichem, J.M.P.,
 Vervaeke, W.F., géomètre des finances.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :
 Secrétariat général

MM. :
 Aron, H.F.,
 Depessemier, A.V.G., ouvriers spécialistes;
 M. De Maeyer, F.A., ouvrier qualifié.
 Administration de la trésorerie

Mmes. :
 Van Der Straeten, E.V.M.,
 Wijns, P.L., assistants des finances;
 M. Van Grootenbrulle, F.J., ouvrier spécialiste.
 Administration des contributions directes
 Administration centrale
 Mme Antoons, M.P.J.M., assistant des finances.
 Administration des contributions directes
 Services extérieurs

M. Bauwens, M.J.,

Mmes :
 Beier, C.J.,
 Boon, M.C.A.M.,
 M. Bouvin, V.R.G.,
 Mme Caluwaerts, A.F.C.,
 M. Collin, G.C.J.,

Mmes :
 Colpin, M.J.,
 Coussee, M.C.,
 De Bock, D.E.E.E.,

MM. :
 De Clercq, H.R.J.,
 De Keyser, P.F.M.,
 De Keyser, R.M.O.,

Mmes :
 Denil, L.J.,
 De Ruyck, F.V.,
 M. Dervycke, E.-P.J.,

Mevrn. :
De Schutter, M.A.,
De Vos, R.S.M.,
De Vylder, L.L.,
De Waele, B.M.,
De heer De Witte, L.A.M.,
Mevr. Diependaele, C.R.,
De heer Dunon, K.L.L.,

Mevrn. :
Geerts, L.E.,
Hendrickx, L.J.J.R.,
Mej. Luyckx, G.M.C.,
Mevr. Reynaerts, M.J.,
De heer Roelans, A.M.A.,

Mevrn. :
Spinnael, A.F.,
Stevesyns, V.A.A.,
De heer Timmermans, G.T.,

Mevrn. :
Torrekens, G.W.M.,
Van Assche, J.J.,
Van Damme, M.M.M.,
De heer Verelst, M.C.L.,
Mej. Verlinden, S.J.A.,

De heren :
Verschueren, J.A.L.,
Waeytens, H.A.,
Wijnants, J.L.J.,

Mevrn. :
Ysebaert, L.R.,
Ysebaert, M.C., assistenten bij financiën;

De heren :
Cauwenbergh, C.,
De Ruyck, G.J.L.,
Dierickx, L.G.J.,
Ongena, J.A.,
Simons, V.P.J., beampten.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Vanesch, M.G.L., sectiechef bij financiën;

De heren :
Claeye, E.F.M.M.,
Clerinx, J.H.A.,
Dekimpe, E.J.E.,
De Meersman, L.F.A.M.J.G.,
Dhoe, H.M.A.,
Dierckx, J.,
Mevr. Dom, I.M.A.,

De heren :
Eeckhout, J.,
Maes, H.E.L.,
Matton, F.M.C.,
Smet, J.C.,
Somers, F.C.G.,
Van Caelenberg, W.R.,
Van Den Berg, R.B.L.,
Van Geel, R.I.P.,
Vansimpson, M.A.M., assistenten bij financiën.

Mmes :
De Schutter, M.A.,
De Vos, R.S.M.,
De Vylder, L.L.,
De Waele, B.M.,
M. De Witte, L.A.M.,
Mme Diependaele, C.R.,
M. Dunon, K.L.L.,

Mmes :
Geerts, L.E.,
Hendrickx, L.J.J.R.,
Mlle Luyckx, G.M.C.,
Mme Reynaerts, M.J.,
M. Roelans, A.M.A.,

Mmes :
Spinnael, A.F.,
Stevesyns, V.A.A.,
M. Timmermans, G.T.,

Mmes :
Torrekens, G.W.M.,
Van Assche, J.J.,
Van Damme, M.M.M.,
M. Verelst, M.C.L.,
Mlle Verlinden, S.J.A.,

MM. :
Verschueren, J.A.L.,
Waeytens, H.A.,
Wijnants, J.L.J.,

Mme :
Ysebaert, L.R.,
Ysebaert, M.C., assistants des finances;

MM. :
Cauwenbergh, C.,
De Ruyck, G.J.L.,
Dierickx, L.G.J.,
Ongena, J.A.,
Simons, V.P.J., agents.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Vanesch, M.G.L., chef de section des finances;

MM. :
Claeye, E.F.M.M.,
Clerinx, J.H.A.,
Dekimpe, E.J.E.,
De Meersman, L.F.A.M.J.G.,
Dhoe, H.M.A.,
Dierckx, J.,
Mme Dom, I.M.A.,

MM. :
Eeckhout, J.,
Maes, H.E.L.,
Matton, F.M.C.,
Smet, J.C.,
Somers, F.C.G.,
Van Caelenberg, W.R.,
Van Den Berg, R.B.L.,
Van Geel, R.I.P.,
Vansimpson, M.A.M., assistants des finances.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Abeele, N.A.C.,
Mevr. Brondeel, B.I.L.,
De heer Coussement, M.C.A.,
Mevr. Degryse, C.G.,

De heren :

De Man, H.A.,
Feyaerts, G.A.,
Mevr. Gadeyne, M.G.G.G.,
De heer Guillemaere, F.,
Mevr. Hombrouckx, A.M.C.R.,
De heer Parent, J.V.J.,

Mevrn. :

Plas, A.M.E.,
Proot, C.M.B.,
Riviere, R.M.,

De heren :

Soetemans, J.G.,
Sourbron, H.A.E.,
Mevr. Spapen, C.J.J.,

De heren :

Termote, J.O.V.,
Vandewal, H.L.J.,

Mevrn. :

Vanhoren, N.M.,
Vermeulen, W.M.R.,
De heer Waeremoes, N.R., assistenten bij financiën;

De heren :

Dehoucke, A.F.C.,
Depretz, O.S.,
Merckx, G.E.F., beampten;
De heer Meerman, H.P., geschoold arbeider.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Boriau, H.F.,
Mevr. Deferme, M.J.F.,

De heren :

De Meyst, F.W.L.,
De Smet, G.R.,
Desseyn, M.H.,
Firey, W.A.L.C.,
Kerfs, M.J.,
Mevr. Strauven, G.M.R.M.G.,
De heer Toelen, G.A.J.,
Mevr. Vandebeek, M.J.J.,
De heer Wens, A.M.H., assistenten bij financiën.

Administratie van de fiscale zaken

Mevr. Boon, P.E.A., assistent bij financiën.

Ze nemen vanaf 8 april 1997 hun rang in de Orde in.

Orde van Leopold II

Grootofficier

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Baert, W.J.M.C., auditeur-generaal.

Commandeur

Algemeen Secretariaat

De heer Van Langenhove, A.J.R., eerste auditeur.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Vanhoutte, J.A.H., auditeur.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Abeele, N.A.C.,
Mme Brondeel, B.I.L.,
M. Coussement, M.C.A.,
Mme Degryse, C.G.,

MM. :

De Man, H.A.,
Feyaerts, G.A.,
Mme Gadeyne, M.G.G.G.,
M. Guillemaere, F.,
Mme Hombrouckx, A.M.C.R.,
M. Parent, J.V.J.,

Mmes :

Plas, A.M.E.,
Proot, C.M.B.,
Riviere, R.M.,

MM. :

Soetemans, J.G.,
Sourbron, H.A.E.,
Mme Spapen, C.J.J.,

MM. :

Termote, J.O.V.,
Vandewal, H.L.J.,

Mmes :

Vanhoren, N.M.,
Vermeulen, W.M.R.,
M. Waeremoes, N.R., assistants des finances;

MM. :

Dehoucke, A.F.C.,
Depretz, O.S.,
Merckx, G.E.F., agents;
M. Meerman, H.P., ouvrier qualifié.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Boriau, H.F.,
Mme Deferme, M.J.F.,

MM. :

De Meyst, F.W.L.,
De Smet, G.R.,
Desseyn, M.H.,
Firey, W.A.L.C.,
Kerfs, M.J.,
Mme Strauven, G.M.R.M.G.,
M. Toelen, G.A.J.,
Mme Vandebeek, M.J.J.,
M. Wens, A.M.H., assistant des finances.

Administration des affaires fiscales

Mme Boon, P.E.A., assistant des finances.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Ordre de Léopold II

Grand Officier

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Baert, W.J.M.C., auditeur général.

Commandeur

Secrétariat général

M. Van Langenhove, A.J.R., premier auditeur.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Vanhoutte, J.A.H., auditeur.

Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Buitendiensten	Services extérieurs
De heer Vermeiren, L.M.A., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur;	M. Vermeiren, L.M.A., directeur adjoint d'administration fiscale;
De heren :	MM. :
Krikilion, R.D.,	Krikilion, R.D.,
Pardaens, W., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;	Pardaens, W., inspecteurs d'administration fiscale;
De heer Baumans, E.P.F., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur.	M. Baumans, E.P.F., contrôleur en chef d'administration fiscale.
Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren :	MM. :
Hermans, A.R.T.,	Hermans, A.R.T.,
Smeets, J.C.L.,	Smeets, J.C.L.,
Tas, R.J.C., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.	Tas, R.J.C., inspecteurs d'administration fiscale.
Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen	Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Buitendiensten	Services extérieurs
Mevr. De Sloovere, H.F.M.,	Mme De Sloovere, H.F.M.,
De heer Gepts, A.M.J., voorzitters van een aankoopcomité;	M. Gepts, A.M.J., présidents dans un comité d'acquisition;
De heer Renders, C.H., inspecteur bij een fiscaal bestuur.	M. Renders, C.H., inspecteur d'administration fiscale.
Administratie van de bijzondere belastinginspectie	Administration de l'inspection spéciale des impôts
De heer Nachtergaele, M.J.M., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.	M. Nachtergaele, M.J.M., directeur adjoint d'administration fiscale.
Officier	Officier
Algemeen Secretariaat	Secrétariat général
De heer Lauf, H., verificateur bij een fiscaal bestuur.	M. Lauf, H., vérificateur d'administration fiscale.
Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren :	MM. :
Aerts, J.P.,	Aerts, J.P.,
Callebaut, T.F.,	Callebaut, T.F.,
De Keyser, G.R.,	De Keyser, G.R.,
De Knop, J.A.,	De Knop, J.A.,
Denolf, R.E.E.,	Denolf, R.E.E.,
De Pauw, E.A.,	De Pauw, E.A.,
Famelaer, L.G.C.,	Famelaer, L.G.C.,
Van Rompuy, R.C.T.,	Van Rompuy, R.C.T.,
Vansteenkiste, R.L.,	Vansteenkiste, R.L.,
Vidts, L., eerstaanwendend verificateurs;	Vidts, L., vérificateurs principaux;
De heren :	MM. :
De Meulemeester, E.M.J.G.,	De Meulemeester, E.M.J.G.,
Tanghe, R.M.L., verificateurs-accountant bij een fiscaal bestuur;	Tanghe, R.M.L., vérificateurs-experts comptables d'administration fiscale;
De heer Van Den Bergen, K.L.M., ontvanger C;	M. Van Den Bergen, K.L.M., receveur C;
De heren :	MM. :
Cornelis, A.J.R.,	Cornelis, A.J.R.,
Debbaut, G.H.P.,	Debbaut, G.H.P.,
De Mulder, G.A.A.,	De Mulder, G.A.A.,
Dierickx, J.L.,	Dierickx, J.L.,
Feliers, W.A.,	Feliers, W.A.,
Renneboog, H.D.,	Renneboog, H.D.,
Van Rostenberghe, N.C., verificateurs bij een fiscaal bestuur.	Van Rostenberghe, N.C., vérificateurs d'administration fiscale.
Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren :	MM. :
Bonnarens, G.L.,	Bonnarens, G.L.,
Ryckaert, W.G.H.,	Ryckaert, W.G.H.,
Schroeven, R.A.,	Schroeven, R.A.,
Van Sande, R.J.A.K., eerstaanwendend verificateurs;	Van Sande, R.J.A.K., vérificateurs principaux;

De heren :
 Claes, G.J.M.,
 Detemmerman, J.O.A.,
 Van Den Broeck, F., verificateurs-accountant bij een fiscaal bestuur;

De heren :
 Proost, G.J.T.,
 Van Steenlandt, W.E.M., verificateurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen
 Buitendiensten

De heren :
 Coussement, H.C.L.,
 De Breucker, J.H.,
 Mevrn. :
 Maroye, G.L.M.,
 Poot, J.,
 De heer Van Herck, G.F.L.J., eerstaanwezend verificateurs;
 De heer De Cremer, F.L.W.W., verificateur-accountant bij een fiscaal bestuur;
 Mevr. De Wandeleer, J.M.L., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster
 Buitendiensten

De heer Henderyckx, R.J., eerstaanwezend verificateur;
 De heer Kerremans, J.C.H., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

Mevr. Lesenne, Y.R., vertaler;
 De heer Droessaert, G.E.E., programmeur;
 De heer Boets, G.I., assistent bij financiën.

Administratie der thesaurie

Mevr. De Paepe, L.M.,

De heren :
 Lombaert, M.N.C.,
 Van De Putte, L.J.,
 Mevr. Verbruggen, M.L.J., verificateurs;
 Mevr. De Troyer, M.M., bestuursassistent;
 De heer Van Der Beken, W.C., assistent bij financiën.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :
 Bonneux, E.D.J.,
 Briffoz, R.C.C.A.,
 Casier, M.M.M.,

De heren :
 Closset, H.J.G.,
 Cosemans, G.F.M.,
 Daelemans, E.F.E.,
 De Booser, G.W.J.,
 De Braekeleer, G.,
 Deroey, L.H.A.,
 Dheedene, B.J.
 Mevr. Emanuel, E.H.L.,
 De heer Goethals, P.M.R.,
 Mej. Hanssens, M.-C.G.J.,

Mevrn. :
 Hondekyn, V.E.O.,
 Janssens, M.M.C.,
 Janssens, R.L.J.,
 Knockaert, M.C.F.,
 De heer Laenen, J.F.L.,
 Mevr. Lahau, M.J.,

De heren :
 Leemans, D.F.V.,
 Leempoels, F.F.M.;

MM. :
 Claes, G.J.M.,
 Detemmerman, J.O.A.,
 Van Den Broeck, F., verificateurs-experts comptables d'administration fiscale;

MM. :
 Proost, G.J.T.,
 Van Steenlandt, W.E.M., verificateurs d'administration fiscale.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
 Services extérieurs

MM.:
 Coussement, H.C.L.,
 De Breucker, J.H.,
 Mmes :
 Maroye, G.L.M.,
 Poot, J.,
 M. Van Herck, G.F.L.J., verificateurs principaux;
 M. De Cremer, F.L.W.W., verificateur-expert comptable d'administration fiscale;
 Mme De Wandeleer, J.M.L., verificateur d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Henderyckx, R.J., verificateur principal ;
 M. Kerremans, J.C.H., verificateur d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

Mme Lesenne, Y.R., traducteur;
 M. Droessaert, G.E.E., programmeur;
 M. Boets, G.I., assistant des finances.

Administration de la trésorerie

Mme De Paepe, L.M.,

MM. :
 Lombaert, M.N.C.,
 Van De Putte, L.J.,
 Mme Verbruggen, M.L.J., verificateurs;
 Mme De Troyer, M.M., assistant administratif;
 M. Van Der Beken, W.C., assistant des finances.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :
 Bonneux, E.D.J.,
 Briffoz, R.C.C.A.,
 Casier, M.M.M.,

MM. :
 Closset, H.J.G.,
 Cosemans, G.F.M.,
 Daelemans, E.F.E.,
 De Booser, G.W.J.,
 De Braekeleer, G.,
 Deroey, L.H.A.,
 Dheedene, B.J.
 Mme Emanuel, E.H.L.,
 M. Goethals, P.M.R.,
 Mlle Hanssens, M.-C.G.J.,

Mmes :
 Hondekyn, V.E.O.,
 Janssens, M.M.C.,
 Janssens, R.L.J.,
 Knockaert, M.C.F.,
 M. Laenen, J.F.L.,
 Mme Lahau, M.J.,

MM. :
 Leemans, D.F.V.,
 Leempoels, F.F.M.;

Mej. Lefebure, N.M.A.,

De heren :

Leliaert, G.A.J.M.,
Luypaert, G.P.L.A.N.,
Mevr. Meersschaut, C.A.M.,

De heren :

Mels, R.,
Moreels, G.L.J.M.,
Naesen, J.C.L.C.,
Nijs, M.,
Perreman, H.S.,
Mej. Pultau, M.D.L.,

De heren :

Ruyssinck, W.F.V.,
Sannen, M.A.T.,
Mevr. Slock, V.E.R.,
De heer Taelman, F.U.A.M.,

Mevrn. :

Tembuyzer, E.A.L.,
Thys, A.M.J.,
Tielens, G.I.M.,
Vancamp, V.M.F.,
Van Den Bogaert, D.C.M.A.J.,

De heren :

Van Den Wyngaert, R.J.M.A.,
Van Der Elst, L.F.,
Van De Velde, J.C.J.,
Van De Walle, G.,
Van Goethem, E.J.T.J.,
Mevr. Van Laer, K.B.A.,
De heer Van Langendonck, M.A.H.,
Mevr. Van Lier, S.J.L.,

De heren :

Vannuffel, Y.A.,
Verboven, G.F.W.,
Vermaut, P.F.H.,

Mevrn. :

Vermeersch, M.-C.,
Vissers, A.-M.F.,

De heren :

Weemaes, D.C.A.,
Welleman, D.,
Mej. Wuestenberghs, I.C.R., verificateurs;

De heren :

De Smedt, W.C.,
Eeckhoudt, E.O.,

Mevrn. :

Goethals, S.O.A.,
Heirman, M.F.M.,
Mannaers, A.M.A.,
Poschet, M.P.F.M.,
Schoeters, M.J.,
Slegers, E.A.H.,
Stalmans, F.M.,
Valckx, A.J.J.,

De heren :

Van Avermaet, F.K.,
Van Den Hende, B.E.J.,
Van Driessche, M.H.M.M.,
Mevr. Van Goethem, B.J.A.J.,
De heer Van Hulle, R.C.O.,
Mevr. Veldeman, M.J.M.R.,
De heer Verbanck, N., bestuursassistenten;

De heren :

Caudron, J.P.M.,
Jordens, J.H.V.G.,

Mlle Lefebure, N.M.A.,

MM. :

Leliaert, G.A.J.M.,
Luypaert, G.P.L.A.N.,
Mme Meersschaut, C.A.M.,

MM. :

Mels, R.,
Moreels, G.L.J.M.,
Naesen, J.C.L.C.,
Nijs, M.,
Perreman, H.S.,
Mlle Pultau, M.D.L.,

MM. :

Ruyssinck, W.F.V.,
Sannen, M.A.T.,
Mme Slock, V.E.R.,
M. Taelman, F.U.A.M.,

Mmes :

Tembuyzer, E.A.L.,
Thys, A.M.J.,
Tielens, G.I.M.,
Vancamp, V.M.F.,
Van Den Bogaert, D.C.M.A.J.,

MM. :

Van Den Wyngaert, R.J.M.A.,
Van Der Elst, L.F.,
Van De Velde, J.C.J.,
Van De Walle, G.,
Van Goethem, E.J.T.J.,
Mme Van Laer, K.B.A.,
M. Van Langendonck, M.A.H.,
Mme Van Lier, S.J.L.,

MM. :

Vannuffel, Y.A.,
Verboven, G.F.W.,
Vermaut, P.F.H.,

Mmes :

Vermeersch, M.-C.,
Vissers, A.-M.F.,

MM. :

Weemaes, D.C.A.,
Welleman, D.,
Mlle Wuestenberghs, I.C.R., vérificateurs;

MM. :

De Smedt, W.C.,
Eeckhoudt, E.O.,

Mmes :

Goethals, S.O.A.,
Heirman, M.F.M.,
Mannaers, A.M.A.,
Poschet, M.P.F.M.,
Schoeters, M.J.,
Slegers, E.A.H.,
Stalmans, F.M.,
Valckx, A.J.J.,

MM. :

Van Avermaet, F.K.,
Van Den Hende, B.E.J.,
Van Driessche, M.H.M.M.,
Mme Van Goethem, B.J.A.J.,
M. Van Hulle, R.C.O.,
Mme Veldeman, M.J.M.R.,
M. Verbanck, N., assistants administratifs;

MM. :

Caudron, J.P.M.,
Jordens, J.H.V.G.,

Mevrn. :
 Mattys, J.N.J.E.,
 Meskens, M.C.F.,
 Trog, M.J.,
 Van Den Eynde, M.J.,
 De heer Van Espen, G., assistenten bij financiën.
 Administratie der douane en accijnzen
 Buitendiensten

Mevr. Adriaenssens, A.J.,
 De heer Agten, G.W.,

Mevrn. :
 Careel, M.J.G.,
 Crombe, L.A.M.,

De heren :
 Dewagenaere, L.N.,
 Houben, A.H.C.,

Mevrn. :
 Opdebeek, E.M.L.,
 Raets, C.E.J.,
 De heer Thielemans, P.J.D.,
 Mevr. Veelhaver, C.C.A.C.,
 De heer Wylin, G.A., verificateurs;

De heren :
 De Smedt, R.K.A.,
 Melis, K.A.J.A.,
 Mille, E.G.,
 Stevens, M.M.G.,
 Vandingenen, R.J.T.,
 Versmissen, J.P.E., bestuursassistenten;

De heren :
 Aben, N.J.C.,
 Arnouts, H.J.,
 Beyens, F.A.J.,
 Boussemaere, F.V.C.,
 Callens, A.L.,
 De Coster, O.A.C.,
 Degheldere, T.L.,
 Degrave, A.C.,
 Demon, A.J.,
 De Mulder, E.H.,
 De Temmerman, R.E.,
 De Vocht, A.A.,
 De Vos, W.E.,
 Dierickx, F.C.,
 Mevr. Dierickx, J.C.A.,

De heren :
 D'Olislager, L.D.M.,
 Drieskens, M.J.M.,
 Durie, R.J.,
 Franken, H.E.,
 Haeldermans, K.G.M.,
 Hoeman, W.Q.,
 Maes, R.A.A.,
 Maziers, H.L.A.A.,
 Neyt, R.A.P.,
 Nuyts, A.I.,
 Peeters, A.T.,
 Peeters, J.J.L.,
 Pettens, J.A.E.,
 Ryelandt, R.R.,
 Sap, M.C.,
 Scheyltjens, L.F.,
 Soors, L.L.,
 Sweeck, R.A.C.,
 Swinnen, L.E.,
 Termote, G.C.L.,
 Van Breda, H.,
 Van Casteren, A.J.P.M.,

Mmes :
 Mattys, J.N.J.E.,
 Meskens, M.C.F.,
 Trog, M.J.,
 Van Den Eynde, M.J.,
 M. Van Espen, G., assistants des finances.
 Administration des douanes et accises
 Services extérieurs

Mme Adriaenssens, A.J.,
 M. Agten, G.W.,

Mmes :
 Careel, M.J.G.,
 Crombe, L.A.M.,

MM. :
 Dewagenaere, L.N.,
 Houben, A.H.C.,

Mmes :
 Opdebeek, E.M.L.,
 Raets, C.E.J.,
 M. Thielemans, P.J.D.,
 Mme Veelhaver, C.C.A.C.,
 M. Wylin, G.A., verificateurs;

MM. :
 De Smedt, R.K.A.,
 Melis, K.A.J.A.,
 Mille, E.G.,
 Stevens, M.M.G.,
 Vandingenen, R.J.T.,
 Versmissen, J.P.E., assistants administratifs;

MM. :
 Aben, N.J.C.,
 Arnouts, H.J.,
 Beyens, F.A.J.,
 Boussemaere, F.V.C.,
 Callens, A.L.,
 De Coster, O.A.C.,
 Degheldere, T.L.,
 Degrave, A.C.,
 Demon, A.J.,
 De Mulder, E.H.,
 De Temmerman, R.E.,
 De Vocht, A.A.,
 De Vos, W.E.,
 Dierickx, F.C.,
 Mme Dierickx, J.C.A.,

MM. :
 D'Olislager, L.D.M.,
 Drieskens, M.J.M.,
 Durie, R.J.,
 Franken, H.E.,
 Haeldermans, K.G.M.,
 Hoeman, W.Q.,
 Maes, R.A.A.,
 Maziers, H.L.A.A.,
 Neyt, R.A.P.,
 Nuyts, A.I.,
 Peeters, A.T.,
 Peeters, J.J.L.,
 Pettens, J.A.E.,
 Ryelandt, R.R.,
 Sap, M.C.,
 Scheyltjens, L.F.,
 Soors, L.L.,
 Sweeck, R.A.C.,
 Swinnen, L.E.,
 Termote, G.C.L.,
 Van Breda, H.,
 Van Casteren, A.J.P.M.,

Van Den Eynde, J.M.G.,
 Vandeput, A.F.L.,
 Van Der Veken, J.P.,
 Van Looveren, P.P.,
 Van Overberghe, G.O.,
 Van Overmeire, J.P.,
 Van Overmeiren, J.I.,
 Verheijen, J.J.,
 Versele, R.S.,
 Verweijen, A.H.,
 Vincent, M.A.J.,
 Vos, C.L.,
 Wauters, J.G.,
 Wouters, B.L., assistenten bij financiën.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

Mevr. Vandenberghe, M.F.J., verificateur.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :
 Bavin, E.M.T.,
 De Groote, P.O.,
 De Keersmaecker, A.V.,
 Demey, Y.M.A.,

Mevrn. :
 Drees, G.A.J.,
 Hautman, H.C.,
 Heirman, N.M.V.,
 Heyman, B.,
 Merckx, L.M.-J.,

De heren :
 Mewissen, H.D.M.,
 Omey, D.V.,
 Mevr. Peelman, K.M.E.,

De heren :
 Reyman, B.G.H.,
 Scheys, E.J.,
 Suys, W.P.C.,
 Mevr. Swerts, H.M.J.,
 De heer Van Winckel, F.A.H.E.M.,
 Mevr. Verbeek, M.J.C., verificateurs;
 Mevr. Beeckman, O.C.B.,
 De heer Braemt, N.G.C.M.,

Mevrn. :
 Declercq, M.C.M.M.,
 Heroes, N.V.P.J.,

De heren :
 Knaepen, M.M.H.C.,
 Maes, R.B.I.R.,
 Masureel, J.M.L.,
 Meulemans, R.V.A.,
 Mevr. Motte, R.M.R.,
 De heer Mues, A.J.R.,
 Mevr. Rombaut, D.I.R.,

De heren :
 Vanbiervliet, W.A.A.,
 Van Gastel, P.C.F.A.,
 Mevr. Van Goethem, J.A.L.,
 De heer Verbeeren, J.P.L.,

Van Den Eynde, J.M.G.,
 Vandeput, A.F.L.,
 Van Der Veken, J.P.,
 Van Looveren, P.P.,
 Van Overberghe, G.O.,
 Van Overmeire, J.P.,
 Van Overmeiren, J.I.,
 Verheijen, J.J.,
 Versele, R.S.,
 Verweijen, A.H.,
 Vincent, M.A.J.,
 Vos, C.L.,
 Wauters, J.G.,
 Wouters, B.L., assistants des finances.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

Mme Vandenberghe, M.F.J., vérificateur.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :
 Bavin, E.M.T.,
 De Groote, P.O.,
 De Keersmaecker, A.V.,
 Demey, Y.M.A.,

Mmes :
 Drees, G.A.J.,
 Hautman, H.C.,
 Heirman, N.M.V.,
 Heyman, B.,
 Merckx, L.M.-J.,

MM. :
 Mewissen, H.D.M.,
 Omey, D.V.,
 Mme Peelman, K.M.E.,

MM. :
 Reyman, B.G.H.,
 Scheys, E.J.,
 Suys, W.P.C.,
 Mme Swerts, H.M.J.,
 M. Van Winckel, F.A.H.E.M.,
 Mme Verbeek, M.J.C., verificateurs;
 Mme Beeckman, O.C.B.,
 M. Braemt, N.G.C.M.,

Mmes :
 Declercq, M.C.M.M.,
 Heroes, N.V.P.J.,

MM. :
 Knaepen, M.M.H.C.,
 Maes, R.B.I.R.,
 Masureel, J.M.L.,
 Meulemans, R.V.A.,
 Mme Motte, R.M.R.,
 M. Mues, A.J.R.,
 Mme Rombaut, D.I.R.,

MM. :
 Vanbiervliet, W.A.A.,
 Van Gastel, P.C.F.A.,
 Mme Van Goethem, J.A.L.,
 M. Verbeeren, J.P.L.,

Mevrn. :
 Vissers, Y.A.V.,
 Vollaert, L.M.M.,
 Withofs, N.M.-T.C.L.,
 De heer Wolters, J.M., bestuursassistenten;
 Mevr. Driesen, E.A.,

De heren :
 Goossens, A.R.K.,
 Housen, A.G.S.,
 Loosveld, J.A.,
 Mevr. Verschraeghen, V.J., assistenten bij financiën.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Liefoghe, D.J.M., landmeter van financiën;

De heren :
 Baert, F.J.C.,
 Fiten, R.A.J.,
 Janssens, P.J.M.,
 Van De Voorde, J.P.R.E., bestuursassistenten;

De heren :
 Denys, R.G.,
 Van Nijen, A.A.F.M.,
 Verstraete, G.A.A., assistenten bij financiën.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie

Mevr. Callaerts, L.M.H.B., verificateur.

De Gouden Medaille der Orde van Leopold II wordt verleend aan :

Algemeen Secretariaat

De heren :
 Brackman, J.,
 De Luyck, J.-P.G.J.,
 Rosselle, R.G.,
 Stockmans, A.M.,
 Timmermans, J.G.M.,
 Van Den Troost, T.J., geschoold arbeiders.

Administratie der thesaurie

De heren :
 Haverals, J.F.J.J.,
 Van Der Bruggen, M.A.J., geschoold arbeiders.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :
 Andries, E.C.V.M.D.,
 Beken, M.M.E.,
 Bert, G.B.M.,
 Bruylandt, A.J.M.,
 Dunon, A.-M.T.,
 Jacobs, C.E.,
 Jolie, C.M.L.,
 Reniers, A.P.S.,
 Vergote, A.M.H.,
 De heer Wyckaert, W.T.M., beambten;
 De heer Sterckx, W.F.M., geschoold arbeider.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

Mevr. Blommaert, P.N.N., beambte.

Mmes :
 Vissers, Y.A.V.,
 Vollaert, L.M.M.,
 Withofs, N.M.-T.C.L.,
 M. Wolters, J.M., assistants administratifs;
 Mme Driesen, E.A.,

MM. :
 Goossens, A.R.K.,
 Housen, A.G.S.,
 Loosveld, J.A.,
 Mme Verschraeghen, V.J., assistants des finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

De heer Liefoghe, D.J.M., géomètre des finances;

MM. :
 Baert, F.J.C.,
 Fiten, R.A.J.,
 Janssens, P.J.M.,
 Van De Voorde, J.P.R.E., assistants administratifs;

MM. :
 Denys, R.G.,
 Van Nijen, A.A.F.M.,
 Verstraete, G.A.A., assistants des finances.

Administration de l'inspection spéciale des impôts

Mme Callaerts, L.M.H.B., verificateur.

La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

Secrétariat général

MM. :
 Brackman, J.,
 De Luyck, J.-P.G.J.,
 Rosselle, R.G.,
 Stockmans, A.M.,
 Timmermans, J.G.M.,
 Van Den Troost, T.J., ouvriers qualifiés.

Administration de la trésorerie

MM. :
 Haverals, J.F.J.J.,
 Van Der Bruggen, M.A.J., ouvriers qualifiés.

Administratie des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :
 Andries, E.C.V.M.D.,
 Beken, M.M.E.,
 Bert, G.B.M.,
 Bruylandt, A.J.M.,
 Dunon, A.-M.T.,
 Jacobs, C.E.,
 Jolie, C.M.L.,
 Reniers, A.P.S.,
 Vergote, A.M.H.,
 M. Wyckaert, W.T.M., agents;
 M. Sterckx, W.F.M., ouvrier qualifié.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

Mme Blommaert, P.N.N., agent.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Torfs, M.J., beambte;

De heren :
Ceuleneer, J.,
Missair, F.C., geschoold arbeiders.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Vandenrijt, V.R., geschoold arbeider.

Ze nemen vanaf 8 april 1997 hun rang in de Orde in.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Torfs, M.J., agent;

MM. :
Ceuleneer, J.,
Missair, F.C., ouvriers qualifiés.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Vandenrijt, V.R., ouvrier qualifié.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Bij koninklijke besluiten van 13 maart 1998 worden bevorderd of benoemd :

Leopoldsorde

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Wauthier, G.A.C.G., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Lecomte, G.J.H.G., eerste auditeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Breeur, F.J.L.J., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur;

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Schampaert, A.C.F., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Burton, A.E.C.D.,
Servais, E.L.A.M., hypotheekbewaarders.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Richard, J.E.C., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie
De heer Lamy, M.C.E., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

Officier

Algemeen Secretariaat

De heer Dubois, J.B.J.G., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :
Alexandre, A.D.A.,
Forget, G.E., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevrn. :
Coppee, Y.A.J.G.,
Hudders, Y.J.Y., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Par arrêtés royaux du 13 mars 1998 sont promus ou nommés :

Ordre de Léopold

Commandeur

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Wauthier, G.A.C.G., directeur adjoint d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Lecomte, G.J.H.G., premier auditeur.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Breeur, F.J.L.J., directeur adjoint d'administration fiscale;

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Schampaert, A.C.F., direction adjoint d'administration fiscale;

MM. :
Burton, A.E.C.D.,
Servais, E.L.A.M., conservateurs des hypothèques.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Richard, J.E.C., directeur régional d'administration fiscale.

Administration de l'inspection spéciale des impôts
M. Lamy, M.C.E., directeur régional d'administration fiscale.

Officier

Secrétariat général

M. Dubois, J.B.J.G., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :
Alexandre, A.D.A.,
Forget, G.E., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mmes :
Coppee, Y.A.J.G.,
Hudders, Y.J.Y., inspecteurs d'administration fiscale.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Dardenne, G.A.G.G., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
De heer Cornet, J.-M.J.B., hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Noel, M.G.J., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur.

Ridder

Algemeen Secretariaat

De heren :
Body, F.C.L.,
Jamar, H.D.M.J.G., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der thesaurie

De heren :
Masset, C.C.F.M.,
Zeman, J.M.F., eerstaanwezend verificateurs.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

Mej. Bastin, B.R.F.G., adjunct-auditeur;
De heer Frere, J.H., controleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Lefevre, J.A.G., eerstaanwezend verificateur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Jaspard, R.B.F.G., inspecteur bij een fiscaal bestuur;
De heer Catrice, P.B.R.M.M., comptabiliteitsinspecteur bij een fiscaal bestuur;

Mevr. Bietheres, M.-P.E.C.G.,
De heer Collin, J.L.V.G.L.G., ontvangers A;

De heren :
Bruyr, P.G.J.G.,
Carabin, F.L.J.,
Daxhelet, C.A.J.G.,
Dumortier, J.L.M.,
Durand, P.J.M.,
Hottias, B.E.A.R.,
Lambert, R.C.M.G.,
Martinet, S.F.E.G.,
Materne, L.N.J.J.G.,

Mevrn. :
Plancquaert, F.R.,
Sandron, F.A.M.G.,
De heer Scoupe, A.J.J.M., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;
Mevr. Vandevoorde, M.C.D.J., controleur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Delitte, P.M.J.G.N.,
Demulier, D.R.H.,
Mevr. Morin, F.M.H.G.,
De heer Vauthier, P.M.J.G., adjunct-controleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Collin, J.C.F.E.G.,
Coppens, G.E.L.,
Mevr. D'Acquet, A.M.G.L.,

De heren :
Deguee, C.G.J.M.,
Dortu, A.M.J.A.G.,
Dumoulin, C.G.,
François, F.M.,
Gilbart, Z.R.G.,
Nicolas, R.J.P.,
Noiret, J.A.C.G.,
Pierret, F.T.V.J.,
Veillesse, M.A.R., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :
Lambert, J.E.C.,
Wolf, E.A.G., verificateurs.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Dardenne, G.A.G.G., inspecteur d'administration fiscale;
M. Cornet, J.-M.J.B., contrôleur en chef d'administration fiscale;
M. Noel, M.G.J., contrôleur adjoint d'administration fiscale.

Chevalier

Secrétariat général

MM. :
Body, F.C.L.,
Jamar, H.D.M.J.G., contrôleurs adjoints d'administration fiscale.

Administration de la trésorerie

MM. :
Masset, C.C.F.M.,
Zeman, J.M.F., verificateurs principaux.

Administration des contributions directes

Administration centrale

Mlle Bastin, B.R.F.G., auditeur adjoint;
M. Frere, J.H., contrôleur d'administration fiscale;
M. Lefevre, J.A.G., verificateur principal.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Jaspard, R.B.F.G., inspecteur d'administration fiscale;
M. Catrice, P.B.R.M.M., inspecteur de comptabilité d'administration fiscale;

Mme Bietheres, M.-P.E.C.G.,
M. Collin, J.L.V.G.L.G., receveurs A;

MM. :
Bruyr, P.G.J.G.,
Carabin, F.L.J.,
Daxhelet, C.A.J.G.,
Dumortier, J.L.M.,
Durand, P.J.M.,
Hottias, B.E.A.R.,
Lambert, R.C.M.G.,
Martinet, S.F.E.G.,
Materne, L.N.J.J.G.,

Mmes :
Plancquaert, F.R.,
Sandron, F.A.M.G.,
M. Scoupe, A.J.J.M., contrôleurs en chef d'administration fiscale;
Mme Vandevoorde, M.C.D.J., contrôleur d'administration fiscale;

MM. :
Delitte, P.M.J.G.N.,
Demulier, D.R.H.,
Mme Morin, F.M.H.G.,
M. Vauthier, P.M.J.G., contrôleurs adjoints d'administration fiscale;

MM. :
Collin, J.C.F.E.G.,
Coppens, G.E.L.,
Mme D'Acquet, A.M.G.L.,

MM. :
Deguee, C.G.J.M.,
Dortu, A.M.J.A.G.,
Dumoulin, C.G.,
François, F.M.,
Gilbart, Z.R.G.,
Nicolas, R.J.P.,
Noiret, J.A.C.G.,
Pierret, F.T.V.J.,
Veillesse, M.A.R., verificateurs principaux;

MM. :
Lambert, J.E.C.,
Wolf, E.A.G., verificateurs.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Gobeaux, J.-M.E.G., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur,
gelijkgesteld hoofdcontroleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Lambillotte, T.R.M.C.G., adjunct-auditeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Cuvelier, J.J.G., ontvanger A;

Mevrn. :

Nonglaire, C.J.,
Raes, C.J.M., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Garnier, M.M.M.O.C.G.,
Istace, P.J.E.,
Massot, H.M.J.V.G.,
Pirard, M.J.J.J.,
Schrauben, W.P.,
Seffers, M.G.H.,
Wyame, A.J.-M.L.G., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :

Durieux, A.J.O.,
Lomry, P.O.F.G., verificateurs.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heren :

Coche, P.L.F.,
De Becker, J.F., eerstaanwezend verificateurs;
De heer Filee, E.O.J.G., programmeringsanalist.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Ricour, M.M.L., commissaris bij een aankoopcomité;

De heren :

Delacollette, L.G.J.G.,
Genevrois, A.M.C.G.,

Mevrn. :

Libeer, C.A.J.,
Poncelet, A.L., ontvangers A;
De heer Leleux, W.L.E.N.G., adjunct-controleur bij een fiscaal bestuur;
De heer Gerard, M.E.A.G., landmeter-expert van financiën;

Mevrn. :

Adam, M.G.J.,
Cailliau, M.M.L.,
Cannels, G.C.,

De heren :

Delsaut, A.E.F.,
Demeure, A.R.G.,
Depry, R.A.J.G.,
Mej. Deschamps, E.M.D.,

Mevrn. :

Dimanche, J.T.C.B.,
Dubois, G.C.D.R.,
Gielis, M.C.G.,
Mej. Guisen, E.C.J.J.,
Mevr. Lambert, A.-M.J.A.G.,
De heer Lefevre, R.A.E.J.G.,
Maillez, J.P.O.L.G.,
Mevr. Marissal, D.L.I.,

De heren :

Mathieu, J.A.G.,
Mayence, M.G.,
Piquet, J.F.A.J.M.,
Mevr. Pothmann, A.A.G.,

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Gobeaux, J.-M.E.G., contrôleur adjoint d'administration fiscale,
assimilé contrôleur en chef d'administration fiscale;
M. Lambillotte, T.R.M.C.G., auditeur adjoint.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Cuvelier, J.J.G., receveur A;

Mmes :

Nonglaire, C.J.,
Raes, C.J.M., contrôleurs en chef d'administration fiscale;

MM. :

Garnier, M.M.M.O.C.G.,
Istace, P.J.E.,
Massot, H.M.J.V.G.,
Pirard, M.J.J.J.,
Schrauben, W.P.,
Seffers, M.G.H.,
Wyame, A.J.-M.L.G., verificateurs principaux;

MM. :

Durieux, A.J.O.,
Lomry, P.O.F.G., verificateurs.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

MM. :

Coche, P.L.F.,
De Becker, J.F., verificateurs principaux;
M. Filee, E.O.J.G., analyste de programmation.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Ricour, M.M.L., commissaire dans un comité d'acquisition;

MM. :

Delacollette, L.G.J.G.,
Genevrois, A.M.C.G.,

Mmes :

Libeer, C.A.J.,
Poncelet, A.L., receveurs A;
M. Leleux, W.L.E.N.G., contrôleur adjoint d'administration fiscale;
M. Gérard, M.E.A.G., géomètre-expert des finances;

Mmes :

Adam, M.G.J.,
Cailliau, M.M.L.,
Cannels, G.C.,

MM. :

Delsaut, A.E.F.,
Demeure, A.R.G.,
Depry, R.A.J.G.,
Mlle Deschamps, E.M.D.,

Mmes :

Dimanche, J.T.C.B.,
Dubois, G.C.D.R.,
Gielis, M.C.G.,
Mlle Guisen, E.C.J.J.,
Mme Lambert, A.-M.J.A.G.,
M. Lefevre, R.A.E.J.G.,
Maillez, J.P.O.L.G.,
Mme Marissal, D.L.I.,

MM. :

Mathieu, J.A.G.,
Mayence, M.G.,
Piquet, J.F.A.J.M.,
Mme Pothmann, A.A.G.,

De heren :
Sohy, A.E.S.G.,
Tesmer, J.M., *eerstaanwezend verificateurs*;

Mevrn. :
Bertrand, I.M.G.,
Van Poeyer, J.P.A., *verificateurs*.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :
Deroanne, A.M.O.,
Doyen, H.M.M.,
Kaye, H.P.J.,
Tamignaux, P.J.G.M.,
Windelinckx, J., *landmeters-expert van financiën*;

De heren :
Antoine, C.J.J.R.,
Beeckman, H.G.J.,
Braconnier, A.L.C.,
Burton, J.-M.H.G.,
Cock, G.E.,
Couturier, M.J.C.,
Dujacquier, J.A.M.,
Michel, J.A.G.,
Perreman, J.-P.L.A.C.G.,
Vandenbulcke, F.A.G., *eerstaanwezend verificateurs*.

Administratie van fiscale zaken

De heer Point, J.-L.E.E.G., *adjunct-auditeur*.

Ze nemen vanaf 8 april 1997 hun rang in de Orde in.

Kroonorde

Commandeur

Administratie der thesaurie

De heer Henrard, G.E.P.G., *eerste auditeur*.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Brolet, R.L.J.G., *auditeur*.

Officier

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :
Boddin, R.L.,
Bothy, J.P.E.M.,
Crutzen, M.P.M.J.,
Daussogne, A.C.A.G.,
Mevr. Delaby, B.G.S.,

De heren :
Lepied, J.-C.J.E.G.,
Louis, Y.M.A.,
Masson, P.M.E.,
Somerlinck, F.A., *inspecteurs bij een fiscaal bestuur*;

De heren :
Comes, R.,
Heyden, J.C.M.G.A.,
Hubert, P.L.L.G.,
Masset, J.-C.A.G.,
Mevr. Taillard, D.R.C.E., *hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur*.

MM. :
Sohy, A.E.S.G.,
Tesmer, J.M., *vérificateurs principaux*;

Mmes :
Bertrand, I.M.G.,
Van Poeyer, J.P.A., *verificateurs*.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :
Deroanne, A.M.O.,
Doyen, H.M.M.,
Kaye, H.P.J.,
Tamignaux, P.J.G.M.,
Windelinckx, J., *géomètres-experts des finances*;

MM. :
Antoine, C.J.J.R.,
Beeckman, H.G.J.,
Braconnier, A.L.C.,
Burton, J.-M.H.G.,
Cock, G.E.,
Couturier, M.J.C.,
Dujacquier, J.A.M.,
Michel, J.A.G.,
Perreman, J.-P.L.A.C.G.,
Vandenbulcke, F.A.G., *verificateurs principaux*.

Administration des affaires fiscales

M. Point, J.-L.E.E.G., *auditeur adjoint*.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Ordre de la Couronne

Commandeur

Administration de la trésorerie

M. Henrard, G.E.P.G., *premier auditeur*.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Brolet, R.L.J.G., *auditeur*.

Officier

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :
Boddin, R.L.,
Bothy, J.P.E.M.,
Crutzen, M.P.M.J.,
Daussogne, A.C.A.G.,
Mme Delaby, B.G.S.,

De heren :
Lepied, J.-C.J.E.G.,
Louis, Y.M.A.,
Masson, P.M.E.,
Somerlinck, F.A., *inspecteurs d'administration fiscale*;

MM. :
Comes, R.,
Heyden, J.C.M.G.A.,
Hubert, P.L.L.G.,
Masset, J.-C.A.G.,
Mme Taillard, D.R.C.E., *contrôleurs en chef d'administration fiscale*.

Administratie der douane en accijnzen
Hoofdbestuur
De heer Rabosee, D.A.F.Y., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen
Buitendiensten
De heer Gilson, M.E.G.,
Mej. Lorette, M.H.M.G., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen
Hoofdbestuur
Mej. Dehon, M.F.A.A.G., adjunct-auditeur, gelijkgesteld inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de balasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen
Buitendiensten

De heren :
De Pierpont, M.I.M.G.,
Martin, P.M.J.A., commissarissen bij een aankoopcomité;

De heren :
Bernard, J.-M.G.R.,
Colson, Y.R.G.,
Geuten, J.P.C.G., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Cesar, F.J.J.G.,
Guillaume, A.J.G.,
Heurion, L.A.C.G.,
Leloup, J.A.E.V.,
Rinchar, J.L.R.R.G.,
Verniers, C.G.E.R., ontvangers A;

De heren :
Paquet, J.B.E.A.G.,
Wiliquet, J.-P., adjunct-commissarissen bij een aankoopcomité;

De heren :
Dardenne, P.A.M.,
Limet, J.M.A.J.,
Rousseau, J.M.E.C.G., hoofdcontroleurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster
Buitendiensten

De heren :
Bertulot, M.M.A.G.,
Carbon, J.-P.N., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van fiscale zaken
De heer Laes, J.-C., auditeur.

Ridder
Algemeen Secretariaat
De heer De Buyst, J.V.H.G.,
Mej. Mormont, A.-M.,
De heer Van Nieuwenhove, T.M.J.-L., eerstaanwend verificateurs;
De heer Joachim, P.P., verificateur.

Administratie der thesaurie
De heer De Grave, H.M.A.M.R., eerstaanwend verificateur.

Administratie der directe belastingen
Hoofdbestuur

De heren :
Delsarte, P.P.L.,
Dopchie, J.-C.F.G., eerstaanwend verificateurs.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

De heren :
Comte, P.H.A.G.,
Cornez, P.,
Dauvister, P.J.M.M.,
Meyr. Delmarle, F.S.L.,

Administration des douanes et accises
Administration centrale
M. Rabosee, D.A.F.Y., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises
Services extérieurs
M. Gilson, M.E.G.,
Mlle Lorette, M.H.M.G., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Administration centrale
Mlle Dehon, M.F.A.A.G., auditeur adjoint, assimilé inspecteur d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

MM. :
De Pierpont, M.I.M.G.,
Martin, P.M.J.A., commissaires dans un comité d'acquisition;

MM. :
Bernard, J.-M.G.R.,
Colson, Y.R.G.,
Geuten, J.P.C.G., inspecteurs d'administration fiscale;

MM. :
Cesar, F.J.J.G.,
Guillaume, A.J.G.,
Heurion, L.A.C.G.,
Leloup, J.A.E.V.,
Rinchar, J.L.R.R.G.,
Verniers, C.G.E.R., receveurs A;

MM. :
Paquet, J.B.E.A.G.,
Wiliquet, J.-P., commissaires adjoints dans un comité d'acquisition;

MM. :
Dardenne, P.A.M.,
Limet, J.M.A.J.,
Rousseau, J.M.E.C.G., contrôleurs en chef d'administration fiscale.

Administration du cadastre
Services extérieurs

MM. :
Bertulot, M.M.A.G.,
Carbon, J.-P.N., inspecteurs d'administration fiscale.

Administration des affaires fiscales
M. Laes, J.-C., auditeur.

Chevalier
Secrétariat général
M. De Buyst, J.V.H.G.,
Mlle Mormont, A.-M.,
M. Van Nieuwenhove, T.M.J.-L., vérificateurs principaux;
M. Joachim, P.P., vérificateur.

Administration de la trésorerie
M. De Grave, H.M.A.M.R., vérificateur principal.

Administration des contributions directes
Administration centrale

MM. :
Delsarte, P.P.L.,
Dopchie, J.-C.F.G., vérificateurs principaux.

Administration des contributions directes
Services extérieurs

MM. :
Comte, P.H.A.G.,
Cornez, P.,
Dauvister, P.J.M.M.,
Mme Delmarle, F.S.L.,

De heer De Roy, A.G.M.,
Mevr. Dethy, M.R.G.G.,
De heer Fichet, B.M.F.G.,
Mevr. Goosen, J.A.R.,

De heren :

Hermant, B.A.L.,
Johnson, W.F.A.,
Joly, P.J.D.G.,
Ladril, J.H.G.,
Lardinois, E.G.F.,
Milquet, J.-M.G.A.M.,
Philippart, Y.C.G.G.,
Piette, J.P.V.G.,
Mevr. Pirotte, J.M.-R.,
De heer Verschoore, R.M.A., *eerstaanwend verificateurs*;
Mevr. Barre, M.A.C.G.,

De heren :

Bauduin, G.L.,
Bosquillon, R.M.G.E.G.,
Bozet, J.V.J.,
Bury, P.F.G.R.,
Dassy, R.A.R.J.,
Decock, M.A.R.G.,
Mevr. Deglume, M.B.J.,

De heren :

Deleu, Y.G.J.J.-M.H.G.,
Delmelle, D.R.,
Delrue, M.V.J.,
De Pouillon, J.N.R.,
Deridder, P.J.C.E.G.,

Mevrn. :

Derroitte, M.H.G.,
Dohmen, A.A.M.,

De heren :

Dumont, J.G.,
Dupont, N.T.R.J.L.C.,

Mevrn. :

Jacquet, L.J.M.G.,
Jamblin, M.L.G.,
Lansival, J.M.A.A.G.,

De heren :

Leclercq, R.,
Linchet, W.H.J.V.G.,
Moulron, J.M.,
Noel, F.A.,
Mevr. Pepinster, M.-Y.H.C.E.,
Mej. Roussel, A.M.,
Mevr. Soltysik, H.C.,

De heren :

Staquet, J.-P.H.O.,
Vanashen, J.L.V.F.,
Vandeponseele, P.M.,
Wilmet, P.E.F.G.,
Mevr. Woiche, A.M.G.,
De heer Ziane, R.E.J., *verificateurs*;

De heren :

Dotrimont, J.H.J.,
Gillet, A.E.N.,
Godfrin, S.A.G.,
Mespreuve, P.A.V.,
Uyttenhove, J.G.G.G., *bestuursassistenten*.

M.De Roy, A.G.M.,
Mme Dethy, M.R.G.G.,
M. Fichet, B.M.F.G.,
Mme Goosen, J.A.R.,

MM. :

Hermant, B.A.L.,
Johnson, W.F.A.,
Joly, P.J.D.G.,
Ladril, J.H.G.,
Lardinois, E.G.F.,
Milquet, J.-M.G.A.M.,
Philippart, Y.C.G.G.,
Piette, J.P.V.G.,
Mme Pirotte, J.M.-R.,
M. Verschoore, R.M.A., *vérificateurs principaux*;
Mme Barre, M.A.C.G.,

MM. :

Bauduin, G.L.,
Bosquillon, R.M.G.E.G.,
Bozet, J.V.J.,
Bury, P.F.G.R.,
Dassy, R.A.R.J.,
Decock, M.A.R.G.,
Mme Deglume, M.B.J.,

MM. :

Deleu, Y.G.J.J.-M.H.G.,
Delmelle, D.R.,
Delrue, M.V.J.,
De Pouillon, J.N.R.,
Deridder, P.J.C.E.G.,

Mmes :

Derroitte, M.H.G.,
Dohmen, A.A.M.,

MM. :

Dumont, J.G.,
Dupont, N.T.R.J.L.C.,

Mmes :

Jacquet, L.J.M.G.,
Jamblin, M.L.G.,
Lansival, J.M.A.A.G.,

MM. :

Leclercq, R.,
Linchet, W.H.J.V.G.,
Moulron, J.M.,
Noel, F.A.,
Mme Pepinster, M.-Y.H.C.E.,
Mlle Roussel, A.M.,
Mme Soltysik, H.C.,

MM. :

Staquet, J.-P.H.O.,
Vanashen, J.L.V.F.,
Vandeponseele, P.M.,
Wilmet, P.E.F.G.,
Mme Woiche, A.M.G.,
M. Ziane, R.E.J., *verificateurs*;

MM. :

Dotrimont, J.H.J.,
Gillet, A.E.N.,
Godfrin, S.A.G.,
Mespreuve, P.A.V.,
Uyttenhove, J.G.G.G., *assistants administratifs*.

Administratie der douane en accijnzen
 Hoofdbestuur
 Mej. Criquillion, C.F.J.I.L., eerstaanwezend verificateur.

Administratie der douane en accijnzen
 Buitendiensten
 Mevr. Connart, H.S.,

De heren :
 Demat, A.A.Y.G.,
 Jacquemain, M.A.E.,
 Kremeer, M.J.M.J.,
 Lecloux, C.M.T.G.I.,
 Meyer, W.,
 Nicolaye, J.M.L.G.,
 Paquet, J.R.L.A.,
 Mevr. Pyckhout, M.L.M.,

De heren :
 Raepsaet, N.A.,
 Robert, Y.M.R.,
 Schommers, H., eerstaanwezend verificateurs;
 Mevr. Arnold, J.M.P.G.,
 Mej. Delmarquette, M.-P.L.G.,
 De heer Vanderveken, P.N.H., verificateurs;

De heren :
 Duquesne, P.V.,
 Thauvoye, P.A.F., bestuursassistenten.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur
 De heer Demarteau, C.L.M.G.G.,
 Mevr. Vanhassel, A.M.F., eerstaanwezend verificateurs.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten
 De heer Borsu, J.J.,

Mevrn. :
 Delier, B.B.D.,
 Deroux, A.D.M.G.

De heren :
 Emmerich, M.R.R.J.,
 Henriët, P.O.L.G.,
 Jadot, M.A.G.G.,

Mevrn. :
 Janssen, S.M.E.,
 Joris, A.G.C.M.-P.,

De heren :
 Jottard, L.R.T.G.,
 Oudar, E.M.R.A.G.,
 Rousselle, H.M.T.A.G.,
 Saussez, J.-F.A.J.R., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :
 Champion, R.R.G.,
 Desaegher, B.R.V.,

Mevrn. :
 Dierickx, H.M.F.,
 Fontenelle, T.G.M.S.H.,

De heren :
 Loutz, A.F.L.,
 Regnier, R.N.J.G.,
 Rekier, P.A.F.W.,
 Richez, J.O., verificateurs;
 Mevr. Blaise, C.J.B.,
 Mej. Bruhl, C.E.,
 Mevr. Dister, M.C.L.,
 De heer Picard, R.G.G.J.,
 Mevr. Wiart, M.N.R., bestuursassistenten.

Administration des douanes et accises
 Administration centrale
 Mlle Criquillion, C.F.J.I.L., vérificateur principal.

Administration des douanes et accises
 Services extérieurs
 Mme Connart, H.S.,

MM. :
 Demat, A.A.Y.G.,
 Jacquemain, M.A.E.,
 Kremeer, M.J.M.J.,
 Lecloux, C.M.T.G.I.,
 Meyer, W.,
 Nicolaye, J.M.L.G.,
 Paquet, J.R.L.A.,
 Mme Pyckhout, M.L.M.,

MM. :
 Raepsaet, N.A.,
 Robert, Y.M.R.,
 Schommers, H., vérificateurs principaux;
 Mme Arnold, J.M.P.G.,
 Mlle Delmarquette, M.-P.L.G.,
 M. Vanderveken, P.N.H., verificateurs;

MM. :
 Duquesne, P.V.,
 Thauvoye, P.A.F., assistants administratifs.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale
 M. Demarteau, C.L.M.G.G.,
 Mme Vanhassel, A.M.F., verificateurs principaux.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs
 M. Borsu, J.J.,

Mmes :
 Delier, B.B.D.,
 Deroux, A.D.M.G.

MM. :
 Emmerich, M.R.R.J.,
 Henriët, P.O.L.G.,
 Jadot, M.A.G.G.,

Mmes :
 Janssen, S.M.E.,
 Joris, A.G.C.M.-P.,

MM. :
 Jottard, L.R.T.G.,
 Oudar, E.M.R.A.G.,
 Rousselle, H.M.T.A.G.,
 Saussez, J.-F.A.J.R., verificateurs principaux;

MM. :
 Champion, R.R.G.,
 Desaegher, B.R.V.,

Mmes :
 Dierickx, H.M.F.,
 Fontenelle, T.G.M.S.H.,

MM. :
 Loutz, A.F.L.,
 Regnier, R.N.J.G.,
 Rekier, P.A.F.W.,
 Richez, J.O., verificateurs;
 Mme Blaise, C.J.B.,
 Mlle Bruhl, C.E.,
 Mme Dister, M.C.L.,
 M. Picard, R.G.G.J.,
 Mme Wiart, M.N.R., assistants administratifs.

Administratie van het kadaster
Hoofdbestuur
Mevr. Nollet, K.M.M., eerstaanwezend verificateur.
Administratie van het kadaster
Buitendiensten

De heren :
Godefroid, J.-L.M.S.G.,
Janssen, G.M.A.J.,
Loroy, J.F.J.,
Mathot, G.M.J.B., landmeters-expert van financiën;

De heren :
Bral, R.G.G.,
Gillet, C.L., verificateurs;
De heer Denis, E.J.G.E., landmeter van financiën;
De heer Vanderkelen, R.J.G., bestuursassistent.
De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Algemeen Secretariaat
De heer Conter, L.J., bestuursassistent.

Administratie der thesaurie
De heer Deweerdt, R.J.A., bestuursassistent.

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

Mevr. Corthouts, E.M.J., sectiechef van financiën;
Mevr. Appeltants, F.E.M.M.,
Mej. Balthazar, A.A.P.,
Mevr. Baudour, G.J.,
De heer Beaujean, G.M.J.G.,

Mevrn. :
Berthels, A.E.V.G.,
Bertiaux, A.Y.B.C.,
Blaise, G.M.J.G.,
Bonfond, L.M.A.C.G.,
Brichard, A.O.H.L.,
Bruyere, B.H.M.,
Daout, D.,
De heer Das, M.H.L.,

Mevrn. :
Delchambre, J.R.M.G.,
Desaive, M.A.M.G.,
Divoy, M.A.E.G.,
De heer Dumont, G.J.J.,

Mevrn. :
Filbiche, F.F.M.G.,
Flamez, M.F.L.,
Franckart, C.M.L.J.,
Gerard, J.L.A.,
Gerimont, Y.A.G.,
Gillard, M.L.M.,
Govaerts, G.V.J.,
Hella, M.J.J.G.,
Henaux, C.L.,
Hubeaux, A.-M.C.A.G.,
Hubert, M.-P.C.G.G.,
Jacobs, C.H.E.,
Lamine, M.-R.J.G.,
De heer Latour, M.R.F.G.,
Mevr. Lecomte, J.,
De heer Lefevre, R.H.W.G.,

Mevrn. :
Lefort, D.V.D.,
Lenain, N.M.G.,
Leonard, N.G.,
Lheureux, A.Y.M.,

De heren :
Lhost, M.,
Lurkin, A.A.L.G.,

Administration du cadastre
Administration centrale
Mme Nollet, K.M.M., vérificateur principal.
Administration du cadastre
Services extérieurs

MM. :
Godefroid, J.-L.M.S.G.,
Janssen, G.M.A.J.,
Loroy, J.F.J.,
Mathot, G.M.J.B., géomètres-experts des finances;

MM. :
Bral, R.G.G.,
Gillet, C.L., vérificateurs;
M. Denis, E.J.G.E., géomètre des finances;
M. Vanderkelen, R.J.G., assistant administratif.
Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Secrétariat général
M. Conter, L.J., assistant administratif.

Administration de la trésorerie
M. Deweerdt, R.J.A., assistant des finances.

Administration des contributions directes
Services extérieurs

Mme Corthouts, E.M.J., chef de section des finances;
Mme Appeltants, F.E.M.M.,
Mlle Balthazar, A.A.P.,
Mme Baudour, G.J.,
M. Beaujean, G.M.J.G.,

Mmes :
Berthels, A.E.V.G.,
Bertiaux, A.Y.B.C.,
Blaise, G.M.J.G.,
Bonfond, L.M.A.C.G.,
Brichard, A.O.H.L.,
Bruyere, B.H.M.,
Daout, D.,
M. Das, M.H.L.,

Mmes :
Delchambre, J.R.M.G.,
Desaive, M.A.M.G.,
Divoy, M.A.E.G.,
M. Dumont, G.J.J.,

Mmes :
Filbiche, F.F.M.G.,
Flamez, M.F.L.,
Franckart, C.M.L.J.,
Gerard, J.L.A.,
Gerimont, Y.A.G.,
Gillard, M.L.M.,
Govaerts, G.V.J.,
Hella, M.J.J.G.,
Henaux, C.L.,
Hubeaux, A.-M.C.A.G.,
Hubert, M.-P.C.G.G.,
Jacobs, C.H.E.,
Lamine, M.-R.J.G.,
M. Latour, M.R.F.G.,
Mme Lecomte, J.,
M. Lefevre, R.H.W.G.,

Mmes :
Lefort, D.V.D.,
Lenain, N.M.G.,
Leonard, N.G.,
Lheureux, A.Y.M.,

MM. :
Lhost, M.,
Lurkin, A.A.L.G.,

Mevr. Mattelet, E.S.A.J.,
De heer Moreels, D.J.A.,

Mevrn. :

Nameche, C.M.J.D.,
Nys, P.M.L.H.,
Paradis, A.G.,

De heren :

Parfait, C.M.O.G.,
Patiny, P.E.L.,

Mevrn. :

Philippe, O.J.M.J.,
Piotrowski, P.B.,
Pokorny, P.K.M.G.,
Rezette, M.J.M.A.,
Seghers, J.,
Seret, Y.P.V.,
De heer Solas, J.F.V.,

Mevrn. :

Tack, C.M.C.,
Taziaux, M.M.T.J.G.,
Vanboute, M.M.,
Van Kerkhoven, C.D.A.,
Venant, C.I.J.G.,
Volont, S.M.A.F.,
De heer Warlet, P.P.Y.L.A.,

Mevr. Willemart, R.M., assistenten bij financiën;

Mevrn. :

Lefort, Y.R.,
Taillard, Y.M.A., beampten.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heren :

Bastin, R.J.,
Destain, C.L.,
Docquier, G.V.J.G.,
Fagot, R.E.J.,
Gerard, J.G.J.,
Herman, J.-M.G.,
Houze, J.-P.G.,
Jacquemain, J.J.G.J.,
Konigs, C.H.,
Lejeune, J.-M.A.G.,
Mevr. Manfredini, S.,

De heren :

Molitor, Y.M.V.G.,
Moulin, J.-M.L.R.G.,
Mevr. Rousseau, N.B.L.M.G.,
De heer Van Den Hove, X.G.E.J.A.M., assistenten bij financiën;
De heer Rezette, R.L.E.,
Mej. Schulz, F., beampten.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Bertho, T.G.J.L.,

Mevrn. :

Conrath, R.J.,
Deneubourg, J.M.R.,
Dumont, S.S.F.G.,
Dupont, M.L.J.,
François, N.M.T.J.,
Havelange, M.R.M.G.,
Mej. Huyskens, D.M.J.C.

Mevrn. :

Kort, J.,
Lambert, J.V.J.G.,
De heer Linotte, J.W.G.,

Mme Mattelet, E.S.A.J.,
M. Moreels, D.J.A.,

Mmes :

Nameche, C.M.J.D.,
Nys, P.M.L.H.,
Paradis, A.G.,

MM. :

Parfait, C.M.O.G.,
Patiny, P.E.L.,

Mmes :

Philippe, O.J.M.J.,
Piotrowski, P.B.,
Pokorny, P.K.M.G.,
Rezette, M.J.M.A.,
Seghers, J.,
Seret, Y.P.V.,
M. Solas, J.F.V.,

Mmes :

Tack, C.M.C.,
Taziaux, M.M.T.J.G.,
Vanboute, M.M.,
Van Kerkhoven, C.D.A.,
Venant, C.I.J.G.,
Volont, S.M.A.F.,
M. Warlet, P.P.Y.L.A.,

Mme Willemart, R.M., assistants des finances;

Mmes :

Lefort, Y.R.,
Taillard, Y.M.A., agents administratifs.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

MM. :

Bastin, R.J.,
Destain, C.L.,
Docquier, G.V.J.G.,
Fagot, R.E.J.,
Gerard, J.G.J.,
Herman, J.-M.G.,
Houze, J.-P.G.,
Jacquemain, J.J.G.J.,
Konigs, C.H.,
Lejeune, J.-M.A.G.,
Mme Manfredini, S.,

MM. :

Molitor, Y.M.V.G.,
Moulin, J.-M.L.R.G.,
Mme Rousseau, N.B.L.M.G.,
M. Van Den Hove, X.G.E.J.A.M., assistants des finances;
M. Rezette, R.L.E.,
Mlle Schulz, F., agents administratifs.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Bertho, T.G.J.L.,

Mmes :

Conrath, R.J.,
Deneubourg, J.M.R.,
Dumont, S.S.F.G.,
Dupont, M.L.J.,
François, N.M.T.J.,
Havelange, M.R.M.G.,
Mlle Huyskens, D.M.J.C.

Mmes :

Kort, J.,
Lambert, J.V.J.G.,
M. Linotte, J.W.G.,

Mevrn. :
Matagne, M.L.L.V.G.,
Noulez, C.M.,

De heren :
Pirlot, C.,
Rase, P.A.E.G.,
Mevr. Urbain, Y., assistenten bij financiën;
De heer Levrie, E.P.A., beambte.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

Mevrn. :
Barette, M.A.F.G.,
Clarinval, M.,
De heer Degallaix, J.-M.,
Mej. Degand, A.-M.S.J.G.,
De heer Eloir, J.-P.,

Mevrn. :
Fabeck, F.,
Lebailly, J.,

De heren :
Nisol, C.A.A.,
Polard, F.J.E.J.,
Villers, A.R.F.G., assistenten bij financiën;
De heer Weyders, G.A., beambte.

Ze nemen vanaf 8 april 1997 hun rang in de Orde in.

Orde van Leopold II

Grootofficier

Algemeen Secretariaat

De heer Cortvriendt, J.L.H., auditeur-generaal.

Commandeur

Administratie der thesaurie

De heer Coenen, R.J., commissaris der munt.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Gilson, F.A.T.G., auditeur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Solioz, J.A.A., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Mottet, A.G.H.J., auditeur.

Administratie van de belasting
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Gerard, C.F.G., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur;
De heer Delloye, M.A.A.G., hypotheekbewaarder.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Schoonheere, H.S.A.A., adjunct-directeur bij een fiscaal bestuur;

De heren :
Dreze, J.M.E.J.G.,
Warmoes, J.-M.G.,
Wiame, H.A.E.J.G., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van fiscale zaken

De heer Delporte, J.M., adjunct-administrateur-generaal van de belastingen.

Mmes :
Matagne, M.L.L.V.G.,
Noulez, C.M.,

MM. :
Pirlot, C.,
Rase, P.A.E.G.,
Mme Urbain, Y., assistants des finances;
M. Levrie, E.P.A., agent administratif.

Administration du cadastre

Services extérieurs

Mmes :
Barette, M.A.F.G.,
Clarinval, M.,
M. Degallaix, J.-M.,
Mlle Degand, A.-M.S.J.G.,
M. Eloir, J.-P.,

Mmes :
Fabeck, F.,
Lebailly, J.,

MM. :
Nisol, C.A.A.,
Polard, F.J.E.J.,
Villers, A.R.F.G., assistants des finances;
M. Weyders, G.A., agent administratif.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

Ordre de Léopold II

Grand Officier

Secrétariat général

M. Cortvriendt, J.L.H., auditeur général.

Commandeur

Administration de la trésorerie

M. Coenen, R.J., commissaire des monnaies.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Gilson, F.A.T.G., auditeur.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Solioz, J.A.A., directeur adjoint d'administration fiscale.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Mottet, A.G.H.J., auditeur.

Administration de la taxe
sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Gerard, C.F.G., directeur régional d'administration fiscale;
M. Delloye, M.A.A.G., conservateur des hypothèques.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Schoonheere, H.S.A.A., directeur adjoint d'administration fiscale;

MM. :
Dreze, J.M.E.J.G.,
Warmoes, J.-M.G.,
Wiame, H.A.E.J.G., inspecteurs d'administration fiscale.

Administration des affaires fiscales

M. Delporte, J.M., administrateur général adjoint des impôts.

Officier
 Administratie der directe belastingen
 Hoofdbestuur
 De heer Martin, J.M.J.E., eersaanwezend verificateur.

Administratie der directe belastingen
 Buitendiensten

De heren :
 Fostier, J.,
 Gilliard, A.L.L.G.,
 Ketelslegers, M.J.M.,
 Marroyen, W.F.C.,
 Orban, R.A.C.J.,
 Poncelet, J.J.J., eersaanwezend verificateurs;
 Mej. Massy, J.Y., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen
 Buitendiensten

De heren :
 Debart, A.L.G.,
 Piel, A.H.,
 Pint, O.F., eersaanwezend verificateurs.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen
 Buitendiensten

De heren :
 Paquet, M.A.P.J.,
 Seret, H.L.C.G., eersaanwezend verificateurs;
 Mevr. Cliquennois, M.B.L., verificateur bij een fiscaal bestuur.

Ridder
 Algemeen Secretariaat
 Mevr. Beaumont, C.A.G.F.L., verificateur;
 De heer Lenoir, F.J., bestuursassistent;
 De heer Coremans, O.J.J., geschoold arbeider.

Administratie der thesaurie
 De heer Leyder, B.M.G.,
 Mevr. Materne, B.P.E., verificateurs;
 Mevr. Vanderwaeren, M.R., assistent bij financiën.

Administratie der directe belastingen
 Hoofdbestuur
 Mej. Delmarche, A.M.P.G.,
 De heer Demaertelaere, D.C.E.J., verificateurs.

Administratie der directe belastingen
 Buitendiensten

Mej. Absolonne, L.M.M.,
 Mevr. Bernard, M.N.B.M.G.,
 De heer Bleser, G.R.J.,

Mevrn. :
 Cornez, M.C.M.P.A.,
 Crollen, A.M.M.M.,
 De heer Danneaux, F.R.G.,
 Mevr. Dardenne, M.M.G.,
 De heer Dauvillée, R.,
 Mevr. Decoster, D.G.E.G.B.G.,

De heren :
 Degroot, A.J.E.G.,
 Delvaux, M.J.G.,
 Dion, R.J.M.,
 Dumeunier, J.-M.,
 Durys, G.M.A.G.,
 François, M.J.M.G.,
 Gathy, P.M.P.E.J.,
 Giambona, G.,
 Giannone, R.J.,
 Groignet, J.-M.E.G.,
 Mevr. Henneghien, E.,

Officier
 Administration des contributions directes
 Administration centrale
 M. Martin, J.M.J.E., vérificateur principal.
 Administration des contributions directes
 Services extérieurs

MM. :
 Fostier, J.,
 Gilliard, A.L.L.G.,
 Ketelslegers, M.J.M.,
 Marroyen, W.F.C.,
 Orban, R.A.C.J.,
 Poncelet, J.J.J., vérificateurs principaux;
 Mlle Massy, J.Y., vérificateur d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises
 Services extérieurs

MM. :
 Debart, A.L.G.,
 Piel, A.H.,
 Pint, O.F., vérificateurs principaux.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
 Services extérieurs

MM. :
 Paquet, M.A.P.J.,
 Seret, H.L.C.G., vérificateurs principaux;
 Mme Cliquennois, M.B.L., vérificateur d'administration fiscale.

Chevalier
 Secrétariat général
 Mme Beaumont, C.A.G.F.L., vérificateur;
 M. Lenoir, F.J., assistant administratif;
 M. Coremans, O.J.J., ouvrier spécialiste.

Administration de la trésorerie
 M. Leyder, B.M.G.,
 Mme Materne, B.P.E., verificateurs;
 Mme Vanderwaeren, M.R., assistant des finances.

Administration des contributions directes
 Administration centrale
 Mlle Delmarche, A.M.P.G.,
 M. Demaertelaere, D.C.E.J., verificateurs.

Administration des contributions directes
 Services extérieurs

Mlle Absolonne, L.M.M.,
 Mme Bernard, M.N.B.M.G.,
 M. Bleser, G.R.J.,

Mmes :
 Cornez, M.C.M.P.A.,
 Crollen, A.M.M.M.,
 M. Danneaux, F.R.G.,
 Mme Dardenne, M.M.G.,
 M. Dauvillée, R.,
 Mme Decoster, D.G.E.G.B.G.,

MM. :
 Degroot, A.J.E.G.,
 Delvaux, M.J.G.,
 Dion, R.J.M.,
 Dumeunier, J.-M.,
 Durys, G.M.A.G.,
 François, M.J.M.G.,
 Gathy, P.M.P.E.J.,
 Giambona, G.,
 Giannone, R.J.,
 Groignet, J.-M.E.G.,
 Mme Henneghien, E.,

De heer Houyaux, D.A.G.,

Mevrn. :

Jordens, C.M.G.C.,

Leclercq, J.F.J.M.G.,

De heer Lejeune, P.J.M.,

Mej. Leonard, V.D.A.,

Mevrn. :

Malise, R.C.,

Materne, J.J.L.G.,

De heren :

Melotte, A.E.J.,

Miserocchi, G.A.A.,

Moreau, C.J.-M.E.M.,

Mevr. Morleghem, M.S.G.,

De heren :

Moumal, J.-F.M.W.,

Paternostre de Hauleville, L.E.W.A.M.J.,

Mevr. Pierlot, M.-F.M.,

De heer Robert, D.M.J.B.,

Mevrn. :

Schollaert, M.,

Scieur, G.M.M.G.,

De heer Tais, P.L.F.,

Mevrn. :

Tylmans, M.M.D.M.G.,

Vandenbussche, C.A.C.M., verificateurs;

De heer Berleur, P.A.A.,

Mevr. Bougnet, N.M.J.A.,

De heer Dangreau, J.C.O.F.,

Mevr. Delmarcelle, L.A.M.G.,

De heren :

Dequenne, A.,

Gillot, A.G.,

Godinas, R.A.M.,

Mevr. Gomand, A.R.E.G.,

De heer Jadot, C.A.V.G.,

Mevr. Joackim, C.L.A.G.,

De heer Lange, A.J.J.,

Mevr. Lebrun, E.F.G.,

De heren :

Lecoq, M.E.N.,

Lefebvre, S.G.C.J.,

Leroy, J.-M.V.J.G.,

Mevr. Monami, G.H.M.N.,

De heer Plasman, C.H.M.G.,

Mevr. Radnic, C.,

De heren :

Rondia, J.A.,

Vande Perre, P.J.M.,

Veriter, N.C., bestuursassistenten;

Mevrn. :

Delvaux, M.M.-T.L.G.,

Renson, F.R.A., sectiechefs bij financiën;

De heren :

Mathieux, G.E.A.,

Wigy, W.R.G., assistenten bij financiën.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Delchambre, L.N.F.A., laborant;

De heren :

Biard, J.J.W.G.,

Breuer, E.H.R.,

Mevr. Debieve, V.G.,

M. Houyaux, D.A.G.,

Mmes :

Jordens, C.M.G.C.,

Leclercq, J.F.J.M.G.,

M. Lejeune, P.J.M.,

Mlle Leonard, V.D.A.,

Mmes :

Malise, R.C.,

Materne, J.J.L.G.,

MM. :

Melotte, A.E.J.,

Miserocchi, G.A.A.,

Moreau, C.J.-M.E.M.,

Mme Morleghem, M.S.G.,

MM. :

Moumal, J.-F.M.W.,

Paternostre de Hauleville, L.E.W.A.M.J.,

Mme Pierlot, M.-F.M.,

M. Robert, D.M.J.B.,

Mmes :

Schollaert, M.,

Scieur, G.M.M.G.,

M. Tais, P.L.F.,

Mmes :

Tylmans, M.M.D.M.G.,

Vandenbussche, C.A.C.M., vérificateurs;

M. Berleur, P.A.A.,

Mme Bougnet, N.M.J.A.,

M. Dangreau, J.C.O.F.,

Mme Delmarcelle, L.A.M.G.,

MM. :

Dequenne, A.,

Gillot, A.G.,

Godinas, R.A.M.,

Mme Gomand, A.R.E.G.,

M. Jadot, C.A.V.G.,

Mme Joackim, C.L.A.G.,

M. Lange, A.J.J.,

Mme Lebrun, E.F.G.,

MM. :

Lecoq, M.E.N.,

Lefebvre, S.G.C.J.,

Leroy, J.-M.V.J.G.,

Mme Monami, G.H.M.N.,

M. Plasman, C.H.M.G.,

Mme Radnic, C.,

MM. :

Rondia, J.A.,

Vande Perre, P.J.M.,

Veriter, N.C., assistants administratifs;

Mmes :

Delvaux, M.M.-T.L.G.,

Renson, F.R.A., chefs de section des finances;

MM. :

Mathieux, G.E.A.,

Wigy, W.R.G., assistants des finances.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Delchambre, L.N.F.A., laborantin;

MM. :

Biard, J.J.W.G.,

Breuer, E.H.R.,

Mme Debieve, V.G.,

De heren :
 Marechal, P.L.M.G.,
 Marlière, P.M.A.,
 Niessen, H.L.,
 Peters, J.-P.E.R.,
 Robinet, P.L.G.,
 Teney, R.J.G.,
 Visée, J.-J., verificateurs;
 Mej. Lambert, C.G.J.,
 De heer Tondu, J.-P.F.E., bestuursassistenten;

De heren :
 Deflorenne, M.A.H.G.,
 Paulis, M.J.M.G., sectiechefs van financiën;

De heren :
 Ancion, E.L.E.C.,
 Avril, J.L.O.,
 Bauduin, J.-M.T.,
 Bienfait, O.H.L.G.,
 Body, M.A.E.J.,
 Brasseur, J.J.M.,
 Charles, J.G.O.,
 Delange, J.L.,
 Deville, L.C.,
 Dion, M.M.A.,
 Mevr. Dramaix, G.,

De heren :
 Gillet, G.A.G.,
 Laloux, R.G.G.,
 Longchamp, M.R.,
 Rouyr, R.P.M.,
 Thille, F.E.J.G.,
 Toubeau, J.M.M.,
 Toussaint, G.P.L.,
 Van Caemelbeke, G.T.E.,
 Van Santfort, J.G.M.,
 Weisgerber, G.O.,
 Mevr. Wiame, A.-M.A.H.G., assistenten bij financiën.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heren :
 Bernaerts, G.J.-M.M.,
 Delbart, X.F.M.J.M.G.,
 Premont, M.A.M.G., verificateurs.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Alvi, A.M.,

De heren :
 Beugnies, F.E.,
 Dedrij, S.J.L.,
 Defize, P.L.J.G.,
 Mevr. Fadda, M.F.,

De heren :
 Frederic, B.G.E.J.,
 Pilette, G.R.,
 Thijs, J.-L.F.J.,
 Trembloy, M.A.F.G.M.,
 Vinois, A.,
 Mevr. Wylock, M.-C.C.T., verificateurs;
 Mevr. Bernard, M.-C.E.D.G.,

De heren :
 Budinger, G.M.M.A.,
 Coene, F.J.A.G.,
 Crasset, M.N.F.,
 Dauphin, C.G.M.A.,

MM :
 Marechal, P.L.M.G.,
 Marlière, P.M.A.,
 Niessen, H.L.,
 Peters, J.-P.E.R.,
 Robinet, P.L.G.,
 Teney, R.J.G.,
 Visée, J.-J., vérificateurs;
 Mlle Lambert, C.G.J.,
 M. Tondu, J.-P.F.E., assistants administratifs;

MM :
 Deflorenne, M.A.H.G.,
 Paulis, M.J.M.G., chefs de section des finances;

De heren :
 Ancion, E.L.E.C.,
 Avril, J.L.O.,
 Bauduin, J.-M.T.,
 Bienfait, O.H.L.G.,
 Body, M.A.E.J.,
 Brasseur, J.J.M.,
 Charles, J.G.O.,
 Delange, J.L.,
 Deville, L.C.,
 Dion, M.M.A.,
 Mme Dramaix, G.,

MM :
 Gillet, G.A.G.,
 Laloux, R.G.G.,
 Longchamp, M.R.,
 Rouyr, R.P.M.,
 Thille, F.E.J.G.,
 Toubeau, J.M.M.,
 Toussaint, G.P.L.,
 Van Caemelbeke, G.T.E.,
 Van Santfort, J.G.M.,
 Weisgerber, G.O.,
 Mme Wiame, A.-M.A.H.G., assistants des finances.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

MM :
 Bernaerts, G.J.-M.M.,
 Delbart, X.F.M.J.M.G.,
 Premont, M.A.M.G., vérificateurs.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Alvi, A.M.,

MM :
 Beugnies, F.E.,
 Dedrij, S.J.L.,
 Defize, P.L.J.G.,
 Mme Fadda, M.F.,

MM :
 Frederic, B.G.E.J.,
 Pilette, G.R.,
 Thijs, J.-L.F.J.,
 Trembloy, M.A.F.G.M.,
 Vinois, A.,
 Mme Wylock, M.-C.C.T., vérificateurs;
 Mme Bernard, M.-C.E.D.G.,

MM :
 Budinger, G.M.M.A.,
 Coene, F.J.A.G.,
 Crasset, M.N.F.,
 Dauphin, C.G.M.A.,

Mevrn. :
 Debusschere, M.-F.S.G.M.,
 Demol, M.B.,
 Lange, M.P.J.E.G.,
 De heer Leboutte, O.E.G.J.,

Mevrn. :
 Massin, M.A.,
 Van Achter, J.J.S.,

De heren :
 Van Melle, R.,
 Veekmans, R.M.L.,
 Versteegen, M.L.W., bestuursassistenten;

Mevrn. :
 Borguet, Y.J.G.,
 Cambier, T.L.G.,
 Marechal, N.M.J., assistenten bij financiën;
 De heer Linchamps, G.G.E.G., geschoold arbeider.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer Demil, J.E.P., assistent bij financiën.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Gueuning, J.-P.A.M.G., verificateur;
 De heer Quetstroey, P.A.R.M., landmeter van financiën;

De heren :
 Michel, J.-C.E.G.J.,
 Urbain, J.-C.A.A.H., bestuursassistenten;
 Mevr. Willemart, L.C., assistent bij financiën.

Algemene Administratie van de belastingen

Mevr. Lallemand, M.T.H., verificateur.

De Gouden Medaille der Orde van Leopold II wordt verleend aan :

Algemeen Secretariaat

Mej. Delatte, B.M.F.G., beambte;
 Mevr. Wouters, A.L.M.A., geschoold arbeider.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :
 Bossart, N.S.,
 Eloir, A.G.C.A.,
 Gadisseur, A.J.J.G.,
 Mej. Hautecoeur, A.E.,
 De heer Malingraux, G.R.F.,

Mevrn. :
 Noel, J.I.E.A.M.G.,
 Rule, Y.M.M.J.G.,
 Style, G.M.A.,
 Willemart, D.E.E.G., beambten.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

Mevr. Andre, N.J.M., beambte.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

Mevr. Lisse, M.-A., beambte.

Administratie van de belasting
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevrn. :
 Dheur, D.G.L.,
 Hubeaux, S.C.M.F.,
 Pirsoul, R.M.J.G., beambten.

Ze nemen vanaf 8 april 1997 hun rang in de Orde in.

Mmes :
 Debusschere, M.-F.S.G.M.,
 Demol, M.B.,
 Lange, M.P.J.E.G.,
 M. Leboutte, O.E.G.J.,

Mmes :
 Massin, M.A.,
 Van Achter, J.J.S.,

MM. :
 Van Melle, R.,
 Veekmans, R.M.L.,
 Versteegen, M.L.W., assistants administratifs;

Mmes :
 Borguet, Y.J.G.,
 Cambier, T.L.G.,
 Marechal, N.M.J., assistants des finances;
 M. Linchamps, G.G.E.G., ouvrier spécialiste.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. Demil, J.E.P., assistant des finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Gueuning, J.-P.A.M.G., vérificateur;
 M. Quetstroey, P.A.R.M., géomètre des finances;

MM. :
 Michel, J.-C.E.G.J.,
 Urbain, J.-C.A.A.H., assistants administratifs;
 Mme Willemart, L.C., assistant des finances.

Administration générale des impôts

Mme Lallemand, M.T.H., vérificateur.

La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

Secrétariat général

Mlle Delatte, B.M.F.G., agent administratif;
 Mme Wouters, A.L.M.A., ouvrier qualifié.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :
 Bossart, N.S.,
 Eloir, A.G.C.A.,
 Gadisseur, A.J.J.G.,
 Mlle Hautecoeur, A.E.,
 M. Malingraux, G.R.F.,

Mmes :
 Noel, J.I.E.A.M.G.,
 Rule, Y.M.M.J.G.,
 Style, G.M.A.,
 Willemart, D.E.E.G., agents administratifs.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

Mme Andre, N.J.M., agent administratif.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

Mme Lisse, M.-A., agent administratif.

Administration de la taxe
 sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mmes :
 Dheur, D.G.L.,
 Hubeaux, S.C.M.F.,
 Pirsoul, R.M.J.G., agents administratifs.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1997.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2000/35694]

Erkende natuurreservaten

Een ministerieel besluit van 26 mei 2000 verleent aan het privaat natuurreservaat nr. E-058 « Het Speelhof », met een oppervlakte van 2ha 45a 30ca gelegen te Stekene (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikel 27, § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning geldt voor een periode van zevenentwintig jaar vanaf de datum van het besluit.

Bij het erkend natuurreservaat nr. E-058 « Het Speelhof » wordt volgende uitbreidingszone vastgesteld waarbinnen het recht van voorkoop, conform artikel 33, derde lid van het decreet betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, van toepassing is : alle groen-, bos- en bosuitbreidingsgebieden in de gemeente Stekene, kadastrale afdeling 2, secties C en D.

Een ministerieel besluit van 29 mei 2000 verleent aan het privaat natuurreservaat nr. E-154 « De Zwaanhoek », met een oppervlakte van 92a 49ca gelegen te Oudenburg (West-Vlaanderen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikel 27, § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning geldt voor een periode van zevenentwintig jaar vanaf de datum van het besluit.

Bij het erkend natuurreservaat nr. E-154 « De Zwaanhoek » wordt volgende uitbreidingszone vastgesteld waarbinnen het recht van voorkoop, conform artikel 33, derde lid van het decreet betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, van toepassing is : alle groen-, bos- en bosuitbreidingsgebieden in de gemeente Oudenburg, kadastrale afdeling 1, sectie C.

Een ministerieel besluit van 29 mei 2000 verleent aan het privaat natuurreservaat nr. E-177 « Het Aardgat », met een oppervlakte van 2ha 74a 10ca gelegen te Tienen (Vlaams-Brabant), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikel 27, § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning geldt voor een periode van zevenentwintig jaar vanaf de datum van het besluit.

Bij het erkend natuurreservaat nr. E-177 « Het Aardgat » wordt volgende uitbreidingszone vastgesteld waarbinnen het recht van voorkoop, conform artikel 33, derde lid van het decreet betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, van toepassing is : alle groen-, bos- en bosuitbreidingsgebieden in de stad Tienen, kadastrale afdeling 2, sectie F, 1e blad en kadastrale afdeling 7, sectie D, 1e blad.

Een ministerieel besluit van 13 juni 2000 verleent aan het privaat natuurreservaat nr. E-201 « De Molse Nete », met een oppervlakte van 9ha 86a 30ca gelegen te Mol (Antwerpen), het statuut van erkend natuurreservaat overeenkomstig artikel 27, § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning geldt voor een periode van zevenentwintig jaar vanaf de datum van het besluit.

Bij het erkend natuurreservaat nr. E-201 « De Molse Nete » wordt volgende uitbreidingszone vastgesteld waarbinnen het recht van voorkoop, conform artikel 33, derde lid van het decreet betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, van toepassing is : alle groen-, bos- en bosuitbreidingsgebieden in de gemeente Balen, kadastrale afdeling 1, sectie A en de gemeente Mol, kadastrale afdeling 1, sectie E en G.

Een ministerieel besluit van 26 mei 2000 verleent aan de uitbreiding van het erkend natuureservaat nr. E-002 « Het Molsbroek », met een oppervlakte van 2ha 12a 60ca gelegen te Lokeren (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuureservaat overeenkomstig artikel 11 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies. De erkenning loopt tot 20 januari 2019, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 77ha 14a 57ca bedraagt.

Een ministerieel besluit van 26 mei 2000 verleent aan de uitbreiding van het erkend natuureservaat nr. E-040 « De Lange Vaag », met een oppervlakte van 2ha 67ca gelegen te Sint-Gillis-Waas (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuureservaat overeenkomstig artikel 11 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies. De erkenning loopt tot 1 december 2025, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 3ha 76a 19ca bedraagt.

Een ministerieel besluit van 26 mei 2000 verleent aan de uitbreiding van het erkend natuureservaat nr. E-056 « Stamprooierbroek », met een oppervlakte van 39ha 56a 58ca gelegen te Kinrooi (Limburg), het statuut van erkend natuureservaat overeenkomstig artikel 27 § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning loopt tot 28 december 2017, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 106ha 56a 11ca bedraagt.

Een ministerieel besluit van 13 juni 2000 verleent aan de uitbreiding van het erkend natuureservaat nr. E-091 « Honegem », met een oppervlakte van 10ha 28a 43ca gelegen te Aalst, Erpe-Mere en Lede (Oost-Vlaanderen) het statuut van erkend natuureservaat overeenkomstig artikel 27 § 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies en artikel 73 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu. De erkenning loopt tot 22 mei 2022, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 13ha 40a 75ca bedraagt.

Een ministerieel besluit van 29 mei 2000 verleent aan de uitbreiding van het erkend natuureservaat nr. E-147 « Het Heidebos », met een oppervlakte van 39ha 76a 93ca gelegen te Moerbeke en Wachtebeke (Oost-Vlaanderen), het statuut van erkend natuureservaat overeenkomstig artikel 11 van het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies. De erkenning loopt tot 30 oktober 2025, einddatum van een eerdere erkenning, zodat de totale erkende oppervlakte 166ha 71a 87ca bedraagt.

[C – 2000/35664]

Ruimtelijke Ordening — Plannen van aanleg

TIELT. — Bij besluit van 19 oktober 1999 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :
— is besloten dat het bij koninklijk besluit van 16 mei 1974 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg « Kliniek » genaamd, van de stad Tielt, geheel dient te worden herzien.

TIELT. — Bij besluit van 19 oktober 1999 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :
— is besloten dat het bij koninklijke besluiten van 16 december 1946 en 18 september 1961 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg « Ieperstraat-Markt-Bruggestraat » genaamd, van de stad Tielt, geheel dient te worden herzien;

— is besloten dat het bij koninklijke besluiten van 23 oktober 1950, 6 mei 1963 en 19 juli 1963 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg nr. 9 « Markt » genaamd, van de stad Tielt, geheel dient te worden herzien.

Onteigening. — Spoedprocedure

LEDE. — Bij besluit van 21 juni 2000 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :
— is verklaard dat het algemeen nut de onmiddellijke inbezitneming vordert van de percelen 16h, 30m2, 3012 en 30k2, 21d (deel), 21c en 20d3 (deel), aangegeven op het onteigeningsplan, dat behoort bij het bijzonder plan van aanleg « Heiplas » genaamd, van de gemeente Lede, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 5 december 1994;

— is verklaard dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte, bepaald bij de wet van 26 juli 1962, op deze onteigening kan worden toegepast;

— is aan de gemeente Lede machtiging tot onteigenen verleend.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2000/21331]

Extrait de l'arrêt n° 65/2000 du 30 mai 2000

Numéro du rôle : 1680

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, posée par le Tribunal du travail de Liège.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la question préjudicielle

Par jugement du 12 mai 1999 en cause de M. Sulumete contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 19 mai 1999, le Tribunal du travail de Liège a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 7, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 [relative aux allocations aux handicapés] viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution dans la mesure où il impose de prendre en compte pour apprécier le montant de l'allocation à octroyer à un handicapé, les revenus de celui-ci ainsi que ceux de son conjoint ou de la personne avec qui le handicapé forme un ménage, dans l'hypothèse où les deux conjoints ou personnes formant un ménage sont l'un et l'autre handicapés et sollicitent le bénéfice des allocations, ce qui implique, si les époux ont des revenus professionnels ou de remplacement, une double déduction de ceux-ci avec pour conséquence que le couple de handicapés bénéficie alors de ressources inférieures à celles dont bénéficierait dans les mêmes conditions un couple de handicapés n'ayant pas de revenus professionnels ou de remplacement, alors que les besoins sont identiques ? »

(...)

V. En droit

(...)

Quant à la portée de la question préjudicielle

B.1.1. La question préjudicielle porte sur la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

Il résulte du libellé de la question préjudicielle et des éléments du dossier que la question porte sur le point particulier de savoir si la disposition précitée n'est pas discriminatoire en ce qu'elle prévoit que, pour apprécier le montant de l'allocation à octroyer à un handicapé, on prend en compte le montant de ses revenus ainsi que celui des revenus de son conjoint ou de la personne avec qui le handicapé forme un ménage, ce qui implique, selon le juge *a quo*, que, dans l'hypothèse où, comme c'est le cas en l'espèce, la personne handicapée ayant des revenus professionnels forme un ménage avec un autre handicapé qui bénéficie également de revenus professionnels, une double déduction est opérée sur le montant de leurs allocations de sorte que le couple de handicapés bénéficie alors de ressources inférieures à celles dont bénéficierait dans les mêmes conditions un couple de handicapés n'ayant pas de revenus professionnels ou de remplacement, alors que leurs besoins sont identiques.

B.1.2. La Cour examinera la compatibilité de l'article 7, § 1^{er}, précité dans la seule hypothèse ainsi envisagée par la question préjudicielle posée par le juge *a quo*.

Quant au fond

B.2. Les allocations au profit des handicapés font l'objet de la loi du 27 février 1987. En vertu de cette loi, il existe trois types d'allocations : l'allocation de remplacement de revenus, l'allocation d'intégration et l'allocation pour l'aide aux personnes âgées (article 1^{er}).

L'allocation de remplacement de revenus est destinée aux handicapés dont la capacité de gain est limitée et qui ne disposent pas de revenus suffisants, tandis que l'allocation d'intégration est destinée aux handicapés qui, par leur manque d'autonomie, sont exposés à des frais particuliers. Ces deux allocations peuvent être accordées ensemble ou séparément (article 2).

Le montant de l'allocation de remplacement de revenus peut varier selon que le bénéficiaire a des personnes à charge, est isolé ou cohabite, mais il doit, pour chaque catégorie, être au moins égal au minimum de moyens d'existence (article 6).

B.3.1. L'article 7, § 1^{er}, litigieux de la loi précitée du 27 février 1987 dispose que le montant des allocations dues à un handicapé « est diminué du montant du revenu du handicapé, de son conjoint ou de la personne avec laquelle il forme un ménage qui dépasse les plafonds fixés par le Roi par arrêté délibéré en conseil des Ministres [...] ».

B.3.2. Lors de la discussion de cette disposition en Commission de l'emploi et de la politique sociale de la Chambre, le secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés a estimé que le « fait que les revenus de la personne avec laquelle il forme un ménage soient pris en considération constitue en effet un problème pour le handicapé. Dans la mesure où les moyens nécessaires seront disponibles, le Secrétaire d'Etat s'efforcera de faire en sorte qu'une partie des revenus du ménage ne soit pas prise en considération. Comme les moyens disponibles sont limités et que la tendance actuelle en matière de sécurité sociale va dans le sens opposé, il ne sera toutefois pas possible de ne tenir aucun compte des revenus du ménage » (*Doc. parl.*, Chambre, 1985-1986, n° 448/4, p. 21).

Au cours de la discussion en Commission des affaires sociales au Sénat, un « commissaire se dit déçu des mesures prévues pour les 'cohabitants', mesures qui entraîneront une baisse de leurs revenus. La réglementation proposée réduira leurs possibilités d'intégration ». Le secrétaire d'Etat a répondu qu'« est budgétairement impossible de maintenir le montant de l'allocation maximale pour cette catégorie de personnes en faisant abstraction du revenu de l'époux ou de celui avec lequel le handicapé forme un ménage. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1985-1986, n° 335-2, pp. 14-15)

B.3.3. La réglementation relative aux allocations aux handicapés constitue un régime spécial d'aide sociale. Ce régime, qui n'est pas contributif, est entièrement financé par les ressources générales de l'Etat. Il résulte de ceci et des travaux parlementaires cités en B.3.2 que le législateur a pu raisonnablement considérer que, pour des raisons budgétaires, il tiendrait compte, pour le calcul du montant des allocations à octroyer à un handicapé marié ou formant un ménage, du revenu professionnel de son conjoint ou de la personne avec laquelle il forme un ménage. Aux termes de l'article 7, § 1^{er}, litigieux, cette prise en considération n'intervient toutefois que lorsque le montant des revenus « dépasse les plafonds fixés par le Roi par arrêté délibéré en conseil des Ministres ».

B.4. La Cour examine, comme elle y est invitée par le juge *a quo*, si, dans le cas particulier de deux handicapés qui sont mariés ou qui forment un ménage et qui disposent tous deux de revenus professionnels, la double déduction qui découle de cette disposition n'entraîne pas des effets disproportionnés.

B.5. La Cour constate que le législateur ne semble pas avoir envisagé l'hypothèse de deux conjoints handicapés ayant l'un et l'autre des revenus professionnels. La disposition en cause traite de la même manière le couple formé d'un handicapé et d'une personne ne l'étant pas, d'une part, le couple formé de deux handicapés, d'autre part, et n'habilite pas le Roi à établir un traitement différencié en la matière.

Si on peut considérer comme légitime que, dans l'hypothèse d'un couple de handicapés mariés qui ont chacun des revenus, des réductions peuvent être opérées sur le montant de l'allocation qu'ils perçoivent, l'article 7, § 1^{er}, en tant qu'il aboutit à opérer une double déduction sur le montant de l'allocation de chacun des deux handicapés vivant en couple et ayant une activité professionnelle, peut engendrer des effets disproportionnés par rapport au but poursuivi en matière d'aide aux handicapés. En effet, cette mesure est de nature à avoir pour conséquence que le revenu global dont disposeront ensemble les deux handicapés sera inférieur à celui dont ils bénéficieraient si aucun d'entre eux n'avait de revenus professionnels.

B.6. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 7, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés viole les articles 10 et 11 de la Constitution en imposant de prendre en compte, pour apprécier le montant de l'allocation à octroyer à un handicapé, les revenus de celui-ci ainsi que ceux de son conjoint ou de la personne avec qui le handicapé forme un ménage, dans la mesure où il a pour conséquence que dans l'hypothèse où les deux conjoints ou personnes formant un ménage sont l'un et l'autre handicapés et ont chacun des revenus professionnels, le revenu global de ceux-ci peut être inférieur à la somme des allocations pour handicapés auxquelles ils auraient droit s'ils n'avaient pas d'autres revenus.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 30 mai 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C – 2000/21331]

Uittreksel uit arrest nr. 65/2000 van 30 mei 2000

Rolnummer 1680

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, gesteld door de Arbeidrechtbank te Luik.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag*

Bij vonnis van 12 mei 1999 in zake M. Sulumete tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 19 mei 1999, heeft de Arbeidsrechtbank te Luik de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 [betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten] de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre het de verplichting oplegt rekening te houden, bij de beoordeling van de toe te kennen uitkering aan een gehandicapte, met de inkomsten van deze laatste alsook met die van zijn echtgenoot of van de persoon met wie de gehandicapte een gezin vormt, in de veronderstelling dat beide echtgenoten of de beide personen die een gezin vormen beiden gehandicapt zijn en om het voordeel van de uitkeringen verzoeken, wat inhoudt dat wanneer de echtgenoten beroepsinkomsten of een vervangingsinkomen genieten, een tweevoudige aftrek van die inkomsten wordt gedaan met als gevolg dat het paar waarvan beiden gehandicapt zijn, dan lagere inkomsten geniet dan een soortgelijk paar zou genieten dat onder dezelfde omstandigheden over geen beroepsinkomsten of vervangingsinkomen beschikt, terwijl de behoeften dezelfde zijn ? »

(...)

V. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de draagwijdte van de prejudiciële vraag

B.1.1. De prejudiciële vraag heeft betrekking op de verenigbaarheid van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet met artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

Uit de bewoordingen van de prejudiciële vraag en van de gegevens uit het dossier volgt dat de vraag betrekking heeft op het bijzondere punt of de voormelde bepaling niet discriminerend is, in zoverre zij bepaalt dat, om de uitkering te beoordelen die aan een gehandicapte moet worden toegekend, rekening wordt gehouden met het bedrag van zijn inkomsten alsmede met dat van de inkomsten van zijn echtgenoot of de persoon met wie de gehandicapte een huishouden vormt, wat impliceert dat, volgens de verwijzende rechter, in het geval waarin, zoals dat te dezen het geval is, de gehandicapte persoon die beroepsinkomsten heeft, een huishouden vormt met een andere gehandicapte die eveneens beroepsinkomsten geniet, een tweevoudige aftrek wordt toegepast op het bedrag van hun tegemoetkomingen zodat het paar waarvan beiden gehandicapt zijn dan lagere inkomsten geniet dan een paar waarvan beiden gehandicapt zijn zou genieten dat onder dezelfde omstandigheden over geen beroepsinkomsten of een vervangingsinkomen beschikt, terwijl hun behoeften dezelfde zijn.

B.1.2. Het Hof zal de verenigbaarheid van het voormelde artikel 7, § 1, onderzoeken in het enkele geval dat aldus in de door de verwijzende rechter gestelde prejudiciële vraag wordt beoogd.

Ten gronde

B.2. De tegemoetkomingen ten voordele van de gehandicapten maken het voorwerp uit van de wet van 27 februari 1987. Krachtens die wet bestaan er drie types van tegemoetkomingen : de inkomensvervangende tegemoetkoming, de integratietegemoetkoming en de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden (artikel 1).

De inkomensvervangende tegemoetkoming is bestemd voor gehandicapten wier verdienvermogen beperkt is en die niet over voldoende inkomsten beschikken, terwijl de integratietegemoetkoming bestemd is voor de gehandicapten die, door hun gebrek aan zelfredzaamheid, bijzondere onkosten moeten dragen. Die beide tegemoetkomingen kunnen afzonderlijk of samen worden toegekend (artikel 2).

Het bedrag van de inkomensvervangende tegemoetkoming kan schommelen naargelang de gerechtigde personen ten laste heeft, een alleenstaande of een samenwonende is, maar het moet, voor elke categorie, minstens gelijk zijn aan het bestaansminimum (artikel 6).

B.3.1. Het betwiste artikel 7, § 1, van de voormelde wet van 27 februari 1987 bepaalt dat het bedrag van de aan een gehandicapte verschuldigde tegemoetkomingen « wordt verminderd met het bedrag van het inkomen van de gehandicapte, van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij een huishouden vormt, dat meer beloopt dan de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen grenzen [...] ».

B.3.2. Tijdens de bespreking van die bepaling in de Commissie voor de tewerkstelling en het sociaal beleid in de Kamer, heeft de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid geoordeeld dat « het [...] inderdaad een probleem [is] voor de gehandicapte dat het inkomen van de persoon met wie hij een huishouden vormt wordt meegerekend. In de mate dat de middelen daartoe beschikbaar zijn, zal zij er naar streven het gezinsinkomen in zekere mate vrij te stellen. Omwille van de beperkte middelen en omwille van een tendens in de andere richting in de sociale zekerheid is het evenwel onmogelijk het gezinsinkomen volledig vrij te stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 1985-1986, nr. 448/4, p. 21).

Tijdens de bespreking in de Commissie voor de sociale zaken in de Senaat « [betreurt] een commissielid [...] de maatregelen die voorzien worden voor de ' samenwonenden ' en die zullen leiden tot een vermindering van hun inkomsten. De voorgestelde regeling zal de integratiekansen van die personen verminderen ». De Staatssecretaris heeft geantwoord dat « het [...] budgettair niet mogelijk [is] de maximumuitkering voor die categorie van personen te behouden door met het inkomen van de echtgenoot of van degene met wie men een huishouden vormt geen rekening te houden » (*Parl. St.*, Senaat, 1985-1986, nr. 335-2, pp. 14-15).

B.3.3. De regeling in verband met de tegemoetkomingen aan gehandicapten vormt een bijzonder stelsel van maatschappelijke hulp. Dat stelsel, dat niet uit bijdragen bestaat, wordt volledig gefinancierd door de algemene inkomsten van de Staat. Daaruit en uit de in B.3.2 geciteerde parlementaire voorbereiding volgt dat de wetgever redelijkerwijze vermocht te oordelen dat, om budgettaire redenen hij, voor de berekening van het bedrag van de tegemoetkomingen die moeten worden toegekend aan een gehandicapte die gehuwd is of een huishouden vormt, rekening zou houden met het beroepsinkomen van diens echtgenoot of de persoon waarmee hij een huishouden vormt. Luidens het betwiste artikel 7, § 1, wordt daarmee enkel rekening gehouden wanneer het bedrag van de inkomsten « meer beloopt dan de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen grenzen ».

B.4. Het Hof onderzoekt, zoals het daartoe door de verwijzende rechter wordt verzocht of, in het bijzondere geval van twee gehandicapten die gehuwd zijn of die een huishouden vormen en die beiden over beroepsinkomsten beschikken, de tweevoudige aftrek die voortvloeit uit die bepaling geen onevenredige gevolgen teweegbrengt.

B.5. Het Hof stelt vast dat de wetgever niet lijkt te hebben voorzien in het geval van twee gehandicapte echtgenoten die beiden beroepsinkomsten hebben. De in het geding zijnde bepaling behandelt op dezelfde wijze het paar dat gevormd wordt door een gehandicapte en een persoon die dat niet is, enerzijds, en het paar dat gevormd wordt door twee gehandicapten, anderzijds, en machtigt de Koning niet om terzake een gedifferentieerde behandeling vast te stellen.

Zo men het wettig kan oordelen dat, in het geval van een gehuwd paar waarvan beiden gehandicapt zijn en die elk inkomsten genieten, verminderingen kunnen worden toegepast op het bedrag van de tegemoetkoming die zij ontvangen, kan artikel 7, § 1, in zoverre het ertoe leidt dat een tweevoudige aftrek wordt toegepast op het bedrag van de tegemoetkoming van ieder van de twee gehandicapten die als een paar leven en een beroepsactiviteit hebben, onevenredige gevolgen kan teweegbrengen ten aanzien van het nagestreefde doel inzake hulp aan gehandicapten. Die maatregel is immers van dien aard dat hij tot gevolg heeft dat het algehele inkomen waarover de twee gehandicapten samen zullen beschikken kleiner zal zijn dan datgene dat zij zouden genieten indien geen van hen beroepsinkomsten had.

B.6. De prejudiciële vraag moet bevestigend worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het oplegt dat, om het bedrag van de uitkering te beoordelen die aan een gehandicapte moet worden toegekend, rekening moet worden gehouden met de inkomsten van laatstgenoemde alsook met die van zijn echtgenoot of van de persoon met wie de gehandicapte een huishouden vormt, in zoverre het tot gevolg heeft dat in het geval waarin de beide echtgenoten of personen die een huishouden vormen beiden gehandicapt zijn en beiden beroepsinkomsten genieten, hun algeheel inkomen kleiner kan zijn dan de som van de tegemoetkomingen aan gehandicapten waarop zij recht zouden hebben indien zij geen andere inkomsten hadden.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 30 mei 2000.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG
SCHIEDSHOF

[C – 2000/21331]

Auszug aus dem Urteil Nr. 65/2000 vom 30. Mai 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1680

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 7 § 1 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen, gestellt vom Arbeitsgericht Lüttich.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage

In seinem Urteil vom 12. Mai 1999 in Sachen M. Sulumete gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 19. Mai 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Lüttich folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 7 § 1 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 [über die Behindertenbeihilfen] gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er vorschreibt, daß bei der Ermittlung des Betrags der zu gewährenden Behindertenbeihilfe die Einkünfte des Behinderten zu berücksichtigen sind, sowie diejenigen seines Ehegatten oder der Person, mit der er einen Haushalt bildet, falls beide Ehegatten bzw. beide einen Haushalt bildenden Personen beide behindert sind und den Vorteil der Beihilfen beantragen, so daß, wenn die Eheleute Berufseinkünfte oder ein Ersatzeinkommen beziehen, ein doppelter Abzug dieser Einkünfte vorgenommen wird, was dazu führt, daß das Behindertenpaar niedrigere Einkünfte genießt als diejenigen, die ein Behindertenpaar ohne Berufseinkünfte oder Ersatzeinkommen unter den gleichen Umständen genießen würde, während die Bedürfnisse gleich sind?»

(...)

V. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Hinsicht auf die Tragweite der präjudiziellen Frage

B.1.1. Die präjudizielle Frage bezieht sich auf das Problem, ob Artikel 7 § 1 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen mit Artikel 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist.

Aus dem Wortlaut der präjudiziellen Frage und aus den Elementen des Dossiers geht hervor, daß sich die Frage speziell darauf bezieht, ob die obengenannte Bestimmung nicht diskriminierend ist, insoweit sie vorschreibt, daß bei der Ermittlung des einem Behinderten zu gewährenden Betrags seine eigenen Einkünfte sowie die seines Ehepartners oder der Person, mit der der Behinderte einen Haushalt bildet, berücksichtigt werden, was dem Verweisungsrichter zufolge bedeutet, daß in dem Fall, in dem, wie im vorliegenden Fall, die behinderte Person, die über Berufseinkünfte verfügt, mit einer anderen behinderten, über Berufseinkünfte verfügenden Person einen Haushalt bildet, ein doppelter Abzug auf den Betrag ihrer Beihilfen vorgenommen wird, so daß ein Paar, bei dem beide behindert sind, über niedrigere Einkünfte als diejenigen verfügt, die ein Behindertenpaar ohne Berufseinkünfte oder Ersatzeinkommen unter den gleichen Umständen beziehen würde, während ihre Bedürfnisse gleich sind.

B.1.2. Der Hof wird die Vereinbarkeit des o.a. Artikels 7 § 1 nur in dem Fall untersuchen, auf den sich die vom Verweisungsrichter gestellte präjudizielle Frage bezieht.

Zur Hauptsache

B.2. Die Beihilfen zugunsten der Behinderten sind Gegenstand des Gesetzes vom 27. Februar 1987. Kraft dieses Gesetzes gibt es drei Arten von Beihilfen: die einkommensersetzende Beihilfe, die Eingliederungsbeihilfe und die Beihilfe für Seniorenbeistand (Artikel 1).

Die einkommensersetzende Beihilfe ist für Behinderte bestimmt, deren Erwerbsfähigkeit eingeschränkt ist und die nicht über ausreichende Einkünfte verfügen, während die Eingliederungsbeihilfe für jene Behinderten bestimmt ist, die sich nicht selbst versorgen können und deshalb besondere Unkosten tragen müssen. Diese beiden Beihilfen können getrennt oder zusammen gewährt werden (Artikel 2).

Der Betrag der einkommensersetzenden Beihilfe kann sich danach richten, ob der Bezugsberechtigte Personen zu Lasten hat, alleinstehend ist oder mit einer anderen Person zusammenwohnt, muß aber für jede Kategorie mindestens dem Betrag des Existenzminimums entsprechen (Artikel 6).

B.3.1. Der beanstandete Artikel 7 § 1 des obengenannten Gesetzes vom 27. Februar 1987 schreibt vor, daß der Betrag der einem Behinderten zustehenden Beihilfen «herabgesetzt wird um den Betrag des Einkommens des Behinderten, seines Ehepartners oder seines Lebenspartners, der die vom König mittels eines im Ministerrat beratenen Erlasses festzulegenden Grenzen überschreitet [...]».

B.3.2. Während der Besprechung dieser Bestimmung im Ausschuß für Beschäftigung und Sozialpolitik in der Kammer hat die Staatssekretärin für Volksgesundheit und Behindertenpolitik geurteilt, daß «es in der Tat ein Problem ist für den Behinderten, daß das Einkommen der mit ihm zusammenlebenden Person mitgerechnet wird. In dem Maße, wie die Mittel dafür verfügbar sind, wird sie darauf hinarbeiten, daß das Familieneinkommen in gewissem Maße nicht berücksichtigt wird. Wegen der begrenzten Mittel und wegen einer gegenläufigen Tendenz in der Sozialsicherheit ist es jedoch unmöglich, das Familieneinkommen völlig unberücksichtigt zu lassen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1985-1986, Nr. 448/4, S. 21).

Während der Besprechung im Ausschuß für Sozialangelegenheiten im Senat «bedauert ein Ausschußmitglied die Maßnahmen, die für die 'Zusammenwohnenden' vorgesehen werden und die zu einer Verringerung ihrer Einkünfte führen werden. Die vorgeschlagene Regelung wird die Eingliederungsmöglichkeiten dieser Personen verringern». Der Staatssekretär hat geantwortet, daß «es haushaltsmäßig nicht möglich ist, die maximale Beihilfe für diese Kategorie von Personen beizubehalten, indem man das Einkommen des Ehepartners oder des Lebenspartners nicht berücksichtigt» (*Parl. Dok.*, Senat, 1985-1986, Nr. 335-2, SS. 14-15).

B.3.3. Die Regelung im Zusammenhang mit den Behindertenbeihilfen stellt ein besonderes System der Sozialhilfe dar. Dieses System, das nicht von Beiträgen getragen wird, wird vollständig durch die allgemeinen Einkünfte des Staates finanziert. Daraus und aus den in B.3.2 zitierten Vorarbeiten ergibt sich, daß der Gesetzgeber vernünftigerweise urteilen konnte, daß aus haushaltsmäßigen Gründen für die Berechnung des einem verheirateten oder in Lebensgemeinschaft lebenden Behinderten zustehenden Betrags das Berufseinkommen dessen Ehepartners oder Lebenspartners berücksichtigt wird. Laut dem beanstandeten Artikel 7 § 1 wird dieses Berufseinkommen nur berücksichtigt, wenn der Betrag der Einkünfte «die vom König mittels eines im Ministerrat beratenen Erlasses festzulegenden Grenzen überschreitet».

B.4. Der Hof untersucht - im Sinne des Verweisungsrichters -, ob in dem besonderen Fall von zwei miteinander verheirateten oder in Lebensgemeinschaft lebenden und über zwei Einkommen verfügenden Behinderten der aus dieser Bestimmung sich ergebende doppelte Abzug nicht zu unverhältnismäßigen Folgen führt.

B.5. Der Hof stellt fest, daß der Gesetzgeber anscheinend nicht den Fall zweier behinderter Ehepartner vorgesehen hat, die beide über Berufseinkünfte verfügen. Die beanstandete Bestimmung behandelt auf gleiche Weise das Paar, bei dem nur ein Partner behindert ist, einerseits und das Paar, bei dem beide Partner behindert sind, andererseits und ermächtigt den König nicht, diesbezüglich eine differenzierte Behandlung festzulegen.

Wenn man es als legal beurteilen kann, daß in dem Fall, in dem beide Ehepartner behindert sind und beide über Einkünfte verfügen, Abzüge vorgenommen werden können auf den Betrag der ihnen gewährten Beihilfe, dann kann Artikel 7 § 1, insoweit er dazu führt, daß ein doppelter Abzug vorgenommen wird auf den Betrag der Beihilfe eines jeden der beiden Behinderten, die als Paar zusammenleben und beruflich tätig sind, hinsichtlich des angestrebten Ziels bezüglich der Behindertenhilfe unverhältnismäßige Folgen nach sich ziehen. Diese Maßnahme kann nämlich dazu führen, daß das den beiden Behinderten zur Verfügung stehende Gesamteinkommen niedriger sein wird als das Einkommen, das sie beziehen würden, wenn keiner von beiden über Berufseinkünfte verfügen würde.

B.6. Die präjudizielle Frage muß positiv beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Indem Artikel 7 § 1 des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen vorschreibt, daß zur Ermittlung des Betrags der einem Behinderten zu gewährenden Behindertenbeihilfe die Einkünfte des Behinderten sowie die seines Ehepartners oder seines Lebenspartners berücksichtigt werden müssen, verstößt er gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit er dazu führt, daß in dem Fall, in dem die beiden Ehepartner oder Lebenspartner beide behindert sind und beide Berufseinkünfte beziehen, ihr Gesamteinkommen niedriger sein kann als der Gesamtbetrag der Behindertenbeihilfen, der ihnen zustünde, wenn sie über keine anderen Einkünfte verfügen würden.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Mai 2000

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C – 2000/21350]

Uittreksel uit arrest nr. 79/2000 van 21 juni 2000

Rolnummer 1666

In zake : de prejudiciële vraag betreffende de artikelen 192, 195, 196, 197, 199 en 200 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gesteld door de vrederechter van het kanton Torhout.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters G. De Baets en M. Melchior, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, A. Arts en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter G. De Baets,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vraag

Bij vonnis van 27 april 1999 in zake B. Billiet, G. Kisters en B. Kisters, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 3 mei 1999, heeft de vrederechter van het kanton Torhout de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Worden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met artikel 144 van de Grondwet en de artikelen 6, § 1, en 14 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden geschonden door :

— de procedure bepaald door de artikelen 189 en volgende van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, in het bijzonder de artikelen 195, 196, 199 en 200,

nu het geschil nopens de waardebepaling van de goederen aan de grondrechter onttrokken wordt en dat de rechter die te oordelen heeft over de aanstelling van deskundigen betrekkelijk een controleschatting de werkelijke macht wordt ontnomen om de schattingswaarde vast te stellen, terwijl de uiteindelijke en definitieve beslissing om de waarde van de goederen te bepalen in handen wordt gelegd van een deskundige of een college van deskundigen, buiten het geval van het akkoord daaromtrent van partijen,

nu de verkrijgende partij (zoals genoemd in artikel 190) (*in casu* de consorten Kisters) het recht wordt ontzegd hun middelen van verdediging ten volle aan te wenden en uit te putten, tot dewelke het recht om rechtsmiddelen aan te wenden tegen de uiteindelijke waardebepaling, nu artikel 199 W. Reg. uitdrukkelijk voorziet dat de beslissing van de deskundige(n) voor geen beroep vatbaar is,

— de wettelijke regels die toepasselijk zijn op de controleschatting zoals vastgelegd in het Wetboek der registratierechten, meer in het bijzonder de artikelen 192, 195, 196, 197, 199 en 200 van desbetreffend wetboek, in die zin geïnterpreteerd dat zij de door de vrederechter aangestelde deskundige niet zouden verplichten de regels na te leven betreffende het contradictoir karakter, die in burgerlijke zaken bij de artikelen 962 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zijn vastgesteld of op zijn minst een minimum aan regels betreffende het contradictoir karakter; en, in voorkomend geval, de artikelen 2, 962 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, indien zij in die zin worden geïnterpreteerd dat het binnen het kader van de ' controleschatting ' bevolen deskundigenonderzoek van hun toepassingsfeer worden [lees : wordt] uitgesloten,

terwijl de overeenkomstig het gemeen recht en de bij toepassing van artikel 185 W. Reg. aangestelde deskundigen wel ertoe zijn gehouden de regels betreffende het contradictoir karakter na te leven door toepassing van de artikelen 962 en volgende van het Ger. W. ? »

(...)

V. *In rechte*

(...)

B.1. De verwijzende rechter vraagt aan het Hof of de artikelen 192, 195, 196, 197, 199 en 200 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk beschouwd of in samenhang gelezen met artikel 144 van de Grondwet en de artikelen 6.1 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat zij de verkoopwaarde van de goederen zouden laten afhangen van een niet-tegensprekelijke schatting en zonder rechtsmiddel.

De vraag roept op tot een vergelijking tussen de situatie van belastingplichtigen wier goederen inzake registratierechten aan een controleschatting worden onderworpen en de situatie van personen die in het kader van de gemeenschappelijke rechtspleging worden geconfronteerd met een deskundig onderzoek. In dit opzicht zijn de bedoelde categorieën van personen vergelijkbaar inzonderheid wat de beoordelingsbevoegdheid van de rechter ten aanzien van de expertise betreft.

B.2.1. Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten onderwerpt de verkopeningen, ruilingen en alle overeenkomsten onder bezwarende titel waarbij eigendom of gebruik van onroerende goederen wordt overgedragen, aan een registratierecht van 12,50 pct. Ten aanzien van verkopeningen wordt dat recht overeenkomstig artikel 45 vereffend « op het bedrag van [de] bedongen prijs en lasten ».

Artikel 46 van hetzelfde Wetboek bepaalt :

« Evenwel mag de belastbare grondslag in geen geval lager zijn dan de verkoopwaarde van de overgedragen onroerende goederen. »

B.2.2. De in het geding zijnde bepalingen maken deel uit van titel I (registratierechten), hoofdstuk X (bewijsmiddelen), afdeling II (controleschatting) van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, dat werd ingevoerd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947.

Artikel 189 van het voormelde Wetboek biedt aan de ontvanger der registratie de mogelijkheid om in voorkomend geval — naast de bewijsmogelijkheden bedoeld in artikel 185 van dat Wetboek — tot de controleschatting te doen overgaan om de verkoopwaarde van het betrokken goed te laten bepalen door één of drie deskundigen teneinde de ontoereikendheid van de uitgedrukte prijs of van de aangegeven waarde aan te tonen. De artikelen 190 tot 200 regelen alle modaliteiten van die controleschatting.

B.2.3. De rol van de rechter in het stelsel van de controleschatting inzake de registratierechten is beperkt tot het aanwijzen, bij ontstentenis van een desbetreffend akkoord, van één of drie deskundigen (artikel 192), het beoordelen van eventuele verzoeken tot wraking van de aldus aangewezen deskundige(n) (artikel 194) en het beslechten van vorderingen tot vernietiging van de schatting « wegens overtreding van de wet, wegens stoffelijke vergissing of wegens schending van de substantiële vormen ». In geval van vernietiging op een van de voormelde gronden wordt door de rechtbank een nieuwe schatting bevolen (artikel 199).

De partijen worden door de deskundige(n) gehoord en de bescheiden die aan de deskundigen ter inzage worden gegeven, moeten tevens aan de andere partij worden bezorgd (artikel 195). De deskundigen brengen hun advies uit « op beredeneerde wijze en met bewijsgronden tot staving, zonder enige beperking noch voorbehoud » (artikel 196, tweede lid). De rechter kan de waardebepaling van de deskundige(n) niet beoordelen. Buiten de in de wet opgesomde gronden tot nietigverklaring van de schatting zijn de werkzaamheden van de deskundige(n) niet voor betwisting vatbaar en tegen de beslissing van de deskundige(n) is geen hoger beroep mogelijk (artikel 199). Indien de geschatte waarde hoger is dan de opgegeven prijs of aangegeven waarde, moet de verkrijger het bijkomend recht betalen, vermeerderd met de moratoire intresten en in voorkomend geval met de kosten van de procedure en een boete (artikel 200).

B.3. In het gemeenschappelijke stelsel van het Gerechtelijk Wetboek (artikelen 962 en volgende) kan een partij de vraag naar de opportuniteit van de expertise laten beslechten door de rechter.

Het Gerechtelijk Wetboek regelt de wraking en vervanging van de deskundigen (artikelen 966 tot 970 en 977) en de tegensprekelijkheid van de verrichtingen (artikelen 972 e.v.). Na afloop van de verrichtingen geven de deskundigen kennis van hun bevindingen aan de partijen, wier opmerkingen zij aantekenen (artikel 978).

Artikel 973 bepaalt uitdrukkelijk dat de deskundigen hun opdracht vervullen « onder toezicht van de rechter ». Indien de rechter in het verslag geen voldoende opheldering vindt, kan hij een aanvullend onderzoek of een nieuw onderzoek bevelen (artikel 987).

Artikel 986 van het Gerechtelijk Wetboek luidt :

« De rechters zijn niet verplicht het advies van de deskundigen te volgen, indien het strijdig is met hun overtuiging. »

B.4.1. Met de controleschatting wordt een correcte vaststelling van de belastbare grondslag van de registratierechten bij de verkoop van onroerende goederen beoogd.

Het gegeven dat daarbij wordt afgeweken van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek inzake het deskundig onderzoek houdt op zich nog geen miskenning van de regels van gelijkheid en niet-discriminatie in.

B.4.2. De controleschatting is niet enkel bedoeld om belastingontduiking tegen te gaan (« Onverminderd de toepassing van de bepalingen betreffende het bewimpelen van prijs » — artikel 189), maar om, in de gevallen waarin de uitgedrukte prijs of de aangegeven waarde ontoereikend zouden lijken, te waarborgen dat overeenkomstig het hiervoor geciteerde artikel 46 wordt uitgegaan van de werkelijke verkoopwaarde van de overgedragen onroerende goederen als minimale belastbare grondslag.

Rekening houdend met die doelstelling en met de aard van de belastbare grondslag — die niet vooraf bepaalbaar is want afhankelijk van de schommelingen in vraag en aanbod in de immobiliënsector — is het redelijkerwijze verantwoord dat de fiscale administratie — naast de gemeenschappelijke bewijsmiddelen waarover zij beschikt — een controleschatting kan vorderen teneinde de ontoereikendheid van de uitgedrukte prijs of de aangegeven waarde te doen blijken en daartoe de aanstelling, door de rechter, van één of drie deskundigen, kan vragen.

Het is niet kennelijk onredelijk dat de opportuniteit van de vordering tot controleschatting — in tegenstelling tot wat in de regel het geval is bij een gemeenschappelijke vordering tot een deskundigenonderzoek — niet aan de beoordeling van de rechter staat.

Het gegeven dat de controleschatting niet aan de artikelen 962 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek is onderworpen, inzonderheid — zoals in de prejudiciële vraag wordt gespecificeerd — wat het tegensprekelijk karakter ervan betreft, houdt geen discriminatie in van de belastingplichtigen wier goederen inzake registratierechten aan een controleschatting worden onderworpen. Krachtens artikel 195 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten moeten de partijen immers door de deskundige(n) worden gehoord en moeten de bescheiden die aan de deskundigen ter inzage worden gegeven, tevens aan de andere partij worden meegedeeld.

B.4.3. Hieruit volgt dat noch de artikelen 192, 195 en 196 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten — op zich genomen en los van het gezag dat in de navolgende artikelen aan het optreden van de deskundige(n) wordt verleend — noch de artikelen 2 en 962 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, geïnterpreteerd zoals in de prejudiciële vraag, in strijd zijn met het beginsel van de gelijkheid en de niet-discriminatie vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.5.1. Het Hof stelt vast dat de controleschatting bepalend is voor het al dan niet verschuldigd zijn, niet alleen van een bijkomend registratierecht en van nalatigheidsinteressen, maar bovendien, wanneer het vastgestelde tekort gelijk is aan of hoger is dan het achtste van de opgegeven prijs of van de aangegeven waarde, van een boete gelijk aan het bedrag van de ontdoken rechten alsook van de kosten van de procedure, ook al is er van prijsbewimpeling of veinzing geen sprake (artikelen 200, 201 en 203 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten).

B.5.2. Uit de artikelen 197 en 199 blijkt dat de bevindingen van de deskundige(n) niet ter discussie kunnen worden gesteld en dat de rechter de waardebepaling van de deskundigen niet kan herzien. Hij kan enkel nog een nieuwe schatting bevelen indien hij vaststelt dat de wet werd overtreden, dat een materiële vergissing werd begaan of dat een substantieel vormvoorschrift werd miskend.

B.5.3. Doordat, in tegenstelling tot wat het geval is met een deskundig onderzoek zoals geregeld in het Gerechtelijk Wetboek, de rechter geen enkele toetsing kan uitoefenen over de waardebepaling door de deskundigen in de procedure bedoeld door de artikelen 192, 195, 196, 197, 199 en 200 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, worden bijgevolg de artikelen 10 en 11 van de Grondwet geschonden door die artikelen 197 en 199.

Het feit dat de controleschatting beoogt de belangen van de Schatkist te vrijwaren is geen voldoende verantwoording om in een dergelijke van het gemeen recht afwijkende behandeling te voorzien : die belangen mogen de burgers niet op discriminerende wijze bezwaren.

B.5.4. Er is geen aanleiding om bovendien te onderzoeken of, zoals in de prejudiciële vraag is voorgesteld, er al dan niet een schending is van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 6.1 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, en daarbij uit te maken of de bepalingen van die verdragsartikelen te dezen wel van toepassing zijn. Die aanleiding bestaat evenmin ten aanzien van artikel 144 van de Grondwet, dat zich ertoe beperkt te stellen dat geschillen over burgerlijke rechten bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de rechtbanken behoren.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

— De artikelen 192, 195, 196 en 200 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

— De artikelen 197 en 199 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 juni 2000.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

G. De Baets.

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2000/21350]

Extrait de l'arrêt n° 79/2000 du 21 juin 2000

Numéro du rôle : 1666

En cause : la question préjudicielle concernant les articles 192, 195, 196, 197, 199 et 200 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, posée par le juge de paix du canton de Torhout.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents G. De Baets et M. Melchior, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, A. Arts et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président G. De Baets,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle*

Par jugement du 27 avril 1999 en cause de B. Billiet, G. Kisters et B. Kisters, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 3 mai 1999, le juge de paix du canton de Torhout a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 10 et 11 de la Constitution, pris isolément ou lus conjointement avec l'article 144 de la Constitution et les articles 6, § 1^{er}, et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sont-ils violés par :

— la procédure prévue par les articles 189 et suivants du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en particulier les articles 195, 196, 199 et 200,

dès lors que la contestation portant sur la détermination de la valeur des biens est soustraite au juge du fond et que le juge qui doit apprécier la désignation d'experts concernant une expertise de contrôle se voit privé du pouvoir réel de déterminer la valeur d'expertise, cependant que la décision finale et définitive consistant à déterminer la valeur des biens est confiée à un expert ou à un collège d'experts, en dehors du cas de l'accord des parties à ce sujet,

dès lors que la partie acquéreuse (comme l'appelle l'article 190) (en l'occurrence, les consorts Kisters) se voit privée du droit d'utiliser pleinement et d'épuiser ses moyens de défense, parmi lesquels le droit d'utiliser des voies de recours contre la détermination finale de la valeur, puisque l'article 199 du Code des droits d'enregistrement prévoit explicitement que la décision du ou des experts n'est susceptible d'aucun recours,

— les règles légales applicables à l'expertise de contrôle prévue par le Code des droits d'enregistrement, plus particulièrement les articles 192, 195, 196, 197, 199 et 200 de ce Code interprétés en ce sens que ces dispositions ne pourraient obliger l'expert désigné par le juge de paix à respecter les règles concernant le caractère contradictoire, qui sont fixées, en matière civile, par les articles 962 et suivants du Code judiciaire ou pour le moins un minimum de règles concernant le caractère contradictoire; et, le cas échéant, les articles 2, 962 et suivants du Code judiciaire, s'ils sont interprétés en ce sens que l'expertise ordonnée dans le cadre de l'expertise de contrôle est exclue de leur champ d'application.

alors que les experts désignés conformément au droit commun et en application de l'article 185 du Code des droits d'enregistrement sont effectivement tenus de respecter les règles concernant le caractère contradictoire par application des articles 962 et suivants du Code judiciaire ? »

(...)

V. En droit

(...)

B.1. Le juge *a quo* demande à la Cour si les articles 192, 195, 196, 197, 199 et 200 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe violent les articles 10 et 11 de la Constitution, pris isolément ou lus en combinaison avec l'article 144 de la Constitution et avec les articles 6.1 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme en ce qu'ils feraient dépendre la valeur vénale des biens d'une expertise non contradictoire et sans recours.

La question invite à comparer la situation des contribuables dont le bien est soumis à une expertise de contrôle en matière de droits d'enregistrement et celle des personnes qui sont concernées par une expertise dans le cadre d'une procédure de droit commun. Sous ce rapport, les catégories de personnes visées sont comparables, en particulier en ce qui concerne le pouvoir d'appréciation du juge à l'égard de l'expertise.

B.2.1. L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe soumet les ventes, échanges et toutes conventions translatives à titre onéreux de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à un droit d'enregistrement de 12,50 p.c. En ce qui concerne les ventes, ce droit est liquidé, conformément à l'article 45, « sur le montant du prix et des charges stipulés ».

L'article 46 du même Code dispose :

« Toutefois, la base imposable ne peut, en aucun cas, être inférieure à la valeur vénale des immeubles transmis. »

B.2.2. Les dispositions en cause font partie du titre Ier (droit d'enregistrement), chapitre X (moyens de preuve), section II (expertise de contrôle) du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe établi par l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

L'article 189 dudit Code confère au receveur de l'enregistrement la faculté de requérir le cas échéant, indépendamment des modes de preuve visés à l'article 185 de ce Code, une expertise de contrôle pour faire déterminer, par un ou trois experts, la valeur vénale du bien concerné, en vue d'établir l'insuffisance du prix énoncé ou de la valeur déclarée. Les articles 190 à 200 règlent toutes les modalités de cette expertise de contrôle.

B.2.3. Le rôle du juge dans le régime de l'expertise de contrôle en matière de droits d'enregistrement se limite à désigner un ou trois experts, à défaut d'un accord entre les parties sur ce point (article 192), à statuer sur les éventuelles demandes de récusation de l'expert ou des experts ainsi désignés (article 194) et à se prononcer sur les demandes de nullité de l'expertise « pour contravention à la loi, pour erreur matérielle ou pour violation des formes substantielles ». Si la nullité est prononcée pour l'un de ces motifs, le tribunal ordonne une nouvelle expertise (article 199).

Les experts entendent les parties dans leurs dires et observations et tout document communiqué aux experts par l'une des parties doit en même temps être envoyé à la partie adverse (article 195). Les experts énoncent leur avis « de manière raisonnée et avec justifications à l'appui, sans aucune restriction ni réserve » (article 196, alinéa 2). Le juge ne peut pas se prononcer sur l'évaluation des experts. Hormis les causes de nullité de l'expertise énumérées dans la loi, le travail des experts ne peut être contesté et leur décision n'est susceptible d'aucun recours (article 199). Si la valeur estimée est supérieure au prix énoncé ou à la valeur déclarée, l'acquéreur doit payer les droits supplémentaires, augmentés des intérêts moratoires et, le cas échéant, des frais de procédure ainsi que d'une amende (article 200).

B.3. Dans le régime de droit commun du Code judiciaire (articles 962 et suivants), une partie peut faire trancher par le juge la question de l'opportunité de l'expertise.

Le Code judiciaire règle la récusation et le remplacement des experts (articles 966 à 970 et 977) et le caractère contradictoire des opérations (articles 972 et s.). A l'issue de celles-ci, les experts donnent connaissance de leurs constatations aux parties et actent leurs observations (article 978).

L'article 973 dispose expressément que les experts procèdent à leur mission « sous le contrôle du juge ». Si le juge ne trouve pas dans le rapport les éclaircissements suffisants, il peut ordonner soit un complément d'expertise, soit une nouvelle expertise (article 987).

L'article 986 du Code judiciaire dispose :

« Les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose. »

B.4.1. L'expertise de contrôle vise à fixer correctement la base imposable des droits d'enregistrement lors de la vente de biens immobiliers.

La circonstance qu'il soit dérogé, à cette occasion, aux dispositions du Code judiciaire en matière d'expertise ne constitue pas en soi une violation des règles d'égalité et de non-discrimination.

B.4.2. L'expertise de contrôle ne vise pas seulement à combattre la fraude fiscale (« Sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la dissimulation de prix » — article 189), mais aussi à garantir, dans les cas où le prix énoncé ou la valeur déclarée sembleraient insuffisants, que la valeur vénale réelle des immeubles transmis serve de base imposable minimale conformément à l'article 46 cité plus haut.

Compte tenu de cet objectif et de la nature de la base imposable — qui ne peut être déterminée préalablement parce qu'elle dépend des fluctuations de l'offre et de la demande dans le secteur immobilier —, il est raisonnablement justifié que l'administration fiscale, outre les moyens de preuve de droit commun dont elle dispose, puisse requérir une expertise de contrôle en vue d'établir l'insuffisance du prix énoncé ou de la valeur déclarée, et demander à cette fin la désignation, par le juge, d'un ou de trois experts.

Il n'est pas manifestement déraisonnable que l'opportunité de la demande d'expertise de contrôle ne soit pas soumise à l'appréciation du juge, contrairement à la règle générale dans le cas d'une demande d'expertise en droit commun.

La circonstance que l'expertise de contrôle ne soit pas soumise aux articles 962 et suivants du Code judiciaire, en particulier — comme le précise la question préjudicielle — pour ce qui est de son caractère contradictoire, ne discrimine pas les redevables dont les biens sont soumis, en matière de droits d'enregistrement, à une expertise de contrôle. En vertu de l'article 195 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les parties doivent en effet être entendues par le ou les experts et les documents qui sont remis aux experts pour consultation doivent également être communiqués à la partie adverse.

B.4.3. Il s'ensuit que ni les articles 192, 195 et 196 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en eux-mêmes et indépendamment de l'autorité conférée, dans les articles suivants, à l'intervention du ou des experts, ni les articles 2 et 962 et suivants du Code judiciaire, dans l'interprétation du juge *a quo*, ne violent le principe d'égalité et de non-discrimination contenu dans les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.5.1. La Cour constate que l'expertise de contrôle est déterminante pour le paiement ou non, par la partie acquéreuse, non seulement d'un droit supplémentaire et d'intérêts moratoires, mais en outre d'une amende égale au montant des droits éludés et des frais de la procédure, lorsque l'insuffisance constatée atteint ou dépasse le huitième du prix énoncé ou de la valeur déclarée, même s'il n'est pas question de dissimulation du prix ou de simulation (articles 200, 201 et 203 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe).

B.5.2. Il ressort des articles 197 et 199 que les constatations du ou des experts ne peuvent pas être contestées et que le juge ne peut revoir la valeur déterminée par les experts. Il peut seulement ordonner une nouvelle expertise s'il constate une contravention à la loi, une erreur matérielle ou une violation des formes substantielles.

B.5.3. En conséquence, les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés par lesdits articles 197 et 199 en ce que, contrairement au cas de l'expertise réglée par le Code judiciaire, le juge ne peut exercer aucun contrôle de la valeur déterminée par les experts dans la procédure visée par les articles 192, 195, 196, 197, 199 et 200 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Le fait que l'expertise de contrôle vise à préserver les intérêts du Trésor ne constitue pas une justification suffisante pour prévoir un tel traitement dérogatoire au droit commun : ces intérêts ne doivent pas peser sur les citoyens de manière discriminatoire.

B.5.4. Il n'y a pas lieu d'examiner en outre si, comme le suggère la question préjudicielle, les articles 10 et 11 de la Constitution lus conjointement avec les articles 6.1 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme sont violés et de vérifier à cette occasion si les dispositions de ces articles de la susdite Convention sont applicables en l'espèce. Il n'y a pas davantage lieu de le faire à propos de l'article 144 de la Constitution, qui se borne à prévoir que les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

— Les articles 192, 195, 196 et 200 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

— Les articles 197 et 199 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 juin 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

G. De Baets.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C – 2000/21350]

Auszug aus dem Urteil Nr. 79/2000 vom 21. Juni 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1666

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf die Artikel 192, 195, 196, 197, 199 und 200 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, gestellt vom Friedensrichter des Kantons Torhout.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden G. De Baets und M. Melchior, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, A. Arts und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden G. De Baets,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage

In seinem Urteil vom 27. April 1999 in Sachen B. Billiet, G. Kisters und B. Kisters, dessen Ausfertigung am 3. Mai 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Friedensrichter des zweiten Kantons Torhout folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Werden die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 144 der Verfassung und den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, verletzt durch

— das Verfahren nach den Artikeln 189 ff. des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, insbesondere den Artikeln 195, 196, 199 und 200,

da der Streitfall bezüglich der Wertermittlung der Güter dem Tatrichter entzogen wird und dem Richter, der über die Bestellung von Sachverständigen hinsichtlich der Nachprüfungsbegutachtung zu entscheiden hat, die tatsächliche Befugnis entzogen wird, den Schätzwert zu ermitteln, während letzten Endes die endgültige Entscheidung zur Wertermittlung der Güter einem Sachverständigen bzw. einem Sachverständigengremium anheimgestellt wird, außer im Falle einer diesbezüglichen Einigung der Parteien,

da der erwerbenden Partei (im Sinne von Artikel 190) (im vorliegenden Fall den Parteien Kisters) das Recht versagt wird, ihre Verteidigungsmittel in vollem Umfang einzusetzen und zu erschöpfen, darunter das Recht, alle Rechtsmittel gegen die endgültige Wertermittlung einzulegen, nachdem Artikel 199 des Gesetzbuches über die Registrierungsgebühren ausdrücklich vorsieht, daß die Entscheidung des bzw. der Sachverständigen nicht berufungsfähig ist.

— die auf die Nachprüfungsbegutachtung im Sinne des Gesetzbuches über die Registrierungsgebühren anwendbaren gesetzlichen Vorschriften, insbesondere die Artikel 192, 195, 196, 197, 199 und 200 dieses Gesetzbuches, dahingehend ausgelegt, daß sie den vom Friedensrichter bestellten Sachverständigen nicht dazu verpflichten würden, die Regeln bezüglich der kontradiktorischen Beschaffenheit, die in Zivilsachen in den Artikeln 962 ff. des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen sind, oder wenigstens ein Mindestmaß an Regeln bezüglich der kontradiktorischen Beschaffenheit zu beachten, und vorkommendenfalls die Artikel 2, 962 ff. des Gerichtsgesetzbuches, wenn sie dahingehend ausgelegt werden, daß die im Rahmen der 'Nachprüfungsbegutachtung' angeordnete Begutachtung von ihrem Anwendungsbereich ausgeschlossen wird,

während die gemäß dem gemeinen Recht und die in Anwendung von Artikel 185 des Gesetzbuches über die Registrierungsgebühren bestellten Sachverständigen sehr wohl dazu gehalten sind, die kontradiktorische Beschaffenheit unter Anwendung der Artikel 962 ff. des Gerichtsgesetzbuches zu beachten? »

(...)

V. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Der Verweisungsrichter fragt den Hof, ob die Artikel 192, 195, 196, 197, 199 und 200 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 144 der Verfassung und den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, verstoßen, indem sie den Verkaufswert der Güter abhängig machen von einer nichtkontradiktorischen und nichtberufungsfähigen Schätzung.

Die Frage fordert einen Vergleich heraus zwischen der Situation Steuerpflichtiger, deren Güter, was die Registrierungsgebühren angeht, einer Kontrollschätzung unterworfen werden, und der Situation von Personen, die im Rahmen des gemeinrechtlichen Verfahrens mit der Untersuchung durch einen Sachverständigen konfrontiert werden. In dieser Hinsicht sind die genannten Kategorien von Personen miteinander vergleichbar, insbesondere was die Beurteilungsbefugnis des Richters hinsichtlich der Expertise angeht.

B.2.1. Artikel 44 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren unterwirft die Verkäufe, Tauschgeschäfte und alle Verträge gegen Entgelt, mit denen Eigentum oder Nutznießung von unbeweglichen Gütern übertragen wird, einer Registrierungsgebühr von 12,50 Prozent. Hinsichtlich von Verkäufen wird diese Gebühr in Übereinstimmung mit Artikel 45 « auf den Betrag des vereinbarten Preises und der vereinbarten Lasten » entrichtet.

Artikel 46 desselben Gesetzbuches bestimmt:

« Allerdings darf die Besteuerungsgrundlage in keinem Fall den Verkaufswert der übertragenen unbeweglichen Güter unterschreiten. »

B.2.2. Die beanstandeten Bestimmungen sind Teil von Titel I (Registrierungsgebühren), Kapitel X (Beweismittel), Abschnitt II (Kontrollschätzung) des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, das durch den — durch das Gesetz vom 16. Juni 1947 bestätigten — königlichen Erlaß Nr. 64 vom 30. November 1939 eingeführt wurde.

Artikel 189 des obengenannten Gesetzbuches bietet dem Registrierungseinnehmer die Möglichkeit, ggf. — zusätzlich zu den in Artikel 185 dieses Gesetzbuches vorgesehenen Beweismöglichkeiten — eine Kontrollschätzung zur Bestimmung des Verkaufswerts des betreffenden Guts durch einen oder drei Sachverständige vornehmen zu lassen, um die Unzulänglichkeit des angegebenen Preises oder des angegebenen Wertes nachzuweisen. Die Artikel 190 bis 200 regeln alle Modalitäten dieser Kontrollschätzung.

B.2.3. Die Rolle des Richters im System der Kontrollschätzung hinsichtlich der Registrierungsgebühren beschränkt sich — wenn keine Einigung erzielt wird — auf die Bestellung von einem oder drei Sachverständigen (Artikel 192), die Beurteilung eventueller Anträge auf Ablehnung des (der) so bestellten Sachverständigen (Artikel 194) und die Beurteilung von Anträgen auf Nichtigklärung der Schätzung « wegen Übertretung des Gesetzes, wegen materiellen Irrtums oder wegen Verletzung wesentlicher Formvorschriften ». Im Falle der Nichtigklärung aus einem der obengenannten Gründe wird durch das Gericht eine neue Schätzung angeordnet (Artikel 199).

Die Parteien werden von dem (den) Sachverständigen angehört, und die den Sachverständigen zur Einsichtnahme überlassenen Unterlagen müssen gleichzeitig der anderen Partei ausgehändigt werden (Artikel 195). Die Sachverständigen geben ihr « begründetes und mit unterstützende Beweisen belegtes Gutachten ab, ohne irgendeine Einschränkung oder Vorbehalt » (Artikel 196 Absatz 2). Der Richter kann die Wertbestimmung des (der) Sachverständigen nicht beurteilen. Unter Ausnahme der im Gesetz aufgeführten Gründe für eine Nichtigklärung der Schätzung kann die Arbeit des (der) Sachverständigen nicht beanstandet werden, und gegen die Entscheidung des (der) Sachverständigen ist keine Berufung möglich (Artikel 199). Wenn der Schätzwert den angegebenen Preis oder Wert übersteigt, muß die erwerbende Person die zusätzlichen Gebühren entrichten, erhöht um die Verzugszinsen und ggf. um die Verfahrenskosten und eine Geldbuße (Artikel 200).

B.3. Im gemeinrechtlichen System des Gerichtsgesetzbuches (Artikel 962 ff.) kann eine Partei die Frage nach der Opportunität der Expertise durch einen Richter schlichten lassen.

Das Gerichtsgesetzbuch regelt die Ablehnung und den Ersatz der Sachverständigen (Artikel 966 bis 970 und 977) und die kontradiktorische Beschaffenheit des Vorgehens (Artikel 972 ff.). Nach Beendigung ihres Auftrags teilen die Sachverständigen ihre Feststellungen den Parteien mit, deren Bemerkungen sie notieren (Artikel 978).

Artikel 973 bestimmt ausdrücklich, daß die Sachverständigen ihren Auftrag erfüllen « unter Aufsicht des Richters ». Wenn der Richter durch den Bericht nicht ausreichend informiert wird, kann er eine ergänzende oder eine neue Untersuchung anordnen (Artikel 987).

Artikel 986 des Gerichtsgesetzbuches lautet:

« Die Richter sind nicht verpflichtet, dem Gutachten der Sachverständigen zu folgen, wenn es nicht mit ihrer Überzeugung vereinbar ist. »

B.4.1. Mit der Kontrollschätzung wird auf eine korrekte Festlegung der Besteuerungsgrundlage der Registrierungsgebühren beim Verkauf unbeweglicher Güter abgezielt.

Der Umstand, daß dabei von den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Sachverständigenuntersuchung abgewichen wird, beinhaltet an sich noch keine Mißachtung des Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatzes.

B.4.2. Die Kontrollschätzung soll nicht nur die Steuerhinterziehung bekämpfen (« Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen bezüglich der Preisverschleierung » — Artikel 189), sondern auch, in den Fällen, in denen der angegebene Preis oder Wert unzureichend zu sein scheint, gewährleisten, daß gemäß dem obengenannten Artikel 46 von dem tatsächlichen Verkaufswert der übertragenen unbeweglichen Güter als minimaler Besteuerungsgrundlage ausgegangen wird.

Unter Berücksichtigung dieser Zielsetzung und der Art der Besteuerungsgrundlage — die wegen ihrer Abhängigkeit von Schwankungen bei Angebot und Nachfrage im Immobiliensektor nicht vorhersehbar ist —, ist es vernünftigerweise gerechtfertigt, daß die Steuerbehörde — zusätzlich zu den gemeinrechtlichen Beweismitteln, über die sie verfügt — eine Kontrollschätzung verlangen kann, um die Unzulänglichkeit des angegebenen Preises oder Wertes deutlich zu machen und deshalb, durch den Richter, die Hinzuziehung von einem oder drei Sachverständigen verlangen kann.

Es ist nicht eindeutig unvernünftig, daß die Opportunität des Antrags auf eine Kontrollschätzung — im Gegensatz zu dem allgemein Üblichen bei einem gemeinrechtlichen Antrag auf eine Sachverständigenuntersuchung — nicht der Beurteilung durch den Richter unterliegt.

Der Umstand, daß die Nachprüfungsbegutachtung nicht den Artikeln 962 ff. des Gerichtsgesetzbuches unterliegt, ist insbesondere — so wie in der präjudiziellen Frage präzisiert wird — hinsichtlich seiner kontradiktorischen Beschaffenheit nicht diskriminierend für die Steuerpflichtigen, deren Güter in bezug auf die Registrierungsgebühren einer Nachprüfungsbegutachtung unterzogen werden. Kraft Artikel 195 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren müssen die Parteien nämlich von dem bzw. den Sachverständigen gehört werden, und die den Sachverständigen zur Einsicht überlassenen Dokumente müssen der anderen Partei ebenfalls zur Verfügung gestellt werden.

B.4.3. Daraus ergibt sich, daß weder die Artikel 192, 195 und 196 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren — an sich und unabhängig von der in den nachfolgenden Artikeln dem Auftreten des oder der Sachverständigen verliehenen Autorität — noch die Artikel 2 und 962 ff. des Gerichtsgesetzbuches, wie in der präjudiziellen Frage ausgelegt, im Widerspruch stehen zu dem in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung enthaltenen Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz.

B.5.1. Der Hof stellt fest, daß die Kontrollschätzung nicht nur bestimmt, ob zusätzliche Registrierungsgebühren und Verzugszinsen geschuldet werden oder nicht, sondern auch, ob für den Fall, daß das festgestellte Defizit gleich oder höher ist als der achte Teil des angegebenen Preises oder Werts, eine dem Betrag der umgangenen Steuer entsprechende Buße sowie die Kosten des Verfahrens geschuldet werden oder nicht, auch wenn von Preisverschleierung oder Scheingeschäft keine Rede ist (Artikel 200, 201 und 203 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren).

B.5.2. Aus den Artikeln 197 und 199 geht hervor, daß die Feststellungen des (der) Sachverständigen nicht diskutiert werden können und daß der Richter die Wertbestimmung der Sachverständigen nicht revidieren kann. Er kann nur noch eine neue Schätzung anordnen, wenn er feststellt, daß das Gesetz übertreten wurde, daß ein materieller Irrtum vorliegt oder daß eine wesentliche Formvorschrift nicht eingehalten wurde.

B.5.3. Indem der Richter, im Gegensatz zu dem für eine im Gerichtsgesetzbuch geregelte Sachverständigenuntersuchung Zutreffenden, keine einzige Kontrolle ausüben kann über die in dem Verfahren im Sinne der Artikel 192, 195, 196, 197, 199 und 200 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren durch die Sachverständigen erfolgte Wertbestimmung, werden demnach die Artikel 10 und 11 der Verfassung durch diese Artikel 197 und 199 verletzt.

Die Tatsache, daß die Kontrollschätzung der Wahrung der Interessen der Staatskasse dient, rechtfertigt nicht hinreichend, daß eine solche, vom Gemeinrecht abweichende Behandlung vorgesehen ist; diese Interessen dürfen die Bürger nicht auf diskriminierende Weise belasten.

B.5.4. Es besteht keine Veranlassung, darüber hinaus zu untersuchen, ob, wie in der präjudiziellen Frage suggeriert wird, ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention vorliegt, und dabei zu überprüfen, ob die Bestimmungen dieser Artikel der genannten Konvention auf den vorliegenden Fall wohl anwendbar sind. Diese Veranlassung gibt es genausowenig hinsichtlich des Artikels 144 der Verfassung, der sich darauf beschränkt zu bestimmen, daß Streitfälle über bürgerliche Rechte ausschließlich zum Zuständigkeitsbereich der Gerichte gehören.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

— Die Artikel 192, 195, 196 und 200 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken und Kanzleigebühren verstoßen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

— Die Artikel 197 und 199 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren verstoßen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Juni 2000.

Der Kanzler,

(gez.) L. Potoms,

Der Vorsitzende,

(gez.) G. De Baets.

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIËWEZEN

[C – 2000/03421]

Lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend (artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen)

De op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, werd op 30 juni 2000 gewijzigd onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Banken » :

1. door de weglating van « Bank voor financieel beheer, verkort : Gesbank N.V., rue Lebeau 3, 4000 Liège »;

2. door de weglating van « Banque Drèze N.V., rue Xhavée 3, 4800 Verviers ».

Brussel, 7 juli 2000.

De voorzitter,
J.-L. Duplat.

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C – 2000/03421]

Liste des établissements de crédit agréés en Belgique (article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)

La liste des établissements de crédit agréés en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, a été modifiée le 30 juin 2000 sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques » :

1. par la radiation de la « Banque de gestion financière, en abrégé : Gesbanque S.A., rue Lebeau 3, 4000 Liège »;

2. par la radiation de la « Banque Drèze S.A., rue Xhavée 3, 4800 Verviers ».

Bruxelles, le 7 juillet 2000.

Le président,
J.-L. Duplat.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2000/21349]

Deelname aan het tweede Plan voor wetenschappelijke ondersteuning van een beleid gericht op duurzame ontwikkeling (PODO II)**I. Inleiding**

De Ministerraad heeft op 12 mei 2000 de uitvoering goedgekeurd van het tweede Plan voor wetenschappelijke ondersteuning van een beleid gericht op duurzame ontwikkeling (PODO II) waarvoor de federale Staat en de gefedereerde entiteiten een samenwerkingsakkoord gesloten hebben.

Het plan vormt een geheel. Het hergroepeert twee soorten acties die samen tot doel hebben duurzame ontwikkeling (D.O.) te bevorderen door het accent te leggen op de voor D.O. belangrijke terreinen, te weten :

— onderzoeksacties verdeeld over twee onderdelen :

Deel I : Duurzame productie- en consumptiepatronen

Dit onderdeel is gericht op de analyse van de problematiek van D.O., evaluatie en ontwikkeling van instrumenten en indicatoren, evenals op de thema's « energie », « transport » en « agro-voeding ».

Deel II : Global Change, ecosystemen en biodiversiteit

Dit deel zal onderzoek toelaten inzake klimaat en atmosfeer, terrestrische ecosystemen en zoetwater, evenals mariene ecosystemen. Het omvat bovendien studies inzake biodiversiteit met betrekking tot de bovenvernoemde ecosystemen, evenals inzake de problematieken gekoppeld aan de Biodiversiteitsconventie van de Verenigde Naties. Het onderzoek met betrekking tot Antarctica zal uitgevoerd worden in het kader van de hierbovenvermelde thema's. In antwoord op de noden van het Verdrag inzake Antarctica, zal door de DWTC evenwel een coherentie verzekerd worden inzake deze specifieke problematiek.

— een geheel van ondersteunende acties :

Deze beogen de integratie van wetenschappelijke gegevens en een aangepast beheer ervan te stimuleren en op actieve wijze de communicatie en informatie-uitwisseling naar de verschillende betrokken groepen te promoten.

De operationele directie en het beheer zijn toevertrouwd aan de DWTC. Deze worden bijgestaan door specifieke begeleidingscomités voor elk onderdeel van het Plan. Deze comités zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken federale, regionale en gemeenschapsadministraties.

II. Oproep tot voorstellen

In het kader van de tenuitvoerlegging van het tweede Plan voor wetenschappelijke ondersteuning van een beleid gericht op duurzame ontwikkeling, worden meerdere oproepen tot voorstellen voorzien die elk verschillende thema's behandelen.

De huidige oproep heeft enkel betrekking op de volgende thema's :

— Atmosfeer en klimaat m.i.b.v. Antarctisch onderzoek gerelateerd aan deze problematiek;

— Terrestrische ecosystemen van de gematigde zones, met inbegrip van de biodiversiteit gekoppeld aan hun behoud en hun werking.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C – 2000/21349]

Participation au deuxième Plan d'appui scientifique à une politique de développement durable (PADD II)**I. Introduction**

Le 12 mai 2000, le Conseil des Ministres a approuvé la mise en œuvre du deuxième Plan d'appui scientifique à une politique de développement durable (PADD II) qui fait l'objet d'un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées.

Le plan forme un tout. Il regroupe deux types d'actions, dont l'ensemble a pour objectif de promouvoir le développement durable (D.D.) en mettant l'accent sur des domaines importants qui le conditionne, à savoir :

— des actions de recherche réparties en deux volets :

Volet I : Modes de production et de consommation durables

Ce volet est centré sur l'analyse de la problématique de D.D., sur l'évaluation et le développement d'instruments et d'indicateurs ainsi que sur les thèmes « énergie », « transport » et « agro-alimentaire ».

Volet II : Global Change, écosystèmes et biodiversité

Ce volet permettra des recherches relatives au climat et à l'atmosphère, aux écosystèmes terrestres et eaux douces, ainsi qu'aux écosystèmes marins. Il couvre des recherches en biodiversité liée à l'étude des écosystèmes précités ainsi qu'aux problématiques liées à la Convention biodiversité des Nations Unies. Les recherches relatives à l'Antarctique s'effectueront dans le cadre des thématiques énoncées ci-dessus. Toutefois, il sera assuré par les SSTC une cohérence autour de la problématique spécifique Antarctique en réponse aux besoins du Traité.

— un ensemble d'actions de support :

Celles-ci visent à favoriser l'intégration des données scientifiques, leur gestion appropriée et la promotion active de la communication et des échanges d'informations vers l'ensemble des milieux concernés.

La direction opérationnelle et la gestion sont confiées aux SSTC. Ceux-ci seront assistés par des comités d'accompagnement spécifiques à chacune des actions du plan. Ces comités sont composés de représentants des administrations fédérales, régionales et communautaires concernées.

II. Appel à propositions

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième Plan d'appui scientifique à une politique de développement durable, plusieurs appels à propositions sont prévus. Ceux-ci traiteront de diverses thématiques.

Le présent appel ne concerne que les thématiques suivantes :

— Atmosphère et climat y compris la recherche Antarctique concernant ces matières;

— Écosystèmes terrestres des régions tempérées, y compris la biodiversité liée à leur maintien et leur fonctionnement.

De indicatieve kalender van de verschillende oproepen waaronder de huidige oproep, is opgenomen in bijlage.

III. Tenuitvoerlegging

A. Voor wie staan de oproepen open ?

Alle onderdelen van het Plan staan open voor universitaire instellingen, wetenschappelijke overheidsinstellingen en onderzoekscentra zonder winstgevend doel.

Bepaalde onderdelen van het Plan staan tevens open voor andere typen van kandidaten (gespecialiseerde studie bureaus, studiediensten van administraties en openbare instellingen,...) Deze dienen zich te richten naar de beschrijving van elk van de oproepen.

Naast de voorstellen in het kader van één enkele oproep hebben de kandidaten eveneens de mogelijkheid voorstellen in te dienen in het kader van twee of meerdere oproepen, voor zover de voorstellen aangepast zijn aan de inhoud en de criteria eigen aan elk van de oproepen.

Een voorstel wordt ingediend door meerdere ploegen gezamenlijk (twee of meer), genoemd netwerk, uitzonderlijk door een enkele ploeg.

B. Typen onderzoek

1. Strategisch onderzoek

Dit type van onderzoek beoogt om :

- Het wetenschappelijk potentieel in de betrokken domeinen te consolideren;
- Aan groepen van onderzoekers de mogelijkheid te bieden om zich te integreren binnen de belangrijke internationale onderzoeksprogramma's;
- Aan de overheden van het land de nodige wetenschappelijke ondersteuning te bieden voor de ontwikkeling en de implementatie van een nationaal of internationaal beleid gericht op duurzame ontwikkeling. Dit zal gerealiseerd worden door het toeleveren van contextuele kennis, objectieve gegevens, methodologiën/ instrumenten/modellen, aanbevelingen ter ondersteuning van het beleid en het beheer.

De duur van de strategische onderzoeksprojecten is vastgelegd op vier jaar.

2. Gerichte acties

Om de overheid de mogelijkheid te bieden voldoende snel een pertinent antwoord te formuleren op (inter)nationale beleidsvragen, moet ze op korte termijn kunnen steunen op een aangepast wetenschappelijk advies. Hiertoe is er nood aan punctueel onderzoek van korte duur, gericht op precieze noden.

De onderzoeksprojecten zullen maximaal twee jaar duren.

3. Gemengde acties

De gemengde acties situeren zich op de intersectie tussen de twee onderdelen van het PODO II : ze beogen de voor een duurzame ontwikkeling noodzakelijke integratie van de socio-economische en milieudimensies te stimuleren.

Ze worden tenuitvoergelegd door onderzoeksprojecten die beantwoorden aan een noodzaak tot uitwerking, transpositie, tenuitvoerlegging, opvolging of integratie van sectorale beleidsvormen, zoals het beleid inzake milieu, energie, sociale zaken, industrie, landbouw, bosbouw, visserij, beheer van natuurlijke hulpbronnen, transport, toerisme,....

Binnen het Plan wordt voorzien om, via twee oproepen, vijf gemengde acties te financieren. Een gemengde actie zal typisch worden uitgevoerd door een netwerk van meerdere interdisciplinaire onderzoeksploegen (bv. : natuurwetenschappen, sociale wetenschappen, economische wetenschappen, beheerwetenschappen). De onderzoeken zullen twee jaar duren.

Deze onderzoekstypes zijn van toepassing voor de delen I en II van het Plan en zullen niet noodzakelijkerwijze aan bod komen in elke oproep.

De kandidaten dienen zich te richten naar de beschrijving van elk van de oproepen.

C. Evaluatie

De voorstellen ingediend in het kader van een oproep, zullen het voorwerp uitmaken van een externe evaluatie door buitenlandse wetenschappelijke experten, die gekwalificeerd zijn in het betreffende onderzoeksdomein.

Le calendrier indicatif des différents appels, dont le présent appel, est joint en annexe.

III. Mise en œuvre

A. A qui sont ouverts les appels ?

L'ensemble du Plan est ouvert aux institutions universitaires, aux établissements scientifiques publics et aux centres de recherche sans but lucratif.

Certaines actions sont toutefois également ouvertes à d'autres types de répondants (bureaux d'étude spécialisés, services d'étude d'administrations et d'organismes publics,...). Ceux ci doivent s'en référer à la description de chacun des appels.

Outre les propositions s'inscrivant dans un seul des appels, les répondants ont également la possibilité de déposer des propositions s'inscrivant dans le cadre de deux ou plusieurs de ces appels, pour autant qu'ils se conforment au contenu et aux critères propres à chacun d'eux.

Une proposition est introduite par un ensemble d'équipes (deux ou plus), dénommé réseau, et exceptionnellement par une seule équipe.

B. Types de recherche

1. La recherche stratégique

Ce type de recherche envisage de :

- Consolider le potentiel scientifique dans les domaines concernés;
- Offrir aux groupes de chercheurs la possibilité de s'intégrer au sein des programmes de recherche internationaux importants;
- Offrir aux autorités du pays l'appui scientifique nécessaire au développement et à l'implémentation d'une politique nationale ou internationale en matière de développement durable. Ceci sera réalisé en fournissant des connaissances contextuelles, des données objectives, des méthodologie/instruments/modèles, des recommandations/du conseil en appui à la décision et à la gestion.

La durée des projets de recherche stratégique est fixée à quatre ans.

2. Actions ciblées

Pour formuler, dans les délais relativement rapides, des réponses pertinentes à des questions de politique (inter)nationales, les pouvoirs publics doivent pouvoir s'appuyer à court terme sur un avis scientifique circonstancié. Celui-ci nécessite des recherches ponctuelles, de courte durée, ciblées sur ces besoins précis.

Les projets de recherche seront d'une durée maximale de deux ans.

3. Les actions mixtes

Les actions mixtes se situent à l'intersection des deux volets du PADD II : elles sont destinées à favoriser l'intégration des dimensions socio-économiques et environnementales nécessaires au développement durable.

Elles sont mises en œuvre par des projets de recherche qui répondent à un besoin d'élaboration, de transposition, de mise en œuvre, de suivi ou d'intégration de politiques sectorielles telles que les politiques environnementales, énergétiques, sociales, industrielles, agricoles, forestières, de pêche, de gestion des ressources, de transport, de tourisme....

Il est prévu de financer cinq actions mixtes, via deux appels, sur toute la durée du Plan. Une action mixte sera typiquement constituée d'un réseau de plusieurs équipes interdisciplinaires (ex : sciences naturelles, sciences sociales, sciences économiques, sciences de gestion), effectuant ses recherches sur deux ans.

Ces types de recherche s'appliquent au volet I et II du Plan et ne seront pas nécessairement tous abordés dans tous les appels.

Les proposants sont tenus de s'en référer à la description de chacun des appels.

C. Evaluation

Les propositions soumises dans le cadre de l'appel feront l'objet d'une évaluation externe par des experts scientifiques étrangers qualifiés dans le domaine de recherche concerné.

IV. Modaliteiten voor het beantwoorden aan de huidige oproep tot voorstellen

Personen die wensen te reageren op deze oproep kunnen de nodige informatie bekomen :

- via het Internet : een elektronische versie van het dossier is beschikbaar op volgend adres :

http ://www.belspo.be

- of door zich per post of per fax te wenden tot :

PODO II 1ste oproep

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

Wetenschapsstraat 8

B-1000 Brussel

Telefax 02/230.59.12

Aandacht : het indieningsdossier kan ook op aanvraag verkregen worden op diskette voor PC, format Word 97.

Alle voor de indieners van voorstellen nuttige informatie zit vervat in :

- Document A : Algemeen informatiedossier;
- Document B : Informatie- en indieningsdossier ten behoeve van de kandidaten.

Het document B is specifiek voor elke oproep.

De indieners van voorstellen dienen de richtlijnen van het Document B te volgen.

V. Afsluitingsdatum

De voorstellen moeten de DWTC ten laatste op **11 september 2000 om, 18 uur, bereiken.**

De indieners van voorstellen moeten erop toezien dat hun voorstellen binnen de gestelde termijnen toekomen.

Eenmaal de afsluitingsdatum verstreken, zullen de DWTC geen rekening meer kunnen houden met antwoorden op de oproep tot voorstellen.

VI. Beschrijving van de activiteiten die het voorwerp uitmaken van deze oproep.

A. Atmosfeer en klimaat

A1. Atmosfeer

- Kwantificeren en predictie (modellering) van veranderingen in de atmosferische samenstelling :
- broeikasgassen, ozonprecursoren, aerosolen en ozon-afbrekende stoffen en -substituenten;
- UV-B straling;
- biogene en antropogene (o.m. van vliegtuigen) emissies;
- trends;
- Studie van de fysico-chemische processen en transport;
- Inzicht verwerven in de samenhang (interactie) tussen de fysico-chemische processen, de samenstelling van de atmosfeer en atmosferische problemen (klimaat, ozon, aerosolen, UV-B straling, extreme meteorologische verschijnselen, zelfreinigend vermogen);
- Inzicht verwerven in de interactie tussen tropo- en stratosfeer;
- Inzicht verwerven in de relaties en interacties tussen het versterkte broeikas effect (opwarming troposfeer), de verdunning van de stratosferische ozonlaag (afkoeling stratosfeer), de toename van ozon in de troposfeer, de distributie van aerosolen en de UV-B straling.

A2. Klimaat

- Ontwikkelen van modellen die een beter inzicht geven in de fundamentele processen van het klimaatstelsel en de evolutie van het klimaatstelsel (in de toekomst en het verleden);
- Inzicht verwerven in de rol van het oceaanstelsel, met inbegrip van de Zuidelijke IJszee : processen detecteren, bestuderen, evalueren en doorgronden van de kennis in verband met de verstoring van het stromingspatroon in de oceanen en het effect ervan op het regionale klimaat;

IV. Modalités de réponse au présent appel à propositions

Ceux qui sont intéressés à répondre à cet appel peuvent obtenir l'information nécessaire :

- soit par Internet : une copie électronique du dossier est disponible à l'adresse :

http ://www.belspo.be

- soit en s'adressant par poste ou télécopie aux :

PADD II 1^{er} appel

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

rue de la Science, 8

B-1000 Bruxelles

Téléfax : 02/230.59.12

Attention : le dossier de soumission peut également, sur demande, être obtenu sur disquette PC, format Word 97.

L'information utile aux proposant est contenue dans :

- Document A : Dossier d'informations générales;
- Document B : Dossier d'information et de soumission à l'usage des répondants.

Le Document B est spécifique à chaque appel.

Les proposant sont tenus de se conformer aux directives du Document B.

V. Date de clôture

Les propositions doivent parvenir aux SSTC au plus tard le **11 septembre 2000 à 18 heures.**

Il appartient aux proposant de veiller à ce que leurs propositions parviennent dans les délais.

Passé la date de clôture, les SSTC ne pourront plus prendre en compte les réponses à l'appel à propositions.

VI. Descriptif des actions faisant l'objet de cet appel

A. Atmosphère et climat

A1. Atmosphère

- Quantifier et prédire (modéliser) les changements dans la composition atmosphérique :
- gaz à effet de serre, précurseurs d'ozone, aérosols et composés destructeurs d'ozone et leur substituants;
- rayonnement UV-B;
- émissions biogènes et anthropogènes (notamment des avions);
- tendances;
- Etude des processus physico-chimiques et du transport;
- Comprendre les liens (interactions) entre les processus physico-chimiques, la composition de l'atmosphère et les problèmes atmosphériques (climat, ozon, aérosols, rayonnement UV-B, conditions météorologiques extrêmes, capacité d'oxydation);
- Comprendre les interactions entre la troposphère et la stratosphère;
- Comprendre les relations et les interactions entre l'effet de serre renforcé (réchauffement de la troposphère), l'amincissement de la couche d'ozone stratosphérique (refroidissement de la stratosphère), l'augmentation de l'ozon dans la troposphère, la distribution des aérosols et le rayonnement UV-B.

A2. Climat

- Développer des modèles donnant une meilleure perception des processus fondamentaux du système climatique et de son évolution (passée et future);
- Comprendre le rôle du système océanique, y compris l'océan austral : étude des processus, détection, évaluation et approfondissement des connaissances concernant les perturbations des courants océaniques et leurs effets sur le climat régional;

- Verdiepen van de kennis van de modules oceaan, cryosfeer, hydrosfeer, geosfeer en biosfeer en van de biogeochemische cycli, met het oog op de integratie ervan in een algemeen klimaatmodel;
- Verder ontwikkelen van "nested" klimaatmodellen met het oog op projecties voor de toekomst (seizoenaal, decennium, extreme gebeurtenissen);
- Consolideren van de datasets die ondermeer nodig zijn voor het valideren van klimaatmodellen zoals satellietdata, paleoklimatologische, cryosferische, geosferische en oceanologische gegevens;
- Ontwikkelen van methoden en technieken voor de analyse van het klimaat, zijn variabiliteit en voorspelbaarheid.

B. Terrestrische ecosystemen

B1. Kwantificering van stofstromen

- Schatting van de verandering in de stromen en de stocks van koolstof in typisch Belgische ecosystemen. De ontwikkeling van geharmoniseerde kwantificatiemethodologiën op Belgisch en Europees niveau;
- Studie van de interacties tussen de koolstof- en de stikstofcyclus, meer specifiek in verband met de emissies van N₂O en CH₄ afkomstig van landbouw- en bosgronden, de kweek van dieren, moerasgebieden;
- Studie van het gecombineerde effect en van de controle van de fluxen van de bestanddelen NO_x, SO₂, O₃, NH₃, VOS, POPs, zware metalen,... op het niveau van de terrestrische ecosystemen, teneinde op een nauwkeuriger wijze de kritische niveaus en belastingen evenals inventarisatiemethodologiën te kunnen definiëren.

B2. De rol van de biodiversiteit in het functioneren van terrestrische ecosystemen

- De impact begrijpen van een reductie/verandering van de biodiversiteit op de werking van ecosystemen (voedselproductie, -cycli en -flux,...), door de gecontroleerde manipulatie van verschillende diversiteitsniveaus (intra, interspecifiek en gemeenschappen). Meer in het bijzonder de studie van de bodem;
- Analyseren van de impact van klimaatveranderingen (CO₂, temperatuur, extreme gebeurtenissen), verontreiniging (stikstof, ozon, ...) en biotische verstoringen (invasieve soorten ...) op de biodiversiteit, in relatie met de stabiliteit van de werking van ecosystemen. Linken van de dynamiek van populaties, de structuur van gemeenschappen en hun voedingsovereenkomsten;
- Begrijpen van de behouds- (meer in het bijzonder het belang van genetische variabiliteit en de genetische reductie door fragmentatie) en herstelmechanismen van de biodiversiteit.

B3. Veranderingen in de eigenschappen van bedreigde terrestrische ecosystemen

- Begrijpen (door observatie, historische reconstructies, het experimenteren en modelleren) van de ecosysteemdynamiek op landschapsschaal: interacties tussen de verschillende elementen en processen;
- Identificeren van de natuurlijke en antropogene druk en extreme evenementen, analyseren van hun gecombineerde effecten en bestuderen van de reacties (gevoeligheid, kwetsbaarheid, weerstandsvermogen) van terrestrische ecosystemen.

- Approfondir les connaissances sur les modules océan, cryosphère, hydrosphère, géosphère et biosphère et les cycles biogéochimiques en vue de leur intégration dans un modèle climatique général;

- Poursuivre le développement de modèles climatiques nichés afin de reconstituer l'évolution du climat avec projection dans le futur (par saison, par décennie, phénomènes extrêmes);

- Consolider les séries de données nécessaires à la validation de modèles climatiques, notamment les données satellitaires, paléoclimatologiques, cryosphériques, géosphériques et océanologiques;

- Développer des méthodes et des techniques pour l'analyse du climat, sa variabilité et sa prédictibilité.

B. Les écosystèmes terrestres

B1. La quantification des flux de matière

- Estimer les variations de flux et de stock de carbone dans les écosystèmes types de Belgique. Développer des méthodologies de quantification harmonisées aux niveaux belge et européen;

- Etudier les interactions des cycles du carbone et de l'azote, notamment, en relation avec les émissions de N₂O et CH₄ en provenance des sols agricoles et forestiers, des activités d'élevage, des marais;

- Mieux comprendre les effets combinés et le contrôle des flux des composés NO_x, SO₂, O₃, NH₃, COV, POPs, métaux lourds... au niveau des écosystèmes terrestres en vue de définir plus précisément des charges et niveaux critiques et des méthodologies d'inventoriage.

B2. Le rôle de la biodiversité dans le fonctionnement des écosystèmes terrestres

- Comprendre, par des manipulations contrôlées des différents niveaux de diversité (intra, inter-spécifiques et des communautés) l'impact d'une réduction/d'un changement de la biodiversité sur le fonctionnement des écosystèmes (production, cycles et flux de nutriments,...). Etudier les sols, en particulier;

- Analyser l'impact des changements climatiques (CO₂, température, événements extrêmes), de la pollution (azote, ozone,...) et des perturbations biotiques (espèces invasives...) sur la biodiversité en relation avec la stabilité du fonctionnement des écosystèmes. Lier la dynamique des populations, la structure des communautés et leurs liens trophiques;

- Comprendre les mécanismes de maintien (en particulier l'importance de la variabilité génétique et de l'érosion génétique par fragmentation) et de restauration de la biodiversité.

B3. Les changements de propriétés des écosystèmes terrestres menacés.

- Comprendre (par observations, reconstructions historiques, expérimentation et modélisation) la dynamique des écosystèmes à l'échelle paysagère: interactions entre les différents éléments et les processus;

- Identifier les pressions naturelles et anthropogéniques et les événements extrêmes, analyser leurs effets combinés et étudier les réponses (sensibilité, vulnérabilité, résilience) des écosystèmes terrestres.

PODO II - KALENDER VAN DE OPROEP TOT VOORSTELLEN (indicatief)

Datum	Onderdeel	Thema
Zomer 2000	Deel II : Global change, ecosystemen en biodiversiteit	<i>Strategisch onderzoek</i> Atmosfeer en klimaat mibv gerelateerd Antarctisch onderzoek Terrestrische ecosystemen mibv de gerelateerde biodiversiteitsproblematiek
Najaar 2000	Deel I : Duurzame productie- en consumptiepatronen	<i>Strategisch onderzoek</i> Algemene problematieken Energie Mobiliteit Agro-voeding
Voorjaar 2001	Deel II : Global change, ecosystemen en biodiversiteit	<i>Strategisch onderzoek</i> Duurzaam beheer van de Noordzee Hydrologische cycli Mariene biodiversiteit (Noordzee en Antarctica)
Voorjaar 2001	Gemengde acties	<i>Later te bepalen</i>
Voorjaar 2002	Ondersteunende acties	<i>Later te bepalen</i>
Najaar 2002	Gemengde acties	<i>Later te bepalen</i>
Najaar 2002	Deel I : Duurzame productie- en consumptiepatronen	<i>Gerichte acties</i> Algemene problematieken Energie Mobiliteit Agro-voeding
Najaar 2002	Deel II : Global change, ecosystemen en biodiversiteit	<i>Strategisch onderzoek</i> Biodiversiteit <i>Gerichte acties</i> Duurzaam beheer van de Noordzee Biodiversiteit <i>Stimuleringsactie internationale samenwerking inzake Duurzaam beheer van de Noordzee</i>

Opmerking :

- Duur van de verschillende onderzoekstypes :
Strategisch onderzoek : duur max. 4 jaar
Gerichte en gemengde acties : duur max. 2 jaar
Ondersteunende acties : duur max. 3 jaar
- Elke oproep inzake strategisch onderzoek voorziet in de mogelijkheid om een complementair voorstel in te dienen in het kader van internationale samenwerking.

PADD II - CALENDRIER DE L'APPEL A PROPOSITIONS (indicatif)

Date	Partie	Thème
Eté 2000	Volet II : Global change, écosystèmes et biodiversité	<i>Recherche stratégique</i> Atmosphère et climat y compris la recherche sur l'Antarctique y afférente Ecosystèmes terrestres y compris la problématique de la biodiversité y afférente
Automne 2000	Volet I : Modes de production et de consommation durables	<i>Recherche stratégique</i> Problématiques générales Energie Mobilité Agro-alimentaire
Printemps 2001	Volet II : Global change, écosystèmes et biodiversité	<i>Recherche stratégique</i> Gestion durable de la Mer du Nord Cycles hydrologiques Biodiversité marine (Mer du Nord et Antarctique)
Printemps 2001	Actions mixtes	<i>A déterminer plus tard</i>
Printemps 2002	Actions de support	<i>A déterminer plus tard</i>
Automne 2002	Actions mixtes	<i>A déterminer plus tard</i>
Automne 2002	Volet I : Modes de production et de consommation durables	<i>Actions ciblées</i> Problématiques générales Energie Mobilité Agro-alimentaire
Automne 2002	Volet II : Global change, écosystèmes et biodiversité	<i>Recherche stratégique</i> Biodiversité <i>Actions ciblées</i> Gestion durable de la Mer du Nord Biodiversité <i>Action de stimulation de la coopération internationale en matière de Gestion durable de la Mer du Nord</i>

Remarque :

- Durée des différents types de recherche :
Recherche stratégique : durée max. 4 ans
Actions ciblées et mixtes : durée max. 2 ans
Actions de support : durée max. 3 ans
- Chaque appel concernant la recherche stratégique prévoit la possibilité d'introduire une proposition de recherche complémentaire dans le cadre de la coopération internationale.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09659]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Gent : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegde rechter zal de rechtbanken van eerste aanleg te Ieper en te Veurne zijn;

— toegevoegd vrederechter voor de kantons Mechelen en Lier : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegde vrederechter zal het kanton Mechelen zijn.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09659]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— juge de complément pour le ressort de la cour d'appel de Gand : 1.

La première désignation de ce juge de complément sera les tribunaux de première instance d'Ypres et de Furnes;

— juge de paix de complément pour les justices de paix des cantons de Malines et de Lierre : 1.

La première désignation de ce juge de paix sera le canton de Malines.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Onderwijs

[C – 2000/35702]

Aanwerving van een kandidaat voor voltijdse vacante betrekkingen in het ambt van inspecteur-adviseur protestantse godsdienst voor het lager onderwijs en in het ambt van inspecteur-adviseur protestantse godsdienst voor het lager, het secundair en het pedagogisch hoger onderwijs

In toepassing van artikel 14 van het decreet van 1 december 1993 betreffende de inspectie en de begeleiding van de levensbeschouwelijke vakken, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 21 december 1993, wordt u ter kennis gebracht dat m.i.v. 1 september 2000 twee voltijdse betrekkingen in het ambt van inspecteur-adviseur protestantse godsdienst open gesteld zijn : t.w. één ambt voor het lager onderwijs en één ambt voor het lager, het secundair en het pedagogisch hoger onderwijs.

Voor de toegang tot het ambt van inspecteur-adviseur moet de kandidaat, op het ogenblik van het indienen van de kandidatuur, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie, behalve als de Vlaamse regering een vrijstelling verleent;
2. van goed gedrag en zeden zijn, dat blijkt uit een attest van goed zedelijk gedrag dat niet langer dan drie maanden tevoren werd uitgereikt;
3. de burgerlijke en politieke rechten bezitten, behoudens een door de Vlaamse regering te verlenen vrijstelling samengaand met de vrijstelling bedoeld in 1;
4. voldoen aan de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;
5. houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen vermeld in artikel 13 van hoger vermeld decreet;
6. ten minste 35 jaar oud zijn;
7. een dossier overleggen houdende het *curriculum vitae* met opgave van alle diensten in en buiten het onderwijs, afschriften van diploma's, getuigschriften en beoordelingsstaten, alsmede een bewijsstuk van te behoren tot een protestants-evangelische kerk of gemeente.

In uitvoering van artikel 12 van genoemd decreet wordt voor de toegang tot het ambt van inspecteur-adviseur een onderhoud met de adviescommissie georganiseerd. Dit onderhoud omvat :

1. Het bespreken van het persoonlijke dossier, genoemd hierboven onder 7.
2. Een gesprek waaruit moet blijken of de kandidaat de eigenschappen, alsmede de nodige aanleg en beroepskennis bezit, die vereist is voor de waardigheid en de verantwoordelijkheid eigen aan het ambt van inspecteur-adviseur.

De adviescommissie zal de kandidaten horen en hun dossiers met beoordeling overmaken aan de erkende instantie van de protestantse godsdienst.

De kandidatuur en het dossier dienen bij aangetekend schrijven gericht te zijn aan :

De erkende instantie van de protestantse godsdienst, genaamd « Comité Inspectie/Begeleiding Protestants Godsdienstonderwijs », Marsveldstraat 5, 1050 Brussel.

Het dossier dient minimaal te bevatten een *curriculum vitae* met de nodige officiële bewijsstukken evenals de verklaringen waaruit blijkt dat de kandidaat voldoet aan hoger vermelde voorwaarden.

Alle gegevens van het ingezonden dossier worden toegevoegd aan het persoonlijk dossier dat wordt opgemaakt door de adviescommissie.

Alleen de kandidaturen die verzonden zijn binnen de twintig kalenderdagen, te rekenen vanaf de eerste werkdag die volgt op deze publicatie, zijn geldig.

De datum van het poststempel dient als indieningsdatum.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

Commune de Sambreville

Enquête

La collège des bourgmestre et échevins, conformément aux dispositions du nouveau Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, approuvé par le décret du Gouvernement wallon en date du 27 novembre 1997, informe la population que le plan communal d'aménagement désigné ci-après, a été adopté provisoirement par le conseil communal en sa séance du 26 juin 2000.

Section de Tamines.

Révision partielle des plans communaux d'aménagement n° 1 dit « Quartier de la Passerelle » et n° 4b dit « Hôtel de Ville ».

Le P.P.A. n° 1 approuvé le 21 février 1961 reprend la zone délimitée par les rues : Roi Albert, Hilaire Bertinchamps, de la Passerelle, Nuits Saint-Georges, Capitaine Fernémont.

Le P.P.A. n° 4b approuvé le 19 mars 1976, modifié le 30 septembre 1978 et dont certaines voiries contiguës au P.P.A. n° 1 « angle de la rue Capitaine Fernémont et de la rue de la Passerelle » seront réunies sur le même plan établi en conformité des dispositions légales.

Ce plan sera déposé pour consultation pendant un délai de quarante-cinq jours prenant cours le 14 juillet 2000 pour se terminer le 6 octobre 2000.

Pendant la période dite de vacances, l'enquête est suspendue entre le 16 juillet et le 15 août. Le dossier peut être consulté au service urbanisme, 4^e étage de l'administration communale de Sambreville, jusqu'au 3 septembre : le lundi, mercredi et jeudi de 8 à 14 h 30 ainsi que le vendredi de 8 à 12 h et à partir du 4 septembre : le lundi et le jeudi de 14 à 17 h ainsi que le mercredi et le vendredi de 8 à 12 h.

Quiconque aurait des réclamations, objections à formuler ou à faire valoir au sujet de ces plans ou des documents annexés, doit les adresser par écrit au collège échevinal avant le 6 octobre 2000.

Sambreville, le 11 juillet 2000. (21581)

Gemeente Knokke-Heist

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad in zitting van 29 juni 2000 het ontwerp B.P.A. W-16 « Molenbeek », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmings- en onteigeningsplan met afzonderlijke stedenbouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het gebied van het B.P.A. situeert zich in Westkapelle en wordt begrensd door Dorpsstraat, Westkapellestraat en Herenweg. Het B.P.A. voorziet o.a. de aanleg van sportvelden achter de oude begraafplaats.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden, dat begint op 24 juli 2000 en eindigt op 23 augustus 2000.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, bureel 22, in het stadhuis te Heist, de Vriërestraat 49, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 24 juli 2000. (21582)

Gemeente Kortenaeken

Bijzonder plan van aanleg
Deelgemeente Hoeleden-Watermolen

Het college van burgemeester en schepenen, maakt aan de bevolking bekend, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970, 22 december 1970 en 25 juli 1974, dat een « Bijzonder plan van aanleg - Watermolen Hoeleden », voorlopig aangenomen werd door de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2000.

Het dossier ligt ter inzage op het gemeentehuis te 3470 Kortenaeken, Dorpsplein 35, technische dienst, elke voormiddag van 9 tot 12 uur en maandagavond van 18 tot 20 uur. Zaterdag en zondag is het gemeentehuis gesloten.

De periode van openbaarmaking begint op 23 juli 2000 en sluit af op 21 augustus 2000, om 16 uur.

Elkeen die meent bezwaren of opmerkingen tegen dit plan te kunnen doen gelden, moet ze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen, ten laatste op 21 augustus 2000, vóór 16 uur, doen toekomen.

Gedaan ten gemeentehuize op 10 juli 2000. (21583)

Stad Mortsel

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, gewijzigd bij de decreten van 28 september 1999, 22 december 1999 en 26 april 2000, brengt het schepencollege ter kennis dat het bijzonder plan van aanleg genaamd « B.P.A. 5ter Venneborg », plan omvattende bestaande toestand, bestemmingsplan en stedenbouwkundige voorschriften, voorlopig goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2000, voor eenieder ter inzage ligt ten stadhuisse van 1 augustus 2000 tot en met 30 augustus 2000, gedurende de normale kantooruren.

Al wie omtrent dit B.P.A. bezwaren en opmerkingen heeft, moet deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis brengen vóór 30 augustus 2000, te 12 uur.

Mortsel, 3 juli 2000. (21584)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

Heny, naamloze vennootschap,
Groot-Brittaniëlaan 4, 8970 Poperinge

H.R. Ieper 33048 – BTW 441.360.886

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 28 juli 2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming aan het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (21501)

**Art Green, société anonyme,
chaussée de Bruxelles 148, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 74314 – T.V.A. 447.380.430

Une assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 28 juillet 2000, à 11 heures.

Ordre du jour :

Démission et nomination d'administrateur.

Pour assister à l'assemblée générale, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (21502)

**Govafar, naamloze vennootschap,
Bevrijdingslaan 84, 9000 Gent**

H.R. Gent 172496 – BTW 451.918.545

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 4 augustus 2000, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Bespreking van het artikel 60 van de samengeschaalde wetten op de handelsvennootschappen. 2. Jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Emolumenten van de bestuurders. 7. Kapitaalverhoging, aanpassing kapitaal in euro. 8. Rondvraag. (21503)

**Immo Brijs, naamloze vennootschap,
Emiel Vanderveldestraat 89, 2830 Willebroek**

H.R. Antwerpen 82965

Uitnodiging tot de jaarvergadering van 28 juli 2000, om 18.00 uur, gehouden te Emiel Vanderveldenstraat 89, 2830 Willebroek.

Agenda :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
3. Goedkeuring van het jaarverslag en jaarrekening.
4. Besluit nopens de resultaten.
5. Kwijting aan de Bestuurders.
6. Ontslag en benoemingen.
7. Rondvraag. (82125)

**Distripar, naamloze vennootschap,
Stukstraat 11, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 83861 — BTW 462.417.806

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal worden gehouden op 31 juli 2000.

Agenda :

1. Ontslag en benoeming bestuurders.
2. Omzetting kapitaal in euro.
3. Zetelverplaatsing. (82126)

**Ekster, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,**

Eksterlaar 25, 2100 Deurne

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 224
BTW 431.070.968

Uitnodiging tot de jaarvergadering van 28 juli 2000 om 15.00 uur, gehouden te Eksterlaar 25, 2100 Deurne.

Agenda :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
3. Goedkeuring van het jaarverslag en jaarrekening.
4. Besluit nopens de resultaten.
5. Kwijting aan de Bestuurders.
6. Ontslag en benoemingen.
7. Rondvraag. (82127)

**Van Heurck, naamloze vennootschap,
Eksterlaar 25, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 200637 — BTW 415.031.326

Uitnodiging tot de jaarvergadering van vrijdag 28 juli 2000 om 16 uur, gehouden te Eksterlaar 25, 2100 Deurne.

Agenda :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en van het verslag van de Commissaris-Revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 januari 2000.
3. Goedkeuring van het jaarverslag en jaarrekening.
4. Besluit nopens de resultaten.
5. Kwijting aan de Bestuurders en de Commissaris-Revisor.
6. Ontslag en benoemingen.
7. Rondvraag. (82128)

**Lambrecht-Lecluyse, naamloze vennootschap,
Wielsbekestraat 40, 8710 Wielsbeke (Ooigem)**

H.R. Kortrijk 85636 — BTW 411.979.883

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 29 juli 2000 om 14 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 2000.
 2. Kwijting aan de bestuurders.
 3. Bezoldigingen.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82129)

**HBL Construct, naamloze vennootschap,
Heieinde 129, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 71734

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders op vrijdag 28 juli 2000 tot 8 uur die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Ontslag van de gedelegeerd bestuurder.
2. Opheffing van verantwoordelijkheid van de gedelegeerd bestuurder.
3. Benoeming van gedelegeerde bestuurders en bestuurder.
4. Vergoedingen van de gedelegeerde bestuurders en bestuurders. (82130)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Nevele

In het licht van de verdere ontplooiing van onze diensten zijn wij op zoek naar de volgende enthousiaste en gemotiveerde medewerkers (m/v) :

a) voor ons RVT « Ter Leenen » :

- 1 voltijdse hoofdverple(e)g(st)er;
- 1 voltijdse bejaardenhelp(st)er;
- 1 voltijdse hoofdkok.

Deze aanwervingen zullen gebeuren in vast dienstverband, mits één jaar proeftijd en er wordt tevens voorzien in de aanleg van een wervingsreserve voor de duur van drie jaar.

b) voor onze sociale dienst :

- 1 deeltijdse (2/3) maatschappelijk werk(st)er (budgetbegeleid(st)er).

c) voor onze poetsdienst aan huis :

- 2 halftijdse technisch beambten.

De aanwervingen voor de onder de punten b en c opgesomde functies zullen gebeuren in contractueel (gesco) dienstverband voor onbepaalde duur. Eveneens zal er voor deze functies een wervingsreserve worden aangelegd voor de duur van drie jaar.

De benoemingsvoorwaarden (inclusief diplomaveren), de examenprogramma's, de functiebeschrijvingen, de van toepassing zijnde weddeschalen en alle andere informatie, kan op eenvoudig verzoek zowel telefonisch (09/371 68 82), schriftelijk (O.C.M.W.-Nevele, Graaf Van Hoornestraat 26, 9850 Nevele) en via e-mail (joke.mertens@ms.publilink.be) aangevraagd worden of kunnen elke werkdag tijdens de kantooruren afgehaald worden op het secretariaat (zelfde adres).

Indien u na raadpleging van de benoemingsvoorwaarden beslist om deel te nemen aan het aanwervingsexamen, dan moet uw kandidatuurstelling, vergezeld van *curriculum vitae* en kopie van vereiste diploma('s), uiterlijk op 15 augustus 2000 (poststempel telt) per aangetekend schrijven verzonden worden aan de heer voorzitter, Graaf Van Hoornestraat 26, 9850 Nevele. (21022)

Commune de Forest

La commune de Forest engage un secrétaire technique contractuel (niveau B).

Conditions :

Etre en possession du diplôme d'assistant social.

Avoir cinq ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la prévention.

Connaissances linguistiques : brevet linguistique du niveau 2+ (SEJOR, écrit et oral).

Candidatures avec *curriculum vitae* à envoyer avant le 20 juillet 2000, à l'administration communale de Forest, rue du Curé 2, à 1190 Forest.

Renseignements : tél. 02/370 26 28. (21504)

Gemeente Vorst

De gemeente Vorst werft aan een technisch secretaris (niveau B).

Voorwaarden :

In het bezit zijn van het diploma van sociaal assistent.

Vijf jaar beroepservaring tellen op het vlak van preventie.

Taalkennis : taalbrevet van niveau 2+ (SEJOR, schriftelijk en mondeling).

Kandidaturen met *curriculum vitae* te versturen vóór 20 juli 2000, naar het gemeentebestuur van Vorst, Pastoorstraat 2, te 1190 Vorst.

Inlichtingen : tel. 02/370 26 28. (21504)

Gemeente Wevelgem

Een functie van techniek-elektricien bij de gemeentelijke gebouwendienst is bij werving te begeven.

De betrekking van techniek-elektricien is toegankelijk voor vrouwen en mannen.

De techniek-elektricien moet :

de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van E.U. bezitten;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

van goed zedelijk gedrag zijn;

aan de dienstplichtwetten voldoen;

lichamelijk geschikt zijn;

De lichamelijke geschiktheid wordt vastgesteld door de arbeids-geneeskundige dienst waarbij de gemeente is aangesloten;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

slagen voor een aanwervingsexamen, zoals vastgesteld door de gemeenteraad in zitting van 9 februari 1996;

de techniek-elektricien zal gehouden zijn prestaties te leveren op onregelmatige tijdstippen, evenals op zaterdag, zon- en feestdagen;

voor zover ze niet strijdig zijn met hogergenoemde bepalingen zijn alle bepalingen van het administratief statuut d.d. 9 februari 1996 op deze aanwerving van toepassing.

Naar aanleiding van het openverklaren van bovengenoemde functie zal een wervingsreserve aangelegd worden met een geldigheidsduur van twee jaar te rekenen vanaf de eerste van de maand die volgt op de datum waarop het proces-verbaal van het laatste examengedeelte is afgesloten.

De aanvragen dienen bij ter post aangetekende brief gestuurd te worden aan de heer burgemeester te 8560 Wevelgem.

De uiterste inschrijvingsdatum is 15 september 2000, de postdatum op de briefomslag dient als bewijs.

De kandidaten dienen volgende bewijsstukken over te maken uiterlijk op de dag van het afsluiten van de inschrijvingen (15 september 2000) :

- uittreksel uit de geboorteakte;
- een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;
- Dat getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
- militiegetuigschrift;
- desgevallend bewijzen van prioriteitsrechten.

Alle verdere inlichtingen, evenals de functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst, tel. 056/43 34 31. (21505)

Gemeente Berlare

Een voltijdse statutaire betrekking van gegradueerde technicus (B1-B3) (elektronica, elektro-mechanica, elektriciteit) is vacant bij het gemeentebestuur van 9290 Berlare.

De eigenhandig geschreven kandidatuur, met *curriculum vitae*, dient per aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Dorp 22, te 9290 Berlare, ten laatste gepost op 21 augustus 2000.

Alle inlichtingen kunnen bekomen worden bij de personeelsdienst, Dorp 22, 9290 Berlare, tel. 052/43 23 40. (21506)

Stad Waregem

Het stadsbestuur van Waregem zal overgaan tot het organiseren van wervingsexamens met het oog op het aanleggen van een wervingsreserve voor de functie van :

- technieker-metser;
 - technieker voor de groendienst;
 - technieker voor de bediening van zwaar materiaal.
- Specifieke bekwaamheidsvereiste :
- getuigschrift lager secundair onderwijs of beroepsonderwijs.

Alle verdere informatie betreffende bekwaamheidsvereisten en examenprogramma's kunnen bekomen worden op het stadhuis, personeelsdienst, tel. 056/62 12 28.

Kandidaturen, aan de hand van het verplicht inschrijvingsformulier, te bekomen bij voornoemde dienst, dienen samen met een afschrift van het vereiste diploma tegen ontvangstbewijs te worden afgegeven op de personeelsdienst uiterlijk op 21 augustus 2000, tegen 11 u. 30 m., of bij aangetekende brief ten laatste op 21 augustus 2000, te worden verzonden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 2, te 8790 Waregem. De poststempel geldt als bewijs. (21507)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Grobbendonk

Het O.C.M.W.-Grobbendonk stelt een halftijdse betrekking (19/38) van ergotherapeut(e) vacant.

De kandidaten dienen te voldoen aan volgende voorwaarden :

- de leeftijd van 50 jaar op datum van het afsluiten van de kandidaturen niet bereikt hebben;
- in het bezit zijn van het diploma van gegradueerde in de ergotherapie;
- slagen in een bekwaamheidsproef;
- een voor de functie gunstig geschiktheidsprofiel bezitten.

Geïnteresseerde kandidaten worden verzocht om hun sollicitatiebrief, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van hun diploma, ten laatste op vrijdag 29 september 2000 (postdatum) toe te sturen aan de voorzitter van het O.C.M.W.-Grobbendonk, Schransstraat 51, te 2280 Grobbendonk.

Voor meer informatie : secretaris O.C.M.W. 014/51 43 36. (21508)

IRIS Hogeschool Brussel

Vacatures academiejaar 2000-2001

Volgende tijdelijke functies zijn te begeven; de grootte van elke opdracht is nog afhankelijk van het studentenaantal :

1. Vereiste : diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau, nuttige ervaring strekt tot aanbeveling.

Departementshoofd voor de lerarenopleiding, opleiding ergotherapie en orthopedagogie 100 %.

Er wordt een zeer uitgebreid *curriculum vitae* verwacht !

Sociologie (opleiding sociaal werk 5 %, opleiding arbeidsorganisatie en gezondheid 6 %).

Veiligheid (opleiding arbeidsorganisatie en gezondheid 50 %, in het bezit zijn van een attest preventieadviseur niveau I).

Budgetteren met kostprijsberekening/investeringsanalyse i.v.m. veiligheid, milieu en ergonomie (opleiding arbeidsorganisatie en gezondheid 6 %).

Arbeidsrecht, sociaal recht (opleiding arbeidsorganisatie en gezondheid 15 %).

Statistiek (opleiding optiek en optometrie 5 %).

Burgerlijk recht (opleiding optiek en optometrie 6 %).

Fysische optica (opleiding optiek en optometrie 5 %).

Marketing (opleiding optiek en optometrie 6 %).

Handels- en fiscaal recht (opleiding optiek en optometrie 6 %).

Psychologie en agogiek (opleiding ergotherapie, opleiding orthopedagogie 5 %).

Ontwikkelingspsychologie (opleiding ergotherapie, opleiding orthopedagogie 5 %).

Kinesiologie (opleiding ergotherapie 5 %).

Pathologie (opleiding ergotherapie 11 %).

Ergonomie (opleiding ergotherapie 5 %).

Medico-sociale vakken (opleiding orthopedagogie 12 %).

Expressievakken (opleiding orthopedagogie 18 %).

Welzijnszorg en welzijnsbeleid (opleiding orthopedagogie 4 %).

Toestelturnen en atletiek, praktijk (lerarenopleiding 10 %).

Bewegingsrecreatie, praktijk (lerarenopleiding 5 %).

Didactische stages L.O. (lerarenopleiding 10 %).

2. Vereiste : minstens diploma hoger onderwijs en beschikken over relevante praktijkervaring).

Informaticus 100 %.

Administratief medewerker 50 % + 50 %.

Methodiek en praktijk sociaal cultureel werk (opleiding sociaal werk 100 %).

Praktijk maatschappelijk werk (opleiding sociaal werk 50 %).

Coördinatie deeltijds programma sociaal werk 50 %.

Begeleiding studenten deeltijds programma sociaal werk 25 %.

Theorie en praktijk ergotherapie, ontwikkelingsdysfuncties, fysieke dysfuncties, psycho-sociale dysfuncties, orthesen en prothesen, semi-narie (opleiding ergotherapie 40 %).

Beroepspraktijk en supervisie (opleiding orthopedagogie 4 %).

Ritmische gymnastiek theorie, methodiek en praktijk (lerarenopleiding 20 %).

Informatica tekstverwerking, theorie, methodiek en praktijk (lerarenopleiding 25 %).

3. Vereiste : diploma hoger secundair onderwijs in de richting optiek en optometrie.

Optische technologie (opleiding optiek en optometrie 6 %).

Visuele educatie, reëducatie en ergonomie (opleiding optiek en optometrie 9 %).

Low-vision, kunstogen en implantlenzen (opleiding optiek en optometrie 5 %).

Begeleiding eindproeven m.i.v. wetenschappelijk onderzoek (opleiding optiek en optometrie 5 %).

Schriftelijke sollicitaties worden vóór 20 augustus 2000 gericht aan Mia Sas, algemeen directeur, Iris Hogeschool Brussel, Poststraat 111, 1030 Brussel. (21509)

**Universiteit Antwerpen
Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen**

Academisch personeel (m/v)

Assisterend academisch personeel (AAP).

In de Faculteit toegepaste economische wetenschappen :

1. een voltijds mandaatassistent in de vakgroep algemene economie voor het vakgebied macro-economie en economische politiek, met ingang van 1 januari 2001.

Profiel : lic. (T)EW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht : onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied macro-economie en economische politiek.

Aanstellingsmodaliteiten : datum van indiensttreding kan eventueel worden vervroegd naar 1 september 2000.

Contactpersoon : prof. dr. J. Plasmans, tel. 03/220 41 49;

2. een voltijds mandaatassistent in de vakgroep bedrijfseconomie voor het vakgebied informatica, met ingang van 1 september 2000.

Profiel : lic. TEW (met specialisatie informatica), handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht : onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied bedrijfsinformatica.

Contactpersoon : prof. dr. W. Van Grembergen, tel. 03/220 40 74.

Onderzoeksmedewerker.

In de Faculteit letteren en wijsbegeerte :

3. een voltijds senior onderzoeksmedewerker (barema doctor-assistent) in de vakgroep Germaanse taal- en letterkunde voor het impulskrediet « Empirisch psycholinguïstisch onderzoek van taalprocessen binnen een cognitief paradigma, met bijzondere aandacht voor lees- en schrijfproblemen », voor een periode van twee jaar (verlengbaar) voor zo spoedig mogelijke indiensttreding.

Profiel : de kandidaat heeft een doctoraat op proefschrift behaald en is gespecialiseerd op het gebied van psycholinguïstiek (dit veronderstelt een bewezen vertrouwdheid met taalkunde, experimenteel onderzoek, statistische dataverwerking en internationale publicatiestrategieën). De taak behelst ondersteuning bij de verdere uitbouw van de onderzoekscel psycholinguïstiek (binnen de interfacultaire onderzoeksgroep taalkunde) door de coördinatie en werving van onderzoeksprojecten, de begeleiding van doctorandi, en de uitvoering van eigen onderzoekswerk. De coördinatieverantwoordelijkheden vereisen goede contactuele, motivationele en organisatorische vaardigheden.

Contactpersoon : prof. dr. D. Sandra, tel. 03/220 42 47.

Kandidaatstelling.

Voor de nodige sollicitatieformulieren : surf naar www.ufsia.ac.be/nieuws/vacatures.html of u kan terecht bij de personeelsdienst van UFSIA (Martien Cryns, tel. 03/220 45 07). Voor vacatures 1 en 2 dienen de formulieren uiterlijk op 11 augustus 2000 toe te komen bij de rector van UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen; voor vacature 3 uiterlijk op 15 september 2000. (21510)

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal**

*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite*

Cour d'appel de Mons

De l'arrêt rendu contradictoirement par la cour d'appel de Mons, 3^e chambre correctionnelle, en date du 10 mai 2000, il appert que le nommé :

N° 982 Pire, Jean Alfred, né à Charleroi le 25 septembre 1953, chauffeur-livreur, domicilié à Charleroi (Jumet), rue Puissant 93, a été condamné à : du chef des préventions I limitée- II- III¹-2° confondues : une peine unique de six mois d'emprisonnement.

Sursis simple de trois ans à l'exécution de la peine d'emprisonnement.

Interdiction pendant cinq ans d'exercer une activité commerciale personnellement ou par interposition de personne.

Une somme de 10 francs portée à 2 000 francs et 1 000 francs.

La cour a, en outre, condamné le prévenu aux frais : 1^{re} instance 632 francs appel 2 583 francs.

Du chef de :

à Jumet, arrondissement judiciaire de Charleroi, entre le 1^{er} juin 1998 et le 24 février 1999, notamment les 22 et 23 février 1999;

étant commerçant en état de faillite au sens de l'article 2 de la loi sur les faillites, et inscrit au registre de commerce de Charleroi sous le n° 180554.

I. limitée avec intention frauduleuse ou à dessein de nuire, détourné ou dissimulé une partie de l'actif;

II. dans l'intention de retarder la déclaration de faillite :

fait des achats ou s'être livré à des emprunts, circulation d'effets et autres moyens ruineux pour se procurer des fonds;

payé ou favorisé des créanciers au préjudice de la masse;

omis de faire l'aveu de la faillite dans le délai d'un mois à dater de la cessation des paiements.

III 1° : n'avoir pas tenu sans retard, de manière fidèle, complète et par ordre de dates, le livre journal, le livre des achats, le livre des ventes;

III 2° : n'avoir par tenu un inventaire.

Ce arrêt a force de chose jugée.

Mons, le 9 juin 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Farvacque. (21511)

Tribunal de première instance de Tournai

Par jugement du tribunal de première instance, séant à Tournai (section correctionnelle) rendu contradictoirement le mardi 22 février deux mille.

Leroy, Daniel Germain Ghislain, né à Tournai le 15 octobre 1961, y inscrit, rue des Fossés 23/1, a été condamné :

avec sursis de cinq ans pour ce qui excède la détention subie;

à deux ans d'emprisonnement principal et deux cents francs d'amende majorés de 1 490 décimes, soit trente mille francs du chef de faux en écritures et usage, étant commerçant failli, par jugement avoir détourné une partie de l'actif, dans l'intention de retarder les déclarations de faillite des sociétés et faillites personnelles, émission chèques sans provision, détournement argents (3 ×) et aux frais envers la partie publique taxés en totalité à 997 francs + mille francs.

Fait commis à Tournai et ailleurs dans l'arrondissement judiciaire de Tournai, entre le 1^{er} août 1993 et le 20 mai 1994.

Par le même jugement, le tribunal a ordonné qu'à défaut de paiement dans le délai légal l'amende pourra être remplacée par un emprisonnement de quarante jours.

Y a-t-il constitution de partie civile en la cause ? oui.

Prononce l'interdiction pour cinq ans, article 33 du Code pénal.

Ordonne la publication d'un extrait du présent jugement au *Moniteur belge* en application de l'article 490 du Code pénal.

Tournai, le 23 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M.C. Eggermont. (21512)

Hof van beroep te Gent

Bij arrest van het hof van beroep te Gent, 8e kamer, d.d. 30 juni 1998, rechtdoende in correctionele zaken, op tegenspraak gewezen en op verzet tegen het verstekarrest d.d. 30 april 1997, en op beroep tegen het vonnis van de correctionele rechtbank te Gent, d.d. 17 mei 1994, op tegenspraak gewezen, werd Kennes, Michel Maria Karel, geboren te Berg (Brabant) op 9 december 1948, wonende te 9800 Deinze, Nachtegaalstraat 107,

beklaagd van :

I. 75.96.114/91 :

A. als dader, misbruik van vertrouwen;

1. te Deinze, op een niet nader te bepalen datum, in november 1990;

II. 75.96.10324/91 :

A. als afgevaardigde-bestuurder (van 1 juni 1990 tot 15 maart 1991) en als feitelijke afgevaardigde-bestuurder (van 15 maart 1991 tot 23 mei 1991) van de N.V. Porche, H.R. Gent 134529, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 mei 1991, doch zich reeds bevindend in staat van virtueel faillissement sedert 1 juni 1990, een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen;

te Deinze, op 23 mei 1991;

B. als afgevaardigde-bestuurder (van 1 juni 1990 tot 15 maart 1991) en als feitelijke afgevaardigde-bestuurder (van 15 maart 1991 tot 23 mei 1991) van de N.V. Porche, H.R. Gent 134529, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 mei 1991, doch zich reeds bevindend in staat van virtueel faillissement sedert 1 juni 1990, met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, aankopen te hebben gedaan tot wederverkoop beneden de koers, toegestemd in leningen, effectencirculaties en andere al te kostelijke middelen om zich geld te verschaffen;

1. te Deinze, van 1 juni 1990 tot 17 mei 1991,

veroordeeld tot :

een gevangenisstraf van één jaar, met gewoon uitstel van vijf jaar voor zeven maanden, een geldboete van vijfhonderd frank × 80 = 40 000 frank of drie maanden;

tien frank × 200 = 2 000 frank (Fonds tot hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden).

Het hof heeft bevolen dat onderhavig arrest, overeenkomstig artikel 490 SWB, op kosten van de veroordeelde zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor echt uittreksel afgeleverd aan de heer procureur-generaal tot inlassing in het *Belgisch Staatsblad*.

(Get.) L. Van Isterdael, adjunct-griffier.

Pro justitia.

Tegen dit arrest werd beroep in cassatie aangetekend door Kennes, Michel, d.d. 10 juli 1998. Bij arrest van het hof van cassatie, d.d. 16 mei 2000, werd deze voorziening verworpen.

Gent, 4 juli 2000.

(Get.) L. Van Isterdael, adjunct-griffier. (21513)

Bij arrest van het hof van beroep te Gent, 8e kamer, d.d. 30 april 1997, rechtdoende in correctionele zaken, rechtdoende op tegenspraak, op beroep tegen het vonnis van de correctionele rechtbank te Gent, d.d. 17 mei 1994, werd Bruynooghe, Jacques Désiré Albert, geboren te Ieper op 26 november 1944, zaakvoerder, wonende te Tunesië, Tunis II, rue Abdelhamid Questani Ksar Hellal,

verdacht van :

I. 75.96.114/91 :

A. als dader, misbruik van vertrouwen;

2. te Brussel, op 30 september 1990;

B. als dader, als afgevaardigde-bestuurder (van 1 juli 1990 - 14 september 1990) en als feitelijke afgevaardigde-bestuurder (14 september 1990 - 4 januari 1991) van de N.V. SLM International, H.R. Brussel 497353, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 29 januari 1991, doch zich reeds bevindend in staat van virtueel faillissement sedert 1 juli 1990, zich schuldig te hebben gemaakt aan, eenvoudige bankbreuk, te Deinze en bij samenhang te Brussel, van 1 juli 1990 tot 4 januari 1991;

C. als dader, als afgevaardigde-bestuurder (24 april 1990 - 14 september 1990) en als feitelijke afgevaardigde-bestuurder (begin 1988, 24 april 1990 en 14 september 1991 - 4 januari 1991) van de N.V. SLM International, wetens de bepalingen te hebben overtreden betreffende de jaarrekening en de boekhouding;

te Deinze en bij samenhang te Brussel, van een niet nader te bepalen datum begin 1988 tot 4 januari 1991,

veroordeeld tot :

voor I.A.2., B, C samen : een gevangenisstraf van twee maanden met uitstel gedurende drie jaar en een geldboete van tweehonderd frank × 80 = 16 000 frank of twee maanden, een bijdrage van tien frank × 200 = 2 000 frank (Fonds tot hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden).

Het hof beveelt dat onderhavig arrest, overeenkomstig artikel 583 W.Kph., op kosten van de veroordeelde, die daartoe gehouden is voor de helft, zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor echt uittreksel afgeleverd aan de heer procureur-generaal tot inlassing in het *Belgisch Staatsblad*.

(Get.) L. Van Isterdael, adjunct-griffier.

Pro justitia.

Tegen dit arrest werd beroep in cassatie aangetekend door Bruynooghe, Jacques, d.d. 15 mei 1997. Bij arrest van het hof van cassatie, d.d. 16 mei 2000, werd akte verleend van afstand en werd het overige verworpen.

Gent, 4 juli 2000.

(Get.) L. Van Isterdael, adjunct-griffier. (21514)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

—
Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire
 —

Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 10 juli 2000, verklaart De Schutter, Anna, geboren te Aalst op 18 augustus 1939, wonende te 9420 Erpe, Halfbunder 17, verblijvende P.Z. Zoete Nood Gods, Reymeersstraat 13a, te 9340 Ledde, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Van den Driessche, Karen, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Vlaanderenstraat 4.

Aalst, 11 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Bernagie, Rosa. (65061)

Vrederegerecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 7 juli 2000 werd Pasmans, Jozef Marcel, geboren te Antwerpen op 1 februari 1919, wonende te 2060 Antwerpen, Congressstraat 28, opgenomen in de instelling Algemeen Centrumziekenhuis, Campus Stuivenberg, Lange Beeldekenstraat 267, te 2060 Antwerpen, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Niewold, Denise, orthopedagoge, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Van Erstenstraat 132.

Antwerpen, 12 juli 2000.

De griffier, (get.) Verrydt, Pierre. (65062)

Vrederegerecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 3 juli 2000, heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat, Van Antwerpen, Rosalie, geboren op 12 december 1970, wonende te 8200 Brugge, Witte Beerstraat 9, niet in staat is zelf haar goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder: De Graeve, Bernard, advocaat, wonende te 8000 Brugge, Augustijnenlei 2, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 12 juli 2000.

De griffier, (get.) De Keersgieter, Lut. (65063)

Bij beschikking van 3 juli 2000, heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat, Mevr. Deschuyffeleer, Kate-lijne, geboren te Kortrijk op 23 september 1963, wonende te 8000 Brugge, Annuntiatenstraat 80, doch verblijvende in het Psychiatrisch Ziekenhuis Onze-Lieve-Vrouw, Koning Albert I-laan 8, te 8200 Sint-Michiels (Brugge), niet in staat is zelf haar goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder: Foulon, Renée, advocaat, wonende te 8490 Jabbeke, Aartrijksesteenweg 107, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 12 juli 2000.

De griffier, (get.) De Keersgieter, Lut. (65064)

Vrederegerecht van het tweede kanton Leuven

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd Prinsier, Blanche Elisabeth, geboren te Houtem op 13 januari 1915, gedomicilieerd en verblijvende te 3040 Huldenberg, Wolfshaegen 186, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: zijn zoon, Soeteweye, Philippe, Vlietstraat 33, 3001 Leuven (Heverlee).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65065)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd De Broeck, Paul, geboren te Leuven op 27 mei 1911, gedomicilieerd en verblijvende te 3360 Bierbeek, Katspoelstraat 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Demin, Geert, advocaat, J.P. Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65066)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 6 juli 2000, werd Veys, Gaston Henri, geboren te Etikhove op 4 oktober 1914, gedomicilieerd en verblijvende te 3360 Korbeek-Lo, Oude Baan 106/78, Ter Korebeke, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: zijn zoon, Veys, Willem, Hoegaardsestraat 55, 3000 Leuven.

Leuven, 6 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65067)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd Taymans, Magdalena Maria Victorine, geboren te Leuven op 18 mei 1939, gedomicilieerd en verblijvende te 3000 Leuven, Fred. Lintsstraat 33, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Schryver, Andreas, advocaat, Sint-Lambertusstraat 16, 3001 Leuven (Heverlee).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65068)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd Jacquemyn, Stan, geboren te Diest op 1 juni 1978, gedomicilieerd Sint-Jan Berchmansstraat 3, 3270 Scherpenheuvel-Zichem, verblijvende U.P.C. Sint-Kamillus, Krijkelberg 1, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: zijn zus, Jacquemyn, Elise, Prattenborgstraat 39/3, 3270 Scherpenheuvel-Zichem.

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65069)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd Rousseeuw, Marcel Albert Julien, geboren te Brussel op 15 november 1922, gedomicilieerd en verblijvende U.P.C. Sint-Kamillus, Krijkelberg 1, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Demin, Geert, advocaat, J.P. Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65070)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd De Loore, Tonny, geboren te Gent op 20 juni 1982, gedomicilieerd en verblijvende te 3053 Haasrode, Hoge-winkelstraat 19, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Schryver, Andreas, advocaat, Sint-Lambertusstraat 16, 3001 Leuven (Heverlee).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65071)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd Castelein, Steven, geboren te Leuven op 20 mei 1982, gedomicilieerd Tervuursesteenweg 295, 3001 Leuven (Heverlee), en verblijvende Sint-Jansbergsteenweg 89, 3001 Leuven (Heverlee), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Schryver, Andreas, advocaat, Sint-Lambertusstraat 16, 3001 Leuven (Heverlee).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65072)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 3 juli 2000, werd N'Doye, Nguirane Ndiage, geboren te Dakar (Senegal) op 5 april 1969, gedomicilieerd Leeuwerikenstraat 45/0102, 3001 Leuven (Heverlee), verblijvende Leeuwerikenstraat 25/0103, 3001 Leuven (Heverlee), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Eryvynck, Marie-Blanche, advocaat, Koning Leopold I-straat 18, 3000 Leuven.

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65073)

Vrederegerecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 27 juni 2000, werd Verplancke, Maurits, geboren te Wachtebeke op 21 mei 1914, verblijvende en gedomicilieerd Moervaartheem, Meersstraat 31, te 9185 Wachtebeke, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: De Vliegheer, Willy, advocaat, Walderdonk 51, te 9185 Wachtebeke.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) K. Lieta-nie. (65074)

Justice de paix du premier canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 29 juin 2000, faisant suite à la requête du 30 mai 2000, la nommée Loukou, Alia, née à Ait Brahim (Maroc) en 1927, domiciliée à 1070 Anderlecht, rue de l'Expansion 23, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant: Tournay, Yvan, avocat, boulevard du Souverain 144/33, 1160 Auderghem.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Luc Vand-yck. (65075)

Justice de paix du canton de Gosselies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Gosselies, en date du 16 juin 2000, le nommé Raymond Hodister, né le 27 avril 1948 à Aiseau, domicilié à 6240 Farciennes, Résidence Phalanstère, rue de Lambusart 46, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Me Santa Ranieri, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Tirou 24/12.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Catherine Cleda. (65076)

Justice de paix du canton de Jumet

Par ordonnance rendue le 30 juin 2000, par M. le juge de paix du canton de Jumet, siégeant en chambre du conseil, M. Leveque, Georges, né à Jemappes le 4 octobre 1939, domicilié à 6061 Montignies-sur-Sambre, rue J. Jaurès 265, résidant au home « Drion », rue Pont Drion 7, à 6042 Lodelinsart, a été déclaré hors d'état de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Me Jean-François Dupuis, avocat à Châtelineau, rue de la Vallée 27.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Christine Canivet. (65077)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 10 juillet 2000, M. Duponthieu, Michel, né le 29 juillet 1978 à Tournai, domicilié à 7500 Tournai, avenue Leray 23/2, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pav. « Les Genêts », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire, en la personne de: Me Poncin, Corinne, avocate à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Dominique Hanselin. (65078)

Mainlevée d'administration provisoire Opheffing voorlopig bewind

Vrederegerecht van het kanton Deurne

Bij beschikking van Lucas Van Den Acker, plaatsvervangend vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 7 juli 2000, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopige bewindvoerder van Mevr. Joanna Augusta Van Den Bosch, geboren te Borsbeek op 18 mei 1921, wonende te 2150 Borsbeek, Hulgenrodestraat 60 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 juni 2000, blz. 21531, nr. 64254), over de goederen van haar echtgenoot, Franciscus Josephus Maria Verhoeven, geboren te Borsbeek op 4 maart 1917, in leven wonende te 2150 Borsbeek, Hulgenrodestraat 60, verblijvende A.Z. Jan Palfijn, Campus Gallifort, te 2100 Antwerpen-Deurne, Bosuilplein 1, overleden te Antwerpen-Deurne op 1 juli 2000.

Antwerpen-Deurne, 10 juli 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (65079)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 7 juli 2000, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Vrijdag, Basilius, geboren te Zele op 25 april 1926, gedomicilieerd te 1040 Brussel (Etterbeek), Fétisstraat 50, verblijvende avenue de l'Hôpital 1, 4000 Liège (ambtshalve ingevolge overlijden te Luik op 25 november 1998).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65080)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 7 juli 2000, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Goetmans, Alexander, geboren te Vossem op 22 oktober 1909, gedomicilieerd en verblijvende te 3080 Tervuren (Duisburg), Mechelsestraat 99, (ambtshalve ingevolge overlijden te Ukkel op 11 juni 2000).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65081)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 7 juli 2000, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Cloetens, Albert, geboren te Heverlee op 15 april 1913, gedomicilieerd Frederik Lintsstraat 33, 3000 Leuven, verblijvende Kapucijnenvoer 35, 3000 Leuven, (ambtshalve ingevolge overlijden te Leuven op 30 juni 2000).

Leuven, 7 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65082)

Vrederecht van het kanton Ninove

Beschikking d.d. 11 juli 2000, verklaart Baeyens, Marda, arbeidster, wonende te 1760 Roosdaal, Lostraat 29, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Ninove, op 13 januari 1999 (rolnummer 98B107 - Rep.R. 64) tot voorlopig bewindvoerder over Guldemont, Philomena, geboren te Denderleeuw op 13 maart 1913, wonende en verblijvende in het O.C.M.W. Rusthuis, te 9400 Ninove, Burchtstraat 46 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1999, blz. 2165, en onder nr. 60335), ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Ninove op 30 juni 2000.

Ninove, 12 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Van Durme, Rita. (65083)

Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg, en date du 12 juillet 2000, il a été mis fin à la mission de Ransy, Jean-Luc, avocat à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44, en sa qualité d'administrateur provisoire de Rausch, Maria, veuve de Vanaschen, née le 5 novembre 1928, domiciliée à 4700 Eupen, rue de Verviers 19, cette personne étant à nouveau capable de gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Deblond, épouse Alfred Sieberath. (65084)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het tweede kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Oostende, verleend op 6 juli 2000, werd Mevr. Joseph, Daniella, wonende te 8470 Gistel, Polderlaan 23, aangesteld bij beschikking van 20 juni 1997 (rolnummer 3559/97 - rep. 1218, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 1997, op blz. 18391, onder nr. 6535), als voorlopige bewindvoester over: Depoorter, Vicky, geboren te Oostende op 16 september 1974, poetsvrouw, wonende te 8432 Leffinge, Dorpsstraat 14b, ontslagen van haar opdracht en vervangen door Mr. Bianca Aercke, advocaat te 8400 Oostende, Zwaluwenstraat 127.

Oostende, 11 juli 2000.

De griffier, (get.) Vanheste, René. (65085)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 5 juillet 2000, M. Fontaine, Gilbert, né le 13 février 1920 à Wodecq, résidant à l'établissement Hôme de l'Esplanade, rue Jean Jaurès 7, 7800 Ath, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un nouvel administrateur provisoire, en la personne de: M. Fontaine, Thierry, magasinier, domicilié à 7800 Ath, rue de Beaumont 89, en remplacement de: Me Poncin, Corinne, avocate à Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Dominique Hanselin. (65086)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**Publication prescrite par l'article 793**
du Code civil*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*
Acceptation sous bénéfice d'inventaire

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte (n° 00-1234) passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le 11 juillet 2000:

1. M. Temperman, Laurent Jacques, né à Anderlecht le 17 février 1971, domicilié à 1070 Bruxelles, rue de la Sincérité 57;

2. M. Temperman, Stéphane Michel, né à Anderlecht le 15 mars 1972, domicilié à 1652 Beersel, Hoogveldlaan 39/7,

ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de M. Temperman, Georges Emile, né à Ixelles le 3 mars 1945, de son vivant domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de la Basilique 87, et décédé le 28 juin 2000 à Berchem-Sainte-Agathe.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Olivier Dubuisson, notaire à 1050 Bruxelles, rue Américaine 100.

Bruxelles, le 11 juillet 2000.

Le greffier, (signé) Aerts Vera. (21515)

Tribunal de première instance Tournai

—

Par acte n° 00-266 dressé au greffe du tribunal de première instance de Tournai, province de Hainaut, le 12 juillet 2000 :

Dorchies, Nadine, domiciliée à Taintignies, Résidence Eloi Minet 28;

agissant en vertu d'une procuration qui restera annexée à l'acte, en qualité de mandataire de :

Gyre, Régine Paulette Germaine, née à Taintignies le 30 juin 1948, domiciliée à 7500 Tournai, rue des Paniers 5;

Olikier, Jacqueline Anne Georgette, née à Taintignies le 9 août 1951, domiciliée à Rumes, rue du Sentier 15;

Olikier, Patricia Marie-Thérèse Georgina, née à Tournai le 3 février 1962, domiciliée à Tournai, chaussée de Douai 131;

Olikier, Thierry Guy, né à Tournai le 6 janvier 1966, domicilié à Péruwelz, rue Neuve Chaussée 6.

Laquelle comparante a déclaré vouloir accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Gyre, Paulette Léone, née le 24 septembre 1929 à Taintignies, en son vivant domiciliée à Taintignies rue du Temple 22, décédée à Tournai le 11 mai 2000.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

L'élection de domicile est faite chez Me Jean-Luc Hachez, notaire, de résidence à 7500 Tournai, boulevard du Roi Albert 8.

Tournai, le 12 juillet 2000.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) Chr. Maladry. (21516)

Tribunal de première instance Liège

—

L'an 2000, le 12 juillet, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Van Lierde, Nicole née à Diest, le 10 février 1950, domiciliée à Liège, Cour Moreau 2, laquelle comparante a déclaré accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Schmitz, Didier, né à Esneux le 20 octobre 1944, de son vivant domicilié à Liège-2, Cour Moreau 2, et décédé le 18 juin 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Marc Wauthier, notaire à Liège, boulevard de la Sauvenière 138.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) Diederer. (21517)

Tribunal de première instance Namur

—

L'an 2000, le 12 juillet, au greffe du tribunal de première instance de Namur, et par-devant nous, Christian Godfurnon, greffier-chef de service, a comparu Mlle Josephy, Ingrid, née à Verviers, le 10 mai 1971, domiciliée à Ham-sur-Sambre, rue de Fosses 52, agissant personnellement et en sa qualité de tutrice dative de Josephy, Frank, né à Namur le 7 juillet 1973, placé sous statut de minorité prolongée suivant jugement prononcé le 17 novembre 1993 par la troisième chambre du tribunal de première instance de Namur, domicilié à Ham-sur-Sambre, rue de Fosses 52, fils de M. Josephy, Christian et de Mme Gentges, Hildegard, et ce dûment autorisée par le conseil de famille, tenu sous la présidence de Mme le juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, Mme Joëlle Deloge, en date du 20 juin 2000.

Laquelle comparante a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de 1. M. Josephy, Christian, domicilié en son vivant à Ham-sur-Sambre, rue de Fosses 52, et décédé en Thaïlande (Bangkok) en date du 14 avril 2000, et de 2. Mme Gentges, Hildegard, domiciliée en son vivant à Ham-sur-Sambre, rue de Fosses 52, et décédée en Thaïlande (Bangkok) en date du 14 avril 2000.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, Christian Godfurnon, greffier-chef de service.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Jean-Luc Ledoux, notaire rue du Cadastre 45, 5060 Tamines.

Namur, le 12 juillet 2000.

Le greffier-chef de service, (signé) Christian Godfurnon. (21518)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

—

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 12 juli 2000, hebben :

1. Renson, Charles Jules A.A.G., geboren te Namen op 15 juli 1951, wonende te 1367 Ramillies, rue de Fagneton 31;

2. Renson, Carine Ghislaine Anne M.E., geboren te Namen op 7 januari 1958, wonende te 4280 Hannut, rue Zénobe Gramme 69;

3. Renson, Didier, geboren te Namen op 20 juli 1968, wonende te 4280 Hannut, rue de Wavre 28,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Renson, Kristel Henri Ghislain, geboren te Forville op 7 juni 1926, in leven laatst wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Turnhoutsebaan 69, bus 4, en overleden te Antwerpen op 20 februari 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Yves De Deken, te 2000 Antwerpen, Schuttershofstraat 45.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 12 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) M. Van Nieuwenburg. (21519)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

—

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 12 juli 2000, heeft Verhaert, Isabelle, notarieel juriste, wonende te Kontich, Yzermaalberg 5, handelend als gevolmachtigde van Vermeiren, Kenny, reisagente, geboren te Reet op 18 november 1976, ongehuwd, dochter van Vermeiren, Willy, wonende te 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 56D, handelend in eigen naam, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vermeiren, Willy Vital, geboren te Berhem op 28 december 1946, in leven laatst wonende te 9160 Lokeren, Sint-Jozefstraat 8, en overleden te Sint-Niklaas op 20 december 1999.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. P. Dehandschutter, notaris, te 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 36.

Dendermonde, 12 juli 2000.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) L. Pauwels. (21520)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 12 juli 2000, blijkt dat Benaets, Jenny Josephine Josée, geboren te Sint-Truiden op 28 april 1962, wonende te Sint-Truiden, Eynestraat 14, weduwe van Bels, Eddy Dieudonné August Joseph, geboren te Sint-Truiden op 11 november 1957, handelende in eigen naam en tevens handelende in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes van haar minderjarige kinderen :

Bels, Sofie Maria Romaine Ghislaine, geboren te Sint-Truiden op 9 april 1987, wonende te 3800 Sint-Truiden, Eynestraat 14;

Bels, Ivo José Jozef Ghislaine, geboren te Leuven op 16 juni 1991, wonende te 3800 Sint-Truiden, Eynestraat 14,

hiertoe gemachtigd door de familieraad gehouden onder voorzitterschap van de heer vrederechter Joseph Nollet van het kanton Sint-Truiden, bij beslissing van 27 juni 2000, in het Nederlands verklaard heeft de nalatenschap van wijlen Bels, Eddy Dieudonné August Joseph, geboren te Sint-Truiden op 11 november 1957, in leven laatst wonende te 3800 Sint-Truiden, Eynestraat 14, en overleden te Sint-Truiden op 11 juni 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van P. Odeurs, notaris, te 3800 Sint-Truiden, Houtmarkt 3.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 12 juli 2000.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) L. Petrov. (21521)

Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 12 juli 2000, hebben :

Mej. Dhaeyer, Myriam Georgea Josepha, geboren te Ronse op 17 mei 1978, wonend te Ronse, Moortelstraat 46;

de heer Dhaeyer, Geert René Pieter, geboren te Ronse op 26 juni 1980, wonende te Ronse, Moortelstraat 46, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Devoet, Victor Maurice, geboren te Manage op 14 september 1925, in leven laatst wonende te 9600 Ronse, Grote Marijve 74, en overleden te Ath op 23 maart 2000.

Ten einde dezer wordt keuze van woonst gedaan ten kantore van Mr. Philippe Flamant, notaris, met kantoor te Ronse, K. Vandendoorenstraat 12.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maand te rekenen van de datum van de opneming in het *Belgisch Staatsblad* van de onderhavige bekendmaking, bij aangetekend schrijven te richten aan de voormelde gekozen woonplaats.

Oudenaarde, 12 juli 2000.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) P. Van der Hauwaert. (21522)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij akte nr. 3117 van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 12 juli 2000, werd door Mr. Van Loo, Eric, advocaat met kantoor te 9000 Gent, Hubert Frère Orbanlaan 215, als volmachtdrager en bij beschikking d.d. 7 juli 1997 als voorlopig bewindvoerder over de goederen van Millevert, Jean, geboren te Gent op 5 mei 1946, gedomicilieerd en verblijvende te 9810 Eke (Nazareth), aan de Zonnestraat 13, in het Nursing- en Bezigheidshome «De Hoeve», verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van Millevert, Omer Albrecht, geboren te Dessel op 14 april 1920, laatst wonende te Nieuwpoort, Havenstraat 5, en overleden te Gent op 26 mei 2000.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maand te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan kantoor Mr. Van Loo, Eric, Hubert Frère Orbanlaan 215, 9000 Gent.

Veurne, 12 juli 2000.

De adjunct-griffier, (get.) D. Ackerman. (21523)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op vijf juli tweeduizend is voor ons, M. Van Nieuwenburg, e.a. adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, ter griffie van deze rechtbank verschenen :

Bosseloo, Anna Pauline, geboren te Leuven op 6 oktober 1938, wonende te 2640 Mortsel, Sint-Reinhildisstraat 17, handelend in haar hoedanigheid van wettige voogdes, hiertoe ingevolge artikel 65 van de O.C.M.W.-wet, benoemd bij besluit van de raad van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn te Mortsel, d.d. 14 juni 2000, over de persoon van de minderjarige kinderen :

Vercammen, Pieter, geboren te Bornem op 18 oktober 1992;

Vercammen, Andreas, geboren te Bornem op 5 december 1993,

beiden wonende te 2640 Mortsel, De Valk 28.

Verschijnster verklaart ons, handelend in haar voormelde hoedanigheid, de nalatenschap van wijlen De Laet, Anna Maria, geboren te Beerse op 24 juli 1956, in leven laatst wonende te 2640 Mortsel, De Valk 28, en overleden te Mortsel op 15 april 2000, te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Er wordt woonstkeuze gedaan bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn Mortsel, te 2640 Mortsel, Meerminne 6.

Mevr. Bosseloo, Anna, legt ons het besluit voor van de raad van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn Mortsel, zetelend als familieraad, d.d. 3 juli 2000, waarbij zij daartoe gemachtigd werd.

Waarvan akte, datum als boven.

Na voorlezing ondertekend door verschijnster en ons e.a. adjunct-griffier, (get.) Bosseloo, A.; Van Nieuwenburg, M.

Voor eensluidend verklaard afschrift, afgeleverd aan verschijnster : de griffier, (get.) M. Van Nieuwenburg. (21580)

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 1253
du Code civil**

Nomination de conseil — Benoeming van raadsman

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op dertig juni tweeduizend verleende de eerste B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Patricia Gerard M.-L. De Vulder geboren te Antwerpen op 13 april 1964, wonende te 2520 Ranst, Achterstraat 19, zuster van Martine De Vulder, benoemd is tot gerechtelijk raadsman en zonder wiens bijstand Martine Robert Rosa De Vulder, geboren te Antwerpen, eerste district, op één augustus negentienhonderd zestig, Belgische, arbeidster beschutte werkplaats, ongehuwd, wonende te 2140 Antwerpen, district Borgerhout, Stenenbrug 30, bus 6, geen rechtsgedingen mag voeren, dadingen treffen, leningen aangaan, roerende kapitalen in ontvangst nemen of daarvan kwijting geven, haar goederen om niet of onder bezwarende titel vervreemden of ze met hypotheek bezwaren.

Antwerpen, 11 juli 2000.

De griffier, (get.) J. De Graeve. (21579)

Gerechtiglijk akkoord – Concordat judiciaire

Tribunal de commerce d'Eupen

Par jugement du 6 juillet 2000, le tribunal de commerce d'Eupen a accordé un sursis définitif à Pecheur, Christian Marie Cyrille, né à Saint Vith le 8 novembre 1959, domicilié à 4780 Saint Vith, Hubert Reuland Strasse 4, R.C. Eupen 57450, pour l'exploitation d'un restaurant et d'une agence de publicité, sous la dénomination « Le Rustique » à 4780 Saint-Vith, Hünningen 45.

Ce sursis définitif expirera le 5 juillet 2002, sous réserve de la prorogation prévue à l'article 34, alinéa 2, de la loi sur le concordat judiciaire.

Me Claudia Kohnen, Major-Long-Straße 38, à 4780 Saint-Vith, commissaire au sursis, exercera la surveillance et le contrôle de l'exécution du plan de redressement ou de paiement et du concordat.

Pour extrait conforme : (signé) D. Wetzels, greffier adjoint. (21524)

Handelsgericht Eupen

Durch Urteil vom 6. Juli 2000 hat das Handelsgericht Eupen den definitiven Zahlungsaufschub des Herrn Pecheur, Christian Marie Cyrille, geboren am 8. November 1959 zu Sankt Vith, wohnhaft 4780 Sankt Vith, Hubert Reuland Straße 4, H.R. Eupen 57450, für das Betreiben eines Restaurant/Werbeagentur, Handel treibend unter der Bezeichnung « Le Rustique », Hünningen 45, in 4784 Sankt Vith, gewährt.

Der definitive Zahlungsaufschub endet im Jahre 2002 am 5. Juli, unter Vorbehalt einer eventuellen Verlängerung, vorgesehen gemäss Artikel 34, Absatz 2, des Gesetzes über den gerichtlichen Vergleich.

Die Durchführung des Sanierungsplans und des gerichtlichen Vergleichs wird unter der Aufsicht und Kontrolle des Zahlungsaufschubskommissars, Frau Rechtsanwältin Claudia Kohnen, Major-Long-Straße 38, 4780 Sankt Vith, ausgeübt.

Für gleichlautenden Auszug : (Gez.) D. Wetzels, beig. Greffier. (21524)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 24 mai 2000, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, avait accordé un prolongement du sursis provisoire jusqu'au 30 juin 2000.

Par jugement du 30 juin 2000, la première chambre du tribunal de commerce proroge la période du sursis provisoire jusqu'au 4 octobre 2000.

A la S.A. Entretien et Réparation de Mécanique industrielle, en abrégé : « ERMECA », R.C. Charleroi 169282, ayant son siège social à Fleurus, avenue de Lambusart 14.

Il sera statué sur l'octroi du sursis définitif le mercredi 27 septembre 2000, à 11 h 30 m, en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Le plan de redressement et l'éventuelle proposition de transfert de l'entreprise, sera déposé au greffe du tribunal de céans au plus tard le 15 septembre 2000.

Le greffier adjoint principal, (signature illisible.) (21525)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 juli 2000 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de heer Neuckermans, Willem, met zetel te 1540 Herne, Kleine Leenstraat 4, H.R. Brussel 423344, BTW 747.056.584, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Dehandschutter.

(Pro deo) (21526)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Atlan, dont le siège social est établi à 1190 Forest, chaussée de Neerstalle 347B, avec sièges d'exploitation à 1140 Evere, rue Henri Conscience 123, et à 1040 Etterbeek, rue Aviateur Thieffry 36, R.C. Bruxelles 592524, T.V.A. 454.740.255, activité commerciale : matériel informatique.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21527)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Atlan, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1190 Vorst, Neerstalsesteenweg 347B, met uitbatingszetels te 1140 Evere, Henri Consciencestraat 123, en te 1040 Etterbeek, Vlioger Thieffrystraat 36, H.R. Brussel 592524, BTW 454.740.255, handelsactiviteit : computer materiaal.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21527)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Marc Vandenbossche, né à Etterbeek le 7 juin 1969, domicilié à 1050 Ixelles, avenue Louis Lepoutre 5/M, sous l'enseigne Image de Marc, R.C. Bruxelles 590540, T.V.A. 554.569.685, activité commerciale : décorateur.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21528)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de heer Marc Vandenbossche, geboren te Etterbeek op 7 juni 1969, gehuisvest te 1050 Elsene, Louis Lepoutrelaan 5/M, onder de benaming Image de Marc, H.R. Brussel 590540, BTW 554.569.685, handelsactiviteit : decorbouwer.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21528)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Jackson Corporation, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, chaussée de Charleroi 189, R.C. Bruxelles 612313, T.V.A. 460.207.590, activité commerciale : import-export.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21529)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Jackson Corporation, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1060 Sint-Gillis, Charleroiesteenweg 189, H.R. Brussel 612313, BTW 460.207.590, handelsactiviteit : invoer-uitvoer.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21529)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Flash, dont le siège social est établi à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue du Comte de Flandre 29, R.C. Bruxelles 570863, T.V.A. inconnu, activité commerciale : vente en gros de papier.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21530)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Flash, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 29, H.R. Brussel 570863, BTW onbekend, handelsactiviteit : groothandel in papierwaren.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21530)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Le Gaetany's, dont le siège social est établi à 1070 Anderlecht, avenue Théo Verbeeck 73, R.C. Bruxelles 561397, T.V.A. 448.220.667, activité commerciale : salon de consommation.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21531)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Le Gaetany's, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1070 Anderlecht, Theo Verbeecklaan 73, H.R. Brussel 561397, BTW 448.220.667, handelsactiviteit : drankgelegenheden.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21531)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 juillet 2000 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Theoremes, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, rue de Suisse 10, R.C. Bruxelles 511308, T.V.A. 435.172.880, activité commerciale : vente de mobilier.

Juge-commissaire : M. Hansez.

Curateur : Me Frederik De Vulder, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 août 2000, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Devulder.

(Pro deo) (21532)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Theoremes, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1060 Sint-Gillis, Zwitserlandstraat 10, H.R. Brussel 511308, BTW 435.172.880, handelsactiviteit : verkoop van meubilair.

Rechter-commissaris : de heer Hansez.

Curator : Mr. Frederik De Vulder, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) F. De Vulder.

(Pro deo) (21532)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 13 juillet 2000, la S.P.R.L. « Deboite », dont le siège social est établi à 5660 Couvin, rue du Pilon 2, R.C. Dinant 45625, pour exploitation d'un dancing avec débit de boissons fermentées et spiritueuses, T.V.A. 461.622.208, a été déclarée en faillite, sur aveu.

Curateur : Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Daoust 38.

Juge-commissaire : M. G. Jacques, juge consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 12 septembre 2000, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Dinant.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (Pro deo) (21533)

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 12 juillet 2000, la S.P.R.L. Sepec, dont le siège social est établi à 5580 Rochefort, rue de l'Abattoir 53, R.C. Dinant 26936, T.V.A. 417.141.471, pour entreprise d'installation d'éclairage et de force motrice, entreprise de travaux sous-marins, entreprise d'échaffaudage, rejointoyage et nettoyage de façades, commerce de détail en articles de sport, pâtisserie, fourniture de main d'œuvre aux entreprises industrielles et commerciales, commerce de détail en appareils électriques y compris les articles de lustrerie et d'éclairage et du matériel radio-électrique, commerce de gros en machine, appareils et matériels électriques y compris les articles d'éclairage, des appareils électroménagers et du radio-électrique, commerce de détail de pompes à chaleur et de matériel de climatisation, entreprise d'installation de matériel frigorifique, a été déclarée en faillite sur aveu.

Curateur : Olivier Valange, avocat à 5590 Ciney, rue Saint-Pierre 11.

Juge-commissaire : M. Alfred Kersten, juge consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours du jugement déclaratif, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au mardi 5 septembre 2000, à 9 h 30 m, au tribunal de commerce de Dinant.

Le curateur, (signé) O. Valange. (Pro deo) (21534)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 11 juillet 2000, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré en état de faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Ramostrans, R.C. Charleroi 186158, dont le siège est sis rue du Paradis 134, à 6140 Fontaine-l'Evêque, et a fixé provisoirement l'époque de la cessation des paiements de la société faillie au 10 juin 2000.

Le même jugement nomme en qualité de juge-commissaire M. L'Heureux, et en qualité de curateur, Me Françoise Blampain, avocat, boulevard Audent 33, à 6000 Charleroi.

Il ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, la déclaration de leur créance avant le 8 août 2000, fixe la clôture du procès-verbal de vérification des créances au 5 septembre 2000, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre commerciale de Charleroi.

Le pro deo a été accordé.

L'huissier commis est l'huissier Rassart.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Blampain.
(Pro deo) (21535)

Par jugement du 11 juillet 2000, le tribunal de commerce de Charleroi, chambre des vacations, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Esse Gi International, dont le siège social est établi à 6210 Frasnes-lez-Gosselies, chaussée de Bruxelles 527B, R.C. Charleroi 183255, T.V.A. 454.274.853.

Les dispositions suivantes ont été adoptées :

1. Date provisoire de la cessation des paiements : le 13 juillet 2000.
2. Date ultime pour le dépôt des déclarations de créances, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi : le 8 août 2000.
3. Clôture du procès-verbal de vérification des créances, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce : le 5 septembre 2000, à 8 h 15 m.
4. Juge-commissaire : M. Francis Declercq.
5. Curateur : Me Xavier Dehombreux, avocat à Charleroi, rue de l'Athénée 15 (tél. 071/32 10 98).
6. Huissier commis : Conotte, de résidence à Charleroi.

Pour extrait conforme : (signé) Me X. Dehombreux, curateur.
(Pro deo) (21536)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 13 juillet 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. A.B. Construction, R.C. Liège 176256, T.V.A. 443.991.170, ayant son siège social avenue Jean-Jaurès 81, à 4630 Soumagne, activité : une entreprise de construction, de réfection et d'entretien des routes, de travaux d'égoûts, de travaux de pose de câbles et canalisations diverses, installation de signalisation, routière et marquage des routes, installation d'échafaudages, rejointoyage et nettoyage de façades, placement de clôtures, entreprise d'isolation thermique et acoustique, placement de cloisons et faux plafonds, placement de ferronnerie, volets et menuiseries métallique et plastique, installation de ventilation et d'aération, de chauffage à air chaud, de conditionnement d'air et de tuyauteries industrielles, de peinture industrielle et de sablage, de recouvrement de corniches, de ramonage de cheminées de lavage de vitres, etc.

Date de début des opérations commerciales : le 1^{er} avril 1991.

Juge-commissaire : M. Olivier Eschweiler.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 septembre 2000, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, tribunal de commerce de Liège.

Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, de et à 4000 Liège, dans les trente jours à dater du jugement déclaratif de faillite.

Le curateur : (signé) Me E. Chartier, avocat, rue Dartois 12, 4000 Liège, tél. 04/252 77 69, fax 04/252 74 31. (Pro deo) (21537)

Par jugement du 13 juillet 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Baltha, R.C. Liège 201702, T.V.A. 463.582.596, ayant son siège social boulevard d'Avroy 202, à 4000 Liège, activité : un restaurant, traiteur, organisateur de banquets, le commerce de plats préparés à emporter sans consommation sur place.

Date de début des opérations commerciales : le 28 juillet 1998.

Juge-commissaire : M. Olivier Eschweiler.

Procès-verbal de vérification des créances : le 5 septembre 2000, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, tribunal de commerce de Liège.

Les déclarations de créance doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, de et à 4000 Liège, dans les trente jours à dater du jugement déclaratif de faillite.

Le curateur : (signé) Me E. Chartier, avocat, rue Dartois 12, 4000 Liège, tél. 04/252 77 69, fax 04/252 74 31. (Pro deo) (21538)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 11 juillet 2000 du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Fantadil, dont le siège social est route de Mons 99, à 7301 Hornu, ayant exploité un restaurant sous la dénomination « Le Fantasia Grill », à Ifterbeek, chaussée de Ninove 628, R.C. Mons 138568, T.V.A. 462.835.894.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 11 juillet 2000.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, rue des Telliers 20, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 10 août 2000.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons, à 8 h 30 m, le 14 septembre 2000.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (21539)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 29 mai 2000, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.A. Dana International, rue de la Bruyère 37, 1332 Genval, R.C. Nivelles 72184, T.V.A. 448.492.564, activité : exportation de viande.

Juge-commissaire : Jules Lois.

Curateur : Me Michel Janssens, avocat, dont le cabinet est sis à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 27 juillet 2000, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre. (21540)

Tribunal de commerce d'Eupen

Par jugement du 12 juillet 2000, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de la S.A. B.T.A., ayant son siège social et d'exploitation, Aachener Strasse 216, in 4701 Eupen/Kettenis, R.C. Eupen 60966, T.V.A. 441.967.137, pour import et export, commerce de gros et de détails, fabrication, construction, réparation et montage de cabines de distribution, y compris toutes les installations électriques.

Juge-commissaire : M. Helmut Pieper.

Curateur : Me Jean-Luc Ransy, rue Lamberts 44, 4840 Welkenraedt.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 8 septembre 2000, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce d'Eupen, rue d'Aix-la-Chapelle 78, à 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) J.-L. Ransy. (21541)

Handelsgericht Eupen

Durch Urteil vom 12. Juli 2000 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis der AG B.T.A., mit Gesellschaftssitz und Niederlassung, Aachener Strasse 216, in 4701 Eupen/Kettenis, H.R. Eupen 60966, MWSt. 441.967.137, Haupttätigkeit : Im- und Export, Gross- und Einzelhandel, Herstellung, Konstruktion, Reparaturen und Montage von elektrischen Schaltschränken und allen dazu gehörigen elektrischen Installationen, verkündet.

Konkursrichter : Herr Helmut Pieper.

Konkursverwalter : Herr Rechtsanwalt Jean-Luc Ransy, rue Lamberts 44, in 4840 Welkenraedt.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilsspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der Forderungen : am Freitag, dem 8. September 2000, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) J.-L. Ransy. (21541)

Tribunal de commerce d'Eupen

Concerné : faillite IS. C.R.L. « L.O.T.A.R. », ayant son siège social et d'exploitation, rue de Montzen 155, à 4710 Lontzen, R.C. Eupen 62522, T.V.A. 452.547.857, pour le commerce d'antiquités, de meubles neufs et d'occasion, l'exportation d'antiquités, de meubles neufs et anciens,...

Par jugement du 6 juillet 2000, le tribunal a déclaré la faillite close par manque d'actif. Il a déclaré le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Kittel. (21542)

Handelsgericht Eupen

Betrifft : Konkurs der Genoss.m.b.H. « L.O.T.A.R. », mit Gesellschaftssitz und Niederlassung, Montzener Strasse 155, in 4710 Lontzen, H.R. Eupen 62522, MWSt. 452.547.857, Haupttätigkeit : Handel von neuen, gebrauchten und antiken Möbeln, der Export von Antiquitäten, alten un neuen Möbeln,...

Durch Urteil vom 6. Juli 2000 hat das Handelsgericht den Konkurs mangels Aktiva abgeschlossen. Der Konkursschuldner wurde für nicht entschuldbar erklärt.

Für gleichlautenden Auszug : der Konkursverwalter, (Gez.) A. Kittel. (21542)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 12 juli 2000, op bekenenis, buitengewone zitting vakantiekamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Valere Eduard Dierickx, geboren te Aalter op 23 juni 1921, wonende te 9050 Gentbrugge, Brusselsesteenweg, voorheen 395, thans 453, handel-drijvende onder de benaming « Records House », klein- en groothandel in muziekstukken en fonoplaten, radio-elektrisch materieel, H.R. Gent 76818.

Rechter-commissaris : de heer Germaan Van Verdegheem.

Datum staking van de betalingen : 30 juni 2000.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 9 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 15 september 2000, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Carine De Vos, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 72.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. De Buck. (21543)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 10 juli 2000 werd, op bekenenis, uitgesproken het faillissement van de B.V.B.A. Aviti, handeldrijvende onder de benaming « In Den Olifant », met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Kroonmolenstraat 15, H.R. Sint-Niklaas 43748, BTW 429.339.222.

Staking van betaling werd vastgesteld : op 5 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen uiterlijk op 9 augustus 2000, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 13 september 2000, te 15 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curatoren : Mr. Dani De Clercq, advocaat te 9111 Belsele, Rozenlaan 30; Mr. Johan Colpaert, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, en Mr. Koen D'Hondt, advocaat te 9120 Beveren-Waas, Kasteeldreef 77.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Dani De Clercq. (21544)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vakantiekamer, d.d. 12 juli 2000 werd, op bekenenis, in faillissement verklaard de N.V. Belma International, met maatschappelijke zetel te 9255 Buggenhout, Bergveld 1, H.R. Dendermonde 47154, voor groot-handel in textielwaren, BTW 447.314.708.

Staking van betalingen : op 9 juli 2000, onder voorbehoud van art. 12, lid 2 F.W.

Rechter-commissaris : de heer Marc Tackaert.

Curator : Mr. Magda Jannis, advocaat te 9280 Lebbeke, Leo Du Boisstraat 46.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf heden.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op vrijdag 8 september 2000, te 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van voornoemde rechtbank.

De curator, (get.) M. Jannis. (21545)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 11 juli 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, op aangifte, in staat van faillissement verklaard N.V. Daenens, met zetel te 8550 Zwevegem, Avelgemstraat 100E, H.R. Kortrijk 102108, BTW 423.184.472, met als werkzaamheid : kleinhandel in diverse artikelen betreffende het zelf verfraaien van woningen en gebouwen.

Rechter-commissaris : de heer Germain Arnoys, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Frank Heffinck, advocaat te 8501 Kortrijk-Bissegem, Meensesteenweg 347.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 10 juli 2000.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 1 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 10 u. 15 m., ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Frank Heffinck. (21546)

Bij vonnis van 11 juli 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de heer Dimitri Albert Wylin, geboren te Kortrijk op 6 oktober 1976, wonend te 8501 Heule, Zeger van Heulestraat 52, handeldrijvende onder de naam « In 't Gemeentehuis », te 8501 Heule, Heuleplaats 7, H.R. Kortrijk 143894, BTW 526.731.576, met als werkzaamheid : restauratiehouder.

Rechter-commissaris : de heer Germain Arnoys, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Frank Heffinck, advocaat te 8501 Kortrijk-Bissegem, Meensesteenweg 347.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 5 juli 2000.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 1 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op woensdag 23 augustus 2000, te 9 u. 45 m., ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Frank Heffinck. (21547)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 13 juli 2000 is De Beckker, Thomas Joseph, geboren te Ekeren op 10 december 1962, wonende en handeldrijvende te 2950 Kapellen, Koning Albertlei 27, H.R. Antwerpen 331149, BTW 627.394.218, kleinhandel in kantoormachines en kantoormeubilair, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bastiaans, Waldemar.

Curator : Mr. Van der Hofstadt, Serge, Jan Van Rijswijcklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 13 september 2000, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Der Hofstadt, Serge. (Pro deo) (21548)

Bij vonnis in datum van 13 juli 2000 is Verbergt Performance B.V.B.A., Kapellei 98, bus 3, 2980 Zoersel, H.R. Antwerpen 323010, BTW 460.354.575, groothandel in vis- en visconserven, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Blonde, Patrick.

Curator : Mr. Van Den Cloot, Alain, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 13 september 2000, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Den Cloot, Alain. (Pro deo) (21549)

Bij vonnis in datum van 13 juli 2000 is W.P.S. N.V., Schijnpoortweg 2, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 312052, BTW 455.824.576, drankgelegenheid, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 13 september 2000, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Caeneghem, Wim. (Pro deo) (21550)

Bij vonnis in datum van 13 juli 2000 is Gedo N.V., Lange Lobroekstraat 8-10, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 455.351.256, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 13 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 14 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 13 september 2000, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Caeneghem, Wim. (Pro deo) (21551)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Brabel, met zetel te 3110 Rotselaar, Walenstraat 26, en met als activiteiten: onderneming voor het reinigen en ontmossen van daken, H.R. Leuven 80281, BTW 455.066.682.

Rechter-commissaris: de heer W. Denon.

Curator: Mr. A.M. Huygens, advocaat te 3053 Haasrode, Bovenbosstraat 59.

Staking van de betalingen: 11 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen: vóór 4 augustus 2000, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen: 14 augustus 2000, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf: 12 september 1991.

De curator, A.M. Huygens. (Pro deo) (21552)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 12 juli 2000 werd de genaamde De Burcht B.V.B.A., Grote Markt 19, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout H44325, drankgelegenheid, BTW 418.689.018, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris: Mevr. Deleu.

Curator: advocaat Beutels, Grote Markt 32, 2200 Herentals.

Tijdstip van ophouding van betaling: 12 juli 2000.

Indiening van schuldvorderingen: vóór 9 augustus 2000.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen: op 23 augustus 2000, te 10 uur.

De curator, (get.) Beutels. (Pro deo) (21553)

Bij vonnis van 12 juli 2000 werd de genaamde APG B.V.B.A., Servaas Daemsstraat 120, 2200 Noorderwijk, H.R. Turnhout H81937, motorraces, BTW 460.376.252, failliet verklaard, op bekentenis.

Rechter-commissaris: Mevr. Deleu.

Curator: advocaat Beutels, Grote Markt 32, 2200 Herentals.

Tijdstip van ophouding van betaling: 12 juli 2000.

Indiening van schuldvorderingen: vóór 9 augustus 2000.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen: op 23 augustus 2000, te 10 uur.

De curator, (get.) Beutels. (Pro deo) (21554)

Bij vonnis van 12 juli 2000 werd de genaamde Cobuco B.V.B.A., Blauwe Kei 7/A, 2380 Ravels, H.R. Turnhout H82162, in- en uitvoerhandel van diverse goederen, collivervoer, groothandel in nieuwe motorvoertuigen uitgezonderd motorrijwielen, BTW 460.695.164, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris: Mevr. Deleu.

Curator: advocaat Beutels, Grote Markt 32, 2200 Herentals.

Tijdstip van ophouding van betaling: 12 juli 2000.

Indiening van schuldvorderingen: vóór 9 augustus 2000.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen: op 23 augustus 2000, te 10 uur.

De curator, (get.) Beutels. (Pro deo) (21555)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête en date du 11 juillet 2000, M. Ska, Jean Christophe Marcel Robert, cultivateur, né à Saint-Mard le 7 novembre 1970, et son épouse, Mme Quoirin, Christine Sylvia, sans profession, née à Arlon le 6 novembre 1970, domiciliés et demeurant à 6760 Gomery (Virton), rue Grande 80, ont introduit devant le tribunal civil de première instance d'Arlon, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial comportant adoption du régime de la séparation des biens pure et simple, dressé par acte reçu par le notaire François Culot, à Virton, en date du 3 juillet 2000.

(Signé) François Culot, notaire. (21556)

Par ordonnance rendue par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, en date du 30 mai 2000, la modification du régime matrimonial entre M. Paul Henri Marie Joseph Ghislain Bievelez, technicien, né à Frameries le 9 février 1946, et son épouse, Mme Nicole Marie Joseph Begon, aide-soignante, née à Mouscron le 5 juin 1947, demeurant ensemble à Tournai (Templeuve), rue Royale 15, et contenant adoption du régime de communauté universelle a été homologuée.

Fait à Tournai (Templeuve), le 12 juillet 2000.

(Signé) M. Tulippe, notaire. (21557)

Par ordonnance rendue par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, en date du 16 mai 2000, la modification du régime matrimonial entre M. Derreumaux, Jacques, facteur, né à Tournai le 16 mai 1951, et son épouse, Mme Delmarquette, Martine, coiffeuse, née à Tournai le 2 juillet 1952, demeurant ensemble à Tournai (Templeuve), rue de Nechin 2, et contenant adoption du régime de communauté universelle a été homologuée.

Fait à Tournai (Templeuve), le 12 juillet 2000.

(Signé) M. Tulippe, notaire. (21558)

Suivant jugement du 11 avril 2000, prononcé par la 27^e chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, la convention modificative du régime matrimonial entre M. Couplet, Olivier André Marie Joseph Ghislain, cadre, et Mme Degraeve, Laurence Valérie, secrétaire de direction, demeurant ensemble à Sint-Genesius-Rode, Lindestraat 25, dressé par acte du notaire Pierre Taeke, à Jollain-Merlin, le 16 janvier 1999, a été homologué.

La modification consiste en l'apport, par chacun des époux, d'un bien propre au patrimoine commun.

Jollain-Merlin, le 11 juillet 2000.

(Signé) Pierre Taeke, notaire. (21559)

Par requête en date du 10 juillet 2000, déposée au tribunal de première instance à Verviers, le 13 juillet 2000, les époux, M. Maurice Pierre Marie Jean Ghislain Brance, agriculteur, né à Verviers le 7 mai 1963, et son épouse, Mme Simone Ghislaine Georges Emilie Orban, aidante, née à Lambermont le 19 avril 1962, domiciliés ensemble à Theux-La Reid, Bois Renard 571.

Epoux mariés sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu par le notaire Paul Pigneur, à Theux, le 17 septembre 1986, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Verviers, une requête en homologation de la convention modificative de leur régime matrimonial, dressée par acte reçu par le notaire Armand Marc Fassin, à Spa, en date du 27 juin 2000.

Le contrat modificatif prévoit la constitution d'une communauté d'acquêts accessoire à leur régime de séparation de biens principale, laquelle communauté comprend les biens immeubles suivants appartenant en propre à M. Maurice Brance:

Commune de Theux, troisième division.

A. En pleine propriété : une ferme et un bâtiment rural sis Bois Renard 571 et +571, ainsi qu'un verger à hautes tiges et une pâture en lieudit « Trou fourmi », cadastrés section D, n° 1097/G et 1097/H, 1091/Z et 1091/A/2.

B. En nue-propriété : prés cadastrés section D :

en lieudit « Menobu », n° 1145/K;

en lieudit « Dessus Verte Fontaine », n° 1103/F;

en lieuxdits « Trou Fourmi » et « Gerosser », n° 1090/B, 1091/S, 1091/T, 1091/Y et 1091/C/2.

Ladite communauté comprend en outre les contrats de crédit et de financement relatifs aux biens précités.

Pour les époux Brance-Orban : (signé) Armand Marc Fassin, notaire à Spa. (21560)

Suivant jugement prononcé le 28 juin 2000, par la douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Jacques André Simon Agnès Meyvaert, technicien, né à Gent le 18 août 1928, et son épouse, Mme Rachel Nirenberg, sans profession, née à Liège le 23 avril 1933, demeurant à Forest (1190 Bruxelles), avenue Jupiter 25, bte 1, dressé par acte du notaire Jean-Philippe Lagae, à Bruxelles, le 22 novembre 1999, a été homologué.

Pour extrait conforme : (signé) M. Jacques Meyvaert; Mme Rachel Nirenberg. (21561)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 30 juni 2000, werd de wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Guy Danckaert, met standplaats Kalken, op 15 september 1999, tussen de echtgenoten, Heirman, Johan Gustaaf, metaalbewerker, geboren te Dendermonde, op 12 mei 1968, en, Raemdonck, Christa Angela Gaby Marie, bediende, geboren te Zele op 14 november 1972, samenwonende te 9290 Berlare, Jan Baptist Courtmansstraat 43, houdende handhaving van hun huwelijksvermogensstelsel, zijnde het wettelijk stelsel met als enige wijziging de inbreng in de huwgemeenschap van het eigen onroerend goed van Mevr. Raemdonck, Christa, zijnde een woonhuis op en met grond en alle verdere aanhorigheden, staande en gelegen te Berlare, Jan Baptist Courtmansstraat 43, gekadastrerd: 1ste afdeling, sectie C, nr. 552/G, groot: 190 m², gehomologeerd.

Kalken, 11 juli 2000.

Namens de echtgenoten, Heirman-Raemdonck, (get.) Guy Danckaert, notaris te Kalken. (21562)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 30 juni 2000, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Guy Danckaert, met standplaats Kalken, op 11 februari 2000, tussen de echtgenoten, Bracke, Roger Joannes Baptiste, gepensioneerde, geboren te Kalken op 26 april 1913, en, Haegens, Elza Mathildis Joanna, gepensioneerde, geboren te Destelbergen op 7 september 1913, samenwonende te 9270 Laarne (Kalken), Hogendries 5, houdende handhaving van hun huwelijksvermogensstelsel, zijnde het wettelijk stelsel met als enige wijziging de inbreng in de huwgemeenschap van het eigen onroerend goed van Mevr. Haegens, Elza, zijnde een woning op en grond te Laarne (Kalken), Hogendries 5, gekadastrerd: 2e afdeling, sectie E, nrs. 688 en 679/C, met een totale oppervlakte van 97 a 03 ca, gehomologeerd.

Kalken, 11 juli 2000.

Namens de echtgenoten Bracke-Haegens, (get.) Guy Danckaert, notaris te Kalken. (21563)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, van 6 juni 2000, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, tussen de heer Luc Claude, Parmentier, burgerlijk ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Nibaruta, huisvrouw, samenwonende te 8200 Brugge, Gustave Baertstraat 24, verleden voor notaris Philippe Defauw, te Kortrijk, op 17 maart 2000, gehomologeerd.

Voor gelijkvormig uittreksel, namens de echtgenoten Luc Parmentier-Nibaruta Anne : (get.) Philippe Defauw, notaris. (21564)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, gewezen op 27 april 2000, werd gehomologeerd de door notaris Van de Ven, Godelieve, met standplaats Bassevelde, in dato 27 december 1999, opgemaakte akte, houdende wijziging van het huwelijksstelsel tussen de heer Van Herzeele, Gino Camiel Clarisse, arbeider, geboren te Gent op 9 oktober 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Gevaert, Veronique Marceline Gabrielle, huisvrouw, geboren te Sleidinge op 26 juni 1956, samenwonende te Evergem, deelgemeente Sleidinge, Kerkstraat 106, waarbij zij overgingen van het wettelijk stelsel naar het stelsel der algemene gemeenschap van goederen.

Voor de echtgenoten Gino Van Herzeele-Gevaert, Veronique, (get.) Van de Ven, Godelieve, notaris. (21565)

Bij verzoekschrift d.d. 11 juli 2000 hebben de heer Jerome Andries, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Mariette Bohez, zonder beroep, samenwonend te Wingene (Zwevezele), Ruddervoordestraat 34, gehuwd onder het stelsel der scheiding van goederen met een gemeenschap van aanwinsten, ingevolge huwelijkscontract, verleden voor notaris Carlos Vlegels, te Ingelmunster, op 6 juli 1966, niet gehandhaafd of gewijzigd, zo verklaard, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 11 juli 2000, inhoudende inbreng door de man van onroerende goederen en roerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten Andries-Bohez, (get.) Karel Vanbeylen, notaris te Zwevezele. (21566)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 30 mei 2000, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 17 maart 2000, tussen de heer Bertrem, Kurt, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Heinkens, Marleen Christiane, arbeidster, wonend te Wingene (Zwevezele), Vrijgeweidestraat 33, gehomologeerd, waarbij de heer Bertrem, Kurt, een onroerend goed in de huwgemeenschap heeft ingebracht.

Voor de echtgenoten Kurt Bertrem-Heinkens, Marleen, (get.) Karel Verbeylen, notaris te Zwevezele. (21567)

Bij verzoekschrift van 22 juni 2000, hebben de heer Standaert, Piet Baziël, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. De Munter, Sabine Yvonne Petrus, bediende, samenwonende te Zulte, Petegemstraat 63, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, d.d. 22 juni 2000, waarbij de heer Piet Standaert een eigen onroerend goed inbrengt in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Peter Pauwels, notaris te Deinze. (21568)

Bij verzoekschrift van 11 juli 2000, hebben de heer Francis Volckaert, bestuurder van vennootschappen, en zijn echtgenote, Mevr. Annelies Wangen, bediende, samenwonende te 9820 Merelbeke, Bosstraat 60, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent, homologatie gevraagd van de akte, verleden voor notaris Pascal Vandemeulebroecke te Sint-Martens-Latem, op 9 juni 2000, houdende toevoeging van een beperkt gemeenschappelijk vermogen aan het reeds tussen hen bestaande stelsel der scheiding van goederen.

Voor de verzoekers, (get.) Pascal Vandemeulebroecke, notaris. (21569)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 26 mei 2000, werd de akte, verleden op 2 februari 2000, voor notaris Ilse Janssens te Kontich, gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, tussen de heer Hugo Frans Riket, gepensioneerde, geboren te Antwerpen op 8 juli 1927, en zijn echtgenote, Mevr. Yvonne Catharina Françoise Taeymans, gepensioneerde, geboren te Deurne op 4 mei 1927, beiden wonende te 2100 Antwerpen (Deurne), Venneborglaan 47. In voormelde akte hebben de echtgenoten Riket-Taeymans het stelsel der algehele gemeenschap aangenomen.

(Get.) I. Janssens. (21570)

Ingevolge vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 30 juni 2000, werd de akte, inhoudende wijziging huwelijksvoorwaarden, verleden voor het ambt van notaris Michel Van Rossom te Ninove, op 1 oktober 1999, tussen de heer Peter De Ras, ingenieur-electronica, geboren te Aalst op 10 juli 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Muriel Greta Elavie Bellemans, werkneemster, geboren te Ninove op 27 september 1963, gehomologeerd.

De echtgenoten De Ras-Bellemans hebben het stelsel der scheiding van goederen aangenomen.

(Get.) Michel Van Rossem, notaris te Ninove. (21571)

Bij verzoekschrift van 6 juli 2000, hebben de heer Toon Maes, en zijn echtgenote, Mevr. Lillofee Depuydt, samenwonende te Hulste, Blauwhuisstraat 64, gehuwd onder het stelsel der wettelijke gemeenschap bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijksstelsel, verleden voor notaris Stefaan Laga, met standplaats te Izegem, op 6 juli 2000.

De voormelde echtgenoten nemen het wettelijk stelsel aan met inbreng door de heer Toon Maes van een onroerend goed gelegen te Harelbeke (Bavikhove). (21572)

Voor de echtgenoten, (get.) Stefaan Laga, notaris te Izegem.

Bij verzoekschrift van 9 juni 2000, hebben de echtgenoten, Roger Ghislanus Bammens-Vanbockryck, Maria Marcella Adèle, wonende te 3520 Zonhoven, Nieuwe Hazendansweg 21, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, een vraag ingediend tot homologatie van het kontrakt, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Bart Drieskens te Houthalen, op 9 juni 2000.

Voor de verzoekers : (get.) B. Drieskens, notaris. (21573)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, d.d. 13 maart 2000, werd gehomologeerd, de notariële akte d.d. 22 december 1999, verleden voor notaris Joan De Coster, met standplaats te Duffel, op verzoek van de heer Bonné, Christian Louis Jozef, arbeider, geboren te Duffel op 12 februari 1967, en zijn echtgenote, Mevr. Mertens, Annemie Paula Petrus, bediende, geboren te Mol op 11 november 1976, samenwonende te 2570 Duffel, Voogdijstraat 43, gehuwd te Duffel op 28 januari 1995, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor verzoekers, (get.) J. De Coster, notaris te Duffel. (21574)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, d.d. 13 maart 2000, werd gehomologeerd, de notariële akte d.d. 12 oktober 1999, verleden voor notaris Joan De Coster, met standplaats te Duffel, op verzoek van de heer Keustermans, Jan Jaak Augusta, bediende, geboren te Lier op 22 januari 1955, en zijn echtgenote, Mevr. Candries, Rita Jozefa Francisca, bediende, geboren te Leuven op 26 juli 1957, samenwonende te 2570 Duffel, Naalstraat 11, gehuwd te Duffel op 21 april 1990, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor verzoekers, (get.) J. De Coster, notaris te Duffel. (21575)

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, d.d. 13 maart 2000, werd gehomologeerd, de notariële akte d.d. 26 november 1999, verleden voor notaris Joan De Coster, met standplaats te Duffel, op verzoek van de heer Wellens, Rene Alfons, technisch bediende, geboren te Duffel op 7 april 1946, en zijn echtgenote, Mevr. Van Soom, Hilda Constantia Josefina, huisvrouw, geboren te Duffel op 29 december 1946, samenwonende te 2570 Duffel, Zijpstraat 2, gehuwd te Duffel op 29 april 1967, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor verzoekers, (get.) J. De Coster, notaris te Duffel. (21576)

De zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge heeft op 6 juni 2000, onder de referte 00/927/B, de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, tussen de heer Luc Daniel Corneel Couchez, bediende, geboren te Poperinge op 20 augustus 1965, en Mevr. Tania Jonckheere, ambtenaar, geboren te Torhout op 19 oktober 1969, beiden wonend te Middelkerke (Leffinge), Patrijsstraat 31, verleden voor notaris Barbara Verhaeghe, te Gistel, op 6 maart 2000, tot aanvulling (overeenkomstig artikel 1394 B.W.) van hun niet-contractueel « wettelijk stelsel », zonder dat deze aanvulling leidt tot de vereffening van het huidige stelsel.

Namens de voornoemde echtgenoten : (get.) Barbara Verhaeghe, notaris. (21577)

Bij verzoekschrift van 29 februari 2000 hebben de heer De Keersmaecker, Marc Ivonne Jan, en zijn echtgenote, Mevr. Van Hoorick, Ann Godelieve Francisca Catharina, samenwonende te Kapelle-op-den-Bos, Mechelseweg 259, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel een aanvraag ingediend tot homologatie van een akte, verleden voor notaris Paul Schotte, te Mechelen, op 29 februari 2000, waarin ze hun huwelijksstelsel in die zin hebben gewijzigd dat de heer De Keersmaecker een onroerend goed heeft ingebracht in de huwgemeenschap.

Mechelen, 10 juli 2000.

(Get.) Paul Schotte, notaris. (21578)